2500

- **SIX NATIONS DE L'EST A LA RECHERCHE DE LA DÉMOCRATIE** – Pages 14 et 15

LE MONDE diplomatique

N° 431 - 37ᵉ année — FÉVRIER 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA — DOM. : 19 F — Belgique : 100 FB — Canada : 3,25 $ C — C-d'Iv. : 1 170 F CFA — Espagne : 320 PTA — Etats-Unis : 2,95 $ US — N.Y. City : 2,50 $ US — Roy.-Uni : 1,40 £ — Irlande : 1,70 £ — Italie : 3 700 lires — Luxembourg : 100 FL — Maroc : 15,50 DH — P.-Bas : 5,00 Fl. — RFA : 5 DM — Sénég. : 900 F CFA — Suisse : 3,80 FS — Tunisie : 1 900 m

Abonnements : voir tarif page 31

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Comprendre ce qui se passe en URSS

Par JOHN KENNETH GALBRAITH

(Page 9.)

Voyage aux pays du capitalisme « réel »



Selçuk

Par CLAUDE JULIEN

ENRACINÉS dans une très riche histoire, des conflits à caractère nationaliste, culturel, religieux, mettent à rude épreuve le pouvoir de M. Gorbatchev et compliquent à l'extrême la tâche des équipes dirigeantes aux marches de l'Empire soviétique (1). Nombre de Républiques non-russes défient, ouvertement ou encore avec discrétion, une structure fédérale qui n'a pas su faire droit aux aspirations nationales.

En Azerbaïdjan, occupé par les tsars dès 1828, ou dans les Républiques baltes, annexées par les Soviétiques en 1940, tensions et convulsions s'intensifient de jour en jour. Elles peuvent rester pacifiques, strictement politiques, comme en Lituanie, ou devenir sanglantes, comme dans le Caucase. Toutes ébranlent en profondeur l'autorité centrale, sapent sa légitimité, restreignent ou paralysent ses possibilités d'action. Par nature, elles sont contagieuses, car non moins grandes sont les frustrations nationales, les revendications culturelles et parfois les contestations de frontières en Géorgie, en Ukraine, en Arménie, en Biélorussie, en Moldavie, etc., comme dans nombre de régions qui n'ont pas accédé au statut de République.

Les affrontements en cours trouvent leur origine dans un passé jamais enfoui sous les pesanteurs de l'oubli, un passé souvent étincelant, toujours tumultueux. Fasciné par l'apparent *monolithisme stalinien* contre lequel il mobilisait toutes ses forces, l'Occident a longtemps négligé de prêter une attention suffisante à des particularismes vivaces, aux caractères propres de chaque peuple dans cette complexe mosaïque. De même que voilà trois quarts de siècle lors du démantèlement de l'Empire austro-hongrois, de *terribles déchirures (2) ne peuvent que* se multiplier et prendre plus d'ampleur, à l'intérieur des frontières soviétiques comme dans les anciennes démocraties populaires. Toujours ces crises seront envenimées par les accablantes difficultés de *la vie quotidienne. Les* pays de l'Ouest peuvent-ils calmer le jeu, apaiser les rivalités, offrir des perspectives capables d'éviter le chaos ?

Une autorité tutélaire parvient rarement à s'éclipser en douceur. Bien que Londres ait eu la sagesse d'entreprendre assez tôt la décolonisation, les pays précédemment soumis à l'Empire britannique firent la tragique expérience de la violence : guerres entre l'Inde et le Pakistan, entre le Nigeria et le Biafra, *guérillas en Malaisie*, au Kenya... Les territoires africains plus tardivement libérés des Empires français et belge ne connurent pas un sort meilleur. Les antagonismes longuement contenus par la force explosent avec frénésie dès l'aube de la liberté.

Grandes furent les espérances des peuples naguère colonisés, immenses sont aujourd'hui les attentes légitimes des populations de l'Est européen. Dans les deux cas, des esprits *perspicaces ont su* prévoir qu'une période d'adaptation et de restructuration imposerait d'abord de rudes sacrifices, mais avec la conviction que s'ouvrirait ensuite une ère plus heureuse, plus prospère. L'inventaire des désillusions ne sera sans doute jamais terminé.

L'EUROPE de l'Est s'épargnera *bien des déconvenues si*, après avoir secoué le joug du « socialisme réel », elle n'attend pas qu'un miracle salue son entrée dans l'univers du « capitalisme réel ». Le cinéma, les séries télévisées, les magazines (la première édition de *Playboy* vient de paraître en hongrois...) lui en offrent une image séduisante, somptueuse, mais trompeuse. Voyant flamber les prix (+ 38 % pour le pain, + 55 % pour le jambon, + 100 % pour une communication téléphonique, + 400 % pour l'électricité, + 600 % pour le charbon), des Polonais admettent que *« les six prochains mois seront rudes »* (3). Le délai, hélas ! sera beaucoup plus long, et aucun résultat n'est garanti d'avance.

(Lire la suite page 18.)

(1) Cf. *Manière de voir*, n° 7, « Du « communisme réel » à l'ambition démocratique », février 1990.

(2) Fort bien illustrées par une scène du très beau roman de Joseph Roth, *la Marche de Radetzky* (Editions du Seuil, Paris, 1982), où une violente querelle oppose aristocrates et officiers de l'Empire austro-hongrois dès l'annonce de l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juin 1914.

(3) « Stoically, Poles Make the Leap to Capitalist Price Increases », *International Herald Tribune*, 3 janvier 1990.

PARTI DISLOQUÉ, GUERRE AU CAUCASE

L'heure de tous les dangers pour M. Gorbatchev

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, en avril 1985, M. Mikhaïl Gorbatchev a dû faire tirer sur des manifestants à Bakou et a engagé l'armée pour mettre fin aux massacres interethniques dans le Caucase. Une première étape de la perestroïka s'achève ainsi, tragiquement. L'objectif de réveiller la société soviétique a été atteint. Au point que, désormais, les tensions montent de partout tandis que s'aggravent les pénuries, que s'affirment les séparatismes et que le parti lui-même se fracture. M. Gorbatchev sera-t-il l'homme de la nouvelle étape qui commence dans le bruit, le désordre et la fureur ? Nulle autre personnalité, en Union soviétique, ne semble disposer de ses atouts, ni posséder son génie politique.

Par BERNARD FRÉDÉRICK*

LES affrontements sanglants à Bakou et l'engagement de l'armée soviétique en Azerbaïdjan et dans l'ensemble du Caucase, conduisent à s'interroger sur la capacité de M. Mikhaïl Gorbatchev à maîtriser les événements actuels. Au lendemain de l'insurrection roumaine, et après l'effondrement du pouvoir en RDA, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie, bien des regards s'étaient déjà tournés vers l'URSS. On attendait le retour du « boomerang ». Le mouvement était parti de Moscou, il devait revenir à Moscou. *« Et maintenant, la Lituanie »*, disait-on, quand, le 20 décembre, à Vilnius, le XXᵉ congrès du PC de cette République balte proclama, à une écrasante majorité, son indépendance à l'égard du Parti communiste d'Union soviétique. Face aux bouleversements qui se produisaient en rafales à l'Est, l'URSS faisait soudain pâle figure, et quand M. Gorbatchev rejeta, avec une pointe d'agacement, l'ultime demande d'Andréi Sakharov – l'abolition de l'article 6 de la Constitution, qui reconnaît le « rôle dirigeant » du PC, – d'aucuns jugèrent que désormais le Kremlin était politiquement à la traîne.

Paradoxalement, l'affaire lituanienne et même l'explosion sanglante en Azerbaïdjan sont venues rappeler que celui par qui le bonheur est redevenu *« une idée neuve en Europe »* ne perd ni sa bonne étoile ni l'initiative. Et cela, quels que soient les nuages qui assombrissent le ciel.

(Lire la suite page 10.)

* Journaliste. Correspondant de *l'Humanité* à Moscou.

En vente dans les kiosques le 10 février :

DU « COMMUNISME RÉEL » A L'AMBITION DÉMOCRATIQUE

Manière de voir n° 7

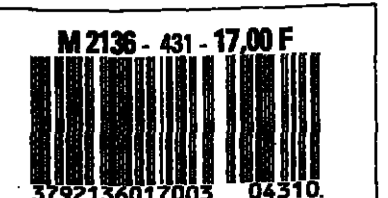
DANS CE NUMERO :

Repenser le monde

Longtemps étouffés par la peur et la force, des rivalités et des antagonismes de tous ordres explosent à présent à l'est de l'*Europe et en Union soviétique*. Toute la planète est concernée. L'ivresse de la liberté conjuguée à la panique économique poussent des nations, qui sont *« à la recherche de la démocratie » (pages 14 et 15)*, à choisir précipitamment d'autres modèles, en Occident.

REFUSER LES DOCTRINES

« L'Europe de l'Est – avertit Claude Julien – *s'épargnera bien des déconvenues si, après avoir secoué le joug du « socialisme réel », elle n'attend pas qu'un miracle salue son entrée dans l'univers du « capitalisme réel » (pages 1, 18 et 19).* Ce miracle est d'autant plus improbable que la situation à l'*Ouest n'est point paradisiaque*. Le spectacle *« de la pauvreté en France » (page 19)* comme celui, par exemple, de la ville de Djakarta *(pages 20 et 21)* le confirment. La démocratie progresse certes dans des pays comme Taïwan *(page 22)* mais le Sud craint, maintenant que *« la guerre froide est finie »*, d'être oublié au profit de l'Est *(page 3)* ; ou – c'est le cas du Nicaragua *(page 4)* – que rien ne vienne plus tempérer les ambitions des Etats-Unis. Pis, qu'une *« communauté de sécurité » se constitue au Nord contre le Sud » (pages 6 et 7)*. Tout cela pousse la Communauté européenne à s'interroger sur sa structure future : fédération à douze ou confédération à trente *(page 8)* ?



ENCOURAGER LA TRANSITION

Ainsi, tous les paramètres de la géopolitique sont bouleversés : *« hommes, échanges et frontières au cœur de l'Europe »* s'animent *(pages 16 et 17)* ; la Yougoslavie est *« menacée d'éclatement » (page 5)* ; la Roumanie demeure hantée par le nationalisme *(pages 12 et 13)*. A Moscou, *« l'heure de tous les dangers sonne pour M. Gorbatchev » (pages 10 et 11)*, c'est pourquoi il est urgent de mieux *« comprendre ce qui se passe en Union soviétique » (page 9)*.

Partout, les espérances sont immenses. Afin d'atténuer les inévitables déceptions, et pour favoriser la naissance d'une ère plus fraternelle, il faut à tout prix éviter l'abdication de la pensée et se demander, *enfin, « comment passer du monde d'hier à un monde nouveau » (pages 6 et 7)*.

Lire le sommaire détaillé page 32.

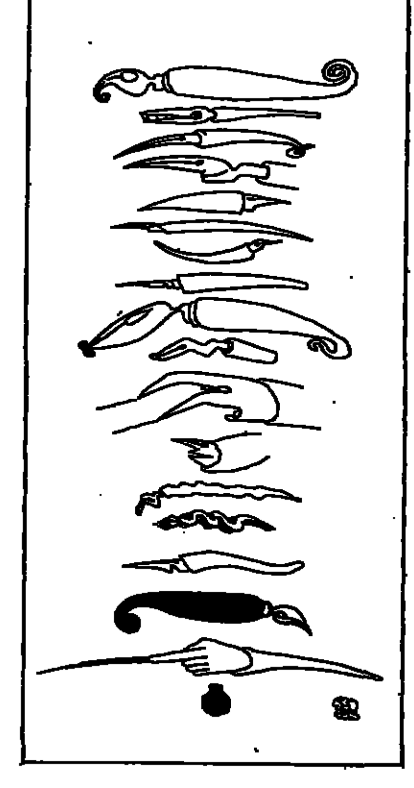


Environnement et alimentation

M. François de Ravignan, agronome à l'INRA, nous écrit après lecture de l'article de M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, paru dans notre numéro d'octobre 1989 :

Le Monde diplomatique avait publié dans son numéro de juin 1979 un dossier concernant la préparation de la conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, organisée par la FAO en juillet de cette même année, et ses lecteurs avaient pu constater que ladite conférence n'avait guère fait l'objet, au cours de son élaboration, d'une participation paysanne. Aussi n'est-ce pas sans étonnement que je lis dans le numéro d'octobre, sous la plume de M. Saouma, qui était déjà à l'époque directeur de la FAO, que de cette conférence est sortie une charte des paysans. Sans doute serait-il indiscret de demander combien de signatures de paysans figurent au bas de ce document... La FAO qui, en ce temps-là, encourageait fort l'emploi des engrais et des pesticides, deviendrait aujourd'hui, si l'on en croit cet article, environnementaliste. Dont acte.

Il ne faudrait pas pour autant accuser trop le trait sur le paysan du tiers-monde destructeur de l'environnement : un paysan privé de sa terre, de revenu et de travail peut-il se comporter autrement ? M. Saouma accuse le « cercle vicieux de la pauvreté », ce poncif destiné à cacher sous une prétendue fatalité ce qui détruit à la fois les hommes et l'environnement : le meurtre méthodique, pour cause de rentabilité des capitaux, du travail humain, et ce, sous toutes les latitudes. Il ne sert bien sûr à rien de « crier au loup » à qui n'a pas même aperçu le loup !



Une nouvelle conscience planétaire

M. Roger Gautreau, de Paris, après lecture de l'article d'Edgar Morin paru dans notre numéro d'octobre 1989, nous écrit pour nous alerter sur la situation des Indiens du Venezuela :

Bien sûr, la situation vénézuélienne n'est pas comparable à celle du Brésil, mais l'avenir des Indiens est incertain. On estime les populations indiennes à 400 000 personnes. Beaucoup vivent dans les régions forestières (Orénoque-Amazone). Si le prix de la dette est dur à supporter pour le peuple vénézuélien, ils étaient nombreux, ceux d'origine indienne, à se révolter contre les décisions d'austérité au printemps dernier à Caracas, car ils sont toujours parmi les plus marginalisés. Dans certaines régions où vivent les Indiens, les richesses du sous-sol sont fabuleuses (or, diamants, minéraux stratégiques). Dans le contexte économique actuel, la recherche par les grands intérêts, nationaux ou non, de « El-Dorado » version moderne serait la fin des peuples indiens. La défense des intérêts sociaux-spatiaux-culturels, c'est-à-dire la reconnaissance de l'indianité par le gouvernement vénézuélien est le but du 1er congrès national indien.

A cet effet, une délégation issue du Congrès a été reçue par le président du Venezuela, Carlos Andres Perez, ainsi que par plusieurs ministres et gouverneurs. Cela, bien sûr, est important et encourageant, mais bien du chemin reste à faire !

Des réunions intertechniques sont prévues, afin de préparer un grand congrès en 1992, l'année du 5e centenaire de la « découverte » de l'Amérique. 1992 sera peut-être l'année d'une découverte, celle de la personnalité indienne ? Espérons-le.

Pour un Maghreb en paix

M. Brahim O. Chadly, directeur de la banque centrale de Mauritanie, à Nouakchott, nous adresse un long « plaidoyer » pour un Maghreb en paix, dont voici un extrait :

Le compromis est possible, mais à condition que les partisans du tout ou rien de chaque camp fassent preuve de pragmatisme et acceptent de mettre entre parenthèses leurs certitudes en matière de droits historiques et de souveraineté absolue, afin d'aider leurs dirigeants respectifs à trouver une solution acceptable par tous.

Pour ma part et en observant depuis quelques années la démarche du souverain marocain dans cette affaire et l'esprit d'ouverture des dirigeants sahraouis, je suis convaincu que l'on pourrait s'acheminer vers une solution qui combinerait avec bonheur l'indépendance du Sahara, en contrepartie de notables concessions au profit du Maroc en matière économique et en matière de sécurité. Il ne sert en effet à rien de perpétuer une situation qui mènera tôt ou tard à une solution politique. Aussi est-il préférable d'écrire l'Histoire dès maintenant en cessant du même coup de faire verser le sang et les larmes et en apprenant aux peuples à ne plus se haïr, mais à se tourner vers l'avenir afin de construire un Maghreb tolérant.

« Le sphinx allemand »

Réagissant à l'article de Claude Julien, « Le sphinx allemand » (le Monde diplomatique, *décembre 1989), dont il confirme les thèses sans s'en rendre compte, M. Hans Basskow nous écrit de Siegen (Westphalie, RFA) :*

En 1945, il y avait une Allemagne vaincue, à terre, méprisée et sans espoir.

En 1945, il y avait surtout les quatre « vainqueurs » d'une guerre meurtrière causée par l'Allemagne nazie, quatre puissances mondiales qui ont perdu d'autres guerres : une en Inde, une autre en Indochine et en Afrique du Nord, une autre au Vietnam, une autre en Afghanistan ; et combien de guerres contre l'économie d'un monde de l'an 2000.

Le sphinx allemand (et peut-être aussi le miracle japonais) a vainement essayé de faire comprendre aux vainqueurs que quelquefois les perdants sont les vrais gagnants. Les « vainqueurs » n'ont rien compris. Ce n'est pas une idéologie, c'est simplement une vérité. Le seul à avoir compris cette énigme était un Français : Charles de Gaulle. Miracle ? Non, c'était un homme qui avait comparé les valeurs d'une nation nationale avec les défauts de vision d'une nation chauvine et qui avait constaté que le vainqueur est trop souvent un perdant. La France, par exemple, avait gagné 1945 en perdant tout en 1954 et en 1962, la monnaie française devenant une valeur à dévaloriser. Le sphinx allemand restait « sphinx » pendant cette période de persévérants guerriers tout en améliorant ses budgets et son deutschemark. La France n'a pas de raison de se plaindre rétrospectivement. Elle n'a pas non plus à faire naître des soupçons : la Bundesrepublik Deutschland fera partie de l'Europe même en intégrant la Deutsche Demokratische Republik, *si celle-ci le veut le 6 mai 1990.*

De son côté, M. Claude Geoffray, de Bagnols-sur-Cèze, nous écrit :

L'Allemagne de l'Est est devenue par l'histoire le point à partir duquel deux systèmes (radicalement opposés) se sont éloignés l'un de l'autre. Ces deux systèmes se rapprochent aujourd'hui et veulent se rencontrer, et non se dominer l'un l'autre. Ce n'est donc pas de l'Atlantique vers l'Oural, ni de l'Oural vers l'Atlantique que doit se construire l'Europe, mais par un processus de « convergence », pour employer le mot d'Andreï Sakharov, convergence d'idées entre capitalisme et socialisme, mais aussi convergence géographique, dont le point ultime est peut-être justement Berlin. Les symboles ont la vie dure et pèsent lourdement sur l'histoire, ne les négligeons pas. L'Allemagne sera réunifiée quand l'Europe le sera.

A propos du même article, M. Jean B. Neveux, professeur des universités à Strasbourg, conclut ainsi sa réflexion sur les actuels mouvements de population en RFA et à Berlin-Ouest :

Il est question un peu partout (mais justement : pas partout) de sociétés multiples, aux composants divers, vivant harmonieusement dans une juxtaposition faite de tolérance réciproque. Il en est question en France, il en est question aussi – mais pas dans les mêmes registres – en RFA. Bien sûr, cet Etat pourrait entamer le processus en définissant enfin les concepts en cause, en renonçant au mélange de moins en moins crédible, mais toujours aussi détonant, du *ius sanguinis* et du *ius linguae* (celui-ci étendu à la notion encore plus imprécise de *deutsche Kultur*). Ce serait là un grand pas de fait en direction de l'aménagement de la fameuse « maison Europe ».

Mais cette image de la « maison Europe » ne fait-elle pas partie des métaphores incohérentes ? A essayer de se l'imaginer, nous constatons que dans toute maison il y a des caves et des combles, des dégagements et des cages d'escalier, et des vide-ordures. Même si tous les niveaux sont construits « à l'identique », il y a des différences, pour les habitants, entre ces niveaux – surtout si l'ascenseur ne marche pas (...).

Je pense que nous devons établir comme l'une des deux ou trois hypothèses possibles le fait qu'il y aura toujours des gens qui seront des aubains et d'autres qui seront, ou s'imagineront être, des indigènes. Que les premiers oscilleront entre l'incertitude existentielle et la surcompensation, que les seconds seront psychologiquement dans la même situation, en en inversant les pôles – un sentiment de manque étant à chaque fois au centre de la polarité. Que les mouvements de populations, à quelque échelle que ce soit, ne pourront pas créer « la paix universelle », mais que, en déstabilisant ou en détruisant les cadres imparfaits mais relativement stables tant sur le plan juridique que sur le plan socio-psychologique, ils ne pourront que favoriser ce qu'on peut appeler la « balkanisation ». Sommes-nous à la veille de la cinquième guerre balkanique de notre siècle ?

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Micheline PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,
Alain GRESH
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27
Télécopieur : 45-23-06-81

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 27 291 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, dix-sept abonnements ont été établis : quatorze en Afrique et au Proche-Orient, deux en Amérique latine, et un en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

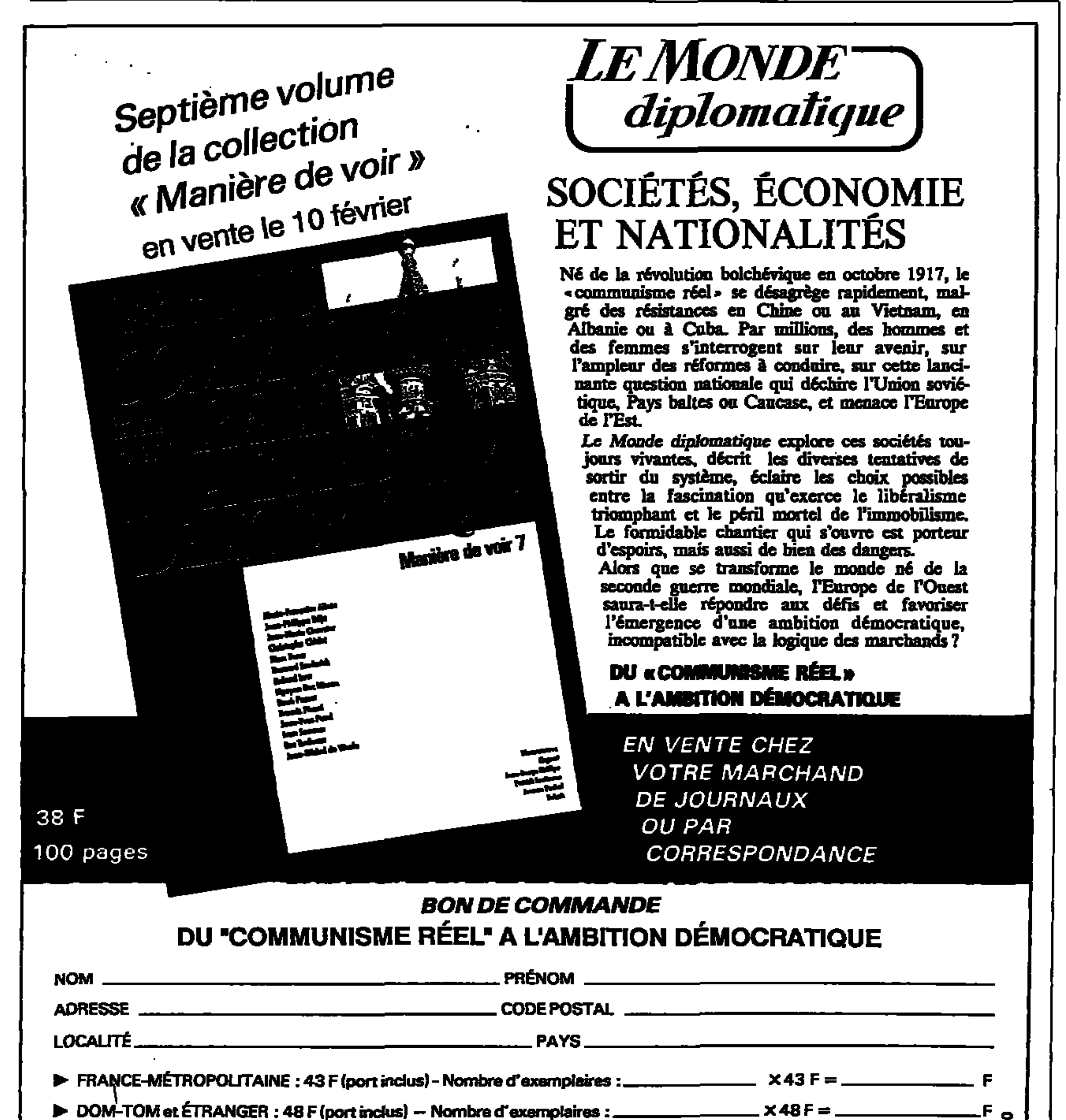
M. ou Mme ....

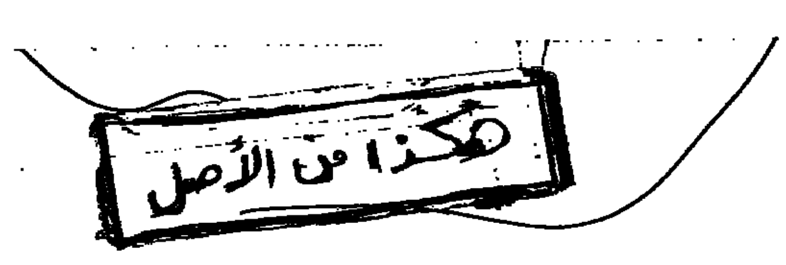
n°....., rue ....

à.......................... Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de :
□ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
□ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
□ 343 F pour un abonnement en Asie.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).





ENLEVER AU SUD POUR DONNER A L'EST ?

Aux Nations unies aussi, la guerre froide est finie

L'ONDE de choc du violent chambardement politique qui secoue l'Europe de l'Est atteint les Nations unies. Au cours de la dernière session de l'Assemblée générale, on a pu contater la fin des traditionnelles rivalités entre l'Est et l'Ouest. Une telle atmosphère de détente, si longtemps souhaitée, entraîne toutefois des conséquences inattendues. Beaucoup de pays du Sud craignent que les grands problèmes du tiers-monde (endettement, sous-développement, santé, nutrition...) ne soient négligés. Devant l'euphorie qui gagne les nantis, ils rappellent que, disparus les communistes, restent les pauvres...

Par SOPHIE BESSIS *

« L'Est ? Quel Est ? De quoi parlez-vous ? » Boutade, bien sûr, que cette réponse d'un ambassadeur d'un pays du tiers-monde à qui l'on demandait comment se manifestaient les nouveaux rapports Est-Ouest dans l'enceinte des Nations unies. Mais révélatrice de l'atmosphère qui a marqué la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York. Finies les empoignades d'antan, disparus les vieux clivages qui balisaient de repères familiers tous les grands débats. Conséquence des changements spectaculaires survenus dans les pays communistes, mais aussi de l'émergence de nouveaux défis sur la scène mondiale, les rayonnages de cet immense supermarché de la diplomatie internationale que sont les Nations unies n'offrent plus à leurs habitués les « produits » qu'ils avaient coutume d'y trouver.

Certes, les questions comme celles du Sahara occidental, de l'Amérique centrale ou de la Palestine n'en ont pas complètement disparu, mais la façon dont on les traite montre à quel point les stratégies des acteurs en présence sont en train de changer et laissent la place à de nouvelles préoccupations qui soulèvent à leur tour des questions inédites.

Reflet de la nouvelle donne des relations internationales, ce forum où s'affrontent et dialoguent trois mois par an tous les Etats du monde a vu ses principaux protagonistes changer de rôle (1). Les pays industriels occidentaux n'y ont jamais été aussi puissants, et leurs adversaires traditionnels sont pour les uns en train de disparaître tandis que les autres n'ont plus les moyens de donner de la voix.

Adoptant sur tous les thèmes encore sujets à controverse un profil bas, l'Union soviétique a systématiquement privilégié le consensus avec les Etats-Unis et a soigneusement évité d'affronter Washington, y compris sur des sujets encore brûlants comme l'Amérique centrale. Sans renoncer à défendre ses intérêts sur quelques thèmes économiques majeurs mais y voyant plutôt un moyen de les ménager, Moscou cherche désormais sur bien des plans à donner à l'Occident des gages de sa bonne volonté : abstention sur la rituelle demande d'exclusion d'Israël des Nations unies ; présentation d'une résolution conjointe avec les Etats-Unis sur la préservation de la paix et de la sécurité ; conversion aux principes défendus par Washington et les institutions financières internationales en matière de gestion de la dette et d'accès aux marchés des capitaux.

L'URSS – comme d'ailleurs les pays de son ancien glacis – cherche à préparer le terrain d'une insertion accrue dans les mécanismes économiques et financiers internationaux, c'est-à-dire occidentaux, pour pouvoir sans doute bénéficier bientôt de leurs largesses. Cette stratégie d'intégration au système mondial montre, s'il en était encore besoin, la priorité donnée désormais par Moscou à la solution de ses innombrables problèmes intérieurs.

Si cette attitude a de quoi ravir l'Occident, qui se voit à la fois conforté dans son rôle hégémonique et privé de son plus redoutable adversaire, elle ne fait pas l'affaire des pays du tiers-monde. Ses principaux ténors ne manifestent guère d'enthousiasme devant l'évolution trop rapide à leur goût des relations Est-Ouest. Tout se passe dans ce domaine comme si le Sud prenait encore plus conscience, à la faveur de ces changements, de sa tragique faiblesse.

On savait les années 70, celles de la revendication d'un nouvel ordre économique international et de la répartition plus équitable de la richesse mondiale, bel et bien terminées. On savait que le problème de la dette avait éteint bien des prétentions au « rattrapage » des pays industriels et réduit les espaces de souveraineté des pays du Sud. Composé d'Etats aux intérêts souvent contradictoires, le tiers-monde a vu la crise qui le frappe renforcer la suprématie de l'Occident. Il ne peut voir sans déplaisir, et ses représentants à New-York ne se sont pas privés d'exprimer leur inquiétude, disparaître une des dernières marges de manœuvre dont il disposait à l'échelon international.

Les exemples de la drogue et de l'environnement

NON seulement en effet l'Union soviétique ne prend plus systématiquement fait et cause pour les revendications des pays du tiers-monde et a tendance désormais à prêcher la modération, *mais le rapprochement* entre les deux superpuissances ôte à bien des pays la possibilité de jouer avec profit de leurs rivalités. *« Nous ne pouvons plus compter sur l'URSS aux Nations unies »*, résumait crûment un diplomate du tiers-monde à la dernière session de l'Assemblée. On comprend dès lors le fantastique accroissement de puissance d'un Occident dont la capacité de contrôle et d'initiative grandit proportionnellement à l'effacement – provisoire ? – de ses deux groupes traditionnels d'adversaires, l'Est et le Sud.

Deux grands débats ont, au cours de la dernière session, illustré cette redistribution des cartes. Affirmant leur prépondérance, les Etats occidentaux ont imposé cette année comme thèmes prioritaires les questions de l'environnement et de la drogue. Ces deux sujets constituent effectivement deux enjeux majeurs de la fin du siècle, et nombre de pays du tiers-monde, dont certains sont concernés au premier chef, en *sont parfaitement conscients* (2). Mais on a vu reparaître, à l'occasion du débat sur ces deux thèmes, de vieux clivages *Nord-Sud révélateurs de la puissance* des uns et de la faiblesse des autres.

Pour de bonnes raisons, et d'autres moins légitimes, en matière d'environnement, le Sud a peur. Ses élites y voient une remise en cause radicale du modèle (et des prébendes qu'il engendrait) sur lequel elles ont à la fois fondé leur puissance et leur richesse. Et ce n'est pas un hasard si les Etats les *mieux dotés*, qui tirent des revenus considérables de l'exploitation de leurs ressources naturelles, ou ceux qui ont *donné la priorité à certains types* d'industrialisation, sont les plus réticents à envisager l'avènement d'un type de *développement* respectueux des grands écosystèmes.

Le Brésil, dont l'ancien président Sarney a effectué, en septembre 1989, le voyage de New-York pour défendre son droit d'exploiter souverainement l'Amazonie, s'est fait le chef de file de ces Etats. Mais il est vrai que le tiers-monde risque aussi de pâtir du nouvel engouement manifesté par les Etats du Nord pour l'écologie, et les récents débats de New-York ont vu s'affronter deux conceptions bien différentes de la sauvegarde de l'environnement.

« Oui au respect des grands équilibres écologiques, ont concédé les ténors du tiers-monde, au premier rang desquels la Chine, l'Inde et le Brésil, *à condition qu'il ne remette pas en cause le droit au développement et l'absolue nécessité de poursuivre la croissance au Sud. »* A condition aussi que les premiers responsables de la pollution mondiale, c'est-à-dire les Etats industrialisés occidentaux, portent l'essentiel du fardeau financier de la lutte ; à condition enfin que des mécanismes financiers et de transfert de technologies soient créés à l'échelle internationale pour que les pays en développement n'aient pas à supporter les surcoûts entraînés par la mise en place de procédés industriels non polluants.

Les pays africains ont demandé que la lutte contre la désertification devienne une priorité mondiale. L'Occident a prononcé quelques paroles apaisantes en direction du Sud, quelques pays riches – les Etats scandinaves, l'Australie et la Nouvelle-Zélande principalement – se montrent sensibles aux revendications des pays pauvres, mais la bataille ne fait que commencer sur ces enjeux. Mme Thatcher, lors de son intervention, en novembre 1989, devant l'Assemblée générale, a donné le ton : la croissance démographique mondiale et la destruction accélérée des forêts tropicales sont *les deux principales menaces pesant* sur la planète, a-t-elle déclaré en substance, rejetant de ce fait sur le Sud la principale responsabilité de la dégradation des écosystèmes.

Les Etats-Unis ont limité les problèmes environnementaux à l'ozone, aux changements climatiques et à la *surexploitation des fonds marins – profitant* de ce dernier point pour sonner la charge contre le Japon – et ont répété que *tous les* pays du monde doivent également lutter contre de tels dangers. On comprend dès lors que Washington et Londres, suivis par Tokyo et quelques autres, refusent d'envisager une réduction immédiate et unilatérale de leurs émissions de dioxyde de carbone, et renvoient le problème à la conférence des Nations unies sur l'environnement prévue pour 1992 au Brésil.

Au sujet de cette échéance aussi la bataille a été rude. Si le tiers-monde en a gagné la première manche en obtenant que cette conférence soit consacrée à *« l'environnement et au développement »* et pas seulement au premier des deux termes, avançant comme argument que la pauvreté est la principale cause de dégradation de l'environnement dans les pays du Sud, les grands facteurs d'affrontement sont loin d'être tous levés. Tandis que les Etats du Sud souhaitent donner au problème une dimension politique et économique, les Etats-Unis font pression en faveur d'une réunion à caractère technique où la question des remèdes à apporter aux dysfonctionnements actuels prendrait le pas sur le problème du partage des responsabilités et de la nécessité de trouver de nouveaux modes de croissance à l'échelle mondiale.

SCÈNE DE LA CONQUÊTE DU TCHAD (1899)
Après les égoïsmes coloniaux, l'indifférence ?

Roger-Viollet

De nouvelles ruptures en perspective

LA préparation de la conférence de *1992 promet, sur ce plan-là, d'être* agitée, les pays du tiers-monde disposant de moyens bien modestes pour faire triompher leur point de vue. Pis, nombre d'entre eux craignent que, pour imposer leur approche, les grands bailleurs de fonds occidentaux n'assortissent leur aide future de nouvelles conditions fondées sur leur propre conception de la sauvegarde de l'environnement. Certains vont jusqu'à affirmer que la préoccupation écologique peut servir de nouvelle machine de guerre du Nord contre les légitimes *aspirations* à la *croissance* du Sud. Cette crispation montre à quel point le tiers-monde apparaît aujourd'hui sur la défensive. *L'URSS, sur ce sujet*, semble se situer à mi-chemin des deux positions, se disant prête à privilégier un développement moins polluant, mais ne pouvant pas réformer ses installations industrielles à un prix que son économie n'est pas en mesure de supporter.

Les nouveaux défis des années 90, *loin de créer de nouvelles solidarités*, révèlent donc les mêmes vieux conflits d'intérêts. Il en est ainsi du problème de la drogue, second *grand débat* imposé par les Etats-Unis, qui voudraient voir les Nations unies y consacrer une part plus importante de leur budget ordinaire au détriment d'autres secteurs jugés trop « tiers-mondistes ».

Là aussi, la prochaine session extraordinaire des Nations unies sur la drogue, qui se tiendra à New-York du 20 au 23 février, risque d'être houleuse. Si les pays latino-américains ont, en effet, rappelé qu'ils étaient les premiers à combattre ce fléau, ils ont également fait valoir que l'extension des cultures *de coca au cours des dernières années* n'était pas sans rapport avec l'effondrement des cours mondiaux du café et du cacao, dont *ils sont de traditionnels* exportateurs (3). Et ils ont déclaré, à l'intention des pays du Nord, que le meilleur moyen de *les aider était à la* fois d'agir pour relever les cours des produits de base et de contrôler chez eux la demande de drogue.

On a pu, dans ce domaine aussi, constater quelques divergences au sein des pays membres de l'OCDE, certains d'entre eux se montrant sensibles à de tels arguments. Mais, les chefs de file anglo-saxons ont sèchement estimé que là n'était pas le sujet, refusant d'admettre que la dette, la marginalisation *dans le commerce* mondial des cultures d'exportation licites, la paupérisation des pays producteurs, sont en partie responsables du rapide développement des cultures destinées à la fabrication de stupéfiants. Or, là aussi, les pays concernés n'ont pas les moyens d'imposer leur point de vue.

A contrario enfin, les thèmes prioritaires pour les pays du Sud, comme la dette et le financement du développement, *n'ont guère suscité* l'intérêt des nantis. Certes, les décisions les plus importantes dans ces domaines ne se prennent pas aux Nations unies, mais de nombreux Etats entendaient y exprimer leur inquiétude sur le fait que le nouvel attrait qu'exercent les pays d'Europe centrale risque de marginaliser encore davantage de vastes régions du monde.

Etrange paradoxe que de voir les espoirs soulevés par la fin de la guerre froide et par le vent de démocratie soufflant à l'Est se muer, au Sud, en crainte et en désenchantement. Ses élites il est vrai, affaiblies par la crise et préférant souvent l'immobilisme à des changements porteurs de tant d'inconnues, ne se sont pas préparées à *affronter le nouvel état du monde*. Ni le groupe des 77, ni les non-alignés, ni l'Organisation de l'unité africaine (OUA) n'ont vraiment réfléchi à leurs possibles conséquences, et les pays qui les composent se voient pour la plupart dépourvus de capacités de négociation et plus que jamais placés en position de demandeurs. Pis, divisé naguère entre l'Est et l'Ouest, le Nord paraît désormais tenté de faire son unité, et d'aucuns n'hésitent pas à prédire l'instauration aux Nations unies, comme dans toutes les sphères de la diplomatie internationale, d'un condominium des deux superpuissances.

On n'en est pas encore là et les conflits d'intérêt entre pays occidentaux eux-mêmes ont de beaux jours devant eux. Mais cette quarante-quatrième Assemblée générale des Nations unies restera probablement comme une des premières ébauches, face aux problèmes anciens et aux prochains enjeux, de nouvelles ruptures entre un Nord *prenant conscience de* son unité et un Sud sans armes et divisé, dont la diversité, au lieu d'être un atout, accentue terriblement la faiblesse.

(1) *Cf.* Maurice Bertrand, « Le renversement des positions soviétiques aux Nations unies », *le Monde diplomatique*, février 1988.

(2) *Cf.* Maurice Bertrand, « Un plan mondial pour sauver la planète ? », *le Monde diplomatique*, août 1989.

(3) *Cf.* Christian de Brie, « Drogue, des cultures illicites imposées par la loi du marché », *le Monde diplomatique*, octobre 1989.

* Journaliste.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 janvier

4 SRI-LANKA	Fête de l'indépendance
6 NOUVELLE-ZÉLANDE	Fête nationale
11 IRAN	Anniversaire de la révolution islamique
18 GAMBIE	Fête de l'indépendance
23 GUYANA	Fête nationale
25 KOWEIT	Fête nationale
27 RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Fête de l'indépendance

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SOUS LES PRESSIONS DES ÉTATS-UNIS

Une épreuve de vérité pour les sandinistes au Nicaragua

L'UNION soviétique, embourbée dans ses très graves problèmes internes et engagée dans la voie de la détente avec les Etats-Unis, encourage désormais le Nicaragua à rechercher à tout prix un compromis avec Washington. Dans cet esprit, Managua a accepté d'avancer la date de l'élection présidentielle au 25 février.

Cette élection, dont le résultat conditionne en grande partie l'avenir de l'Amérique centrale, se déroule à un moment où les Etats-Unis effectuent un retour en force dans leur « arrière-cour ». Au point que, pour la première fois depuis le début du siècle, ils n'ont même pas invoqué le prétexte d'un « danger communiste » pour déclencher l'invasion de décembre au Panama.

Par STÉPHANE RILLAERTS *

L'intervention militaire américaine au Panama et le renversement de la dictature du général Noriega, le 20 décembre 1989, n'ont pas favorisé, c'est le moins que l'on puisse dire, l'apaisement des tensions en Amérique centrale. Au contraire. D'autant que la région avait connu, au cours du dernier trimestre de 1989, un véritable crescendo de violence dont l'intervention américaine a constitué, en quelque sorte, le point d'orgue. En effet, elle s'est produite après la grande offensive de la guérilla, début novembre, contre le régime du président Cristiani au Salvador et après la rupture du cessez-le-feu, le 1er novembre 1989, entre le régime sandiniste de Managua et la Contra nicaraguayenne.

Cette recrudescence des conflits et ce retour aux armes se produisent à un moment politique fort délicat, alors que se poursuit la campagne électorale au Nicaragua pour l'élection présidentielle, le 25 février. Deux candidats s'affrontent : M. Daniel Ortega, actuel président et chef du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et Mme Violeta Chamorro, leader de l'Union nationale de l'opposition (UNO), rassemblement hétéroclite d'une dizaine de partis, allant des communistes aux néolibéraux et des sociaux-démocrates aux chrétiens-démocrates (1).

L'élection, prévue à l'origine pour novembre 1990, a été avancée à février sous la pression des Etats-Unis. Elle constitue pour les sandinistes, au pouvoir depuis dix ans, une épreuve de vérité. Afin que le déroulement du scrutin et les résultats ne fassent l'objet d'aucune contestation, le gouvernement de Managua a accepté que de nombreuses organisations internationales envoient des observateurs. Résultat : cette élection sera sans doute la plus surveillée de l'histoire. L'ONU, par exemple, a même créé un corps spécifique — la Mission d'observation chargée de vérifier les élections au Nicaragua (ONUVEN) — ; ce sera d'ailleurs la première fois que l'ONU vérifie la validité d'un scrutin dans un pays souverain (2). Les observateurs de l'ONUVEN seront présents dans 10 % à 15 % des 4 400 bureaux de vote du pays. L'Organisation des Etats américains (OEA), de son côté, enverra aussi des représentants ; il y aura, le 25 février, deux observateurs de l'OEA dans chacun des 143 districts municipaux. Le Conseil des chefs d'Etat élus démocratiquement, que dirige l'ancien président américain, M. James Carter, a également annoncé qu'il effectuera son propre décompte des voix (comme il le fit au Panama, en mai 1989, dénonçant les fraudes du général Noriega). Enfin, les Internationales socialiste et chrétienne-démocrate, les Parlements français et espagnol, les gouvernements japonais et britannique, et bien d'autres instances démocratiques seront représentés et pourront donner leur avis sur la légalité du scrutin.

Les sondages, fin janvier, accordaient davantage de voix à M. Ortega (environ 51 %) — favorisé indirectement par l'intervention américaine au Panama — qu'à Mme Chamorro (environ 24 %), mais rien n'est joué, car un grand nombre d'électeurs inscrits se déclarent encore « indécis ». Même s'ils l'emportent le 25 février, les sandinistes verront leur pouvoir amoindri et seront contraints de gouverner en tenant compte d'une opposition parlementaire très renforcée. Mais la question centrale est de savoir si les Etats-Unis accepteront une victoire du candidat sandiniste et si, malgré toutes les garanties démocratiques que fournit la présence d'observateurs impartiaux, Washington ne sera pas tenté, comme en 1984, de déclarer le scrutin nul et de maintenir son hostilité au gouvernement sandiniste en réactivant la Contra, qui n'est toujours pas démantelée.

Une telle crainte est d'autant plus justifiée que, depuis la victoire des sandinistes sur le dictateur Somoza en 1979, les Etats-Unis n'ont cessé de manifester à l'égard du nouveau régime une violente hostilité (3). Les bons offices des pays neutres (Communauté européenne, Suède, groupes de pays démocratiques latino-américains, etc.) ou les concessions politiques des sandinistes n'ont pas modifié cette attitude, qui reste une constante de la diplomatie de Washington en Amérique centrale.

C'est en janvier 1983 que quatre pays (Panama, Venezuela, Colombie, Mexique) décident de s'imposer comme médiateurs sur la scène centraméricaine. Ce groupe, dit de Contadora, est rejoint, deux ans plus tard, par un « groupe d'appui » (Uruguay, Brésil, Pérou et Argentine) : ils bousculent la suprématie de Washington dans ce qu'il considère comme son « arrière-cour ». La Maison Blanche et ses alliés dans la région, — Honduras, Costa-Rica et El Salvador — ne manqueront pas de s'en irriter (4).

Recherche d'une pacification de la région

CONTADORA ne parviendra pas à surmonter le problème-clé du conflit : la guerre de « basse intensité » menée par Washington contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua par « contras » interposés, dont le règlement dépasse nécessairement le cadre centraméricain.

Officiellement en paix avec Managua (les relations diplomatiques n'ont jamais été rompues), Washington justifie sa politique de déstabilisation en critiquant l'absence de démocratie au Nicaragua, ou l'ingérence supposée de Managua dans le conflit salvadorien. Le groupe de Contadora élaborera plusieurs plans de pacification et de démocratisation que Managua acceptera, obligeant la Maison Blanche à exercer des pressions sur ses alliés pour que ceux-ci finissent par les rejeter. L'administration Reagan ne peut en effet accepter aucun plan de paix qui viendrait reconnaître la légitimité du gouvernement sandiniste (renforcée par le verdict des urnes depuis les élections générales de 1984).

En janvier 1987, une nouvelle version du traité de Contadora, appuyée par le secrétaire général de l'OEA, M. Baena Soares, et de nombreux gouvernements latino-américains, est élaborée. C'est alors que M. Reagan propose un plan dont l'objectif premier n'est autre que de saboter les résultats obtenus dans le cadre de Contadora, offrant ainsi une échappatoire à ses alliés de la région. Elaboré lors de la visite aux Etats-Unis du président costaricain, M. Oscar Arias, à qui on en attribuera la paternité, ce plan constitue, dans sa première mouture, un projet de capitulation sans condition du gouvernement sandiniste (5).

Mais l'affaiblissement de la position américaine après l'affaire de l'Irangate (6) encouragera le président Arias à prendre au sérieux sa mission improvisée de promoteur de la paix, qui lui vaudra le prix Nobel.

En août 1987, les principes du plan Arias se retrouvent dans les accords d'Esquipulas II, approuvés par les cinq présidents centraméricains : élections libres dans tous les pays, respect des libertés individuelles et des droits de l'homme, interdiction des livraisons d'armes à des groupes irréguliers et du maintien de leurs bases arrière le long des frontières.

Concrètement, Managua obtient de ses voisins la fin du soutien à la contre-révolution (dont le démantèlement de leurs bases le long de la frontière du Honduras) et sa reconnaissance implicite comme gouvernement légitime du Nicaragua, en échange du rétablissement des droits de l'opposition interne à Managua (reparution du journal de l'opposition *la Prensa* ; constitution d'une commission nationale de réconciliation pluraliste) et la fin du soutien militaire à la guérilla salvadorienne qui, à cette date, n'a pas pu être prouvé et que Managua a toujours nié.

Mais, à nouveau, M. Reagan refuse d'avaliser les conséquences de ce plan.

Le principe d'une pacification négociée de la région étant désormais admis par les cinq gouvernements, reste le problème de sa mise en application. Pour le gouvernement sandiniste, l'engagement d'Esquipulas consiste en l'octroi de garanties démocratiques à une opposition interne fort active, soutenue financièrement par Washington et dont les protestations trouvent un écho dans la presse internationale, en particulier américaine. Les obligations des autres gouvernements de la région font l'objet de beaucoup moins d'attention. Pendant les mois qui suivent, les alliés de Washington font notablement traîner les choses, dans une indifférence quasi générale, et loin des projecteurs de l'actualité. Lors de la première réunion d'évaluation des accords d'Esquipulas, à San-José en janvier 1988, les quatre présidents alliés de Washington exigent la suppression de la commission de vérification composée d'observateurs neutres, la non-publication de son premier rapport et son remplacement par des diplomates centraméricains (7). Les mandataires évitent ainsi une probable sanction de la part de cette commission, face au Nicaragua qui a spectaculairement rempli ses engagements : reparution sans censure de *la Prensa* en octobre, mise sur pied de la commission nationale de réconciliation en novembre, dirigée par le cardinal Obando y Bravo. Pendant ce temps, le démantèlement des bases de la Contra au Honduras ne connaissait même pas un début de réalisation. Et lorsque le président Ortega proteste, on exige de lui de nouvelles concessions pour raviver le plan de paix...

La situation économique intérieure étant catastrophique (8), le président Ortega fait tout pour mettre fin à un conflit qui ne l'a jamais vraiment menacé mais dont le Nicaragua ne peut plus supporter le coût. Il accepte, pendant la même réunion de San-José, en janvier 1988, la suspension de l'état d'urgence et le rétablissement de toutes les libertés constitutionnelles, ainsi que de dialoguer directement avec les contre-révolutionnaires. Après une longue période d'attente liée aux élections américaines et à l'incertitude sur la politique de M. Bush, les cinq présidents de la région se retrouvent à San-Salvador, en février 1989, où de nouvelles concessions sont acceptées par M. Daniel Ortega (l'avancement des élections générales prévues pour novembre 1990, la libération des anciens gardes somozistes, la modification de la loi électorale dans un sens plus favorable à l'opposition, etc.). En contrepartie, on lui promet, une fois de plus, le démantèlement des bases de la contre-révolution au Honduras, dans un délai de cinq mois. La nouvelle administration Bush, de son côté, se montre impuissante à définir une politique cohérente en Amérique centrale, où un nouveau foyer de crise apparaît brusquement au Panama et où l'accord du Congrès pour toute action militaire d'envergure semble problématique (9).

Mais, malgré les promesses, Managua ne parvient pas à obtenir satisfaction. Fin juin 1989, les campements de la Contra sont toujours présents le long de la frontière du Honduras. La Maison Blanche tente vaille que vaille de préserver le statu quo, et multiplie les pressions sur ses alliés, principalement les Honduriens, pour que les bases de la Contra restent en place au moins jusqu'aux élections de février (vote de l'aide « humanitaire » à la Contra pour une période exceptionnellement longue, nouvelles manœuvres militaires américaines au Honduras, etc.). Et on peut supposer que, dans l'esprit de M. Bush, le destin futur de la Contra dépend du résultat même de ces élections : si l'Union nationale d'opposition (UNO), dirigée par Mme Violeta Barrios de Chamorro, l'emporte, la Maison Blanche acclamera « le retour de la démocratie » au Nicaragua et en terminera avec la Contra ; si, au contraire, le Front sandiniste se maintient au pouvoir, Washington aura toujours la possibilité de brandir à nouveau la menace militaire.

Désaccord avec la stratégie de la guérilla salvadorienne

UNE nouvelle relance du dialogue de paix a eu lieu à Tela, au Honduras, en août dernier. M. Daniel Ortega arrive en position de force face à ses collègues de l'isthme. Le processus électoral nicaraguayen est largement engagé, les lois sur la presse et la loi électorale ont été réformées, un Conseil suprême électoral pluraliste a été nommé avec l'approbation des députés de l'opposition et toutes les forces politiques du pays demandent la liquidation de la Contra. Le principal thème de discussion est d'ailleurs celui du démantèlement des bases contre-révolutionnaires et le destin de leurs occupants. Le texte final de la rencontre de Tela fixe un nouveau calendrier et prévoit l'intervention le long de la frontière hondurienne d'une force d'interposition et de contrôle des Nations unies pour en assurer le déroulement. L'administration Bush ne réagit pas directement à la signature de l'accord, ce qui laisse présager sa possible réalisation.

Cependant, dans les mois qui suivent, les attentats de la Contra à l'intérieur du territoire nicaraguayen se multiplient et aucun signe de démantèlement ne se manifeste de l'autre côté de la frontière. Tout laisse penser que, une fois de plus, les Honduriens ne feront rien et que les bases seront maintenues au-delà de la date limite (10). Le renouvellement du blocus économique contre le Nicaragua par le président Bush, en octobre 1989, achève de convaincre Managua qu'il n'a plus rien à attendre d'une politique de concessions unilatérales.

C'est cette partie inégale que le président Ortega a brusquement refusé de continuer à jouer, en rompant le cessez-le-feu avec la Contra le 1er novembre 1989. Ayant largement honoré ses engagements, le gouvernement sandiniste entend bien que, cette fois, ses interlocuteurs remplissent les leurs, et que le traité de paix ne se convertisse pas une fois de plus en un jeu de dupes. Sommé de maintenir les échéances électorales sous peine de voir une tempête d'accusations se déchaîner à nouveau à propos de la nature « totalitaire » de son régime, M. Daniel Ortega a pris à son tour au pied de la lettre les autres échéances de l'accord, et en particulier celle du démantèlement des campements de la contre-révolution. Fin octobre, devant l'inertie affichée par le président hondurien sur la question, il était clair que la date limite du 5 décembre ne pourrait être respectée. Après une attaque particulièrement meurtrière d'un groupe contre-révolutionnaire contre une coopérative dans le sud du pays, M. Ortega annonce la suspension du cessez-le-feu (11).

Managua a encore fait des concessions politiques lors de la récente rencontre des présidents centraméricains qui s'est tenue, début décembre, au Costa-Rica, après la violente offensive de la guérilla salvadorienne et l'assassinat de six jésuites par des Escadrons de la mort à San-Salvador. Dans la déclaration de San-Isidro-de-Coronado, M. Daniel Ortega a condamné *« énergiquement les actions armées et terroristes irrégulières dans la région »*, il a lancé un appel à la guérilla salvadorienne afin qu'elle *« cesse immédiatement les hostilités et reprenne le dialogue »*. Cette dernière position, en particulier, marque un tournant politique majeur puisque, pour la première fois, Managua déclare publiquement son désaccord avec la stratégie du FMLN salvadorien, que soutient totalement, en revanche, Cuba.

Cela confirme l'étroite marge de manœuvre dont dispose la direction du Front sandiniste, soumise, d'une part, aux pressions de l'Union soviétique, qui encourage la recherche à tout prix d'un compromis ; et, d'autre part, aux attaques des Etats-Unis, qui restent intransigeants, maintiennent le blocus du pays et continuent de harceler le régime par « contras » interposés (12)

Les élections du 25 février se dérouleront, malgré tout, dans les conditions souhaitées par Washington. Managua, qui a réagi très fermement après les incidents qui opposèrent des militaires américains à des membres de l'ambassade nicaraguayenne à Panama, sait que les Etats-Unis veulent la fin du régime sandiniste d'autant plus fortement qu'ils se considèrent de retour dans leur « arrière-cour », où ils comptent imposer leur ordre. La victoire de la candidate de l'UNO favoriserait certainement cet objectif, une victoire de M. Ortega, en revanche, relancerait — même si les conditions du déroulement du scrutin étaient irréprochables — la longue guerre occulte contre le Nicaragua.

Raniero Fratini

PEINTURE MURALE A MANAGUA (1983).
La logique des urnes l'emportera-t-elle sur celle des fusils ?

(1) *Cf. Lettre des élections* (Nicaragua, Costa-Rica), nº 3, Paris, 4 décembre 1989 (32, rue Simart, 75018 Paris).

(2) *Cf. Nicaragua aujourd'hui*, dossier élections, nº 61, Paris, novembre-décembre 1989.

(3) *Cf.* Ignacio Ramonet, « De la complaisance pour Somoza à l'offensive contre les sandinistes », *le Monde diplomatique*, juin 1985.

(4) Fernando Volio Jimenez, « El grupo de Contadora », *in Revista del Pensamiento Centroamericano*, nº 187, San-José, avril 1985.

(5) Sur la genèse du plan Arias, voir *Pensamiento Propio* nº 8, CRIES, Managua, juin 1987.

(6) Sur la politique secrète de l'administration Reagan à l'égard de l'Amérique centrale, voir : Bob Woodward, *CIA : Guerres secrètes 1981-1987*, Stock, Paris, 1987.

(7) « Centroamerica 88 : negociar el conflicto », *in Envio* nº 92, Instituto Historico Centroamericano, Managua, mars 1989.

(8) *Cf.* Stéphane Rillaerts : « Le sandinisme dans ses derniers retranchements ? », *le Monde diplomatique*, février 1989.

(9) *Cf.* l'article de Serge Halimi, « La prudence forcée de M. George Bush », *le Monde diplomatique*, novembre 1989.

(10) Et cela d'autant que le nouveau président hondurien, élu le 26 décembre dernier, M. Rafael Callejas, du Parti national, est plus farouchement pro-américain que M. Azcona.

(11) *Barricada*, Managua, 4 novembre 1989.

(12) *Cf.* Pierre de Charentenay, « Les atouts du sandinisme au Nicaragua », *le Monde diplomatique*, octobre 1989.

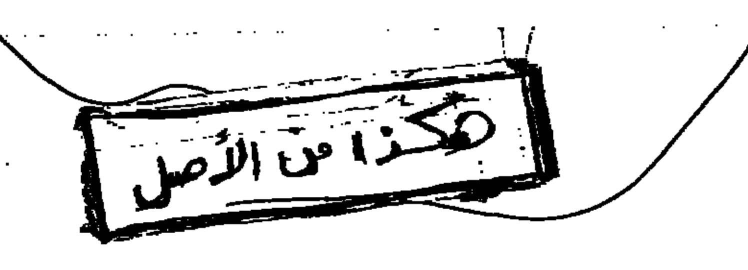
* Chargé de cours à l'université centre-américaine de Managua.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



CRISE ÉCONOMIQUE ET DÉSIRS DE SÉCESSION

La fédération yougoslave menacée d'éclatement

LA plupart des problèmes que connaît l'Union soviétique (difficultés économiques, nécessité de réformes, montée des nationalismes, crise de l'Etat...) se posent en Yougoslavie, fédération de six Républiques dirigée par les communistes depuis 1945. La situation économique ne cesse de se dégrader : 15 % de la population active est sans emploi et le taux d'inflation a atteint l'an dernier 2 500 %. Un plan d'austérité a été voté fin décembre par le Parlement de Belgrade et les salaires sont bloqués.

Cela s'accompagne d'une violente flambée des irrédentismes. La Serbie, que dirige le leader charismatique Slobodan Milosevic, vit dans une permanente exaltation nationaliste attisée par l'hostilité à l'égard des Albanais musulmans de la province du Kosovo. La Slovénie et la Croatie, qui ont entrepris d'importantes réformes politiques et économiques, s'opposent aux ambitions pan-serbes de M. Milosevic. La fédération est menacée d'éclatement. Les forces armées observent et semblent attendre leur heure.

Par JUAN FERNANDEZ ELORRIAGA *

Né des cendres du premier conflit mondial, l'Etat yougoslave a fêté le 1er décembre 1989 son soixante et onzième anniversaire. Mais deux des six Républiques qui le constituent – la Macédoine et la Slovénie – n'ont pas voulu entendre parler d'un tel anniversaire. Conservateurs et socialistes slovènes et macédoniens – ainsi que l'Eglise orthodoxe macédonienne – estiment que l'Etat yougoslave de type fédéral a vu le jour en 1943 et non en 1918, à *Jajce, et a été fondé par le communiste* croate Tito, alors que le roi se trouvait en exil à Londres et que le pays était *occupé* par les *Allemands*. En revanche, la Serbie, la plus grande des Républiques, qui fut à l'origine de la Yougoslavie monarchiste et centralisée, se considère comme dépositaire d'un projet de restauration nationale. Le leader communiste-populiste serbe, M. Slobodan Milosevic, estime que la *Yougoslavie actuelle est effectivement* une création de la Serbie héroïque.

Pour soutenir ces thèses – que défendent avec enthousiasme les Serbes et les Monténégrins, – tous les moyens semblent bons, et l'on recourt *même aux fantômes de* la dynastie Petrovic. Un vaisseau de guerre italien a amené récemment au Monténégro les *cendres du roi Nicolas du Monténégro* et de son épouse Milena. Débarqué par un camion de l'armée yougoslave – pour éviter tout rappel des ambitions expansionnistes de Mussolini, – le représentant du Parti communiste souhaita la bienvenue posthume au roi exilé en ces termes : *« Sire, je m'adresse à Votre Majesté, vous voici en votre Monténégro... »*

La famille Romanov, russe, présente, *ainsi que de nombreux* autres descendants d'anciennes familles aristocratiques, à ce deuxième enterrement de *leur* parent pauvre *et lointain ont dû* être surpris par tant de pompe et d'honneur autour d'un cercueil sur lequel on avait placé le sabre du roi Alexandre.

Tant que dura la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, la Yougoslavie put profiter, sur le plan diplomatique, de sa rupture avec Staline en 1948 et de son non-alignement. Aujourd'hui que le tiers-mondisme de la Yougoslavie n'inquiète plus les puissances occidentales, Belgrade, en proie à d'énormes difficultés économiques et à de très fortes tensions interethniques, souhaite convaincre les Etats-Unis que personne n'a intérêt à ce que la première puissance balkanique demeure affaiblie et malade.

En octobre 1989, le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De *Michelis*, exprima le soutien de l'Italie à son voisin yougoslave avec lequel – de janvier à septembre 1989 – les échanges commerciaux atteignirent 2 500 millions de dollars, c'est-à-dire le tiers du commerce yougoslave avec la Communauté européenne. Au cours de la réunion du conseil atlantique à Bruxelles, le 28 septembre 1989, l'ambassadeur italien, M. Fulzi, expliqua à la presse qu'il fallait *« aider la Yougoslavie pour éviter l'éclatement de la fédération des Slaves du Sud »* et pour éviter que l'Italie – et donc l'OTAN – ne se retrouve voisine d'un *« dangereux vide politique »*. L'Italie a poursuivi son soutien économique, destiné, *en particulier*, à assainir la situation des banques yougoslaves et a appuyé la demande de Belgrade aux *Etats-Unis* d'une aide de 1 *milliard* de dollars.

Depuis la mort de Tito, en mai 1980, le pays a dû faire face à la crise de l'endettement irrationnel accumulé durant les années séniles du légendaire maréchal. La population découvrit alors que son bien-être, que tout l'Est lui enviait, reposait sur une montagne de dettes. Un dollar valait alors 20 dinars ; il vaut aujourd'hui plus de 90 000. L'inflation a dépassé, en 1989, 2 500 % et a ramené la population aux niveaux de vie des années 70 et même – *en* Macédoine par *exemple* – des années 60.

L'autogestion socialiste – ce système où *« le pessimisme était interdit »* et où *« tout était prévu jusqu'au moindre détail »* – a échoué, victime d'une sorte de féodalisation de la vie économique. Les bureaucrates n'avaient ni à rendre compte à l'Etat ni à tenir compte du marché.

Le commerce extérieur, cependant, *semble s'améliorer ; depuis 1983*, la Yougoslavie exporte davantage qu'elle n'importe (1). Les exportations ont progressé de *10 % à 15 %* par an depuis 1985 ; à cela il faut ajouter environ 4 à 5 milliards de dollars envoyés par les travailleurs émigrés et quelque 2 mil*liards de dollars de revenus du tou*risme. Les réserves en devises du pays sont substantielles (environ 6 milliards *de dollars), ce qui relativise l'impor*tance de la dette extérieure (16 milliards de dollars).

Lors d'une réunion, à New-York, *le* 21 novembre 1989, du Conseil économique yougoslavo-américain, un représentant du FMI fit l'éloge du commerce extérieur yougoslave mais critiqua la politique *salariale*, cause, selon lui, d'inflation. Il déclara que la lutte contre l'inflation n'aurait de *succès que lorsque seraient effectués* des *« changements structurels »*. Le représentant de la Banque mondiale, *M. Eugenio Lari, a reconnu que malgré* tout c'était pour lui presque un plaisir de se pencher sur le cas yougoslave après avoir passé plusieurs mois à étudier l'inextricable situation de la Pologne, de la Hongrie et de la RDA...

M. Franc Horvat, ministre du commerce extérieur, a déclaré que même si la Yougoslavie *faisait encore* partie des pays *« à risque »*, le volume des investissements étrangers continuait d'augmenter. *En témoigne le* nombre sans cesse croissant de sociétés mixtes (joint-ventures) : 217 créations en *1989*. Ainsi que l'inauguration d'une Bourse de valeurs mobilières à Ljubljana (Slovénie) en décembre 1989, avec une capitalisation d'environ 20 millions de dollars.

Beaucoup de responsables sont persuadés que la sortie de la crise passe par une importante réforme politique.

Mais les forces armées sont fortement *réticentes : « La réforme sera radicale, mais elle devra être fondée sur une vision marxiste du monde et du socialisme moderne »*, a averti le général Nikola Chubra au cours d'une réunion préparatoire du congrès de la Ligue des communistes qui s'est tenu à Belgrade du 20 au 22 janvier. Le ministre de la défense, le général Veljko Kadijevic, s'est également prononcé en faveur d'une réforme parlementaire, mais il a exigé que la nouvelle Constitution définisse la Yougoslavie comme une *« fédération unie et de socialisme autogestionnaire »*. Il a ajouté que les militaires suivaient avec intérêt *« toutes les démarches faites par des pays étrangers pour trouver une solution à la situation du pays ». « Mais toute manœuvre qui serait dirigée contre la Yougoslavie et contre le socialisme trouvera en nous une opposition décidée »*, a-t-il précisé. Il a fait ces déclarations quelques jours après que le premier ministre, M. Markovic – qui est croate, et jouit d'importantes sympathies aux Etats-Unis, – *eut* reçu de Washington des promesses d'aide économique. M. Markovic a, en effet, obtenu du Congrès américain que la coopération économique avec Belgrade ne soit pas suspendue à cause de la répression du nationalisme non terroriste des Albanais du Kosovo.

Cette affaire, on le sait, envenime la politique intérieure (2), surtout depuis qu'en février 1989 la Constitution a été *modifiée pour permettre* à la Serbie de reprendre en main la province du Kosovo, autonome depuis 1974. Le procès contre M. Azem Vlasi, ancien chef des communistes albanais du Kosovo, *est considéré comme un procès* stalinien par de nombreux communistes yougoslaves qui ne prennent pas au sérieux les accusations de contre-révolution formulées contre lui. La Slovénie, en particulier, dénonce avec véhémence la politique de la Serbie à l'égard du Kosovo, où l'état d'urgence a été instauré ; elle réclame également l'arrêt des poursuites contre M. Vlasi.

Les problèmes nationalistes ont été nombreux depuis 1919. Historiquement, le plus grave d'entre eux est l'irrédentisme croate, qui devait provoquer, le 9 octobre 1934, l'assassinat du *roi Alexandre de Yougoslavie lors de* l'attentat de Marseille. La Croatie fut, durant tout l'après-guerre, le foyer le *plus important de dissidence anti-serbe* de la fédération, et cela malgré le fait que Tito était croate. Mais personne n'imaginait qu'on allait assister à un réveil aussi violent du nationalisme serbe. Le pays s'est habitué à vivre, sans doute, avec un problème croate qu'il connaît depuis la naissance de la fédération, mais pourra-t-il survivre à un problème national serbe ?

Slovènes et Croates contre Serbes

PEU après la mort de Tito, en mai 1980, des troubles éclatèrent au Kosovo ; et dix manifestants albanais étaient tués en 1981. Le Kosovo – dont 90 % de la population, musulmane, est de souche albanaise – voulait devenir une République fédérée au sein d'un pays qui, par définition, est slave. Yougoslavie veut dire Slavie du Sud, ou *« pays des Slaves du Sud »* – Slovènes, Croates, Serbes, Bosniaques et Monténégrins sont slaves, la langue dominante est le serbo-croate et la religion chrétienne (catholique à l'ouest du *pays, orthodoxe* à l'est). L'hymne national est le *O Slaves*, dont la musique est identique à celle de l'hymne *polonais... Les revendications* des Albanais de souche, aussi légitimes qu'elles soient, ont déclenché en Serbie une flambée du nationalisme. Et la réaction de Belgrade contre les Albanais a été sévère.

Les troupes fédérales sont intervenues *en mars dernier contre les mani*festants albanais ; bilan, une vingtaine de morts. Et le 3 novembre 1989, trois *Albanais* étaient encore tués par la police lors des manifestations contre le procès Vlasi.

Le Monténégro et *la* Vojvodine, province autonome de Serbie (où vit une importante minorité hongroise), se sont alliés à la Serbie, dont la capitale, Belgrade, est aussi celle de l'Etat fédéral. La Macédoine – qui avant la guerre manifestait des sympathies probulgares (les Bulgares sont aussi des Slaves du Sud) et se méfiait du panserbisme – se rallie aujourd'hui aux thèses du leader populiste serbe Milosevic, fléau de l'expansion albanaise. Cette République de Macédoine – où est née au début du siècle la célèbre Mère Teresa de Calcutta, au sein d'une famille albanaise catholique – voit aussi avec appréhension l'expansion démographique des Albanais. Les Macédoniens ne constituent plus que 70 % de la population, et craignent – si les choses suivent le cours actuel – de se retrouver dans la situation des Serbes du Kosovo, désormais minoritaires.

Au sein de la présidence collective de l'Etat fédéral, M. Milosevic dispose déjà, pour imposer son point de vue, de quatre voix sur huit (celles de la Serbie, du Monténégro, de la Vojvodine et du Kosovo), auxquelles s'ajoute celle de la Macédoine.

Mais l'ambition de M. Milosevic est *contrecarrée par l'attitude de la Slové*nie (capitale : Ljubljana). Cette République produit 22 % du produit natio*nal fédéral alors qu'elle ne compte que* 8 % de la population. Située à l'extrême ouest du pays, aux frontières de l'Italie et de l'Autriche, elle a proclamé en septembre 1989 son droit à la sécession. L'un des soixante amendements nouveaux à sa Constitution autonome interdit aux forces armées fédérales d'intervenir sous quelque prétexte que ce soit en territoire slovène sans l'autorisation du Parlement slovène. Cette disposition a été prise par crainte que la Serbie n'impose une intervention militaire contre la Slovénie pour s'opposer à ses *« déviations antimilitaristes, social-démocrates ou séparatistes »*. *« Notre droit à la sécession,* ont répondu les dirigeants communistes slovènes, *existe déjà dans le préambule de la Constitution fédérale de 1974. »*

En Slovénie, de fait, le multipartisme existe déjà, et de nombreuses formations politiques s'expriment librement, en particulier l'Union social-démocrate, l'Alliance paysanne, l'Union démocrate-chrétienne, les Verts... En revanche, en Serbie, on prend très au sérieux les récentes déclarations de l'amiral Stane Brovet, membre du comité central, qui, *« au nom des forces armées »*, a fait part de son opposition au multipartisme. Cependant si, fin décembre 1989, le parti communiste de Serbie avait confirmé son adhésion au principe du parti unique, la Ligue des communistes yougoslaves, lors de son congrès extraordinaire de janvier 1990, s'est prononcée en faveur du multipartisme. Mais, cette réunion a dû être suspendue, les textes proposés n'étant pas assez libéraux aux yeux des Slovènes. Ces derniers, ainsi que les Croates, étaient déjà partisans du multipartisme et d'élections libres.

Le pays apparaît ainsi politiquement cassé en deux, les deux Républiques de l'ouest, *Slovénie* et Croatie, (à *dominante catholique et ayant longtemps fait partie de l'Empire austro-hongrois), s'opposant à la Serbie et* à son chef, M. Milosevic, dont ils redoutent le nationalisme pan-serbe, la *démagogie et l'immobilisme. Les* militaires observent la polémique, constatent la persistance de la crise économique, se déclarent inquiets pour l'unité nationale et, au nom du parti, attendent sans doute le moment d'entrer en scène...



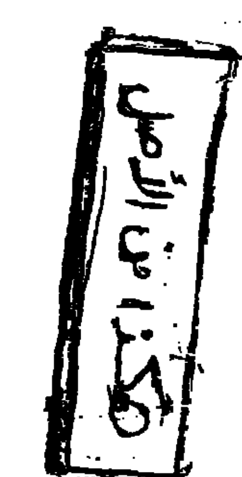
MONTÉNÉGRINS EN ARMES A LA FRONTIÈRE DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE
Des rivalités anciennes prêtes, de nouveau, à s'enflammer

---

* Sociologue, diplômé de l'université de Belgrade.

(1) La France est le quatrième client de la Yougoslavie, après l'URSS, la RFA et l'Italie ; le marché yougoslave représente pour la France le deuxième débouché en Europe de l'Est, après l'URSS. Le volume du commerce franco-yougoslave est d'environ 1,2 milliard de dollars.

(2) Lire *le Monde diplomatique* de décembre 1988, février 1989, avril 1989 et novembre 1989.



QUELLES NOUVELLES FONCTIONS POUR

Les dangers d'une « communauté de

POUR chaotique qu'elle soit, la nouvelle donne à l'Est *modifie sensiblement le débat stratégique. Une chance se pré*sente de définir une conception de la sécurité mondiale fondée sur la prévention des risques, à condition toutefois que ne soit pas mis en place un système dirigé contre les pays du Sud. Encore faut-il que les bouleversements, en URSS notamment *(lire, ci-dessous, l'article de Stéphane Bernard)*, ne débouchent pas sur une anarchie généralisée qui rendrait difficile l'invention d'un projet réformiste international.

Par **MAURICE BERTRAND** *

Il est de moins en moins ridicule de faire aujourd'hui des hypothèses optimistes en matière de réduction des armements. Mais si les changements en cours en Europe de l'Est et en URSS surprennent par leur rapidité, leurs conséquences militaires ne sont pas encore très claires.

On entend les propos les plus discordants : il existe encore des conservateurs, tel M. Caspar Weinberger (1), qui parlent obstinément de ne pas baisser la garde, qui réclament la modernisation des armements et qui décrivent des menaces terribles qui se profileraient au Sud. D'autres demandent le retrait immédiat soit des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie ou de Hongrie, soit des troupes américaines d'Europe. D'autres, enfin, veulent détruire les alliances... MM. Bush et Gorbatchev, en rappelant, à Malte, que des négociations se poursuivaient à Vienne sur la réduction des armements conventionnels, ont justifié le maintien, même provisoire, du pacte de Varsovie et de l'OTAN.

Il reste que l'utilité des armées, au moins telles qu'elles sont actuellement conçues, est fortement mise en question. Par exemple, 35,6 % de Suisses pensent qu'ils n'ont plus besoin d'une telle institution. Il conviendrait, sur ces questions, d'avoir des vues nettes, et de définir des politiques cohérentes et concordantes non seulement en Europe et chez les deux Grands, mais dans tous les pays. En d'autres termes, préciser : les risques ou les menaces appelant une réponse militaire aujourd'hui et dans l'avenir ; le niveau d'armements et de forces armées qu'il sera raisonnable de conserver et sa finalité ; et la manière d'assurer désormais la sécurité des pays et des personnes.

Pour tenter de répondre à ces questions, on dispose de quelques données sûres permettant de dessiner sans trop de risques le sens de l'évolution en cours. Et l'hypothèse la plus vraisemblable est que nous nous acheminons vers la constitution de ce que Karl Deutsch appelle une *« communauté de sécurité »* (2) des pays du Nord, même si les choix de société qu'un tel système implique sont encore fort loin d'être faits.

Il n'y a guère de doute qu'entre l'Est et l'Ouest la situation actuelle va se transformer rapidement en une situation de coopération (3).

C'est finalement dès 1990 – si l'on en croit les instructions issues du sommet de Malte – que seront vraisemblablement conclues les négociations START (Strategic Arms Reduction Talks), et FACE (Forces armées conventionnelles en Europe) à Vienne. Et on connaît dès maintenant le profil d'ensemble de leurs résultats.

Ce qui subsistera comme armements stratégiques aux Etats-Unis et en URSS – 6 000 têtes nucléaires et 1 600 lanceurs ou transporteurs de part et d'autre – laissera subsister d'énormes capacités de destruction mais exigera la suppression de 1 200 à 1 300 lanceurs dans chaque camp. Les chiffres autour desquels on va se mettre d'accord pour les forces conventionnelles en Europe – quelque 40 000 pièces d'artillerie, 40 000 chars de combat, 56 000 véhicules blindés, 3 500 hélicoptères de combat, entre 3 000 et 12 000 avions, 275 000 à 300 000 hommes de troupes étrangères stationnées au centre du Vieux Continent – ne signifient pas non plus la disparition des armées mais exigent la destruction d'environ 60 % des matériels du pacte de Varsovie et de 10 à 15 % de ceux de l'OTAN.

Mais plus encore que les réductions elles-mêmes, l'important est que les négociations en cours ne constitueront pas un point d'arrivée mais un point de départ vers une situation entièrement nouvelle de la coopération.

La continuation de l'évolution commencée avec les entretiens Reagan-Gorbatchev, à Reykjavik, la signature du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) et les deux traités en cours de négociation aujourd'hui est inévitable. D'abord en raison de l'impact psychologique et politique des mesures de vérification et de confiance. Ensuite, à cause du caractère instable de la situation d'équilibre que créeront la signature des traités START et FACE.

Il ne semble pas que l'on ait jusqu'à présent beaucoup étudié les conséquences psychologiques et politiques du développement combiné des mesures de vérification – à mettre en œuvre pour l'exécution des traités – et des mesures de confiance et de contrainte qui résultent des négociations et de la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE) (4). Même si l'on ne connaît pas encore le détail des mesures de vérification qui seront retenues, il paraît dès maintenant certain qu'elles impliqueront la présence de plusieurs milliers (ou plus probablement de dizaines de milliers) de vérificateurs, dispersés sur de très nombreux points des territoires des Etats-Unis et de l'URSS pour START et de ceux de vingt-trois Etats européens, y compris l'URSS jusqu'à l'Oural, pour les FACE. L'aboutissement des négociations sur l'interdiction des armes chimiques accroîtrait encore considérablement le nombre des vérificateurs et celui des sites de vérification.

Les échanges d'information aboutiront à fournir à chaque camp une description minutieuse de l'ensemble du dispositif militaire de l'adversaire éventuel, avec un degré de détail atteignant le niveau du bataillon. Quant aux opérations de vérification, prévues pour de nombreuses années, elles exigeront une coopération constante entre contrôleurs et contrôlés. Et les mesures dites de stabilisation (5) aboutiront à rendre impossible toute surprise... Lorsque ces dispositifs seront en place, il ne devrait plus exister la possibilité de faire un usage militaire, entre l'Est et l'Ouest, des armées soumises à ce degré de surveillance. La présence continue de représentants de l'ancien adversaire sur le sol national ne peut pas ne pas créer une attitude entièrement nouvelle à l'égard du rôle des armées...

La logique de l'entreprise de réduction des armements, combinée à celle du développement des mesures de contrôle, est effectivement de remplacer la défiance par la confiance : à la limite, la notion même de dissuasion est antinomique avec celle de confiance. Il semble donc rationnel d'aller plus loin et, au lieu de se contenter de réduire les menaces, de les faire disparaître complètement (6).

L'inévitable implication de la France

LA situation créée par la signature des accords START et FACE sera instable, car elle conduira à rechercher des niveaux d'armements encore plus bas. Ainsi l'évolution des relations entre les deux Allemagnes aboutira sans nul doute à la suppression des armes nucléaires à courte portée (moins de 500 km) stationnées sur leur sol. La dissuasion nucléaire repose sans doute sur l'absurde et l'impensable, mais il y a des limites, et les Allemands les ont clairement identifiées. La réaction des autres pays de l'Est ou de l'Ouest, sur le territoire desquels l'utilisation de ces armes « de théâtre » ou « préstratégiques » pourrait être envisagée dans les plans de guerre, ira évidemment dans le même sens.

L'ouverture de négociations pour l'élimination de ces engins est donc inévitable à court terme, ce qui obligera à repenser le dispositif d'ensemble. Si la situation politique continue de s'améliorer entre l'Est et l'Ouest, des négociations pour des traités START II et FACE II seront alors engagées.

La France ne peut ignorer qu'elle sera inévitablement impliquée dans ces négociations, qu'il s'agisse du stratégique ou du préstratégique : ses Pluton et ses futurs Hadès ont déjà perdu toute signification, et la définition d'un palier minimal de dissuasion stratégique par les deux Grands remet nécessairement en cause les programmes des autres puissances nucléaires.

Le débat, aujourd'hui quelque peu académique, au sujet du « niveau minimum » ou de la « défense défensive » entrera à ce moment dans une phase

* Ancien membre du corps commun d'inspection des Nations unies.

(1) L'ancien secrétaire à la défense de l'administration Reagan continue de soutenir que les Etats-Unis ne doivent pas réduire leur effort militaire mais au contraire l'accroître...

(2) Karl Deutsch définissait une *« communauté de sécurité »* comme *« un ensemble en cours d'intégration, ayant acquis un sentiment de communauté suffisamment fort pour garantir que l'évolution des relations entre ses pays membres reste pacifique, avec un degré de certitude raisonnable et pour une longue période »*. Il donnait pour exemple, en 1953, la Suède et la Norvège depuis 1905, et le Canada et les Etats-Unis depuis 1815. *(Foreign Policy Analysis Project*, série n° 2, université Princeton, septembre 1953).

(3) Le terme a été employé le 23 septembre 1989 par le secrétaire d'Etat, M. James Baker : *« Après l'affrontement, puis le dialogue, les deux superpuissances en sont maintenant à la coopération »*. *Cf* la conclusion de l'article de Claude Julien « Le sphinx allemand », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

(4) La conférence sur le désarmement en Europe est faite de négociations spéciales, reliées à la CSCE, qui se sont déroulées à Stockholm de janvier 1984 à septembre 1986, et dont une nouvelle phase s'est ouverte à Vienne le 6 mars 1989. Sur l'évolution des négociations au sujet des mesures de confiance à la CSCE et à la CDE, et sur leur mise en œuvre, sur les relations entre ces négociations et les FACE, voir l'étude exhaustive de Victor-Yves Ghebali dans *la Diplomatie et la détente-La CSCE 1973-1989* (Bruylant, Bruxelles, 1989) ; lire aussi, du même auteur, « Les résultats de la réunion de Vienne sur les suites de la CSCE », *Défense nationale*, Paris, avril 1989.

(5) Notification de tout appel de réservistes (quarante-deux jours à l'avance) ainsi que des mouvements de chars et d'artillerie, contrôle des stocks et des lieux de stockage, mesures de contrainte sur la dimension des activités militaires (interdiction des manœuvres impliquant plus de 40 000 hommes de troupe ou 800 chars, etc.).

(6) *Cf* Maurice Bertrand, « Des idées neuves pour asseoir la sécurité mondiale », *le Monde diplomatique*, mai 1989.

APRÈS L'ÉCHEC DE LA

Comment passer du monde

Par **STÉPHANE BERNARD** *

CE qu'il est convenu d'appeler la guerre froide n'a été que le dernier avatar de la compétition millénaire des empires et des Etats pour la puissance. On sait, depuis le XVII[e] siècle, que ce cercle vicieux ne comporte qu'une issue : l'autorité internationale. La Société des nations (SDN) et l'ONU s'y sont essayées à une époque où les conditions du succès n'étaient pas réunies. Elles le sont maintenant. Ce que la rivalité des Deux Grands n'a pas permis hier pourra-t-il se réaliser aujourd'hui à la faveur de leur rapprochement ?

Il ne s'agit pas de mettre sur pied un gouvernement mondial. Seuls des organismes nationaux ou régionaux peuvent gouverner, aujourd'hui, au sens propre du terme. Il s'agit de faire fonctionner une organisation internationale capable d'imposer une discipline aux Etats, de sanctionner leurs coups de force et de recommander des solutions pour tous les problèmes qui, débordant les frontières des Etats, se sont mondialisés. En mettant fin, d'entrée de jeu, aux conflits régionaux les plus préoccupants, les Nations unies se constitueraient un capital de prestige et d'autorité qui leur permettrait de s'attaquer aux problèmes de développement, beaucoup plus difficiles à résoudre.

Il y a deux erreurs à ne pas commettre dans les circonstances actuelles. L'une serait de laisser aller les choses, au risque de manquer une occasion unique de mettre un terme à l'anarchie des rapports entre Etats. L'autre serait de faire confiance à un condominium américano-soviétique pour gérer les affaires du monde. Un directoire des superpuissances, indépendant des Nations unies, ne serait accepté par personne et ne pourrait rien régler. Comment les Deux Grands pourraient-ils gouverner le monde, alors qu'ils sont débordés par leurs propres problèmes ? Seule la voie moyenne est praticable : fonder la paix sur l'accord des superpuissances au sein des Nations unies. Non pour qu'elles se servent de l'organisation internationale pour faire prévaloir leurs intérêts, mais pour qu'elles mettent leur puissance à son service et au service des ses valeurs, qui sont celles de l'institutionnalisation de la démocratie à l'échelle du monde.

Si l'on veut épauler M. Mikhaïl Gorbatchev, il faut l'aider politiquement en organisant la paix avec lui. Il n'y a pas d'autre moyen de renforcer son prestige. Profiter des difficultés actuelles de l'Union soviétique pour la marginaliser serait plus qu'une erreur. La paix ne saurait sortir de la cacophonie des moyennes et des petites puissances. Dans un monde où les Deux Grands détiennent, par la force des choses, les clés de l'avenir, rien de positif ne se fondera sur l'abaissement de l'Union soviétique, ou sur un quelconque « Yalta » bâclé à la sauvette par les deux superpuissances.

Le président George Bush a déclaré récemment que son but était de faire entrer l'Union soviétique dans le concert des nations. Il vient de le répéter. Si tel est l'objectif, rien ne permet, jusqu'à présent, de penser que les responsables américains ont une conception claire de ce qu'il faudrait faire pour l'atteindre *(lire, page 9, l'article de John Kenneth Galbraith)*.

Le démembrement de l'Union soviétique

LES Russes savent, depuis Pierre le Grand (1672-1725), que, s'ils ne réussissent pas à s'aligner sur les performances économiques de l'Occident, ils subiront la loi du plus fort. Les gestionnaires de la puissance savent, comme si c'était inscrit dans la moelle de leurs os, que les perdants de la compétition entre les Etats pour la puissance n'ont pas d'autre avenir que la marginalisation, la sujétion, voire le démembrement (1).

Depuis 1917, le communisme était considéré à l'Est, et dans de vastes régions du Sud – où les sociétés traditionnelles ont été refoulées dans la marge de l'histoire par les champions du pôle industrialisé de l'« ordre marchand », – comme le plus court chemin vers le développement, vers la puissance et vers la sécurité.

La détérioration des économies socialistes a ruiné ce credo. L'Union soviétique abandonne désormais le monde *(lire, page 3, l'article de Sophie Bessis)* pour donner ses chances à une restructuration de son économie conduite par le Parti communiste. L'échec de la perestroïka la placerait devant un choix dramatique ; délaisser le communisme pour se développer par les moyens du capitalisme, ou abandonner la compétition en matière de développement et se replier derrière des frontières protégées par un bouclier militaire défensif, minimal mais suffisant.

La nouveauté est que, à l'ère nucléaire, un grand pays ne peut plus être attaqué, même par des forces conventionnelles supérieures aux siennes. L'éventail des options politiques qui s'offrent lorsque le rapport des forces militaires tourne en sa défaveur s'en trouve considérablement élargi. Un nouvel Hitler ne pourrait plus attaquer un nouveau Staline. Le destin de l'empire soviétique ne peut être semblable, dans ce sens, à celui des anciens empires austro-hongrois et ottoman.

La perestroïka première manière a-t-elle échoué ? C'est de plus en plus probable, compte tenu du temps limité dont M. Mikhaïl Gorbatchev disposait pour crédibiliser ses réformes par des résultats. Tout indique que l'heure du choix s'apprête à sonner, si elle n'a pas déjà sonné. Elle a été considérablement avancée par les événements sans précédent dont l'Europe de l'Est, le Caucase et les pays baltes sont le théâtre. La vague partie de Moscou reflue vers Moscou.

L'hypothèse la plus raisonnable est que ce reflux ne prend pas les dirigeants soviétiques au dépourvu. M. Mikhaïl Gorbatchev devait savoir depuis le début que, en cas d'échec de la restructuration de l'économie soviétique, il lui faudrait renoncer au communisme en URSS, après l'avoir abandonné à lui-même en dehors de l'URSS. M. Gorbatchev l'a dit à mots couverts dès son accession au pouvoir : *« Si pas nous, qui ? »* En d'autres mots : *« Si pas nous, le capitalisme. »*

Si le passage au multipartisme et à l'économie de marché réussit, il sera le résultat de décisions prises au sommet, comme l'ont été les étapes antérieures de la perestroïka. L'Union soviétique n'est pas l'Europe de l'Est. Le communisme n'y est pas venu dans les fourgons d'une armée étrangère. Le régime a apporté aux masses des sécurités et une relative équité dans la répartition de la pénurie, auxquelles elles sont attachées. *Si le régime est jeté par-*dessus bord par l'actuelle équipe dirigeante, ce ne sera pas sous la pression des masses, mais, paradoxalement, en dépit de leur réticence et peut-être même de leur résistance, l'intelligentsia mise à part.

Si les choses tournent mal, on verra des rassemblements populaires aussi importants à Moscou et à Leningrad que ceux qui ont inondé Berlin-Est, Bucarest et Prague. Le risque n'est

* Professeur honoraire à l'université libre de Bruxelles.

(1) *Cf.* Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, Paris, 1989.

L'OTAN ET L

sécurit

opérationnelle. En même temps,
dra rechercher les moyens de co
un équilibre au fur et à mesure q
se rapprochera d'un palier très b
fait, s'amorcera à ce momen
transformation de la situation d
confrontation en situation de co
tion.

Cette évolution, déjà amorcée
plans technique, économique et
gique, va se développer consid
ment en raison :
– de la logique de la coopératio
nomique ;
– des risques ou menaces à tra
commun : environnement, drogu
rorisme, migrations, sida... ;
– du développement institution
en résultera : sommets, organis
internationales, attitudes concert
Conseil de sécurité de l'ONU... ;
– du désir d'éviter des troubles
geants dans les pays du Sud ;
– finalement, de la généralisati
la culture postindustrielle.

Le risque est réel de voir la co
nauté de sécurité qui se dessine
mer contre le Sud, où certes, de
gers réels existent bel et bien. Le
les a lui même créés en y distribu
en y vendant les armes les plus so
quées et les technologies les
modernes, en instruisant les pers
militaires, en soutenant les régim
plus autoritaires. L'instabilité d
fait que demain ces équipement
et seront utilisés dans les conflits
Sud. Certains de ces conflits pou
gêner le Nord, d'autres l'imp
directement.

Beaucoup plus grave et mena
est l'idéologie qui se développ
Nord : prenant prétexte de
menaces potentielles, elle s'effor
montrer que « l'ennemi » est m
nant au Sud et qu'il convient
opposer une réponse essentiell
militaire. C'est sur un nouvel i
naire de menaces que va port
débat fondamental pour l'avenir.
souvient du rapport Ikle-Wohls
(7) sur la dissuasion distinctive
criminate deterrence), publié en
vier 1988, et à la conception d
avaient participé, entre au
MM. Kissinger et Brzezinski. Pré
par la très officielle commission
stratégie intégrée à long terme,
par le secrétaire à la défense, ce
ment, tout en baignant largement
une vision confrontationnelle
l'URSS, faisait déjà une large
aux menaces en provenance du
monde et demandait qu'il en soit
compte dans les conceptions stra
ques de l'avenir.

PERESTROIKA

d'hier à

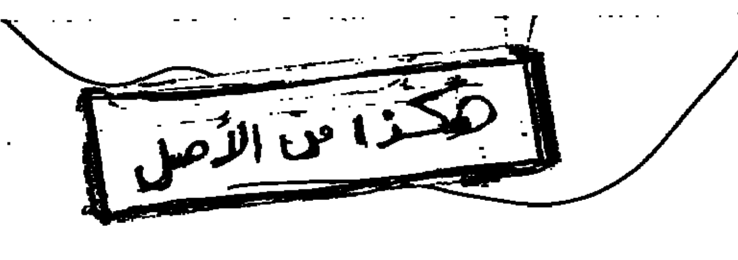
pas de même nature dans les Répu
ques russes que dans les autres Ré
bliques. En pays russe, on peut s'at
dre à des émeutes provoquées
l'instauration du rationnement et c
pliquées de manifestations de ma
pour la défense des conquêtes
régime bolchévique...

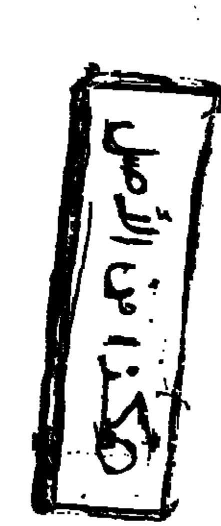
Dans les Républiques *non* rus
(pays baltes, Ukraine, Moldavie, Gé
gie, Arménie, Azerbaïdjan, etc
l'objectif de l'indépendance nation
se conjugue déjà avec des exigences
multipartisme et d'autonomie, sur fo
d'affrontements communautair
comme on a pu le voir à Bakou à la
janvier.

Que pourraient faire les dirigeant
les difficultés actuelles prenaient
tournure aiguë ? Imaginons que
grandes manifestations pour l'autor
mie deviennent incontrôlables à Ki
Des unités soviétiques pourraient-el
tirer sur des Ukrainiens sans que
officiers ukrainiens se révoltent
N'est-ce pas déjà ce qui se passe
Azerbaïdjan ? Se pose alors le pr
blème de la représentation des nation
lités soviétiques aux divers échelons
l'armée rouge...

Si la multiplication et l'aggravati
de tels troubles devaient déstabilis
l'empire soviétique, on devine la suit
répressions, sécessions, irrédentisme
conflits armés compliqués de transfer
dramatiques de populations entre l
nouveaux Etats nés du démembreme
de l'empire (il y a déjà, en URSS, plu
de 500 000 réfugiés en raison de dive
conflits ethniques), chaos, anarch
plus ou moins généralisée avec, à l'hor
zon, mise sur pied difficile d'une conf
dération lâche, dénuée de projet com
mun.

L'idée que de tels conflits se déroul
raient sur un espace truffé d'arme
nucléaires, réparties jusqu'à l'échelo
divisionnaire de l'armée soviétique
donne froid dans le dos. Si des unité
de l'armée, dotées de l'arme nucléaire





L'OTAN ET LE PACTE DE VARSOVIE ?

sécurité » du Nord contre le Sud

opérationnelle. En même temps, il faudra rechercher les moyens de conserver un équilibre au fur et à mesure que l'on se rapprochera d'un palier très bas. En fait, s'amorcera à ce moment-là la transformation de la situation de post-confrontation en situation de coopération.

Cette évolution, déjà amorcée sur les plans technique, économique et idéologique, va se développer considérablement en raison :
– de la logique de la coopération économique ;
– des risques ou menaces à traiter en commun : environnement, drogue, terrorisme, migrations, sida... ;
– du développement institutionnel qui en résultera : sommets, organisations internationales, attitudes concertées au Conseil de sécurité de l'ONU... ;
– du désir d'éviter des troubles dérangeants dans les pays du Sud ;
– finalement, de la généralisation de la culture postindustrielle.

Le risque est réel de voir la communauté de sécurité qui se dessine se former contre le Sud, où certes, des dangers *réels existent bel et bien. Le Nord* les a lui même créés en y distribuant et en y vendant les armes les plus sophistiquées et les technologies les plus modernes, en instruisant les personnels militaires, en soutenant les régimes les plus autoritaires. L'instabilité du Sud fait que demain ces équipements sont et seront utilisés dans les conflits Sud-Sud. *Certains* de ces *conflits* pourront gêner le Nord, d'autres l'impliquer directement.

Beaucoup plus grave et menaçante est l'idéologie qui se développe au Nord : prenant prétexte de ces menaces potentielles, elle s'efforce de montrer que « l'ennemi » est maintenant au Sud et qu'il convient de lui opposer une réponse essentiellement militaire. C'est sur un nouvel imaginaire de menaces que va porter un débat fondamental pour l'avenir. On se souvient du rapport Ikle-Wohlstetter (7) sur la dissuasion distinctive *(Discriminate deterrence)*, publié en janvier 1988, et à la conception duquel avaient participé, entre autres, *MM. Kissinger et Brzezinski. Présenté* par la très officielle commission sur la stratégie intégrée à long terme, créée par le secrétaire à la défense, ce document, tout en baignant largement dans une vision confrontationnelle avec l'URSS, faisait déjà une large place aux menaces en provenance du tiers-monde et demandait qu'il en soit tenu compte dans les conceptions stratégiques de l'avenir.

Une philosophie comparable inspire le livre de Régis Debray (8). On y apprend que les menaces vont maintenant venir du Sud et qu'il faut se préparer à y répondre militairement. Cette *thèse vient très opportunément* au secours des positions officielles françaises : jusqu'en 1993, la loi de programmation *militaire* ne prévoit aucune réduction de l'effort financier pour la défense. Une grande partie de l'*establishment* militaire continue par ailleurs de soutenir que, pour la mise au point de plans pour l'an 2000, « *le niveau de ressources qui peut être affecté* » [aux forces armées françaises], devra continuer de « *se situer à quelque 3,8 % du PIB* » (9). Ceux qui pensent que l'on pourrait faire un meilleur usage de ces milliards ne se manifestent pas très activement pour l'instant.

Cette nouvelle idéologie est d'autant plus dangereuse qu'elle offre une planche de salut à divers conservatismes : cadres militaires et fabricants d'armes, menacés par les réductions envisagées des budgets de défense ; partis politiques de droite, privés de l'épouvantail *communiste, qui avait assuré et garanti* la cohésion de leurs clientèles, et qui retrouvent ainsi un ennemi de rechange idéal. Elle ne peut qu'être renforcée par l'augmentation prévisible des migrations Sud-Nord et par l'existence de structures mentales façonnées par des siècles d'histoire guerrière dont la « sagesse » se résume en « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* », « *Il y aura toujours des guerres* », etc.

Dans la bataille d'idées qui va se livrer au cours des prochains mois et des prochaines années sur la conception de la défense, la définition de la nature des menaces auxquelles il conviendra de faire face tiendra un rôle essentiel. L'intégration croissante entre l'Est et l'Ouest fait écarter comme peu vraisemblable la thèse extrême du repliement sur des systèmes de défense purement nationaux. Mais la conception de communauté de sécurité entre pays du Nord sera radicalement différente selon que les pays et les peuples du Sud seront considérés comme des ennemis potentiels ou comme des partenaires ; que les menaces à contenir seront traitées sous l'angle purement militaire ou sous l'angle économique, social et culturel ; selon enfin que ce nouveau système de sécurité collective sera réservé aux pays riches ou tendra à englober la planète entière.

Le phénomène fondamental à dominer, à l'avenir, est bien en effet celui de l'intégration de trois mondes dont les niveaux de vie et les capacités de production sont extrêmement différents ; ceux de l'Ouest étant trois à quatre fois supérieurs à ceux de l'Est et deux cents fois à ceux des zones pauvres du Sud.



Roger-Viollet

ENTRE CHRÉTIENS ET TURCS, LA BATAILLE DE LÉPANTE (7 OCTOBRE 1571)
Ne pas opposer au Sud une réponse essentiellement militaire

La manière de prévenir les risques qui va entraîner cette intégration relève évidemment davantage de méthodes économiques que de méthodes militaires. L'usage qui pourra être fait des *1000 milliards de dollars jusqu'à présent* affectés aux dépenses militaires dans le monde ne représente certes qu'une partie de la solution du problème – des révisions déchirantes sont aussi nécessaires dans d'autres domaines – mais c'est une partie essentielle.

La communauté de sécurité peut *relever de deux conceptions très différentes* :

– soit d'une conception purement militaire, s'adressant aux menaces réelles et imaginaires venant du Sud. Elle aboutirait à des montants de budgets de défense presque égaux aux chiffres actuels, au développement d'armements et de forces d'intervention à *distance*, à la *modernisation* permanente des équipements, à une philosophie de répression des troubles et de rejet à la mer de tous les *boat people* éventuels, au refus d'agir sur les causes possibles de troubles et d'agressions – c'est-à-dire en faveur du rééquilibrage des différents niveaux de vie dans les diverses parties du monde – et, bien entendu, au maintien, pour l'essentiel, du commerce des armes...

– soit d'une conception globale et nouvelle de la sécurité, fondée sur la prévention des risques, qui conduirait : à l'interdiction du commerce des armes, à une réduction très significative des dépenses militaires (1 % du PNB de chaque pays suffisant largement, en raison, de la cohésion et des possibilités de collaboration militaire du Nord) ; à l'utilisation d'une grande partie des économies ainsi réalisées pour faciliter le développement économique de l'Est et du Sud ; à l'instauration, à l'échelle planétaire, d'un véritable système de sécurité collective.

Un choix aussi fondamental mérite un débat *approfondi*. La *réunion* au sommet des trente-cinq membres de la CSCE, envisagée pour cette année, devrait être une occasion de commencer à le clarifier.

MAURICE BERTRAND

(7) *Cf* l'analyse de ce rapport présentée par Michael Klare dans *le Monde diplomatique*, mai 1988.

(8) Régis Debray, *Tous azimuts*, Odile Jacob et Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1989. Voir *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

(9) *Cf* Henri Paris, « Les armées de l'an 2000 », *Défense nationale*, novembre 1989.

PERESTROIKA PREMIÈRE MANIÈRE

d'hier à un monde nouveau ?

pas de même nature dans les Républiques russes que dans les autres Républiques. En pays russe, on peut s'attendre à des émeutes provoquées par l'instauration du rationnement et compliquées de manifestations de masse pour la défense des conquêtes du régime bolchévique...

Dans les Républiques non russes *(pays baltes, Ukraine,* Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, etc.), l'objectif de l'indépendance nationale se conjugue déjà avec des exigences de multipartisme et d'autonomie, sur fond d'affrontements communautaires, comme on a pu le voir à Bakou à la mi-janvier.

Que pourraient faire les dirigeants si les difficultés *actuelles prenaient* une tournure aiguë ? Imaginons que de grandes manifestations pour l'autonomie deviennent incontrôlables à Kiev. Des unités soviétiques pourraient-elles tirer sur des Ukrainiens sans que des officiers ukrainiens se révoltent ? N'est-ce pas déjà ce qui se passe en Azerbaïdjan ? Se pose alors le problème de la *représentation* des nationalités soviétiques aux divers échelons de l'armée rouge...

Si la multiplication et l'aggravation de tels troubles devaient déstabiliser l'empire soviétique, on devine la suite : répressions, sécessions, irrédentismes, conflits armés compliqués de transferts dramatiques de populations entre les nouveaux Etats nés *du démembrement* de l'empire (il y a déjà, en URSS, plus de 500 000 réfugiés en raison de divers conflits ethniques), chaos, anarchie plus ou moins généralisée avec, à l'horizon, mise sur pied difficile d'une confédération lâche, dénuée de projet commun.

L'idée que de tels conflits se dérouleraient sur un espace *truffé* d'armes nucléaires, réparties jusqu'à l'échelon divisionnaire de l'armée soviétique, donne froid dans le dos. Si des unités de l'armée, dotées de l'arme nucléaire, venaient à s'affronter, une guerre civile, pour la première fois dans l'histoire, deviendrait une guerre atomique...

Toute déstabilisation profonde des relations internationales implique des risques nucléaires. Si l'URSS avait gagné la guerre froide, des événements lourds de dangers auraient pu survenir à l'Ouest. Si les Occidentaux avaient refoulé l'URSS en exploitant ses difficultés intérieures et extérieures, le danger serait venu de l'Est. L'hypothèse actuelle se situe entre ces deux extrêmes. Le risque de guerre nucléaire entre les Deux Grands est pratiquement nul, et l'a toujours été. En revanche, des « accidents » nucléaires liés à des convulsions *internes de l'empire soviétique ne sont* pas exclus. Exploités par des desperados, ils pourraient porter atteinte à la sécurité de l'Ouest.

Il n'y a qu'une manière de conjurer ce risque, ce serait de gérer avec imagination le passage du monde d'hier au monde nouveau en gestation dans le désordre actuel.

Imaginer un projet réformiste international

ON ne peut pas se vouloir le dépositaire des espoirs des opprimés et s'instituer le geôlier des peuples. Ceux *qui ont fait de la « dictature du prolétariat »* un instrument de gouvernement permanent ont vécu sur un contresens flagrant.

L'effondrement, en Europe centrale et dans les Balkans, des régimes qui se réclamaient de la révolution mondiale, annonce-t-il la mort du communisme ? Une mutation de cette idéologie débouchant sur une application plus humaine de ses valeurs est-elle possible ? La question n'est pas mince. Les déshérités de la planète et leurs fondés de pouvoir ont mis, depuis soixante-dix ans, *leurs espoirs dans la révolution* mondiale. La faillite de cet espoir crée un vide idéologique dangereux. La déstabilisation politique du monde s'accompagne d'une déstabilisation morale qui pourrait *déboucher sur une* anarchie généralisée. Le terrorisme international, la drogue, le fanatisme religieux et les menées déstabilisantes des Etats, qui en relayent les activités souterraines en sont les signes avant-coureurs.

Sur quoi reporter cet espoir ? Si les communistes sont capables de jouer intelligemment les cartes dont ils disposent encore, il ne tient qu'à eux d'être leurs propres héritiers.

Quelles tendances pourraient confluer, si les choses tournent bien, pour engendrer un monde acceptable ? Les contraintes économiques dominant le jeu, que nous enseignent le passé et le présent à cet égard ? Quatre observations permettent d'interpréter une réalité mouvante et ambiguë :
– l'« ordre marchand » reste dominé par *la contradiction* qui oppose *ses* intérêts immédiats à ses intérêts à long terme : optimiser les profits en comprimant les rémunérations et en privilégiant les besoins rentables aux dépens des besoins non rentables ; ou accroître le pouvoir d'achat collectif pour solvabiliser la demande et généraliser le développement ;
– *les pays industriels ont commencé* à sortir de cette contradiction dans le dernier quart du XIX[e] siècle, lorsque les transfuges de la I[re] et de la II[e] Internationales sont passés au réformisme. C'est la pression exercée sur le patronat par la social-démocratie qui l'a amené à accepter, avec une lenteur d'abord désespérante, une nouvelle règle du jeu. Cette pression aurait été inopérante si elle ne s'était pas exercée dans le sens des intérêts fondamentaux de ceux auxquels elle s'appliquait, et si le progrès technologique n'avait pas *permis d'accumuler les richesses* à répartir ;

– le capitalisme international et les pays développés du Nord sont *aujourd'hui confrontés à un choix analogue* : solvabiliser le tiers-monde par des politiques de développement axées sur l'accumulation du pouvoir d'achat collectif, ou persister dans des politiques impliquant la stagnation, voire la régression, du niveau de vie de populations restées en marge du développement ;

– l'extension à l'économie mondiale du modèle qui a permis hier l'accroissement du pouvoir d'achat collectif dans les pays du Nord industrialisé n'attend, pour se réaliser, que l'entrée en scène d'une force politique capable d'y inciter l'« ordre marchand ». Le soutien d'un projet réformiste international par des pays socialistes à économie de marché serait, au monde actuel, ce que la conversion d'une partie de la gauche révolutionnaire au réformisme a été pour l'Europe occidentale il y a un siècle, à condition que les contraintes écologiques soient prises en compte.

Les politiques réformistes adoptées ces dernières semaines par les pays de l'Est sont un premier pas dans cette direction. La question est de savoir si le monde communiste en crise possède une réserve de cadres suffisante pour relayer utilement les doctrinaires du *stalinisme et pour inciter* le socialisme occidental à rajeunir une doctrine et des pratiques frileusement repliées sur la gestion de leurs acquis. Il n'y a plus, désormais, de projet politique valable au Nord s'il n'est pas axé sur la dimension Nord-Sud. Le monde est un. Qu'ils soient économiques, politiques ou militaires, ses problèmes ne peuvent plus être gérés que dans une perspective globale.

Les masses paupérisées du tiers-monde ne peuvent guère se révolter. Leur émigration vers les pays riches atteint vite *ses limites. La seule chose* qu'elles puissent faire est de pourrir sur place et de gangrener le Nord par contrecoup. Cela a déjà commencé. Seule une politique de développement intelligente pourrait l'enrayer. Ceux qui annoncent la mort des idéologies déraisonnent. Les idéologies ne meurent que pour renaître. L'idéologie est *une saisine intellectuelle, valable ou* hallucinée, de la réalité. La physique est l'idéologie de la matière. Qui parle d'enterrer la physique ?

Le capitalisme et le socialisme sont condamnés à vivre en symbiose et à collaborer, bon gré mal gré, sous le bonnet de la démocratie. Leur séparation engendre des régimes condamnés à *végéter ou à régresser et, de toute* façon, exposés à une mort violente assortie de grands massacres. Nul ne peut plus en douter.

Il n'y a qu'une manière de contrôler l'avenir, c'est de le construire. Les dirigeants occidentaux demeurent sans projets, faute de capacité d'analyse. Pourquoi auraient-ils des idées, alors que des centaines d'universités, appuyées sur des dizaines d'instituts de recherche indépendants, n'ont rien vu venir et restent incapables, aujourd'hui comme hier, de leur dire ce qui pourrait être fait pour organiser la paix ?

Ou l'on est à la traîne des événements parce que l'on n'a pas d'idées. Ou l'on sait à peu près ce qu'il faudrait faire, mais on répète inlassablement les mêmes « erreurs », comme c'est le cas dans le tiers-monde. La démocratie n'y est qu'un cache-misère si elle ne permet pas de faire des réformes sociales et politiques *dont la nécessité* est proclamée par tous les experts depuis plus de trente ans...

STÉPHANE BERNARD

UNE EUROPE DÉPASSÉE PAR SA GÉOGRAPHIE

Fédération à douze ou confédération à trente ?

« *IL faut que tous les pays qui adhèrent à la démocratie mais qui ne pourront pas adhérer à la CEE – elle ne peut pas s'enfler indéfiniment – aient une perspective* », déclarait M. Mitterrand, le 4 janvier dernier, quelques jours après avoir lancé, lors de ses vœux de Nouvel An, l'idée d'une « *grande confédération européenne* » regroupant les pays de l'Ouest et de l'Est. Nul ne doute qu'une perspective politique doive effectivement être offerte à un Vieux Continent qui ressent profondément son besoin d'unité et d'autonomisation par rapport aux Deux Grands et qui, moment privilégié de l'Histoire, a enfin les coudées franches pour progresser dans cette voie.

Mais, entre le mot et la chose, se dressent des obstacles gigantesques dont le moindre n'est pas l'hétérogénéité politico-économique des entités qui composent l'ensemble européen : une Communauté à douze dont l'intégration est déjà bien avancée ; une Association européenne de libre-échange (AELE) à six (1), de plus en plus proche économiquement de la CEE mais sans consistance politique, et dont certains membres lorgnent vers l'adhésion *(lire, ci-dessous, l'article de Pierre Rocquourt)* ; les six pays de l'Est, ex-« démocraties populaires », encore membres d'un COMECON dont la dernière réunion de Sofia (2) a montré le caractère moribond. Et ce, sans compter la Yougoslavie, Malte, la Turquie et Chypre...

Délibérément flou, le concept de confédération a pour principale vertu de ne pas désespérer l'Est de l'Elbe, en affichant un objectif symbolique... mais lointain. Dans l'immédiat, le noyau dur de l'Europe est constitué par la CEE, seule construction en cours dans le monde où les Etats membres se dépossèdent chaque jour de nouvelles prérogatives. Mais au profit de qui exactement ? C'est là que le déficit démocratique de la Communauté apparaît en pleine lumière : sans contrôle des Parlements nationaux ni du Parlement européen, chaque nouvelle réunion des conseils des ministres aboutit à transférer de nouveaux pouvoirs d'initiative et de gestion à une Commission politiquement irresponsable (3). Fâcheux exemple dont les peuples de l'Est, assoiffés de liberté, n'ont peut-être pas encore pleinement pris la mesure...

En novembre dernier, par 208 voix contre 11 et 6 abstentions, le Parlement européen, qui constatait amèrement son impuissance à faire adopter par la Commission et le conseil une charte sociale allant au-delà d'un catalogue de bonnes intentions, décidait de demander à participer, sur un pied d'égalité, à la future conférence intergouvernementale, prévue fin de 1990, pour la révision des traités que rendra nécessaire la mise en place de l'union économique et monétaire. Et de proposer, pour le début de 1990, une préconférence suivie par des assises européennes des Parlements nationaux en vue, notamment, de disposer d'un pouvoir de codécision avec le conseil, du droit d'initiative législative, etc. (4). Il est désormais clair que les élus de Strasbourg, qui penchent politiquement à gauche, ne sont plus décidés à servir de faire-valoir à la Commission qui, selon le président du groupe socialiste, M. Jean-Pierre Cot, « *fait trop souvent affaire avec le conseil des ministres dans le dos du Parlement* (5) ».

Souci de ne pas être pris de vitesse, désir de prévenir un conflit sans cela inéluctable dans le « triangle institutionnel » communautaire conseil-Commission-Parlement ? M. Jacques Delors a, en tout cas, frappé un grand coup lors de son discours du 17 janvier dernier devant le Parlement en proposant une véritable relance de l'union politique, où sa préférence irait à la « *transformation de la Commission en un véritable exécutif responsable (...) devant les institutions démocratiques d'une future fédération* » des Douze, assortie d'un « *contrôle démocratique par la reconnaissance d'un partenariat entre les deux expressions de la volonté populaire, celle de la représentation européenne et celle des représentations nationales* (6) ».

M. Delors, qui avait jusqu'ici privilégié la construction pragmatique du grand marché de 1993 d'inspiration fortement néolibérale, fait ainsi monter les enchères : il accule les gouvernements, douillettement installés dans le confort feutré des réunions du conseil où ils prennent leurs décisions sans aucun droit de regard de leurs Parlements, à se déterminer sur la question ultrasensible de l'Europe politique, au risque de se faire déborder par les opinions publiques. Ce n'est pas seulement Mme Thatcher qui va se retrouver, une fois de plus, en porte-à-faux. Ceux qui, à la lumière de l'expérience, ont fait leur deuil d'une véritable Europe des politiques communes – autres que celles de la concurrence et de la déréglementation – et préconisent, en s'abritant derrière la confédération de M. Mitterrand, un « retour au national » n'apprécient guère la démarche du président de la Commission.

C'est ainsi que M. Pierre Guidoni, secrétaire national du Parti socialiste aux relations internationales, affirme que « *reporter le lancement de la Confédération après la réalisation de l'union politique des Douze revient à refuser de répondre aux aspirations des peuples d'Europe centrale et orientale* (7) ».

Quelles que soient les arrière-pensées, il s'agit là d'un débat fondamental pour l'avenir du Vieux Continent : faut-il tenter de donner un véritable contenu démocratique à une construction communautaire qui, jusqu'à ce jour, a plutôt été celle des financiers que des citoyens ? Cela reviendrait, au sein de la grande Europe, à constituer les Douze en une forteresse dotée d'une impeccable légitimité populaire. Ou bien, arguer de l'absence actuelle de cette légitimité pour faire directement le saut vers une construction politique – fatalement plus décousue – à vingt-cinq ou trente, dont la faisabilité à court ou moyen terme est des plus douteuses mais qui semble s'inscrire dans le sens de l'histoire ? Et dans le cas – le plus vraisemblable – de décalage dans le temps entre les deux architectures, comment passer de l'une à l'autre ?

BERNARD CASSEN

(1) Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse.

(2) Voir Sylvie Kauffmann, « Les pays de l'Est ont pris acte de l'échec de leur coopération », *le Monde*, 11 janvier 1990. Le COMECON regroupe les six pays de l'Est qui, en 1989, se sont libérés de la dictature du parti unique (Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie) ainsi que l'URSS, Cuba, la Mongolie et le Vietnam.

(3) Voir la série « Une certaine idée de l'Europe », *le Monde diplomatique*, septembre 1988 à mai 1989.

(4) Voir *Tribune pour l'Europe*, bulletin d'information du Parlement européen, novembre 1989.

(5) *Le Monde*, 19 janvier 1990.

(6) *Le Monde*, 18 janvier 1990 et *la Semaine européenne*, Paris, 19 janvier 1990.

(7) *Le Monde*, 20 janvier 1990.

Trouver de nouvelles formes d'association à la Communauté

Par **PIERRE ROCQUOURT** *

ALORS qu'elle instruisait à petits pas les demandes d'adhésion de la Turquie et de l'Autriche, la Communauté s'est trouvée bousculée par le rapprochement avec les pays de l'Est européen. Traditionnellement, Bruxelles a deux manières de gérer ses relations avec les pays tiers européens. Dans le cadre d'accords d'association et de coopération, la CEE échange avec ses partenaires des concessions commerciales. C'est actuellement le cas pour les six pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) en situation de libre-échange avec les Douze pour les produits industriels. Bruxelles accepte même la non-réciprocité si les Etats concernés sont insuffisamment développés. Ainsi, l'accord de 1970 avait permis à l'Espagne d'exporter dans la CEE tout en conservant l'essentiel de la protection de son marché intérieur. Pour les pays les moins avancés, la Communauté a mis en place, en sus des avantages commerciaux, des protocoles financiers qui assurent des prêts à des conditions privilégiées dans un cadre pluriannuel ; c'est le cas des pays méditerranéens qui bénéficient d'un statut d'association (la Turquie) ou de coopération (Malte).

Avec l'union douanière (cas de Chypre), et surtout l'adhésion, on entre dans une autre logique. Tout pays appartenant au continent européen, doté d'institutions démocratiques et d'une économie de marché, est fondé, de par le traité de Rome (article 237), à devenir membre de plein droit d'une Communauté qui, depuis sa création, a géré en permanence des problèmes d'élargissement. Les candidatures du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège (cette dernière, comme on le sait, n'ayant pas été maintenue) l'ont occupée pendant plus d'une décennie, sans compter les problèmes récurrents qui se sont posés après les adhésions. Celles de l'Espagne et du Portugal, déposées en 1977, ont également fait l'objet d'une période similaire de négociations difficiles. Au total, le nombre des Etats-membres a doublé depuis 1957.

Peut-être le nombre ne fait-il rien à l'affaire, puisque l'Europe des Douze fait bien meilleure figure que celle des Neuf. Mais les candidatures déposées ou potentielles marquent la conjonction d'un triple mouvement, que même un organisme en bonne santé n'est pas en état de supporter :

– la demande turque, qui remonte maintenant à 1987, et les tentatives de rapprochement du Maroc soulignent la persistance d'un problème méditerranéen pour la CEE (1). Les choix à faire sont d'abord politiques, même si les obstacles économiques à une adhésion éventuelle restent énormes. Dans son avis du 17 décembre dernier, la Commission a d'ailleurs poliment renvoyé au-delà de 1993 l'examen de la requête d'Ankara...

– la candidature de l'Autriche ainsi que les interrogations suisse et scandinaves sont d'une autre nature. L'achèvement du marché intérieur repose le problème de l'adhésion aux pays de l'AELE qui avaient écarté cette éventualité dans les années 60. Pour la CEE, le risque serait celui d'une remise en question de la dynamique d'intégration aujourd'hui à l'œuvre.


Selçuk

– le troisième front s'ouvre à l'Est, avec la débâcle des Etats-partis. Traditionnellement, Bruxelles n'avait de relations suivies qu'avec la Yougoslavie. En juillet dernier, la Commission européenne s'est retrouvée en première ligne, lorsque le sommet de l'Arche lui a confié la coordination de l'aide à la Pologne et à la Hongrie. Le commerce interallemand ayant été considéré comme « intra-communautaire » dès la signature du traité de Rome, l'évolution de la RDA affecte directement la RFA et ses partenaires. Pour des raisons qui varient de l'Ouest à l'Est – assumer les contrecoups du grand marché ou sauver des économies en perdition, – les pays tiers européens ont les yeux tournés vers la CEE : si rien d'autre ne leur est proposé, ils viseront l'objectif le plus valorisant, l'adhésion.

Affirmer la solidarité avec les démocraties renaissantes

LES pays de l'Est affrontent aujourd'hui une très grande opération d'ajustement structurel dans des délais très courts, avec des besoins de financement énormes et des risques politiques variables, mais partout élevés. Aucun des pays membres de la CEE, y compris la RFA, n'est en mesure de réunir la masse critique financière nécessaire au passage sans encombre des échéances qui s'annoncent. La multilatéralisation du problème est non seulement souhaitable, pour éviter les compétitions nationalistes entre les Douze (2), mais inévitable.

La création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD), où la CEE détiendra une participation majoritaire dans un capital prévu à 10 milliards d'écus, va effectivement dans ce sens.

En termes de relations directes Communauté-pays de l'Est, les actuels accords de commerce et de coopération avec telle ou telle capitale ne sont manifestement plus à la hauteur du défi posé. C'est pour éviter le dérapage vers la demande d'adhésion que, dans son discours du 17 janvier devant le Parlement européen, M. Delors a proposé des contrats d'association « revisités » qui permettraient, « *si ces pays le souhaitent, d'inclure dans le volet institutionnel une véritable instance de dialogue et de concertation politique et économique, d'étendre la coopération aux domaines technique, scientifique, culturel, environnemental, commercial, financier, sans la centrer forcément sur un marché commun qui ne saurait être accessible avant plusieurs années à des économies mal préparées* (3) ».

On voit bien la logique de cette démarche : distinguer l'adhésion proprement dite de l'obtention de certains des avantages qu'elle pourrait entraîner, en particulier les apports budgétaires (politique régionale, fonds social, politiques agricoles) qui, selon M. Delors, se solderaient, pour la CEE, par une « facture » de 14 milliards d'écus annuels supplémentaires sur une période de cinq à dix ans. Comment dégager cet impôt de solidarité avec les démocraties renaissantes de l'Est qui ont besoin de tout autre chose que les aides actuelles, chichement octroyées par l'Occident au moment où le Japon, lui, met des bouchées doubles ? Par un effort comparable à celui accepté par le conseil européen de février 1988, qui avait décidé le doublement des fonds structurels de la CEE : « *Un nouveau « février 88 », tout aussi historique, s'impose pour affirmer et concrétiser notre solidarité à l'égard de l'Europe et du monde* », déclare le président de la Commission.

Quant à la RDA, son statut implicite d'association est déjà dépassé par son évolution interne. En mettant en évidence la pauvreté du pays et la faible compétitivité de ses produits, l'ouverture des frontières rend indispensable la fixation de nouvelles règles du jeu économique : une parité acceptable entre les deux marks et l'ajustement des déplacements de main-d'œuvre. Pour enrayer l'effondrement de l'économie, qui pourrait entraîner une réunification « à chaud », M. Delors est décidé à aller vite en besogne malgré l'appartenance de la RDA au pacte de Varsovie. Pour lui, « *l'Allemagne de l'Est (...) a sa place dans la Communauté, si elle le demande, pour peu que ce processus se réalise (...) à travers une libre autodétermination, pacifiquement et démocratiquement, dans le respect des principes de l'Acte final d'Helsinki, dans un contexte de dialogue Est-Ouest et dans la perspective de l'intégration européenne* (4). »

Le problème de l'adhésion de la RDA, s'il soulève d'énormes difficultés géopolitiques et ne fait nullement l'unanimité chez les Douze, renvoie aussi immédiatement au traitement du dossier autrichien. Comme ses partenaires de l'AELE, Vienne a entamé une réévaluation de ses relations avec Bruxelles, qui l'a conduite à déposer une demande officielle d'adhésion en juillet 1989. Du point de vue strictement économique, l'intégration autrichienne pose peu de problèmes à la CEE. Son statut international la place néanmoins dans une position particulière, comparable à certains pays est-européens. L'exemple de l'Irlande ne pouvant être considéré comme un précédent, le degré de tolérance de la CEE à la neutralité autrichienne (5) aura valeur d'exemple. S'il est réduit, beaucoup de pays devront attendre ou renoncer. S'il est grand, comme y pousse fortement la RFA, la déconnexion entre appartenance à l'OTAN et adhésion lèvera un obstacle important à la candidature de la Yougoslavie, en attendant les autres.

Victime de son succès, la CEE risque d'être prise dans l'étau des candidatures multiples et d'y perdre une cohésion encore fragile. Avec les ex-AELE, économiquement proches, mais sans désir d'intégration politique, et les ex-COMECOM, en proie à des difficultés gigantesques, on se dirigerait vers une Communauté réduite à une simple zone de libre-échange (6). Les propositions de M. Delors ont une vertu pédagogique évidente, celle de montrer que, entre une redéfinition des relations commerciales, assortie d'un accroissement de la coopération financière, et la problématique de l'adhésion, il y a une large place pour une nouvelle implication communautaire.

C'est l'ensemble de ses compétences que la Commission devrait mobiliser. Au cours de la dernière décennie, elle a acquis une grande expérience en matière de reconversion industrielle, de politique régionale ou de soutien aux marchés agricoles. Elle doit mobiliser au moins autant sa capacité d'expertise (7) que ses ressources financières pour apporter une contribution en rapport avec les problèmes qui se posent à l'Est. Elle est aussi en mesure de préconiser une utilisation à bon escient des mécanismes du marché, sans plonger dans le capitalisme sauvage dont on rêve parfois, en Pologne ou ailleurs *(voir l'encadré de Bernard Cassen, page 9)*, et de soutenir la mise en place d'instruments d'intervention souples, dont certains ont déjà fait honorablement leurs preuves. Surtout, elle seule peut agir sans arrière-pensées nationales à un moment où les nationalismes renaissants font courir un danger très grave à la démocratisation en cours.

(1) Voir Jean-François Drevet, *la Méditerranée, nouvelle frontière pour l'Europe des Douze ?*, Karthala, Paris, 1986.

(2) Voir Claude Julien « Alerte : nationalismes », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(3) Discours du 17 janvier devant le Parlement européen, *la Semaine européenne*, Paris, 19 janvier 1990.

(4) *Ibid.*

(5) Le traité d'Etat de 1955 exclut explicitement une union économique avec l'Allemagne. Elle serait pourtant réalisée à travers une éventuelle adhésion à la CEE... Les signataires du traité (France, Royaume-Uni, mais aussi Etats-Unis et URSS) seront donc inévitablement consultés.

(6) Voir Bernard Cassen « La Communauté dans la spirale néolibérale », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(7) La formation, le conseil semblent en effet aussi nécessaires que les concours financiers : comment assurer la reconversion de la grande industrie s'il n'existe pas un tissu de PME pour créer des emplois de rechange et subvenir aux besoins de la population ? Dans les vieux bassins industriels d'Europe de l'Ouest, qui viennent de faire cette douloureuse expérience, on a pu mesurer les difficultés d'une démarche pourtant menée avec un « amortisseur » social consistant.

* Economiste.

TOUS ceux qui, au...
confortablement installés d...
se trouvent déstabilisés par...
l'Est et l'Union soviétique...
donne, ils n'ont, à ce jour...
« nouveau concept », comm...
y a extrême urgence à for...
fournira certainement pas...
cation d'un ordre mondial p...

Nous ne sommes pas des specta... détachés de ce qui se passe à l'Est... changements en cours nous concer... très directement, en premier lieu p... qu'ils bousculent nos structures de... sée les plus profondément institu... nalisées. Et, bien au-delà du po... politique, ce sont aussi des intérêts... blis, tant économiques qu'intellect... qui vont en subir le contre-coup.

Depuis une quarantaine d'an... nos pensées et nos actions publi... ont été dominées par des attitude... guerre froide : le communisme co... menace implacable contre le ca... lisme et la démocratie libérale, l'U... comme menace militaire omniprés... contre les Etats-Unis, et l'expan... nisme soviétique comme réalité ta... ble dans le reste du monde. Telle... la justification de nos bureaucratie... forces armées, des services de re... gnement et de la diplomatie. Telle... aussi la justification des énor... sommes d'argent libéralement d... buées aux entreprises d'armemen... dont une partie reprenait le chemi... Washington pour financer des gro... de pression réclamant encore plu... crédits militaires.

Qui, dans cet univers, pouvait ac... ter d'être considéré comme... « colombe » en matière de défense... même qui, à l'intérieur ou à l'exté... *du monde politique*, aurait séri... ment eu l'intention de remettre... question les vérités fondamentales... guerre froide ? Sous la protection... premier amendement à la Constitu... nous ne refusons pas une certaine... d'excentricité autoproclamée m... depuis des décennies, la vérité et le... sens en matière de politique étrang... ont été l'apanage de ceux qui ex... maient la sagesse conventionnelle... menace communiste.

Des intérêts installés – financi... politiques et intellectuels – ne vont... facilement lâcher prise sous prét... que la réalité aurait changé. A... lumière des événements de ces dern... mois, on imagine difficilement des... sions polonaises, hongroises ou... allemandes se mettre en marche sou... bannière du pacte de Varsovie p... attaquer la République fédérale... l'Occident. Et pourtant, en novem... dernier, nos chefs d'état-major c...

* Professeur émérite d'économie à l'... versité Harvard.



TOUT juste âgé de trente-cin... professeur d'économie à... consultant international, qu... clients plusieurs gouvernements l... Bolivie), dispense désormais ses se... naises et yougoslaves. Dans un ar... faire ? » (1), renvoie ironiquement... obligées des anciens dirigeants com... conise une thérapeutique de cheva... l'Est, et plus particulièrement pour... naison de libéralisme orthodoxe e... des gouvernements et des institutio... dent.

Pour que les choses soient clai... cain réfute d'emblée toute idée d... « socialisme de marché » à base d'... d'autogestion : ce sera l'économie... rien. Son programme comporte qua...

– retour à la vérité des prix :... subventions, convertibilité des m... intégral avec l'Ouest ;

– suppression de toutes les... fiscales à l'activité privée ;

– privatisation à terme du plus... prises publiques et, dans l'immédi... marché par la fin des subventions,... des facilités fiscales. Fermeture san... qui perdent de l'argent ;

– retour à la stabilité des prix... taire et fiscale rigoureuse et l'équilib...

Le coût social ? : « *Les obser... devraient pas dramatiser à l'excès... faillites. La Pologne, comme le res... n'a pas trop de chômeurs, elle n'e... s'attendre à des taux de chômage m...*

COMPRENDRE CE QUI SE PASSE EN UNION SOVIÉTIQUE

Le sens des priorités

TOUS ceux qui, aux Etats-Unis et ailleurs, s'étaient confortablement installés dans les certitudes de la guerre froide se trouvent déstabilisés par les secousses qui agitent l'Europe de l'Est et l'Union soviétique. Pris à contrepied par la nouvelle donne, ils n'ont, à ce jour, aucune doctrine de rechange, aucun « nouveau concept », comme dirait M. Kissinger. Et pourtant il y a extrême urgence à formuler de nouvelles priorités – que ne fournira certainement pas l'idéologie néolibérale – pour l'édification d'un ordre mondial plus juste.

Par JOHN KENNETH GALBRAITH *

Nous ne sommes pas des spectateurs détachés de ce qui se passe à l'Est. Les changements en cours nous concernent très directement, en premier lieu parce qu'ils bousculent nos structures de pensée les plus profondément institutionnalisées. Et, bien au-delà du pouvoir politique, ce sont aussi des intérêts établis, tant économiques qu'intellectuels, qui vont en subir le contre-coup.

Depuis une quarantaine d'années, nos pensées et nos actions publiques ont été dominées par des attitudes de guerre froide : le communisme comme menace implacable contre le capitalisme et la démocratie libérale, l'URSS comme menace militaire omniprésente contre les *Etats-Unis*, et l'expansionnisme soviétique comme réalité tangible dans le reste du monde. Telle était la justification de nos bureaucraties des forces armées, des services de renseignement et de la diplomatie. Telle était aussi la justification des énormes sommes d'argent libéralement distribuées aux entreprises d'armement et dont une partie reprenait le chemin de Washington pour financer des groupes *de pression réclamant encore plus de* crédits militaires.

Qui, dans cet univers, pouvait accepter d'être considéré comme une « colombe » en matière de défense ? Et même qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du *monde politique*, aurait sérieusement eu l'intention de remettre en question les vérités fondamentales de la guerre froide ? Sous la protection du premier amendement à la Constitution, nous ne refusons pas une certaine dose d'excentricité autoproclamée mais, depuis des décennies, la vérité et le bon sens en matière de politique étrangère ont été l'apanage de ceux qui exprimaient la sagesse conventionnelle de la menace communiste.

Des intérêts installés – financiers, *politiques* et *intellectuels* – ne vont pas facilement lâcher prise sous prétexte que la réalité aurait changé. A la lumière des événements de ces derniers mois, on imagine difficilement des divisions polonaises, hongroises ou est-allemandes se mettre en marche sous la bannière du pacte de Varsovie pour attaquer la République fédérale et l'Occident. Et pourtant, en novembre dernier, nos chefs d'état-major combiné lançaient encore une mise en garde contre la réduction des troupes américaines en Allemagne et faisaient état de la menace de ces divisions. C'est que, tout à coup, les budgets militaires en général, et ceux consacrés aux systèmes d'armes en particulier, sont en danger.

N'imaginons pas que les réductions *vont se faire facilement. Pour se* convaincre de la difficulté de l'exercice, il suffit de se reporter au projet de loi sur les crédits militaires que le Congrès américain a récemment adopté. Il prévoit plusieurs centaines *de millions de dollars pour des aéronefs* – des hélicoptères et le transporteur de troupes à décollage vertical V-22 – que le Pentagone dit ne pas vouloir. Auparavant, *une négociation serrée avait* sauvé la production de dix-huit avions de combat F-14 que personne n'avait non plus réclamés, le tout pour un coût d'environ *un milliard de dollars. Cela,* tout simplement, parce qu'il fallait soutenir l'activité industrielle de Long Island.

Dans le passé, cette partie de l'Etat de New-York n'a jamais été considérée comme une zone économiquement sinistrée. Il semblerait que la véritable justification tienne, pour une bonne part, au fait que Long Island ayant le privilège d'abriter une classe moyenne prospère et une communauté de gens très riches, ses habitants ne sont pas autant contaminés moralement et socialement par les aides publiques que ceux de Roxbury ou du South Bronx. Pour ce qui est des crédits militaires, l'ancien secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, a récemment *dénoncé toute idée de réduction et* a assuré que son successeur, M. Richard Cheney – malgré quelques demandes d'éventuelles économies – est sur la *même longueur d'onde.*

Des risques de chaos

LA CIA, dans les tristes jours à venir, va devoir faire la preuve que les informations qu'elle recueille en Allemagne de l'Est – et qu'elle nous fait parvenir par-dessus, par-dessous ou *à travers le mur* – ont un caractère plus exceptionnel et plus affiné que ce que quiconque pourrait obtenir au cours d'une simple conversation. Nul *doute qu'elle va s'y employer. Le* département d'Etat, où j'ai servi à deux reprises, ne s'habituera pas facilement au changement. C'est une administration où l'acuité intellectuelle a toujours largement reposé sur la capacité de formuler avec assurance des idées rebattues. *L'establishment* de la politique internationale – anciens hauts fonctionnaires du département d'Etat, anciens ambassadeurs, anciens « quelque chose » à Washington et défenseurs auto-désignés de la République, – qui se rassemble à New-York et à Washington pour célébrer ses propres mérites, se trouve maintenant placé devant un choix douloureux : renouveler sa pensée ou tomber confortablement en désuétude. La communauté universitaire va aussi connaître les inconvénients du changement et chercher les moyens d'y résister. Il y a quelques semaines, un de mes éminents collègues, autrefois conseiller de M. Ronald Reagan, prononçait un discours où il mettait sévèrement en garde contre toute éventualité de diminution *des dépenses militaires et, après avoir* cité rituellement la menace communiste que représentent le Nicaragua et Cuba, il évoqua celle que fait peser le *maintien de la présence soviétique en* Ethiopie...

La rencontre entre le socialisme et le capitalisme est porteuse d'un message autrement urgent, et qui nous concerne au plus haut point. On voit actuellement circuler une idée futile, particu*lièrement gratifiante pour les esprits* qui ne jurent que par la libre entreprise : il suffirait que le monde socialiste découvre les merveilles du management, de la propriété et des marchés pour que le bien-être s'ensuive sur-le-champ. Ou en tout cas très bientôt. C'est tout le contraire qui risque de se produire et chacun devrait être convaincu que la transition sera difficile et désagréable, avec des risques de chaos. L'argent thésaurisé sous l'ancien système et maintenant déversé sur le marché signifie l'inflation. On ne connaît pas de mode d'emploi clair et simple pour rendre les entreprises d'Etat à une gestion privée, et d'énormes bureaucraties publiques se planteront en travers du chemin. Ceux *qui agiront pour profiter de la libérali*sation seront souvent les organisateurs du marché noir de l'ancien régime, des individus peu ragoûtants pour l'opinion, qui empocheront de gros bénéfices. Avec le temps, comme c'est dans une certaine mesure le cas en Hongrie, les choses s'amélioreront mais, dans l'immédiat, elles pourraient bien empirer.

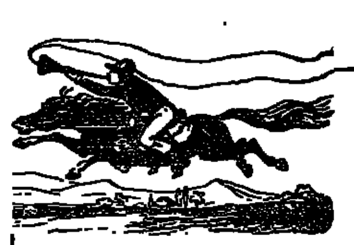
Notre obligation et notre intérêt bien compris et le plus urgent sont d'encourager les autres pays occidentaux et le Japon à faciliter au mieux la transition. Particulièrement nécessaire est un flux *de biens de consommation* et de produits alimentaires, secteurs où l'échec du système communiste est le plus flagrant. *Les pays de l'Est n'ont pas au* même degré besoin d'unités de production sidérurgique, de machines-outils, de construction navale ou de centrales *électriques, domaines des succès* d'antan. La libéralisation économique et politique ne doit pas être identifiée à la pénurie. C'est là un danger sérieux *et immédiat qui pourrait entraîner un* retour en arrière et une oppression renforcée. Malheureusement, bon nombre de nos érudits de la guerre froide et la majeure partie de ceux qui participent de la culture des armements verraient d'un bon œil une telle éventualité.

Ce qu'il faut, concrètement, ce sont des prêts, des aides directes et des allégements de la dette pour que les biens nécessaires soient disponibles. M. *George Bush* a fait preuve d'une louable réserve dans ses réactions aux bouleversements intervenus en Union soviétique et chez ses anciens satellites. Comme il l'a parfaitement senti, l'heure n'est pas à la présomption, à l'autofélicitation, et certainement moins encore aux proclamations spectaculaires des Etats-Unis. Mais peu d'initiatives américaines auront *été* aussi affligeantes que le voyage du pré*sident en* Pologne et en Hongrie à l'automne dernier où, après avoir exprimé sa satisfaction devant les événements, il laissa un petit pourboire à *ses hôtes. On a dégagé beaucoup plus* d'argent pour le sauvetage d'une seule caisse d'épargne, californienne, la Lincoln Savings and Loans Association (2,5 milliards de dollars). Il en faudra sans doute presque cent fois plus pour régler la facture du pillage des autres caisses. Si nous avions le plus élémentaire sens des priorités, nous serions en train de réaffecter une fraction substantielle de notre budget militaire pour faciliter et rendre politiquement acceptable la grande transition actuelle, la plus importante que l'Europe ait connue en quarante-cinq ans.

Il nous faut tirer une autre grande leçon de ce qui n'est pas le heurt entre le communisme et le capitalisme mais *le heurt entre la doctrine communiste* et la réalité palpable. Tous ces dirigeants et fonctionnaires aujourd'hui relégués aux poubelles de l'Histoire *étaient guidés par de l'idéologie à l'état* pur, ce qui les empêchait de voir ou de sentir les forces qui se rassemblaient pour les renverser. Au cours de ces dernières années, nous avons, nous aussi, connu des hommes d'Etat fortement – même si c'était imparfaitement – esclaves de doctrines, celles d'Adam Smith, de David Ricardo et de Herbert Spencer. Elles ont permis de promouvoir le désengagement de l'Etat de ses responsabilités sociales, de soutenir que les riches ont besoin d'être *stimulés* par des revenus toujours plus élevés et les pauvres aiguillonnés par une pauvreté dont aucune aide publique ne viendra les tirer. En conséquence, ce que les statistiques démontrent sans contestation possible, les riches ont grandement accru leur part du revenu national et un nombre toujours plus grand de familles est tombé au-dessous du seuil de pauvreté. Et, autre réalité qui saute aux yeux, nombreux parmi les pauvres sont ceux à qui est refusé l'accès à ces besoins élémentaires que sont un toit, l'éducation et les soins médicaux de base.

L'abdication de la pensée devant la doctrine a permis aux dirigeants communistes vieillissants d'Europe de l'Est d'ignorer une réalité en formation qui les a maintenant balayés. Je ne pense pas que notre système ou nos dirigeants courent un tel danger. Mais nos références quotidiennes à l'existence d'une masse d'exclus devraient nous conduire à respecter notre propre réalité et à nous identifier à elle. Même ici, les gens ne souffriront en silence que pendant un temps.

* Professeur émérite d'économie à l'université Harvard.



Les remèdes de cheval de M. Jeffrey Sachs

TOUT *juste âgé de trente-cinq* ans, M. Jeffrey Sachs, professeur d'économie à l'université Harvard et *consultant international, qui comptait déjà parmi* ses clients plusieurs gouvernements latino-américains (dont la Bolivie), dispense désormais ses services aux autorités polonaises et yougoslaves. Dans un article dont le titre, « Que *faire ?* » (1), *renvoie ironiquement* aux lectures léninistes obligées des anciens dirigeants communistes, M. Sachs préconise une thérapeutique de cheval pour les économies de l'Est, et plus particulièrement pour la Pologne : une combinaison de libéralisme orthodoxe et de générosité réaliste des gouvernements et des institutions financières de l'Occident.

Pour que les choses soient claires, l'économiste américain *réfute* d'emblée toute idée de « troisième voie », de « socialisme de marché » à base d'entreprises publiques ou d'autogestion : ce sera l'économie de marché à 100 % ou rien. Son programme comporte quatre volets :

– retour à la vérité des prix : fin des contrôles et des subventions, convertibilité des monnaies, libre-échange intégral avec l'Ouest ;

– suppression de toutes les entraves législatives et fiscales à l'activité privée ;

– privatisation à terme du plus grand nombre d'entreprises publiques et, dans l'immédiat, mise à l'épreuve du marché par la fin des subventions, des crédits préférentiels, des facilités fiscales. Fermeture sans états d'âme de celles qui perdent de l'argent ;

– retour à la stabilité des prix par une politique monétaire et fiscale rigoureuse et l'équilibre des budgets publics.

Le coût social ? : *« Les observateurs occidentaux ne devraient pas dramatiser à l'excès les licenciements et les faillites. La Pologne, comme le reste de l'Europe de l'Est, n'a pas trop de chômeurs, elle n'en a pas assez... Il faut s'attendre à des taux de chômage même supérieurs au taux naturel (de l'ordre de 5 %), pendant quelques années, au fur et à mesure que les travailleurs quitteront l'industrie pour les services, le bâtiment et les travaux publics ».*

Les prescriptions de M. Sachs sont tout aussi rigoureuses pour l'Occident qui, en premier lieu, doit accepter que les produits de l'Est pénètrent ses marchés : *« Les éleveurs de porc de la Communauté doivent accepter que le libre accès des jambons polonais est le prix à payer pour vivre dans une Europe unie et démocratique ».* Il faut mettre fin aux interdictions de transfert de technologie du COCOM et accepter un effort financier sans précédent : prêts ou dons pour reconstituer les réserves de devises ; financement d'un filet de sécurité social pour limiter le coût humain des reconversions ; surtout, annuler les énormes dettes extérieures (40 milliards de dollars pour la Pologne, 20 milliards pour la Yougoslavie, pour la Hongrie et pour la RDA) : *« Toute tentative de récupérer plus qu'une faible partie de ces sommes... soumettrait l'Europe de l'Est à l'esclavage économique pour une génération, situation d'autant plus inacceptable que cette dette est l'héritage de la mauvaise gestion communiste sur laquelle l'opinion n'avait aucun contrôle »* ; enfin, il convient de financer le développement à long terme, rôle assigné à la Banque européenne pour la *reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est* (BERD).

Si toutes les parties intéressées écoutent ses avis, M. Sachs est optimiste pour l'avenir : *« On peut être assuré qu'un ouvrier polonais hautement qualifié gagnera plusieurs fois son salaire mensuel actuel de 100 dollars, dès que l'économie de marché de la Pologne sera mise sur pied et étroitement intégrée à l'Europe de l'Ouest ».*

B. C.

(1) « What is to be done ? », *The Economist*, Londres, 13-19 janvier 1990.

LE PARTI DISLOQUÉ,

L'heure de tous les dangers pour M. Gorbatchev

(Suite de la première page.)

On a souvent interprété, sans doute hâtivement, le remue-ménage dans les pays baltes et le conflit caucasien comme le résultat de tentations séparatistes. Elles existent bel et bien certes. Et les questions nationales occupent indiscutablement le devant de la scène *(lire, page 11 « Ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan », par M. Gamid Kherichi, un des idéologues du Front)*. Mais, dans les coulisses, c'est la question du pouvoir, à l'échelon local et aussi central, qui est posée. Les démocrates rénovateurs ne se battent pas pour conquérir le pouvoir, ils en occupent déjà les positions principales. Ils luttent pour les conserver et en conquérir de nouvelles.

Les forces conservatrices, antigorbatchéviennes, sont sur la défensive. Leur combat, si meurtrier soit-il, apparaît comme un combat d'arrière-garde.

Là réside la principale différence entre les révolutions récentes en Europe de l'Est et la perestroïka soviétique. Il y en a, bien entendu, beaucoup d'autres, mais celle-ci est essentielle.

Il y a cinq ans, en mars 1985, M. Mikhaïl Gorbatchev a été élu secrétaire général du Parti communiste soviétique. On a pris l'habitude de considérer qu'avril 1985 (date du plénum qui a suivi son élection) marque le lancement de la perestroïka. Si l'on compare son discours d'alors à l'importante *« synthèse »* qu'il a publiée le 26 novembre 1989 dans la *Pravda*, on mesure qu'en ces cinq années ce n'est pas seulement l'histoire qui a subi une formidable accélération, mais la pensée de M. Gorbatchev elle-même.

En avril 1985, le secrétaire général traçait les grandes lignes du *« développement de la société soviétique »*, qui était alors, selon lui, *« déterminé, dans une grande mesure, par des progrès qualitatifs dans l'économie, par son adaptation aux besoins de la croissance intensive et par l'élévation maximale de l'efficacité »*. Il parlait peu du pouvoir en soi, sauf pour souhaiter *« rendre plus actif tout le système des institutions politiques et sociales, approfondir la démocratie socialiste et l'autogestion »*.

Ce discours d'avril 1985 se distinguait peu, dans sa structure et dans son style, des interventions les plus réformatrices de Youri Andropov, précédent secrétaire général, sauf que M. Gorbatchev s'y livrait déjà à une courte, mais incisive, critique de la situation dans le pays.

Depuis cette date, une véritable révolution culturelle s'est accomplie – ou plus exactement s'accomplit – en Union soviétique, qui accompagne une révolution tout court, c'est-à-dire un changement de pouvoir. Elle l'accompagne et n'en a pas plus été la prémisse qu'elle n'en est le résultat. C'est d'ailleurs ce qui le définit la perestroïka comme une révolution des mentalités.

Dans l'article de la *Pravda* du 26 novembre, M. Gorbatchev livre la clé de cette révolution : *« Certains nous reprochent l'absence d'un plan détaillé, concret, pour la réalisation de la perestroïka. Je ne pense pas que ces reproches soient justifiés. Je suis certain qu'imposer de nouveau à la société des schémas tout préparés et tenter de faire entrer la réalité dans le « lit de Procuste » des schémas serait une erreur théorique. C'était propre au stalinisme, que nous rejetons résolument. Nous agissons selon les préceptes de Lénine, ce qui signifie : observer avec attention comment le futur naît de notre présent, et bâtir nos plans en conséquence. »*

Voilà l'explication de cet *« attentisme »* que l'on reproche souvent, et pas seulement dans la gauche radicale *(lire ci-dessous l'encadré de Konstantin Ivanov)*, au chef de l'Etat soviétique. Son goût pour les compromis n'est pas, comme certains l'écrivent dans la presse soviétique, une marque de faiblesse mais le fruit d'une philosophie : *« Observer avec attention comment le futur naît de notre présent, et bâtir nos plans en conséquence. »*

Cet art du compromis a déjà fait merveille. M. Gorbatchev en a administré la preuve récemment en Lituanie : d'une part, il a désarçonné les séparatistes en annonçant la discussion au Congrès des députés des peuples de l'URSS et le vote d'une loi sur les modalités pratiques de la séparation d'une République de l'Union ; d'autre part, tout en faisant valoir un point de vu opposé à celui de la direction du PC scissionniste local, il s'est gardé d'excommunier celle-ci. Les futures structures du parti et de la fédération soviétique naissent du présent. M. Gorbatchev bâtit son plan en conséquence.

Cette manière de faire désappointe la gauche radicale – en particulier les députés rassemblés au sein du Groupe interrégional (MDG), qui ont constitué une opposition – et agace la droite.

Ainsi, par exemple, à propos de l'article 6. Les radicaux exigent son abrogation immédiate. M. Gorbatchev admet parfaitement que l'inscription dans la Constitution du *« rôle dirigeant du parti »* est contraire à l'esprit des lois nouvelles, qui affirment, certes, le *« pouvoir des soviets »* mais codifient la séparation Etat-parti. Il sait toutefois, sans doute mieux que quiconque, que ce n'est pas un simple texte, fût-il fondamental, qui pourra assurer et garantir au PC sa prétention à jouer les premiers rôles.

M. Yakovlev, un membre du secrétariat du bureau politique considéré comme très proche de M. Gorbatchev, a exprimé, là-dessus, son sentiment au cours d'un entretien télévisé, le 26 novembre (le jour précisément de la parution de la *« synthèse »* dans la *Pravda*) : *« Je me demande souvent si, du temps où les dirigeants staliniens luttaient contre le peuple et se livraient à une orgie de répression et d'exécutions d'innocents, le parti arrivait à renforcer son prestige. Si tel était le cas, cela me fait peur... »*



Roger-Viollet

LE TEMPLE DU FEU A BAKOU (1890)
La Transcaucasie, une bombe sur le chemin de la perestroïka

M. Gorbatchev sait encore deux choses : d'abord que le Parti communiste, dans sa structure actuelle, n'est, globalement, pas prêt à affronter la compétition démocratique dans le cadre du pluripartisme ; ensuite que le pluralisme politique actuel est encore trop embryonnaire, trop brouillon. L'URSS – ni, auparavant, la Russie – n'a jamais fait l'expérience réelle d'un système démocratique et du multipartisme – à l'exception notable, quoique très relative, des Etats baltes et de la Géorgie.

Dans ces conditions, brûler les étapes serait prendre le risque énorme d'une déstabilisation du pays ; et seules les forces conservatrices sauraient tirer leur épingle du jeu. Leurs manœuvres, profitant de l'explosion des nationalités et de l'aggravation des pénuries, le laisse déjà présager.

M. Gorbatchev repousse donc à plus tard la question de l'article 6, avec cette petite phrase : *« On ne saurait élaborer une nouvelle Constitution avant que les contours d'un nouveau mécanisme social, la structure des organes du pouvoir et de l'administration, la procédure d'interaction des forces politiques, les principes d'organisation et de fonctionnement du système économique, les garanties du respect des droits civiques, les structures étatiques nationales, notre fédération et le caractère de l'Etat de droit socialiste, ne soient nettement mieux définis chez nous. (...) La révolution continue, camarades...* (1).

Une conspiration des « forces de l'ombre »

LA contre-révolution, ou contre-perestroïka aussi. Beaucoup l'ont vue à l'œuvre en Azerbaïdjan, en janvier.

« Les événements de Bakou, écrivaient neuf députés, dont l'académicien Likhatchev, qui ne saurait passer pour un gauchiste, *pourraient bien avoir éclaté sur commande, à la veille d'une session du comité central sur la Lituanie et du XXVIIIe congrès du parti et alors que se déroulent les élections locales. Il n'est pas exclu que quelqu'un ait cherché à créer, à son profit, une situation exigeant la proclamation de l'état de guerre dans le pays (...). On ne peut pas permettre aux forces conservatrices de transformer la Transcaucasie en véritable bombe placée sur le chemin de la perestroïka* (2). »

Le 23 janvier, *Izvestia*, le quotidien du gouvernement, développait à peu près le même point de vue : ayant montré que tout le monde savait – y compris à un haut niveau à Moscou – que les *« forces de l'ombre »* [la mafia] et leurs complices dans les appareils locaux du parti, de l'Etat et de la police, étaient prêts à passer à l'attaque, le journaliste Vietcheslav Chtchepotkine écrit : *« S'ils savaient, qu'attendaient-ils ? La possibilité d'accabler Gorbatchev de reproches ? Espéraient-ils que les leaders locaux officiels, qui perdaient leur autorité et déclaraient que, chez eux, tout était en ordre, allaient contrôler la situation ? Ne savaient-ils pas quelles forces se cachaient sous le mouvement populaire qui, « tout à coup », se transforme en unités de combat ? (...) Une situation étrange prévaut dans cette région de tensions : il suffit que les choses se calment pour que, d'un côté ou de l'autre, un geste soit fait qui jette de l'huile sur le feu. »* Certains témoignages étayent encore cette thèse, celui du champion d'échecs Garri Kasparov, Arménien de Bakou (3), par exemple. Lors d'une conférence de presse, fin janvier, il a raconté comment, devant quitter Moscou pour Bakou le 6 janvier, il avait entendu parler, *« avec une précision de un à deux jours »*, de l'imminence d'un pogrome ; comment le silence fait sur la destruction d'une église arménienne, fin décembre, à Bakou, avait donné aux extrémistes un sentiment d'impunité ; comment, six jours durant, la milice locale a laissé, en janvier, se perpétrer, sous ses yeux, le massacre d'innocents – sans jamais tirer une cartouche.

« Après la tragédie de Tiflis (4), a déclaré Kasparov, *tout le monde se posait la question : qui a donné l'ordre de tirer ? Moi, je voudrais savoir qui a ordonné à la milice de Bakou et aux soldats de ne pas tirer... »* Il est vrai que beaucoup de questions se posent, dans cette trouble affaire. Il est non moins vrai qu'un regard sur la chronologie de ce long conflit, fortement enraciné dans l'histoire *(lire, page 11, le récit d'un témoin français en 1905 et les souvenirs de Banine)*, révèle d'étranges coïncidences : l'agitation en Arménie est d'abord sociopolitique quand, en janvier 1988, les *Izvestia* et la *Pravda* formulent de sévères critiques à l'encontre de la direction de l'époque du PC local. Quelques jours après, les Arméniens du Nagorny-Karabakh, République autonome rattachée à l'Azerbaïdjan, demandent leur rattachement à l'Arménie, mais à Stepanakert (capitale du Karabakh) comme à Erevan, on manifeste sous des portraits de Lénine et de Gorbatchev...

Le 26 février 1988, M. Gorbatchev s'adresse lui-même aux Arméniens et aux Azéris. Le lendemain, c'est le début du pogrome de Soumgait, à proximité de Bakou. Soumgait, dont le premier secrétaire du PC alors en poste, M. Baguirov (azéri), a longtemps dirigé le comité du parti...

M. Baguirov, qui avait été mis en place par M. Gaidar Aliev, membre du bureau politique du PCUS de 1976 à 1987, et très proche de Leonid Brejnev, est aujourd'hui accusé d'entretenir des liens avec la mafia locale, les gens de *« l'économie de l'ombre »*, d'avoir placé ses proches à des postes importants et même d'avoir fourni un faux certificat médical pour ne pas être enrôlé sous les drapeaux et ne pas faire la guerre en 1941... On pourrait multiplier les indices, il suffit encore de noter que chaque fois que M. Gorbatchev se trouvait à l'étranger, le Caucase s'est enflammé ; que chaque fois qu'un compromis parassait se dessiner sur la question du Nagorny-Karabakh, une poussée de violence remettait tout en cause (5).

On sait tout cela à Moscou et on le dit à haute voix. Même si ces voix sont discordantes.

A droite, on s'est d'abord réjoui, en sourdine, de voir le chef de l'Etat contraint de recourir à la force au Caucase, ce qui n'était guère propre à illustrer, pensait-on, sa politique de démocratisation. On a reproché à M. Gorbatchev son manque de *« fermeté »* à l'égard des Lituaniens. On aurait voulu tirer parti de la proclamation de l'état d'urgence à Bakou et de l'occupation militaire de cette ville pour engager le secrétaire général à prendre des mesures semblables contre Vilnius.

A gauche, les avis ont été partagés. Nombreux ont été ceux qui ont approuvé le recours aux armes dès lors qu'il s'agissait de défendre l'Etat de droit mis à mal par les sinistres auteurs des pogromes (6). Certains ont pensé que le pouvoir avait trop tardé à agir. D'autres, très peu, ont condamné l'envoi de troupes à Bakou.

Les conservateurs avaient espéré que la décision de M. Gorbatchev lui vaudrait de sérieux reproches en Occident. Tel n'a pas été le cas. Ils misaient sur un bain de sang. Mais l'intervention de l'armée soviétique jusqu'à fin janvier peut être considérée, malgré le nombre de morts, comme modérée. Ils attendaient un changement de ligne, un durcissement. M. Gorbatchev a trouvé dans ces événements la confirmation de sa philosophie : *« Ne pas faire entrer la réalité dans des schémas. Le futur naît du présent. »*

Le futur, c'est, pour le leader soviétique, d'abord les élections locales qui vont s'échelonner à travers tout le territoire de l'Union jusqu'en mars. Elles vont permettre de remplacer quelque trois millions d'élus, dont les députés aux Parlements des Républiques de l'URSS.

C'est, ensuite, le congrès du PCUS, en octobre prochain. M. Gorbatchev n'y changera pas le parti, il s'apprête sans doute, comme dans divers pays de l'Est, tout simplement à changer de parti. Si le « boomerang » doit revenir à Moscou, il n'atteindra probablement pas M. Gorbatchev. En revanche, *il* frappera sans doute durement nombre de ceux qui conspirent contre la perestroïka.

BERNARD FREDERICK

(1) Intervention au plénum du comité central du 9 décembre, la *Pravda*, 10 décembre 1989.

(2) Texte paru dans l'hebdomadaire *Ogoniok*, Moscou, nº 4, janvier 1990.

(3) On estime à environ 200 000 le nombre d'Arméniens vivant dans la région de Bakou avant les tragiques événements de Soumgaït en février 1988.

(4) L'armée soviétique ouvrait le feu contre des manifestants géorgiens le 9 avril 1989 faisant au moins dix-neuf morts.

(5) *Cf. l'Humanité*, 23 janvier 1990 et *l'Humanité-Dimanche »*, 26 janvier 1990.

(6) Dans un article publié sous le titre « La dictature de la loi », *Izvestia*, le 23 janvier 1990, écrit : *« Nous disons à la tête de l'Etat : agissez ! Une véritable démocratie doit savoir se défendre et nous tous, nous devons défendre la démocratie. »*

La gauche radicale

PAR KONSTANTIN IVANOV*

LA deuxième session du Congrès des députés du peuple de l'URSS s'est réuni à Moscou, en décembre 1989.

A cette occasion, les divergences d'opinion sur les problèmes fondamentaux de l'Union soviétique sont apparus à l'œil nu. La polarisation des députés s'est manifestée de manière particulièrement nette pendant les débats sur le programme proposé par le gouvernement de M. Ryjkov pour tirer le pays de la crise. Ce programme, comme on sait, a été adopté, malgré les critiques formulées par les députés radicaux contre certaines dispositions.

La presse, en France, n'a peut-être pas assez souligné un phénomène politique fort important dans le contexte actuel : plusieurs groupes politiques se sont formés au Congrès et au Soviet suprême de l'URSS : un groupe interrégional (MDG), un groupe balte, un club pour l'Ukraine, un club pour la fédération de Russie, et d'autres ; vingt-deux groupes au total, alors que le monopole du parti n'est toujours pas aboli.

« La formation des groupes est autorisée par la loi et par le règlement du Congrès, a reconnu M. Youri Andreev, député de Moscou, membre du MDG, *mais nous n'avons pas encore un mécanisme permettant à chaque groupe de s'exprimer, par l'intermédiaire de son représentant, sur les questions examinées au Congrès ou au Soviet suprême de l'URSS. Pour accélérer la création de ce mécanisme, le MDG s'est constitué en opposition. »*

Un jour après l'adoption du programme gouvernemental, l'historien Youri Afanassiev, l'un des présidents du groupe interrégional de députés (MDG), a en effet annoncé au Congrès la création d'une opposition politique sur la base du MDG. Il a, à cette occasion, rendu public un document, signé par quatre-vingt-seize députés et soutenu par cent cinquante-quatre autres (dont deux du groupe balte), qui contient la plate-forme commune de l'opposition que l'on peut appeler « gauche radicale ». Celle-ci demande :

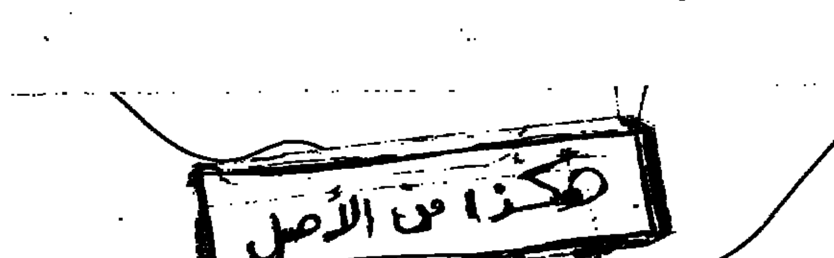
– des réformes urgentes, conséquentes et radicales, pour tirer le pays de la crise qui s'aggrave ;

– l'abolition de l'article 6 de la Constitution de l'URSS et du rôle dirigeant du Parti communiste dans toutes les sphères de la vie et de la société ; la liberté pour les citoyens de constituer des organisations politiques et l'égalité de ces organisations devant la loi ;

– l'abandon de l'économie étatisée, l'abrogation de la propriété étatique de la terre, du sous-sol et des moyens de production, l'octroi aux paysans du droit de choisir eux-mêmes la forme de gestion qu'ils désirent ;

– l'élaboration d'une nouvelle conception de la structure fédérale de l'Union soviétique conçue comme une union libre de républiques souveraines selon la formule : *« Des républiques fortes et un centre fort » ; ainsi que* la garantie à tout peuple de l'Union, à toute nationalité, du droit à l'autodétermination pouvant aller jusqu'à la séparation.

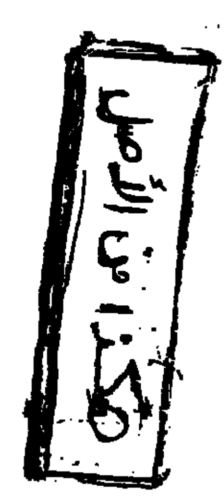
* Journaliste soviétique.



LA GUERRE AU CAUCASE

DOCUMENT

Ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan



L'hebdomadaire lituanien en langue russe *Slogacié* (Concorde), organe du Mouvement pour la perestroïka, de Vilnius, a publié, sous le titre « Le Caucase en feu », dans son numéro 18, le 30 novembre 1989, les propos tenus à *ses « deux correspondants spéciaux en Arménie, au Haut-Karabakh et en Azerbaïdjan, Audrius Ajoubalis et Audrius Zdanavitchus »*, par M. Gamid Khérichi, un des idéologues du Front populaire d'Azerbaïdjan, qui travaille à l'Institut de littérature de l'Académie des sciences de Bakou. M. Khérichi définit la tactique du Front populaire d'Azerbaïdjan.

Voici la traduction intégrale de cette « conversation enregistrée ».

Le Front populaire d'Azerbaïdjan considère l'URSS comme un Etat dual, composé de musulmans et de chrétiens, ou, plus exactement, de Turcs et de Slaves. C'est pourquoi notre tactique est tout autre que celle des peuples baltes. Nous n'envisageons pas de sortir de l'URSS, car ce serait sortir de l'entité turque. Mais la sécession des Républiques baltes nous serait bénéfique car, sur les trois peuples chrétiens européens [de l'URSS], l'un disparaîtrait. Voilà qui renforcerait l'influence musulmane en URSS. C'est pourquoi nous devons avoir de la sympathie pour les efforts que vous faites.

Les musulmans ne souhaitent pas la destruction de l'URSS, qui signifierait l'éclatement de l'*unité turque*. L'Azerbaïdjan, la Kirghizie, le Kazakhstan, la Bachkirie, la région de la Volga, la Tatarie, la Yakoutie, la Turkménie et le Caucase du Nord, ce sont des terres turques. Nous n'avons pas l'intention de les céder à qui que ce soit. Quand tous les mouvements pseudo-démocratiques existants ont mis au point une tactique de lutte contre l'URSS totalitaire, personne ne nous a demandé notre avis et, aujourd'hui, nous ne coopérons pas avec eux. Pas *plus qu'avec les diverses organisations* étrangères de défense des droits de l'homme. Nous avons d'autres objectifs, une autre tactique, bien que nous ne soyons pas hostiles à la démocratie.

Les *peuples turcs vivent nettement* moins bien que vous, les Baltes. Chez vous, c'est le paradis, en comparaison. Il suffit de faire un kilomètre en Ouzbékistan pour prendre conscience de la tragédie, de la colère qui grandit dans le peuple. *Un peuple de 25 millions de* personnes est à bout. Et les Kazakhs !

Nous réclamons « *Karabakh ! Karabakh !* » Mais, à eux, on a pris un territoire trois fois plus grand pour en faire des polygones militaires. Dans le genre, c'est aussi une région autonome, mais c'est une région militaire.

Quand *je parle* avec des Kazakhs, des Kirghizes, il m'arrive de pleurer et, pourtant, je ne suis pas un sentimental. *Je* suis un homme dur. *J*'aime regarder la vérité en face, comme notre religion nous l'enseigne. Tel est notre caractère turc : il faut être un homme en toutes circonstances.

Je suis allé dans la vallée de Ferghana [en Ouzbékistan], à Achkhabad [en Turkménie], à Kazan [capitale de la République autonome des Tatars, rattachée à la République socialiste fédérative de Russie], à Tachkent [capitale de l'Ouzbékistan], et je manque de forces pour raconter tout ce que *j'ai vu. Ils ont fait de nos terres un* enfer. Les entreprises sont mal tenues, les conditions de travail sont nocives. Mais regardez ce qui se passe dans les usines d'Ivanovo [en Russie, au nord-est de Moscou] : c'est le règne de la propreté, de l'ordre, les syndicats offrent des voyages pour les vacances, les femmes portent une petite blouse.

Mais c'est nous qui supportons tout cela avec notre coton ouzbek. Un jour, nous les saisirons à la gorge et nous leur dirons : « *Vous vous êtes organisé une vie tranquille, mais regardez nos femmes qui travaillent par une température de 40 degrés. Quand les chiens eux-mêmes rampent à l'ombre, nos gens sont brûlés par le soleil.* »

Chez vous [dans les Pays baltes], tout se fait par la voie légale ; chez vous, les usines sont aux mains des Russes et c'est pourquoi seuls les Russes font grève. Mais chez nous, dans les Républiques turques, toutes les usines sont aux mains du peuple, et nos principales armes, ce sont les grèves et la désobéissance civile.

On essaie de nous effrayer en nous parlant de recul économique, mais nous n'avons pas peur. En Azerbaïdjan, *93 %* des industries dépendent de Moscou et 7 % seulement de la République.

Les Russes pensaient que nous allions en souffrir et nous retrouver piégés. J'ai été membre d'un comité de grève *et j*'ai vu un télégramme signé par Ryjkov et Yazov [respectivement premier ministre et ministre de la *défense d'URSS*]. Là-bas, à Moscou, c'était la panique. C'est nous qui produisons presque tout le pétrole (1), 95 % des lubrifiants, la composante principale du carburant pour avions, avions militaires qui plus est.

Le 16 août 1989, l'intelligentsia a appelé tout le peuple à unifier ses forces politiques et spirituelles. Et le Front populaire y est parvenu. Oui, il y a des éléments de *djihad* [guerre sainte] dans notre combat : tout le monde doit s'unir et jurer de tenir *jusqu'au bout et, si nous perdons, alors* mieux vaut ne plus vivre sur cette terre. Mais ce sont les Russes qui pensent que les Azéris vont bientôt décréter le *djihad*. Pour le moment, nous n'avons pas besoin d'une arme aussi puissante, quand hommes et femmes, des plus jeunes aux plus *vieux*, vont au *combat et*, en mourant, gagnent le Paradis, comme notre religion nous l'enseigne.

On peut utiliser des moyens plus pacifiques, plus démocratiques, par exemple le blocus des *routes et surtout des chemins* de fer, et l'embargo économique. Notez que notre lutte rappelle la lutte du peuple arabe contre Israël. Comme eux, nous décrétons un embargo économique (*nous l'avons décrété* contre la Géorgie, l'Arménie et la Russie). Le 13 juillet a commencé le blocus du Nakhitchevan [République autonome rattachée à l'Azerbaïdjan] et des villages *azéris* du Haut-Karabakh, mais ils [les Arméniens] ont perdu la bataille quand, de notre côté, nous avons commencé notre blocus.

Ils donnent au problème du *Karabakh* un caractère global. Ils disent aux Russes, aux Baltes, que le rattachement à l'Arménie créera un précédent : la correction du tracé injuste d'une frontière. Mais nous, quand nous *présentons* le problème, quand nous le globalisons, nous parlons d'un conflit entre le christianisme et l'islam.

Ce sont les Arméniens qui cherchent une aide extérieure. Ils ont écrit à l'ONU, au pape, au Congrès américain. Mais nous, ainsi que nous l'enseigne *notre religion, nous n'attendons* rien hors de nous-mêmes. Bien que nous sachions que, derrière nous, il y a tout le monde musulman, l'Iran, la Turquie. Pour les Arméniens, l'essentiel est de ne pas s'asseoir à la table des négociations face à face. Il leur faut absolument un public. Les Baltes en *font partie, comme les Moscovites.* Mais ce sont nos deux peuples et eux seulement qui doivent régler le problème. Les Arméniens *ont* perdu cette bataille, mais ils ne le diront jamais ouvertement au peuple. Toutes leurs actions sont aventuristes. Zori Balayan [*médecin* et journaliste arménien, député du Haut-Karabakh] est intervenu récemment lors d'une session du Soviet suprême d'Arménie en soulignant les liens entre Arméniens et Slaves, disant que l'Arménie a toujours été un avant-poste de la Russie au Caucase. Que sont-ils, ces Arméniens, pour se définir un avant-poste ?

D'une manière générale, l'Occident *est sur le déclin. Au fond, Spengler* (2) avait raison. Et la renaissance vient de l'Orient. Certains Etats arabes ont créé un paradis sur terre. En Iran par exemple *(sic)*, on vit nettement mieux qu'en Europe. Je suis allé dans ce pays et j'ai vu combien est élevé le niveau culturel, combien ce peuple est responsable de *sa patrie*, combien il est *sincèrement* religieux. Si l'Histoire continue d'évoluer en ce sens, je pense que, d'ici une vingtaine d'années, les choses auront beaucoup changé.

En ce moment, on assiste à une véritable hystérie à propos de l'Arménie. Mais notez que sa défaite coïncide avec la défaite de toutes les forces chrétiennes. Les gens qui parlent de maison *commune veulent simplement supprimer* l'opposition Est-Ouest et en créer une nouvelle, Nord-Sud. Et avoir l'URSS avec eux. Et qui propose cela ? François Mitterrand, qui a été ministre de l'intérieur en France de 1954 à 1958 (3), et a une responsabilité directe dans les massacres de « moudjahidins » algériens musulmans. C'est cet homme qui a du sang musulman sur les mains qui parle des droits de l'homme ! L'idée d'une maison commune européenne est vouée à l'échec, car cette maison créerait *une fissure au sein de l'URSS*. La tragédie est inévitable. Quant aux guerres intestines dans le monde musulman, elles renforcent l'unité des peuples turcs et consolident l'islam.


Roger-Viollet

« AZERBAIDJAN, PAYS DE VIEILLE CULTURE » (affiche soviétique)

« Les Russes ont fait de nos terres un enfer »

---

(1) NDLR : Le pétrole d'Azerbaïdjan ne représente, en réalité, que 2 % de la production totale de brut de l'URSS.

(2) NDLR : Oswald Spengler, philosophe et historien allemand, auteur du *Déclin de l'Occident* (1918-1922).

(3) NDLR : M. François Mitterrand a été ministre de l'intérieur du 18 juin 1954 au 23 février 1955. Ce qui devait devenir la guerre d'Algérie a commencé le 1er novembre 1954.

UN TÉMOIN FRANÇAIS A BAKOU EN 1905

« Qui massacre-t-on ? Les Arméniens »

L'écrivain Claude Anet, au cours d'un voyage homérique en automobile, traverse, en avril 1905, la région du Caucase où déjà, alors que s'amorçait le déclin de l'empire russe, les nombreuses minorités – et, en particulier, les Azéris (Tatars) et les Arméniens – reprenaient des affrontements ancestraux.

Partout où il passe, il assiste à des horreurs : « *J'arrive près de Nakhitchevan. Tout le pays est en révolution. Le village est barricadé. Arméniens et Tatars s'y massacrent. Je compte jusqu'à dix chariots de morts...* » Il tente de comprendre le labyrinthe caucasien.

« Les troubles qui depuis un an ont éclaté sur presque tous les points de l'immense empire russe ont revêtu au Caucase un caractère particulier et une gravité exceptionnelle. Aux causes de mécontentement qui ont agi ici comme dans le reste de la Russie, se sont ajoutées, pour les rendre plus aiguës, les rivalités de races et les haines religieuses. Tatars (1), Arméniens, Géorgiens, Tcherkesses, et les vingt autres peuples qui habitent les montagnes et les vallées du Caucase ont toujours été hostiles les uns aux autres. Un instant, la force de l'ours russe a fait régner en ce pays une paix précaire ; mais l'ours est aujourd'hui affaibli, occupé *ailleurs, et la guerre civile recommence* au Caucase.

Comment la force publique rétablirait-elle l'ordre ? Elle ne peut apporter aucun remède à une situation dont les causes permanentes échappent à l'action de la police. La plupart des villes sont en petit état de siège. On sait ce qu'ont *été en février* les horribles massacres de Bakou (2) ; partout ce sont des assassinats, des désordres graves.

Le gouvernement accuse les Arméniens d'en être les fauteurs. Je crois que le gouvernement se trompe.

Les Arméniens sont nombreux au Caucase. On ne les aime pas. Le gouvernement, les Géorgiens et les musulmans tatars, Tcherkesses ou Kurdes leur en veulent. Que leur reproche-t-on ?

Ils ne sont pas orthodoxes, mais forment, comme on sait, une Eglise à part dont le Catholicos réside à Etchmiadzin, près d'Erevan. C'est là le centre de ce qui fut jadis, en des époques lointaines, le royaume d'Arménie. *Il y a longtemps* que le royaume d'Arménie a disparu ; les Arméniens sont restés. On les trouve dans tout l'Orient, au Caucase et dans l'Arménie turque en grand nombre. Ils sont intelligents et actifs ; on les accuse de s'enrichir rapidement aux dépens des populations au milieu desquelles ils vivent, qu'elles soient paysannes, industrielles ou commerçantes. A Tiflis, par exemple, la fortune a changé de mains et a passé des Géorgiens, anciens propriétaires prodigues et sans ordre, aux Arméniens nouveaux venus, avides et économes. D'où rancunes et haines des Géorgiens ruinés contre les Arméniens enrichis. De là à les accuser d'être les auteurs de tous les maux dont le pays *souffre*, il n'y a qu'un pas. On l'a franchi.

Les Arméniens sont partout où l'on fait des affaires. Comme les juifs, ils excellent dans le commerce de l'argent ; *ils* ont souvent le tort de réussir. Cela ne se peut supporter. Alors on leur reproche de n'avoir pas d'autres qualités.

L'Arménien n'aime pas le corps-à-corps et la lutte. A Bakou, un témoin oculaire m'a dit avoir vu, lors des massacres, un seul Tatar éventrer à coups de *poignard* quatre Arméniens sur un trottoir. Pour se défendre, l'Arménien emploie des bombes ; cela est tout à fait dans son caractère. Il prépare à domicile des armes savantes et se venge à froid. A Erevan, en ce moment-ci, les Arméniens, qui sont en majorité, ont massacré à l'aide de bombes un grand nombre de Tatars.

Ils sont antigouvernementaux. Qui ne l'est en Russie aujourd'hui ? En outre des causes de mécontentement qui sont communes à tous les Russes, ils ont des raisons particulières de n'être pas satisfaits de l'état actuel. Ils tiennent à leur vie, et le gouvernement les laisse massacrer ; ensuite le gouvernement a *confisqué les biens de leur Eglise et a fermé* leurs écoles.

Il est évident que ce n'est pas par des mesures de ce genre que le gouvernement se ralliera les Arméniens. Et à leur tour, ils accusent le gouvernement non seulement de ne pas les protéger, mais encore d'exciter les Tatars contre eux.

Il est certain que pendant longtemps la politique russe s'est faite au Caucase contre les Arméniens. Ils ont le tort d'être intelligents. Rien ne fait trembler un gouvernement despotique comme l'*intelligence. Contre les Arméniens, la politique russe* a suscité les Tatars, qui, eux, ne sont pas suspects d'intellectualisme. (...)

Dans les sphères gouvernementales, on a la conviction que les comités secrets arméniens sont les fauteurs des troubles d'ordre politique qui *sévissent* au Caucase.

Mais il faut considérer que ce sont les Arméniens qui ont le plus à souffrir de l'anarchie où se trouve le Caucase et qu'il serait vraiment inexplicable que les gens intelligents *et* avisés qu'ils sont se plussent à perpétuer un état de troubles qui leur est, plus qu'à aucuns autres, préjudiciable. Qui massacre-t-on ? Les Arméniens. Qui a le plus à perdre aux grèves et aux troubles économiques ? Les Arméniens, qui forment précisément la classe commerçante et active.

Les Arméniens ont au contraire intérêt à ce que le pays soit apaisé, à ce que l'ordre soit rétabli. Ils veulent un pouvoir politique juste et fort qui *les* protège. *Jusqu'ici le* gouvernement actuel les a maltraités. Ils désirent sa chute. Quel est le Russe intelligent aujourd'hui qui ne se réjouira avec eux de la fin du régime autocratique et bureaucratique ?

Le gouvernement ne fait rien ; c'est le gouvernement le plus faible, le plus impuissant d'Europe. (...) Son inertie est telle qu'on l'accuse d'avoir comme politique secrète et inavouée d'opposer race à race et de laisser s'entre-détruire ceux qu'il considère comme *ses ennemis* propres.

Quel est l'avenir prochain de ce pays ? Bien hardi qui osera le prophétiser. Quel sera le gouvernement assez fort pour faire vivre en paix Tatars et Arméniens, pour donner satisfaction aux différentes nationalités et conserver en même temps l'unité indispensable, pour assurer une vie politique normale à un pays si profondément troublé ? »

Claude Anet, *La Perse en automobile à travers la Russie et le Caucase*, librairie Felix Juven, Paris, 1906, pages 97 à 104.

---

(1) NDLR : Turcs du Caucase, appelés aujourd'hui Azéris.

(2) Note de l'auteur : *Depuis que ceci a été écrit, Bakou a été à feu et à sac au mois d'août 1905, et partout les Tatars, au nom du panislamisme, massacrent les Arméniens.*

LES SOUVENIRS DE BANINE

Jeux d'enfants dans les années 10

Dans ses souvenirs de jeunesse, l'écrivain azéri Banine, qui vit en exil en France depuis 1924, raconte ses jeux de petite fille, à Bakou ou dans la campagne d'Azerbaïdjan. Née en 1905, elle a connu l'occupation turque, l'éphémère prise du pouvoir par les bolcheviks, les massacres d'Arméniens par des Azéris, et d'Azéris par des Arméniens, l'occupation anglaise, la non moins éphémère République indépendante d'Azerbaïdjan (1918-1920), la reconquête du pays par les troupes soviétiques en 1920. Retournements toujours tragiques de l'histoire mais, par-delà ces événements, les scènes de jeux d'enfants qu'elle narre (elle avait alors une dizaine d'années) reflètent les antagonismes ethniques, religieux, culturels, très anciens, et que l'actualité redécouvre dans le sang.

Tamara, croisement de deux races ennemies, l'arménienne et la turque, avait un père vaguement apparenté à la famille et une mère arménienne devenue musulmane pour plaire à son mari. Fille unique, gâtée par ses parents, élevée avec soin par une gouvernante allemande, Tamara aurait dû connaître une enfance exempte de soucis. Mais Allah en avait décidé autrement en l'envoyant sur notre chemin. Son père acheta une propriété proche de la nôtre, sa gouvernante devint l'amie de Fräulein Anna *[Allemande balte, gouvernante de Banine] ; elle-même avait un âge qui la destinait* à devenir notre camarade de jeux. Il n'en fallait pas tant pour faire de Tamara notre hôte assidue.

C'était la plus jolie petite fille du monde, aux beaux yeux allongés, un nez droit, une bouche aux lèvres pures et fermes et de longues boucles soyeuses. Lorsque d'aventure nous cessions de la martyriser, elle se mettait à sourire aussitôt et montrait alors de l'affection au monde entier : sa douceur égalait sa beauté. Un produit aussi réuni de deux races aurait dû servir d'encouragement au rapprochement turco-arménien ; mais il n'en était rien, et le fanatisme continuait à sévir.

Tamara payait durement le fait d'avoir une mère arménienne.

– Tamara, tu es une ignoble arménienne salée, disait Ali *[cousin de Banine]*, en lui pinçant le bras. (Le terme salé, accolé à « arménien », constituait pour des raisons obscures une insulte.)

Tamara poussait un cri de douleur, puis soupirait, vaincue, et baissait sa tête ravissante.

– Tamara, viens que je redresse ton sale nez crochu d'Arménienne, criait Assad *[frère d'Ali] en accourant, et il tirait de toutes ses forces le petit nez, parfaitement* droit, de Tamara.

Les larmes lui venaient aux yeux, mais elle se taisait encore. Elle supportait tout avec un courage digne d'un meilleur emploi.

Les jours de fête, nous jouions aux massacres arméniens, jeu que nous préférions à tout autre. Enivrés de passions racistes, nous immolions Tamara sur l'autel de nos haines ancestrales. D'abord, nous l'accusions arbitrairement d'assassinats de musulmans et la fusillions sur-le-champ, jusqu'à plusieurs fois consécutives pour renouveler *le plaisir. Puis, lorsque nous étions* bien saoulés de la vue de son sang, nous la ressuscitions pour les besoins de la cause afin de la massacrer cette fois-ci d'après toutes les règles de l'art. Nous la ligotions, la jetions par terre, lui coupions ensuite les membres, *la langue, la tête ; lui arrachions le cœur et les tripes que nous jetions aux chiens pour* bien marquer notre mépris de sa chair arménienne. Lorsqu'enfin nous nous étions suffisamment abreuvés de notre férocité et qu'il ne restait plus rien de la pauvre fille, nous nous mettions à danser autour de son cadavre, en brandissant nos fusils de bois et en poussant des hurlements sauvages. Une gouvernante ou quelqu'autre adulte apparaissait-il à l'horizon qu'aussitôt nous relevions Tamara à moitié morte de frayeur, la prenions par la main et commencions à mener une ronde fraternelle en chantant des chansons d'enfants.

Il ne venait pas à l'esprit de Tamara d'aller se plaindre ; traitée de moucharde, de traîtresse et encore une fois de sale Arménienne, elle aurait été privée de nous ; et même humiliée, maltraitée et massacrée à intervalles réguliers, elle ne pouvait plus se passer de notre société, après laquelle toute autre lui aurait paru fade.

(Extraits – pages 65 et 66 – de *Jours caucasiens-Autobiographie*, avant-propos d'Ernst Jünger, nouvelle édition, 1985, Gris Banal Editeur, Montpellier.)

COMMUNE LUTTE POUR LA LIBERTÉ

La démocratie roumaine à l'aune des nationalismes

Du sort des minorités dépend, en grande partie, l'avenir de la démocratie qui se construit en Roumanie. Très symboliquement, la révolution est née le 17 décembre 1989 à Timisoara, capitale de cette Transylvanie hantée par les nationalismes. Le tyran Ceausescu attisait la haine entre les ethnies, ce fut une commune haine de la tyrannie qui jeta la foule dans les rues, toutes ethnies confondues. Ainsi la persécution d'un pasteur d'origine hongroise était devenue la persécution de tout un peuple. Cette communion dans la conquête de la liberté doit maintenant s'incarner dans des institutions qui tiennent compte des droits et aspirations des minorités. La chance, c'est qu'en matière de démocratie, les Roumains ont tout à inventer. Mais leur route est jalonnée d'embûches : poids du passé, difficultés économiques, risques de surenchères extrémistes. Alors même que toute la région des Balkans redécouvre avec frayeur la vigueur des frustrations nationalistes, à Bucarest les nouveaux dirigeants envisagent cette tâche avec sang-froid.

Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILBY

VINGT-QUATRE heures à peine après la formation du nouveau gouvernement roumain issu de la révolution, le 28 décembre dernier, M. Gyula Horn, ministre hongrois des affaires étrangères, prenait l'avion pour Bucarest. Il n'y est resté que six heures, le temps de rencontrer M. Ion Iliescu, président du Conseil du Front de salut national (CFSN), Petre Roman, premier ministre, et Geza Dömökös, dirigeant de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie, créée quelques jours auparavant.

Pourquoi cette hâte ? M. Horn a manifestement voulu assurer ses interlocuteurs de la volonté du gouvernement hongrois d'entretenir, à tous les niveaux, les meilleures relations avec la Roumanie. Celles-ci s'étaient en effet considérablement détériorées au cours des dernières années, par suite des mesures discriminatoires de Nicolae Ceausescu contre la minorité magyare de Transylvanie (région qui a appartenu à la Hongrie de 1867 à 1920). C'est précisément à cette question que M. Horn a consacré l'essentiel de ses entretiens, faisant valoir l'importance de la solution qui y sera apportée dans le cadre de la démocratisation de l'Europe de l'Est. A l'occasion de son voyage à Budapest, le 18 janvier, M. François Mitterrand a saisi l'occasion pour souligner, dans un entretien à la télévision hongroise, que le problème des minorités nationales ne pouvait se régler que par *« le fédéralisme, en tout cas la décentralisation et certaines formes de décisions autonomes à l'intérieur de la souveraineté de l'Etat »*. Et il ajoutait : *« Il n'y a pas d'autre marche, sinon vous verrez des antagonismes se développer entre les minorités et les majorités, des conflits graves, peut-être des effusions de sang et un remue-ménage de nationalités qui s'exarcerberont au travers de l'Europe tout entière avec un effet de contagion. »* Les dirigeants roumains n'ont pas manqué de réagir à de tels propos, le 24 janvier, craignant qu'ils ne remettent en question le problème des frontières en Europe.

Une acuité particulière

LE problème des minorités nationales n'est certes pas particulier, en Europe, à la Roumanie *(lire page 10 l'article de Juan Fernandez Elorriaga sur la Yougoslavie)*. Avec l'écroulement des régimes mis en place par l'Union soviétique au lendemain de la seconde guerre mondiale, on voit bien comment les tensions ethniques, culturelles et religieuses refont surface avec une rapidité stupéfiante. Ce sont les Turcs en Bulgarie, les Albanais en Yousgoslavie, les Roumains en Moldavie, les Tziganes en Hongrie, les Lituaniens, les Lettons et les Estoniens, pour ne citer que les conflits les plus explosifs à l'est du continent européen ; sans parler du Caucase...

La Roumanie n'a jamais formé dans son histoire un Etat véritablement homogène, et le problème des minorités y prend une acuité particulière. Depuis des siècles, des peuples de cultures différentes – Hongrois, Allemands, Serbes, Ukrainiens, Juifs et Tziganes – coexistent aux côtés des Roumains, majoritaires, dans des conditions difficiles qui, parfois, ont viré au drame. La signature du traité du Trianon en 1920 a consacré le démantèlement de l'empire austro-hongrois et assuré l'intégration de la Transylvanie à la Roumanie *(voir l'article page 13)*, mais il n'a pas résolu, il s'en faut, le problème des minorités dans les Balkans.

C'est donc avec satisfaction que les dirigeants de Bucarest ont accueilli M. Horn. Satisfaction d'autant plus sincère que, deux jours avant sa visite, le gouvernement hongrois avait souligné dans un communiqué officiel que la reconquête des droits individuels et collectifs de la minorité magyare ne pouvait se faire que *« dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Roumanie »*. Pour le reste, le communiqué se félicitait de la création de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie. Celle-ci a déjà constitué un comité provisoire, chargé, en coopération avec le Conseil du Front de salut national, d'élaborer les *« nouveaux statuts des nationalités »* qui seront soumis au Parlement issu des prochaines élections.

Les réformes jugées *« nécessaires »* par l'Alliance


COTE A COTE (A DROITE), LES THÉATRES HONGROIS ET ALLEMAND A TIMISOARA

Edouard Bailby

démocratique sont au nombre de sept : garantie d'une représentation des nationalités par des personnes librement élues dans l'administration, la justice et le corps législatif ; mise en place d'un système d'enseignement – de la crèche aux universités – avec inspection et directives autonomes ; création et fonctionnement d'instituts scientifiques et culturels propres à la minorité hongroise ; édition de quotidiens et de revues scientifiques et culturelles ainsi que programmes de radio et de télévision en langue hongroise ; élaboration de mesures garantissant et réglementant l'usage du hongrois dans l'administration et la justice ; création d'un ministère chargé des affaires des minorités nationales et garantie d'une représentation nécessaire des nationalités dans les organismes administratifs centraux et locaux ; enfin, garantie constitutionnelle des droits des nationalités, aussi bien dans les lois que dans leurs règlements d'application et dans la pratique.

Le document de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie énonçant la liste des réformes a été signé par M. Geza Dömökös, membre du Conseil du Front de salut national, ainsi que par quatorze personnalités hongroises de Roumanie, parmi lesquelles le pasteur Laszlo Tökes et l'écrivain transylvanien Andras Sutö, un des auteurs de théâtre en langue hongroise les plus célèbres.

Reprises, pour l'essentiel, par l'Alliance démocratique des Allemands de Roumanie, les sept revendications citées ci-dessus marquent une volonté très nette de revenir aux statuts qui avaient été énoncés et appliqués au lendemain de la seconde guerre mondiale. Mais telles qu'elles ont été rédigées, elles laissent la porte ouverte à de nouvelles modalités d'application, qui restent à définir dans les prochains textes de loi. Jusqu'à présent, les dirigeants de Bucarest se sont bien gardés de se prononcer.

Dans les faits, c'est l'arrivée au pouvoir, dans les années 60, de Nicolae Ceausescu qui a remis en cause les textes constitutionnels. La Constitution de 1952 avait créé, au sud-ouest de la Transylvanie, une région autonome hongroise. Nationaliste, partisan d'un Etat centralisateur, le Conducator s'est employé, par une série de décrets-lois, à neutraliser puis à détruire systématiquement les cultures des minorités. Certes le principe de la proportionnalité, aussi bien pour les Hongrois que pour les Allemands, a été respecté à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat et du parti en fonction des derniers référendums de 1966 et 1977. Mais, en même temps, c'est à une véritable destruction des cultures que s'est attelé Nicolae Ceausescu. Dans le cas des Hongrois, elle a pris des proportions dramatiques. Dès la fin des années 70, M. Karol Kiraly, membre du comité central, aujourd'hui un des principaux dirigeants du CFSN, a le premier, dans une lettre adressée aux responsables du parti, dénoncé la discrimination dont étaient victimes ses compatriotes hongrois. Très vite la presse de Budapest, malgré l'interdiction d'évoquer toute question préjudiciable à *« l'amitié entre deux pays frères »*, a commencé à publier des articles, qu'il fallait lire entre les lignes, il est vrai, sur le problème des minorités. En septembre 1978, un des principaux hebdomadaires de Budapest, *Uj Tükör*, s'est même offert le luxe de publier en couverture la photo en couleurs de l'écrivain Andras Sutö, placé pendant quelques semaines en résidence surveillée par le régime de Ceausescu.

Depuis six ans, *Magyar Nemzet*, l'un des principaux quotidiens de Budapest, n'avait qu'un seul abonné en Roumanie. Dans la pratique, tous les échanges culturels étaient interrompus entre les deux pays. En Transylvanie même, facultés et écoles secondaires hongroises étaient obligées de fermer leurs portes les unes après les autres. Des écoles primaires s'apprêtaient à le faire en septembre prochain. Voilà une dizaine d'années encore, la télévision roumaine consacrait cent quatre-vingts minutes par semaine à des émissions en langue hongroise. A la veille de la chute de Ceausescu, plus rien. A la radio, sept heures de programmes quotidiens en hongrois jusqu'en 1971 ; une heure à peine en 1989. Enfin, dernièrement, seules étaient publiées en hongrois, les traductions des œuvres de Nicolae Ceausescu ou de penseurs communistes. Le Conducator n'a pas eu le temps de « perfectionner » son œuvre en détruisant des milliers de villages dans le cadre de la « systémation ». Seuls quelques dizaines ont été rasés autour de la capitale et à l'est de la Transylvanie.

Aujourd'hui, la réouverture de la frontière avec la Hongrie, quelques heures à peine après le début de la révolution, a assuré une bouffée d'oxygène à la minorité hongroise. Des journaux circulent, des livres, des publications en tout genre. Des milliers de Hongrois qui ne voyaient plus depuis des années leurs parents, leurs frères et sœurs, leurs cousins se précipitent en Transylvanie. Dans les libertés retrouvées, ce grand brassage de la culture magyare prend une dimension inattendue dont nul ne peut prévoir les conséquences. Il se superpose en effet aux problèmes économiques et sociaux de la Roumanie.

La Transylvanie, « berceau de la patrie hongroise »

COMBIEN sont-ils en définitive ces minoritaires hongrois qui agitent les chancelleries européennes ? Installés en Transylvanie, où ils forment depuis un millier d'années la principale minorité, loin devant les Allemands, ils ne connaissent pas eux-mêmes leur nombre exact. Officiellement, lors du dernier recensement de janvier 1977, ils étaient 1 706 874, chiffre correspondant à 7,9 % de la population totale du pays. Mais avec la « roumanisation » forcée des villes au cours des années 80, marquée par l'afflux de paysans venus de toutes les régions et la falsification notoire des statistiques nationales et régionales, personne n'est aujourd'hui en mesure de dresser un tableau réel de la situation, même au sein du Front de salut national. Néanmoins, l'on s'accorde à penser qu'ils sont approximativement 2 millions. En quelles proportions, dans chaque village et dans chaque ville ? C'est très variable. Ainsi Tirgu-Mures, ancienne capitale de la région autonome hongroise – autonomie qui ne dura qu'un temps dans les années 50 –, comptait 90 % de Magyars en 1945. Elle n'en aurait plus aujourd'hui que 60 %. C'est une présence qui reste considérable quand on songe que Tirgu-Mures (en hongrois : Marosvàsàrhely) se trouve à 300 kilomètres de la frontière. Le même problème se pose dans les quatre principaux départements à forte densité magyare : Harghita (88,1 % en 1966), Covasna (79,4 %), Satu-Mare (41,1 %) et Salaj (24,3 %).

La Transylvanie reste pour les Hongrois le berceau de la mère patrie. Leurs ancêtres y déferlèrent des steppes asiatiques, au début du onzième siècle, et s'imposèrent par la force aux Daces, retranchés dans la citadelle montagneuse des Carpates. Au quinzième siècle, ils avaient déjà marqué de leur empreinte ce vaste territoire qui s'étend de la plaine hongroise proprement dite à la Moldavie. A Cluj-Napoca, la statue équestre du roi Mathias 1er (1440-1490) se dresse devant la cathédrale gothique. *« Il fut, avec saint Etienne, le plus grand souverain de notre pays,* expliquent les Hongrois. *Il naquit dans cette ville. »* Installé dans le vieux château de Buda, sur les rives du Danube, il étendit sa puissance jusqu'aux confins de la Transylvanie. Mais son père, héros de la guerre contre les Turcs, fut-il hongrois ou roumain ? L'histoire des Balkans est tellement complexe que personne n'est d'accord, de part et d'autre de la frontière, sur ce point capital.

Dans toute la Transylvanie, au demeurant, la culture magyare côtoie celle des Roumains. A Tirgu-Mures, vécut au dix-neuvième siècle le mathématicien hongrois Jànos Bolyai, auteur de travaux décisifs sur la géométrie non euclidienne. Né à Cluj-Napoca (en hongrois : Kolozsvàr), il donna son nom à la célèbre université, fermée sur ordre de Nicolae Ceausescu parce qu'elle était hongroise. Plus au sud, dans les environs de Sighisoara, Sàndor Petöfi, le grand poète révolutionnaire hongrois, mourut au combat en 1849. Il est enterré dans les champs de maïs. A une soixantaine de kilomètres de Timisoara, pour prendre un dernier exemple, Sînnicolau-Mare est le village natal du compositeur hongrois Béla Bartôk.

« Vous êtes le troisième journaliste aujourd'hui à m'interroger sur la question des nationalités. (Les deux précédents venaient de RDA et de Hongrie). *Pourquoi ? »* Président du Conseil du Front de salut national à Cluj-Napoca, M. Valeriu Dragoi insiste : *« Nous avons une forte*



minorité hongroise ici. Il n'y a entre nous aucun problème : cinq des vingt-sept membres du Conseil sont hongrois, le maire adjoint de la ville également. Ne pensez-vous pas que nous avons des questions plus urgentes à résoudre que celle du nouveau statut des minorités ? Mettons-nous au travail, reconstruisons d'abord l'économie qui est dans un état catastrophique, en assurant à tous les citoyens de notre pays les mêmes libertés individuelles et collectives, mais aussi les mêmes devoirs. » Assis à ses côtés, M. Peter Buchwald, qui est hongrois, occupe l'un des deux postes de vice-président du Conseil. Lui aussi est catégorique. « *Nous avons fait la révolution ensemble,* dit-il, *et ensemble nous travaillons pour redresser la Roumanie. La question des minorités n'est pas à l'ordre du jour. Attendons les élections législatives et la rédaction de la nouvelle Constitution.* » Il est vrai que la situation est « *catastrophale* », comme disent les Roumains, et qu'il faut parer au plus pressé : assurer le chauffage et le ravitaillement. Mais il est vrai également que, sans expérience de la démocratie, le peuple roumain doit apprendre l'usage des libertés. Ce ne sera pas facile. *On se souvient* qu'un illuminé, Corneliu Zlea Codreanu, avait fondé en 1927 un parti de style nazi dénommé la Garde de fer. Antijuive et anticommuniste, fidèle aux méthodes de Hitler, cette organisation n'hésita devant aucun procédé pour prendre le pouvoir, allant jusqu'à assassiner deux présidents du conseil.

Pour l'instant, le pouvoir en place s'en tient au *statu quo* établi par le régime de Nicolae Ceausescu. A Bucarest, l'un des vice-présidents du Conseil du Front de salut national, M. Kàrol Kiràly, est un hongrois, il assume en même temps la tâche de président du comité pour les minorités nationales. Dans tous les départements du pays où ils sont présents, Hongrois et Allemands sont ainsi représentés au sein des municipalités et du CFSN. Mais le système de la représentation proportionnelle (7,9 % pour les Hongrois et 1,7 % pour les Allemands, au niveau national) ne correspond pas forcément à la réalité, puisque le dernier recensement de la population date de 1977, et il s'ensuit parfois des malentendus. C'est ce qui se serait produit à Satu-Mare et Tirgu-Mures au début de l'année. Le gouvernement hongrois, en tout cas, a jugé opportun de publier, le 6 janvier, un communiqué, qui a été largement repris par la presse des deux pays. Que disait-il ? « *Selon des sources roumaines, dans un certain nombre de localités de Transylvanie, des citoyens hongrois interviennent directement dans la vie politique des communautés locales, créant de ce fait un climat d'animosité entre Hongrois et Roumains. Le ministère des affaires étrangères se dissocie, au nom du gouvernement hongrois, de toute action de ce genre. Il demande par la même occasion à toutes les parties hongroises — mouvements, organisations et citoyens — de ne pas se mêler des affaires intérieures de la Roumanie.* » Communiqué incisif dont se sont félicités les dirigeants de Bucarest. La démocratie n'a pas encore laissé apparaître au grand jour les forces souterraines du nationalisme et de l'extrême droite. Mais, de part et d'autre de la frontière, on sait bien qu'elles se terrent au milieu des minorités.

Il est de fait que, à la faveur des libertés reconquises, les Hongrois de Transylvanie, tout comme les Allemands et les Serbes (0,2 % en 1977), souhaitent retrouver au plus vite les droits qui leur avaient été accordés au lendemain de la seconde guerre mondiale, lorsque le régime socialiste de Roumanie prônait et respectait pour l'essentiel l'égalité entre tous les citoyens. Depuis lors, surtout du temps de la dictature de Nicolae Ceausescu, Hongrois et Allemands ont vu leurs instituts d'enseignement supérieur fermés, le nombre des écoles secondaires et primaires se réduire comme une peau de chagrin, les établissements culturels, les livres, les journaux et les émissions de radio ou de télévision disparaître à une cadence accélérée dans le cadre de la « roumanisation ». Certes, il y a encore une demi-douzaine de théâtres hongrois en Transylvanie et deux ou trois théâtres allemands, mais il ne reste pratiquement plus rien du réseau d'écoles laïques et religieuses qui couvrait le pays. Tout est à reconstituer dans le cadre d'une société démocratique.

Timisoara, cité industrielle de 391 000 habitants, a peut-être valeur de symbole. Plusieurs minorités importantes y coexistent aux côtés des Roumains : les Hongrois (au moins 50 000), les Allemands et les Serbes (sans oublier les Tziganes qui sont, à l'échelle de la Roumanie, environ 200 000...). Chaque minorité a son Eglise : catholique, protestante ou orthodoxe. Le Théâtre hongrois et le Théâtre allemand se partagent le même bâtiment, contigu à l'Opéra national. Le *Neue Banater Zeitung,* nouveau quotidien de langue allemande, ne tire cependant qu'à 8 000 exemplaires, faute de moyens techniques et financiers ; tandis que le *Temesvàri Uj Szö,* de langue hongroise, tire aux alentours de 10 000. « *Il n'y a plus dans cette ville qu'une seule école allemande dont les 300 enfants ne peuvent suivre l'enseignement secondaire dans leur langue maternelle que jusqu'à l'âge de douze ans* », précise M. Adrian Misaras, ingénieur roumain, dont la mère est allemande. Bilingue, il est profondément attaché à ses deux cultures, mais il ne croit pas, lui non plus, que le moment soit venu d'ouvrir un débat national sur le statut des minorités. « *Le problème est trop complexe,* ajoute-t-il, *pour le résoudre à la hâte.* »

La tentation des forces de l'irrédentisme

IL est vrai que le nombre des Allemands établis depuis deux ou trois siècles en Roumanie a diminué de plus des deux tiers en quarante ans. De 800 000 en 1944, il était tombé officiellement à 358 732 en 1977, et oscillerait aujourd'hui autour de 250 000. Contrairement à Budapest, qui n'a jamais pu ni voulu provoquer l'exode des Hongrois établis en Transylvanie, Bonn a, dès l'année 1957, passé un accord avec Bucarest autorisant 20 000 Allemands à quitter la Roumanie sur une période de dix ans. En janvier 1978, nouvel accord portant cette fois sur 10 000 départs annuels, puis 15 500. En contrepartie, la République fédérale d'Allemagne a versé aux autorités roumaines une prime variant de 5 000 à 7 800 marks (de 17 000 à 27 000 francs environ) pour chaque citoyen autorisé à émigrer. Le 29 décembre dernier, dès le triomphe de la révolution, M. Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a néanmoins conseillé aux Roumains d'origine allemande de rester dans leur pays pour « *aider à contruire la démocratie* ».

Les Allemands de Roumanie sont loin des frontières des deux Etats germaniques et ne posent de ce fait aucun problème territorial, à la différence des Hongrois de Transylvanie, dont le territoire jusqu'en 1920, appartenait à l'empire austro-hongrois. Certains irrédentistes à Budapest, encouragés par le débat démocratique et la libre discussion des idées, remuent de vieux rêves. Dans quelques vitrines de magasins de la capitale de la Hongrie, on peut voir des chemisettes vendues au prix de 600 forints, soit 60 francs, sur lesquels est inscrits le mot « Erdély », traduction hongroise de « Transylvanie ». En dessous, les quatre périodes de l'Histoire, de 1001 à 1920, pendant lesquelles cette région aurait appartenu d'une manière ou d'une autre à la Hongrie. L'artiste a cru bon de rajouter la date de 1920, suivie d'un tiret, comme si l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie depuis le traité du Trianon, n'était que provisoire. Subtil mais inquiétant... Derrière quels partis politiques se cacheront les forces obscures de l'irrédentisme magyar ?

« *Dans un débat démocratique, il est normal que toutes les opinions s'expriment publiquement,* nous réplique le pasteur calviniste Laszlo Tökes, à l'origine du soulèvement populaire de Timisoara. *Ce n'est pas une poignée d'irrédentistes qui changera le cours de l'Histoire. Je suis hongrois moi-même, mais je suis un loyal citoyen de la Roumanie.* » A Timisoara, la « ville martyre », les premiers fidèles qui se sont rassemblés autour de l'église pour le protéger de la Securitate n'étaient pas seulement magyars. Il y avait aussi des Allemands et des Serbes, des croyants et des non-croyants. « *La lutte pour la liberté renverse toutes les barrières* », dit le pasteur, en soulignant que le retour à la démocratie ouvre de nouvelles perspectives à la solution du problème des minorités en ce pays.

EDOUARD BAILBY.

EFFACER LES CICATRICES DU PASSÉ ?

L'histoire et le rêve

Par **DOMINIQUE VERRIER** *

L'ETAT roumain est de nos jours une réalité reconnue par la communauté internationale et siège à ce titre à l'ONU. Sa forme unitaire et nationale démontrerait aussi une cohésion interne certaine. Or la nation roumaine est de formation récente, quoi que disent les théories sur la continuité daço-roumaine avancées par son école historique, et comprend en son sein des minorités importantes de Hongrois et d'Allemands (1).

Un voyage de deux siècles dans le temps révélerait que le territoire national n'avait aucune cohésion. Absence de cohésion politique, d'abord, avec les luttes d'influence des trois empires ottoman, autrichien et russe qui favorisent l'existence d'une multitude d'entités politiques. Clivages sociaux et ethniques, ensuite, qui révèlent des Roumains soumis à des seigneurs hongrois et sans poids réel malgré leur dynamisme démographique. Ces Roumains — ou plutôt mieux vaut-il parler de roumanophones — forment une sorte de prolétariat rural exploité et méprisé par les autres « nations » hongroises ou saxonnes qui bénéficient d'une reconnaissance et de droits établis. Pour ces Roumains, deux facteurs vont catalyser essentiellement une prise de conscience nationale : la langue et la religion.

La langue parlée se différencie assez nettement des autres idiomes pratiqués dans cette partie de l'Europe centrale ou orientale. Sa forme écrite sera celle de l'alphabet cyrillique jusqu'en 1860, quand il sera remplacé par des caractères latins. Cette langue appartient à la famille des langues latines, et plus précisément au sous-groupe latino-balkanique de la famille indo-européenne. Historiquement, elle se serait formée lors de l'occupation de la Dacie par les troupes romaines (106-271 après J.-C.). Comme en Gaule, les Daces furent romanisés au contact des colons militaires établis par l'empereur Trajan, et il semble que la vie intellectuelle de la province s'organisait autour du latin.

Après l'évacuation de la Dacie par Aurélien en 271, l'histoire de la région carpato-danubienne demeure largement mystérieuse du IV[e] au X[e] siècles. Les Daces romanisés furent séparés de la communauté latinophone par les invasions barbares, et ce rameau latin devint autonome. Sur cette syntaxe vinrent se superposer les apports linguistiques des envahisseurs successifs, germains puis slaves. Cette slavisation du vocabulaire devait durer plus de mille ans avec le concours de l'Eglise orthodoxe bulgare, puis de l'Eglise russe, qui christianisèrent la province, et aussi par le rayonnement de petites principautés slaves. Le roumain du XVIII[e] siècle se présente ainsi comme une langue homogène du fait du semi-nomadisme des populations qui l'unifie, mais voit son origine latine fortement bousculée par les apports successifs des envahisseurs étrangers.

Ces roumanophones sont de religion orthodoxe, ce qui les distingue des autres ethnies politiquement dominantes qui, elles, sont catholiques ou protestantes. C'est justement le clergé qui, le siècle des Lumières aidant, va concevoir une stratégie nationale fondée sur une redécouverte et une exaltation de la langue. Cet effort sera principalement porté sur le clergé uniate rattaché à l'Eglise de Rome, et qui va se donner pour objectif d'« uniatiser » *les orthodoxes et de leur rappeler leur* glorieux passé roumain. Sous l'influence de la culture française aux XVIII[e] et XIX[e] siècles le latin reprit de la vigueur dans le vocabulaire.

Le rêve roumain n'eût été qu'une passade s'il ne s'était inséré dans un contexte international éminemment favorable, marqué par le recul ottoman et les rivalités des grandes puissances. Ainsi l'antagonisme austro-russe pour le contrôle de l'embouchure du Danube aboutit à la création des principautés roumaines, Valachie et Moldavie, premières pierres de l'édifice national roumain après la guerre de Crimée et qui se libèrent définitivement de toute allégeance à l'égard de la Porte ottomane en 1878, date de l'indépendance.

Ce petit Etat tampon créé à l'initiative de la France va naturellement afficher des ambitions irrédentistes quant aux terres roumanophones que sont la Transylvanie et la Bessarabie. Cette politique triomphe en 1918 après le premier conflit mondial avec la constitution de la Grande Roumanie. Aux principautés de Moldo-Valachie, viennent s'ajouter, aux termes du traité du Trianon (1920) influencé par les thèses du président américain Wilson sur les nationalités : la Transylvanie et la Bukovine, jusqu'alors sous le contrôle de Vienne ; la Bessarabie russe, ainsi que le Quadrilatère de la Dobroudja aux dépens de la Bulgarie.

L'hétérogénéité des populations, conséquence de l'irrédentisme, et les suites de la grande crise de 1929 révéleront les faiblesses de la construction. Satellisée politiquement et économiquement par l'Allemagne nazie, la grande Roumanie ne résistera pas au second conflit mondial. Les pertes territoriales imposées en 1940 (arbitrage de Vienne : perte du nord de la Transylvanie en faveur de la Hongrie), puis reconduites pour certaines après la guerres, sont à l'origine d'un sentiment d'humiliation nationale qui pose problème aujourd'hui encore. Cela est particulièrement vrai pour la Bukovine du Nord (aujourd'hui intégrée à l'Ukraine) mais plus encore pour la Bessarabie (2 millions de personnes), devenue République soviétique avec ses nombreux « Moldaves » roumanophones. De même pour le sud de la Dobroudja (au sud-est de Bucarest) resté bulgare à la demande de l'URSS.

Dans de telles conditions, écrire l'histoire de la région n'est jamais un acte anodin dénué de signification politique ; le plus souvent, il révèle de profondes divergences et même de féroces oppositions. Ainsi l'histoire de la Transylvanie semble ne pouvoir évoluer qu'entre deux visions opposées : elle constitue le berceau de la théorie de la continuité daço-roumaine qui permet de relier sans discontinuité, dans une matrice nationale, l'Antiquité à l'Etat moderne roumain, soucieux de l'unification des provinces nationales. Du côté hongrois, cette prétendue « terre roumaine » est en fait *inoccupée lors de la* conquête hongroise du bassin du Danube central au X[e] siècle et c'est le royaume de Hongrie qui entreprend de développer la région en y implantant les Sicules et des colons allemands, les Saxons. La présence roumaine n'est due qu'à une immigration postérieure, au XIII[e] siècle, et à l'accord des autorités hongroises autonomes.

L'appréciation des conséquences du traité de Versailles et Trianon est elle aussi différente au sein de l'historiographie communiste contemporaine des deux pays. Les Hongrois y voient une manœuvre de la bourgeoisie roumaine pour soustraire la province au mouvement révolutionnaire hongrois, marqué par la figure de Bela Kun. Pour les Roumains, cette unification serait le produit de la « *lutte révolutionnaire des masses* ». Les changements de régime actuels, pour profonds qu'ils soient, n'éluderont probablement pas l'intérêt de Budapest pour les 1,8 million de Hongrois, pour le moins, qui vivent en Roumanie.

L'Etat national unitaire roumain a traité la question nationale intérieure en définissant des « *nationalités cohabitantes* » théoriquement égales en droit et disposant du principe d'une stricte représentation proportionnelle à tous les niveaux de décision ainsi que de l'accès à la culture et à l'éducation qui leur sont particulières. Force est de constater que cette « *société multilatéralement développée* », qui devait unir toutes les populations dans la recherche du bien et de l'épanouissement communs, a fait long feu. Hongrois, Allemands, juifs, Tziganes, etc., ont fait l'objet, sous le régime de Nicolae Ceausescu, d'une politique d'assimilation à la culture roumaine exaltée dans le cadre du « *communisme national* » et ont trop souvent dû partir du pays. Il appartient au nouveau régime de Bucarest de savoir définir une nouvelle politique des nationalités conforme aux droits les plus élémentaires de l'homme dans un contexte marqué par tant de meurtrissures. Il est à souhaiter que la tentative de la Bulgarie, dont les nouveaux dirigeants ont pris récemment des initiatives en faveur de la minorité turque, serve d'exemple.

(1) Selon le recensement du 5 janvier 1977, la population de la Roumanie comprenait 88,1 % de Roumains, 7,9 % de Hongrois, 1,7 % d'Allemands, 1,1 % de Tziganes et de très petites minorités d'Ukrainiens, de Serbes, Russes, juifs, Turcs, Tatars, Slovaques, Bulgares, etc. Au total, le pays comptait alors 21,6 millions d'habitants.

* Auteur d'une thèse intitulée « Regard sur la question nationale en Roumanie », Paris, 1987.

Solange Brand.

SCULPTURE SUR BOIS AU CIMETIÈRE « GAI » DE SAPINTA (CARPATES)

Les grandes dates

I[er] et II[e] siècles après J.-C. : Romanisation des Daces.

III[e] siècle : Retrait des Romains, les Daco-Roumains se retirent dans les montagnes de Transylvanie.

X[e] siècle : Arrivée ou conquête des Hongrois en Transylvanie.

1452 : Union des Trois Nations, reconnaissance du caractère national mixte de la province.

1526 : Bataille de Mohacs, chute du premier royaume de Hongrie. La Transylvanie devient une principauté vassale de la Sublime Porte. Le dernier roi de Hongrie s'y réfugie.

1595-1600 : Unification des provinces roumaines par Michel Le Brave.

XVIII[e] siècle : Expulsion des Turcs de Transylvanie, annexée par les Habsbourgs.

1859 : Autonomie des principautés danubiennes (Moldavie et Valachie).

1867 : Union de l'Autriche et de la Hongrie (Ausgleich) ; politique de magyarisation de la Transylvanie.

1878 : Congrès de Berlin, indépendance de la Valachie et de la Moldavie.

1913 : Acquisition de la Dobroudja.

1918 : Annexion de la Bessarabie ; rattachement à la Roumanie de tous les territoires roumains de l'ancienne Autriche-Hongrie.

1920 : Traité du Trianon. Confirmation des frontières de la Grande-Roumanie.

1921 : Création du Parti communiste roumain.

1940 : Arbitrage de Vienne, attribution du nord de la Transylvanie à la Hongrie.

1944 (août) : L'armée rouge et les Roumains pénètrent en Transylvanie, administration mixte hungaro-roumaine : le MADOSZ.

1947 : Abdication du roi Michel.

1948 : Proclamation de la République populaire.

1965 : Nicolae Ceausescu devient premier secrétaire du parti communiste.

1974 : Election de Nicolae Ceausescu à la présidence de la République.

SIX NATIONS DE L'EST A LA RECHERCHE

Les sentiers escarpés du

BOUDÉ par M. Lech Walesa, qui lui reprochait d'avoir réservé ses deux premiers voyages officiels aux deux Allemagnes, M. Vaclav Havel, président tchécoslovaque, a déclaré à Varsovie, fin janvier, que la réunification allemande et l'unité européenne devraient *« se faire ensemble et le plus vite possible »*. Un tel souhait risque toutefois d'être contrarié par l'immensité des problèmes qu'ont à résoudre les six pays d'Europe de l'Est. De surcroît, les nombreuses frictions interethniques accumulent d'autres redoutables obstacles sur le sentier de la démocratie.

Par ALAIN GRESH

1er janvier 1990, le couperet tombe : le pain augmente de 38 %, le téléphone de 100 %, l'électricité domestique de 400 % et le charbon de 600 %. Le 17 janvier, nouvelle hausse de produits de première nécessité. Les temps sont difficiles, reconnaît le ministre des finances mais *« si nous continuons, nous bâtirons l'économie nationale que nous voulons »*. Ces mesures d'austérité résultent de l'application d'un accord signé le 22 décembre entre le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI) pour juguler une inflation de près de 1 000 %. Au prix de 400 000 sans-emploi pour la fin de 1990 et de 3 millions pour... bientôt, dans un pays où n'existe pas l'assurance-chômage. En quelques semaines, les files d'attente devant les soupes populaires se sont allongées tandis que les restaurants de luxe ne désemplissent pas (1).

En ce même mois de janvier, un Etat voisin adopte des décrets similaires qui provoquent une flambée de 25 % en moyenne des prix alimentaires. En 1990, la consommation baissera de 2,5 à 3 %, alors que 20 % de la population active et 26 % des retraités vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté. Le gouvernement a révélé que le montant de sa dette extérieure, dont le remboursement exige plus de la moitié du revenu des exportations, atteint 20 milliards de dollars (et non pas 18 comme on le croyait). Le FMI a félicité ce régime pour son *« courage »* qui facilitera les tractations engagées entre les deux parties.

Nous ne sommes ni en Amérique latine ni en Afrique mais en Europe, au cœur même de cette partie du continent qui, à la fin de l'année dernière, s'est engagée dans un formidable projet : bâtir la démocratie. Nous sommes en Pologne et en Hongrie, dans les deux pays phares de la réforme en Europe de l'Est : le premier gouvernement non communiste s'est installé à Varsovie ; et à Budapest, pour la première fois, un vrai pluripartisme a été instauré.

Comme la République démocratique allemande (RDA), la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, la Pologne et la Hongrie héritent d'une situation économique désastreuse : imposant déficit budgétaire, infrastructures délabrées, lourdes dettes (à l'exception de la Roumanie), appareils de production obsolètes, absence de système bancaire, etc. Et les mesures envisagées à Varsovie et à Budapest, si douloureuses soient-elles, ne s'attaquent pas encore aux plus gros obstacles qui barrent la route de la relance économique : monopoles de l'industrie (y compris l'agro-alimentaire), faible productivité des industries, sureffectifs de l'administration...

Les grands monopoles – du lait (un seul organisme achète leur produit aux paysans, le transforme et le revend), du charbon ou de la construction navale en Pologne, les quarante-sept méga-entreprises tchécoslovaques qui emploient plus de sept mille personnes, les cent trente combinats de la RDA – sont presque tous devenus des gouffres financiers. Dans le secteur de la construction mécanique et de l'électronique en Tchécoslovaquie, six entreprises seulement sur les vingt géants de ces branches peuvent prendre le tournant des années 90 (2). Mais ces groupes, véritables lobbies, résistent aux restructurations qui jetteraient sur le pavé des dizaines de milliers de personnes : l'Institut tchécoslovaque de la statistique estime les sureffectifs entre 20 et 30 % des salariés dans l'industrie (et... à 60 % dans les administrations) (3).

On comprend la prudence des gouvernements concernés. La Tchécoslovaquie – qui frappe à la porte du FMI – étend la timide réforme sur l'autonomie des entreprises, concoctée par l'ancienne équipe, tandis qu'en RDA les incertitudes politiques limitent l'ampleur des innovations dans l'attente des élections du 18 mars prochain (4). En Bulgarie, le débat s'engage à peine malgré une situation catastrophique ; selon Petko Simeonov, un sociologue du club de soutien à la glasnost et à la perestroïka : *« Jivkov laisse derrière lui des problèmes sociaux énormes, des magasins vides, une industrie en panne et un environnement pollué. »*

En Roumanie, la dévastation n'est pas due à une catastrophe naturelle. Tout est à refaire, même les statistiques ; le régime Ceausescu proclamait un rendement de blé à l'hectare de 8 160 kilos, le chiffre réel n'est que de 3 300 kilos ; il se glorifiait d'une production de pétrole de 10 millions de tonnes, qui en fait ne dépasse pas 7,5 millions, et tout à l'avenant. Malgré les premières mesures de redistribution de la terre aux paysans et l'arrêt de la destruction des villages, le pays va rester pendant des mois, voire plusieurs années, dans une situation d'urgence absolue.



DR

KATHE KOLLWITZ. – « Jamais plus la guerre » (1924)

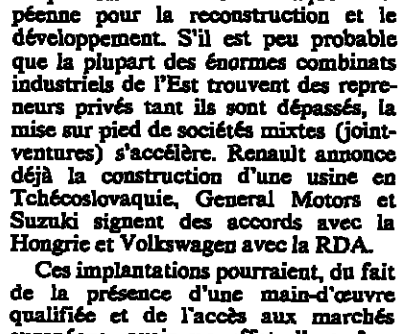
Si les déclarations sur la libéralisation accélérée de l'économie fourmillent à l'Est – on y trouve sans doute la plus grande concentration d'économistes thatchériens de la planète, – la réalité, économique et politique, impose la prudence aux équipes dirigeantes, comme en témoigne la récente session du COMECON à Sofia, les 9 et 10 janvier dernier.

A la veille de l'ouverture de cette session, M. Vaclav Klaus, ministre tchécoslovaque, claironnait : *« Nous sommes décidés à présenter une motion demandant la dissolution de l'organisation »*, qu'un de ses collègues polonais déclarait *« dépassée »*. Pourtant, à l'issue de la réunion, la délégation soviétique a pris acte, non sans ironie, que *« tout le monde est finalement d'accord sur une chose : le COMECON doit exister »*. Les comptes sont faciles à dresser. Le pétrole et le gaz, qui représentent l'essentiel des exportations de l'URSS vers ses alliés, peuvent être écoulés sur le marché international, tandis que les produits que les pays de l'Est lui vendent trouveraient difficilement preneur : le marché agricole est saturé et leur production industrielle demeure trop médiocre.

Même la proposition de Moscou de facturer en devises les échanges à l'intérieur du COMECON à partir de 1991 a été repoussée : cela se traduirait par un déficit commercial de 6 à 10 milliards de dollars pour l'Europe orientale (5). Le dogme libéral se révèle soudain un luxe et les gouvernements ont opté pour une transition douce qui satisfait aussi bien Moscou que les Occidentaux. Cette peur des révisions déchirantes explique aussi la grande prudence dont font preuve les pays du pacte de Varsovie dans le domaine militaire, malgré les négociations pour le retrait des troupes soviétiques de Hongrie et de Tchécoslovaquie.

Aux contraintes économiques s'ajoutent les pressions sociales. La mobilisation, en Pologne, du syndicat Solidarité rurale et des paysans, les grèves dans les mines de Silésie contre les mesures d'austérité donnent les premiers coups de semonce au gouvernement de M. Mazowiecki. Celui-ci a annoncé par ailleurs le maintien en activité des chantiers Lénine (débaptisés le 27 janvier) à Gdansk, malgré l'échec des négociations avec la milliardaire américaine Barbara Piasecko-Johnson qui exigeait 3 500 licenciements (la moitié des effectifs), un salaire équivalent à 25 cents à l'heure et la renonciation pour deux ans à la grève.

Quant au nouveau président tchécoslovaque Vaclav Havel, il est allé en personne, dès les premiers jours de son mandat, rassurer les ouvriers à Ostrava et Kosice : la restructuration de l'industrie devra prendre en compte la réalité humaine.



Eviter le retour à une situation semi-coloniale

POUR maîtriser cette phase de transition, longue et périlleuse, vers une économie de marché, les gouvernements d'Europe de l'Est misent sur une aide importante de l'Occident ; celle-ci s'est amorcée avec le déblocage de crédits substantiels et la constitution dans les prochains mois de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. S'il est peu probable que la plupart des énormes combinats industriels de l'Est trouvent des repreneurs privés tant ils sont dépassés, la mise sur pied de sociétés mixtes (joint-ventures) s'accélère. Renault annonce déjà la construction d'une usine en Tchécoslovaquie, General Motors et Suzuki signent des accords avec la Hongrie et Volkswagen avec la RDA.

Ces implantations pourraient, du fait de la présence d'une main-d'œuvre qualifiée et de l'accès aux marchés européens, avoir un effet d'entraînement qu'elles n'ont pas eu dans le tiers-monde, mais à deux conditions dont la mise en œuvre dépend du pouvoir politique et non du libre jeu du marché.

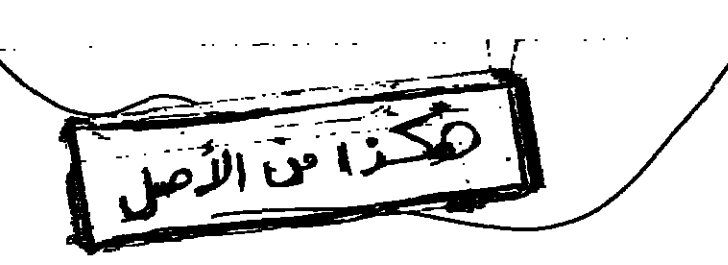
Il s'agit d'abord de repenser la division internationale du travail de manière à éviter le retour de l'Europe orientale à la situation semi-coloniale qui régnait entre les deux guerres *« quand le capital international s'intéressait surtout à l'exploitation des richesses du sous-sol (...) sans se soucier de créer des industries destinées à la production des produits fabriqués* (6) *»*.

Il faut ensuite s'attaquer au problème de la dette qui obère, comme dans le tiers-monde, tout espoir de réussite des réformes. Curieusement, c'est l'Américain Jeffrey Sachs, un adepte du libéralisme économique, aujourd'hui conseiller de Solidarité, qui déclare : *« Il est absolument fondamental que les dettes de gouvernement à gouvernement soient substantiellement réduites* [pourquoi pas aussi les créances aux banques privées ?]. *La prochaine génération en Pologne doit savoir que l'on n'attend pas d'elle de payer pour les péchés de quarante années de régime communiste. A un moment crucial de son histoire, l'Allemagne n'a pas obtenu d'allégement de sa dette et ceci a contribué à l'avènement de Hitler* (7). »

Le parallèle avec les années 30 ne doit pas être pris au pied de la lettre ; néanmoins, la situation économique et sociale explosive qui prévaut en Europe de l'Est aujourd'hui, le décalage entre la formidable aspiration à une vie meilleure et le vide politique né de l'effondrement des PC menacent la construction démocratique.

Dernier des six pays à avoir abrogé, le 15 janvier, le « rôle dirigeant » du Parti communiste, la Bulgarie reste le pays où celui-ci résiste le mieux à la déroute du « socialisme réel », mais pour combien de temps ? *« La panique et le chaos »* qui dévastent le PC tchécoslovaque, suivant l'aveu de son secrétaire général, minent tous les PC. Le premier ministre tchécoslovaque, M. Calfa, et le numéro deux du PC est-allemand, M. Wolfgang Berghofer,

(1) *The Independent*, Londres, 10 janvier 1990.
(2) Jaroslav Blaha, « Tchécoslovaquie en 1988 : la montée des incertitudes », *le Courrier des pays de l'Est*, n° 338, mars 1989, la Documentation française, Paris.
(3) *Zemedelske Noviny*, 13 décembre 1989.
(4) Sur les divers projets en RDA, lire Ivan Samson, « Inventer une troisième voie allemande », dans la brochure du *Monde diplomatique* « Manière de voir » n° 7, « Du « communisme réel » à l'ambition démocratique », en vente à partir du 12 février 1990, 38 F.
(5) *Financial Times*, 24 janvier 1990.
(6) François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires ; l'ère de Staline*, Le Seuil, Paris, 1952, p. 30.
(7) *International Herald Tribune*, 17 janvier 1990.



D'UNE POLITIQUE NOUVELLE

passage à la démocratie

ont, en quelques jours, abandonné le navire. Une fois le marxisme-léninisme et le centralisme démocratique jetés aux orties, ces partis, traversés par des courants contradictoires, se réduisent comme peau de chagrin. C'est le cas en Pologne comme de la Hongrie où le nouveau Parti socialiste qui s'est substitué à l'ancien parti de Janos Kadar n'a gardé que 40 000 à 50 000 de ses 800 000 adhérents.

Un à un tombent les bastions sur lesquels se fondait leur puissance, des milices ouvrières dissoutes les unes après les autres aux médias où lentement s'impose le pluralisme en passant par les gouvernements qui, même « communistes », ne prennent plus leurs ordres au PC.

Toute apparence de mauvaise volonté de leur part déchaîne les passions : la tentative de reconstitution d'une police secrète en RDA pour combattre le *« danger nazi »* a suscité de violentes manifestations dans lesquelles les résistants de la dernière heure n'étaient pas les moins virulents. Le scandale des écoutes téléphoniques en Hongrie – plusieurs dirigeants de l'opposition continuaient à être étroitement surveillés – illustre davantage la résistance de certains secteurs de l'appareil d'Etat qu'une volonté manœuvrière du Parti socialiste encore au pouvoir.

Ces structures – police, administrations, municipalités, etc., – il faudra du temps pour en renouveler les cadres dont les plus compétents sont attirés par le privé ; ceux qui restent peuvent tenter de saboter les réformes mais ils sont incapables, surtout sans l'aide de Moscou, de conduire une contre-offensive pour sauver un système moribond. Big Brother ne les regarde plus !

Les élections libres prévues partout cette année auront lieu le 18 mars en RDA, le 25 mars en Hongrie, en Pologne au mois d'avril (municipales), en mai en Roumanie, en juin en Tchécoslovaquie et sans doute en Bulgarie. Elles mettront un point final à la domination des PC en Europe de l'Est, et la Yougoslavie *(lire, page 5, l'article de Juan Fernandez Elorriaga)* devrait rapidement suivre la même voie : le spectre du communisme aura cessé de hanter l'Europe.

D'importantes fractions de l'ancien pouvoir l'ont déjà compris et n'hésitent plus à monnayer leur ralliement. Le 23 novembre 1989, dans un article de l'hebdomadaire hongrois *Vilag* intitulé « Pourquoi n'ont-ils pas tiré ? », le sociologue Ellmer Hankiss décrivait le processus : *« Une partie de l'élite au pouvoir a pris conscience qu'elle pouvait assez facilement, et sans rien perdre, transformer son autorité de parti bureaucratique et fondée sur la contrainte en un pouvoir politique et économique capable de fonctionner dans un nouveau système qui intègre même l'économie de marché et la démocratie. Le 'parti-Etat pouvait alors tranquillement sombrer dans les vagues de l'histoire. »*

En Hongrie comme en Pologne des directeurs d'entreprises nourris dans le sérail utilisent leur autorité pour les vendre en échange de pots de vin ou de participations au capital. L'hôtel Hilton de Budapest aurait été bradé à 60 % de sa valeur sans l'intervention du personnel qui s'est mis en grève. A propos du consortium agro-industriel Igloopol situé dans le sud-est de la Pologne, le professeur Witold Trzeciakowski, président de la commission économique du Sénat, dévoile les mécanismes des scandales : *« Rien n'est plus simple pour un cadre d'entreprise d'Etat que de faire évaluer la firme qu'il dirige au plus bas prix »*, pour la racheter ensuite à travers des prête-noms (8).

« Au village, quand on cherche l'ancien secrétaire du parti, il a disparu, il fait des affaires pour son compte », plaisante un dirigeant social-démocrate hongrois.

la question sociale : le massacre des ouvriers parisiens en juin 1848 avait ouvert la voie à l'irrésistible ascension de « Napoléon le petit ». A l'Est, elle s'était noyée dans la « guerre des races », que nul mieux que le philosophe hongrois Istvan Bibo n'a analysée : *« Alors que la nation hongroise entreprenait avec fougue la conquête de son indépendance vis-à-vis des Habsbourg, elle se trouva confrontée aux nationalités allogènes de son pays, aux Croates, aux Serbes et aux Roumains dont elle ne voulait pas reconnaître les tendances séparatistes. »* La crainte de voir les minorités se servir des libertés nouvelles pour se détacher de la Hongrie amena celle-ci à s'éloigner *« de plus en plus des idéaux démocratiques »*, la révolution fut vaincue (11).

Certes, le paysage politique s'est transformé, mais le nationalisme *tent dans son pays* la crainte que *« la démocratie ne soit qu'un mouvement sur lequel d'anciennes revendications de la Hongrie vis-à-vis de la Tchécoslovaquie pourraient être formulées* (13) ».

Un responsable du Forum démocratique, l'une des plus influentes organisations de l'opposition hongroise, déclarait, après *une visite en Transylvanie* où vivent un grand nombre de ses compatriotes : *« Les accords d'Helsinki envisagent des modifications de frontières si les deux parties l'acceptent.* [Après la chute de Ceausescu] *Nous ne soulevons pas la question des frontières, même pour en approuver le tracé. Il faut faire sentir que nous sommes les garants de la frontière occidentale de la Roumanie* (14). »

Les deux conflits mondiaux ont *entraîné des déplacements massifs* de populations et l'on a redessiné bien des *actuel de la Ligue des communistes* serbes, entraîne derrière lui la majorité de son peuple sur une ligne populiste, nationaliste et antidémocratique qui rappelle les pires souvenirs de l'entre-deux-guerres (17).

Certes, l'histoire ne se répète pas – du moins Marx ne le pensait pas. Et on ne saurait négliger ni l'expérience accumulée ni les aspirations profondes à la démocratie qui ont jusqu'à ce jour empêché en Pologne ou en Hongrie l'émergence d'un fort courant nationaliste. Partout, dans l'euphorie de la victoire, les gouvernements ont adopté des mesures en faveur des minorités, ce qui facilitera aussi la libre circulation des hommes. La coopération régionale s'esquisse – particulièrement entre Prague, Varsovie et Budapest – et on relance les vieilles idées du fédéralisme plutôt que de vouloir redessiner la carte



GARDE POPULAIRE ET ÉTUDIANTS PACTISANT A PRAGUE EN 1848
Une histoire agitée et toujours grosse de dangers

Des sociétés déstructurées

CE climat d'affairisme – que favorise le marché noir florissant et que résume le mot d'ordre « enrichissez-vous » – décourage des citoyens déjà usés par une longue période de dictature, submergés par les problèmes quotidiens et habitués à tout attendre de l'Etat. Sauf en Pologne, aucune lutte longue et structurée n'a précédé les bouleversements dans les pays de l'Est : le Forum démocratique en RDA, le Forum civique en Tchécoslovaquie, les oppositions en Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie, ont été impulsés par de petits groupes d'intellectuels, courageux mais isolés. Les anciens partis, même s'ils renaissent ça et là, doivent trouver une relève à la génération des survivants de l'après-guerre. Les citoyens devront bâtir, pierre après pierre, des structures représentatives (partis, syndicats, municipalités, associations, etc.).

Les traditions manquent cruellement, même si trente ans de kadarisme en Hongrie ont enraciné une pratique de dialogue civil. Tous les pays de l'Est – Tchécoslovaquie mise à part – mais y compris l'Albanie, la Yougoslavie et les trois Républiques baltes ont connu entre les deux guerres, pendant des périodes plus ou moins longues, des gouvernements autoritaires, voire fascisants.

Même pour son pays qui *bénéficie* de la riche expérience de Solidarité, Marcin Krol, une des figures marquantes de l'opposition libérale polonaise remarquait : *« Ce qu'on peut faire, c'est créer des processus qui peuvent mener vers un commencement de structures démocratiques (...). Mais on ne peut le faire en un ou deux ans. Il est possible que dans quatre ans on ait en Pologne une démocratie parlementaire, mais sans avoir une démocratie sociale* (9). »

Grande est pourtant l'impatience. Rebâtir la RDA nécessiterait *« sang et larmes »*, reconnaissait Klaus Leciejewski, un économiste réfugié à l'Ouest. Pourquoi se morfondre en enfer alors que la porte de sortie vers le paradis de la consommation ouest-allemand est ouverte ? Ininterrompues, les vagues de « réfugiés » submergent la RFA, privant la RDA de ses forces vives : 1 500 personnes par jour, pour la plupart jeunes et éduqués. Comme le note un hebdomadaire ouest-allemand, les citoyens de RDA exigent de leur gouvernement *« qu'il récompense le travail efficace mais laisse impuni le travail inefficace, qu'il installe une économie de marché mais que l'Etat garantisse les emplois, qu'il crée une monnaie forte sans dévaluer le mark* (10) ». Un dilemme sur lequel risquent de trébucher les nouveaux pouvoirs à l'Est.

Comme en France après la guerre, une mobilisation de toutes les énergies doit assurer la transition vers la démocratie. Mais quelle force dispose d'un programme politique et économique, d'une ambition démocratique, d'une capacité d'organisation et de suffisamment de crédit pour la réaliser ? L'exemple roumain, certes extrême, montre qu'il y a péril en la demeure.

Plus qu'ailleurs, la société a été déstructurée, comme ailleurs les relais politiques ont été laminés. Il aura suffi de quelques milliers de manifestants le 12 janvier, à Bucarest, pour que vacille le pouvoir du Front de salut national et susciter une valse-hésitation à propos d'un *référendum sur la peine de mort* et la mise hors-la-loi du PC. La démission du vice-président du Front, M. Dumitru Mazilu, le 26 janvier, et les tensions avec les anciens partis renaissants, témoignent de l'acuité des impatiences.

A des problèmes compliqués, la tentation est grande d'apporter des solutions simples. Faudra-t-il alors un sauveur suprême ? L'armée qui assure aujourd'hui la sécurité à Bucarest se présentera-t-elle demain comme la garante de l'ordre ? Verra-t-on surgir un démagogue utilisant les ficelles toujours efficaces du nationalisme ?

L'année 1848 fut partout en Europe considérée comme le « printemps des peuples ». A la fin de l'année suivante, l'« ordre », partout, était rétabli. En France, la révolution s'était brisée sur

menace à la fois la démocratie et la stabilité. Les vieilles peurs subsistent malgré l'euphorie d'une liberté retrouvée, et la suspicion perdure à l'égard des minorités suspectes de séparatisme – Turcs en Bulgarie, Allemands, Ukrainiens et Biélorusses en Pologne, Albanais en Yougoslavie, Hongrois en Slovaquie, en Roumanie et en Yougoslavie – sans parler des rapports tumultueux entre Slovaques et Tchèques et entre les différentes Républiques de la fédération yougoslave. Et souvent Tziganes ou juifs restent des boucs émissaires tout désignés.

« La Bulgarie aux Bulgares ! », « La Bulgarie est et restera chrétienne ! », « Pas de nouveau Chypre ! », scandaient en janvier les manifestants qui s'opposaient à la récupération de leurs droits par les Turcs, avant qu'un fragile accord soit trouvé (12).

Un chercheur slovaque notait que les changements actuels en Hongrie suscipays : 54,2 % des frontières en Europe orientale sont postérieures à 1910 ; 24,3 % datent de 1910-1924 et 29,9 % *ont été tracées* après la seconde guerre mondiale (15).

« Je suis né dans la monarchie austro-hongroise, j'ai passé mon enfance dans la première République tchécoslovaque, j'ai fondé ma famille en Hongrie et depuis je vieillis en URSS », raconte un vieil homme ; comme son interlocuteur s'extasie devant ces voyages, il rétorque : *« Mais je n'ai pas bougé de mon village ! »*

L'irrédentisme n'a jamais disparu et les régimes communistes, surtout après la déstalinisation, ont revendiqué l'« *héritage national* », n'hésitant pas à reprendre à leur compte le discours « nationaliste bourgeois », à gommer ou à réinterpréter les pages les moins glorieuses de leur histoire – puissance des groupes fascistes locaux, participation de la population à la « solution finale », etc., – à poursuivre de vieilles chimères territoriales. La Roumanie a des visées sur la Bukovine du Nord (intégrée à l'Ukraine), sur la Moldavie soviétique et sur le sud de la Dobroudja bulgare. M. Todor Jivkov, ancien chef du PC bulgare, a revendiqué la Macédoine yougoslave, et l'irrédentisme hongrois reste puissant.

« J'aime qu'un Russe soit russe
Et qu'un Anglais soit anglais
Si l'on est prussien en Prusse
En France soyons français »,

chantait Pierre-Jean Béranger il y a près de deux siècles. Mais où sont les bornes entre les patries des Hongrois, des Roumains, des Polonais, des Allemands ?

M. Hartmut Roschyk, secrétaire général de la puissante Association des Allemands déplacés après la seconde guerre mondiale, menace : *« Tout le monde sait que les Allemands ne renonceront pas à un tiers de leur territoire, à huit cents ans de leur histoire. »* Nous devons, ajoute-t-il magnanime, trouver un *« compromis »*, un nouveau tracé *« quelque part au milieu »*, entre l'actuelle frontière et l'ancienne frontière du Reich (16).

L'heure des démagogues va-t-elle bientôt sonner ? Un exemple est déjà fourni en Yougoslavie où, spéculant sur une situation économique désastreuse, aggravée par la médecine du FMI, M. Slobodan Milosevic, le dirigeant

de l'Europe, exercice périlleux qui a déjà fait des dizaines de millions de victimes. La fédération balkanique et danubienne proposée par le dirigeant communiste bulgare George Dimitrov en 1948 mais condamnée par Staline *deviendra peut-être une réalité, renforcée* par une large collaboration avec la CEE.

Rebâtir une économie viable et construire une démocratie authentique en Europe de l'Est : tel est le défi de cette fin de siècle ; un défi lancé aussi à l'Ouest, qui doit revoir ses priorités et redéfinir ses ambitions. *« L'Europe n'est plus qu'une Nation composée de plusieurs*, écrivait Montesquieu, *la France et l'Angleterre ont besoin de l'opulence de la Pologne et de la Moscovie, comme une de leurs provinces a besoin des autres ; et l'Etat qui croit augmenter sa puissance par la ruine de celui qui le touche s'affaiblit ordinairement avec lui. »*

ALAIN GRESH

(Cette double page a bénéficié de la collaboration de Jaroslav Blaha, Christophe Chiclet, Paul Gradvohl, Margaret Manale, Jean-Yves Potel et Alain Souleille.)

---

(8) Cité par *le Monde*, 2 septembre 1989.

(9) Intervention du colloque « L'Europe de la pensée, l'Europe du 'politique », Albi, 5-6 mai 1989, dont les actes ont été publiés dans un numéro spécial de *Cosmopolitiques*. Sur la Pologne, on pourra aussi consulter le remarquable numéro de la revue *M*, novembre-décembre 1989.

(10) *Wirtschaftswoche*, 15 décembre 1989.

(11) Istvan Bibo, *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, l'Harmattan, Paris, 1986, p. 148 et 149. Bibo fut membre, après la guerre, du Parti paysan, puis ministre du gouvernement Imre Nagy en 1956.

(12) Lire Christophe Chiclet, « La Bulgarie aussi choisit le changement », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

(13) Déclaration de Milan Sutovec à *la Nouvelle Alternative*, nº 16, décembre 1989.

(14) *Magyar Hirlap*, 6 janvier 1990.

(15) D'après Michel Foucher, « Lever de rideau dans les Europes », numéro spécial de la revue *Hérodote, Les marches de la Russie*, quatrième trimestre, 1989.

(16) *International Herald Tribune*, 10 janvier 1990. Sur ce thème, lire Claude Julien, « Alerte : nationalismes », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(17) Sur les dangers des nationalismes en Europe de l'Est et en URSS, lire l'article de *l'ancien conseiller du président James Carter*, Zbigniew Brzezinski, « Post-Communist Nationalism », *Foreign Affairs*, hiver 1989/1990.

PRÉCISIONS

Les nationalités en Europe de l'Est

M. Michel Leiberich, professeur à l'université Paris-VIII, nous signale quelques erreurs dans l'article d'Eva Toulouze, « Brûlots au cœur de l'Europe », traitant des nationalités en Europe de l'Est (le Monde diplomatique, *décembre 1989) :*

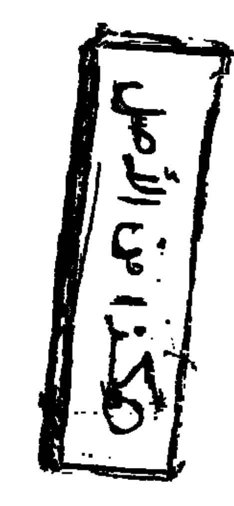
– l'Etat polonais de 1918 englobe certes des populations allemandes, mais il n'englobe pas la Prusse orientale comme l'affirme l'auteur. Voulait-elle parler de la « Prusse occidentale », région qui présentait une *forte minorité* allemande ?

– Bialystok n'a jamais été ni linguistiquement ni historiquement biélorusse (la région n'a *été* rattachée à l'URSS qu'entre octobre 1939 et juin 1941) et cette région n'a pas plus été « arrachée » à l'empire russe que *toute* la Pologne centrale qui en faisait partie jusqu'en 1917. L'auteur voulait-il faire référence à la région de Grodno ou à celle de Vilnius, où la majorité de la population (à l'exclusion des grandes villes) parlait effectivement *le biélorusse* ?

– le pays se trouve bien décalé vers l'ouest après la seconde guerre mondiale, mais la référence à une prétendue « Silésie orientale » n'a aucun sens. Par contre, il existe bien une « Basse-Silésie » et une « Haute-Silésie ».

M. Leiberich précise aussi que la présence de Polonais en Ukraine et en Lituanie, et d'Allemands dans toute la région « n'a rien à voir avec des changements de frontières. Ces régions à population mixte ne se prêtaient que difficilement à la conception classique de l'Etat-nation. Les frontières qu'on a voulu tracer à l'époque de l'Etat national entre l'Allemagne, la Pologne, la Biélorussie, la Lituanie et l'Ukraine n'ont jamais pu faire coïncider l'Etat avec la nation. Bien sûr, en 1945 on a procédé à des déplacements de populations pour obtenir des frontières linguistiquement « nettes ».

Je vous signale par ailleurs que le compromis austro-hongrois de 1867 ne coupe pas l'empire entre un territoire qui correspondrait à peu près à l'Autriche actuelle et un autre regroupant toutes les minorités. La Hongrie regroupe bien les minorités que vous citez, mais l'Autriche d'alors (qui ne s'appelle pas officiellement ainsi) englobe la Bohême, la Moravie, la Slovénie, la Galicie, soit l'essentiel des populations tchèque, polonaise, ukrainienne, slovène, italienne, yiddish de l'empire, plus nombreuses ensemble que les Allemands d'Autriche. »



Hommes, échanges et fron

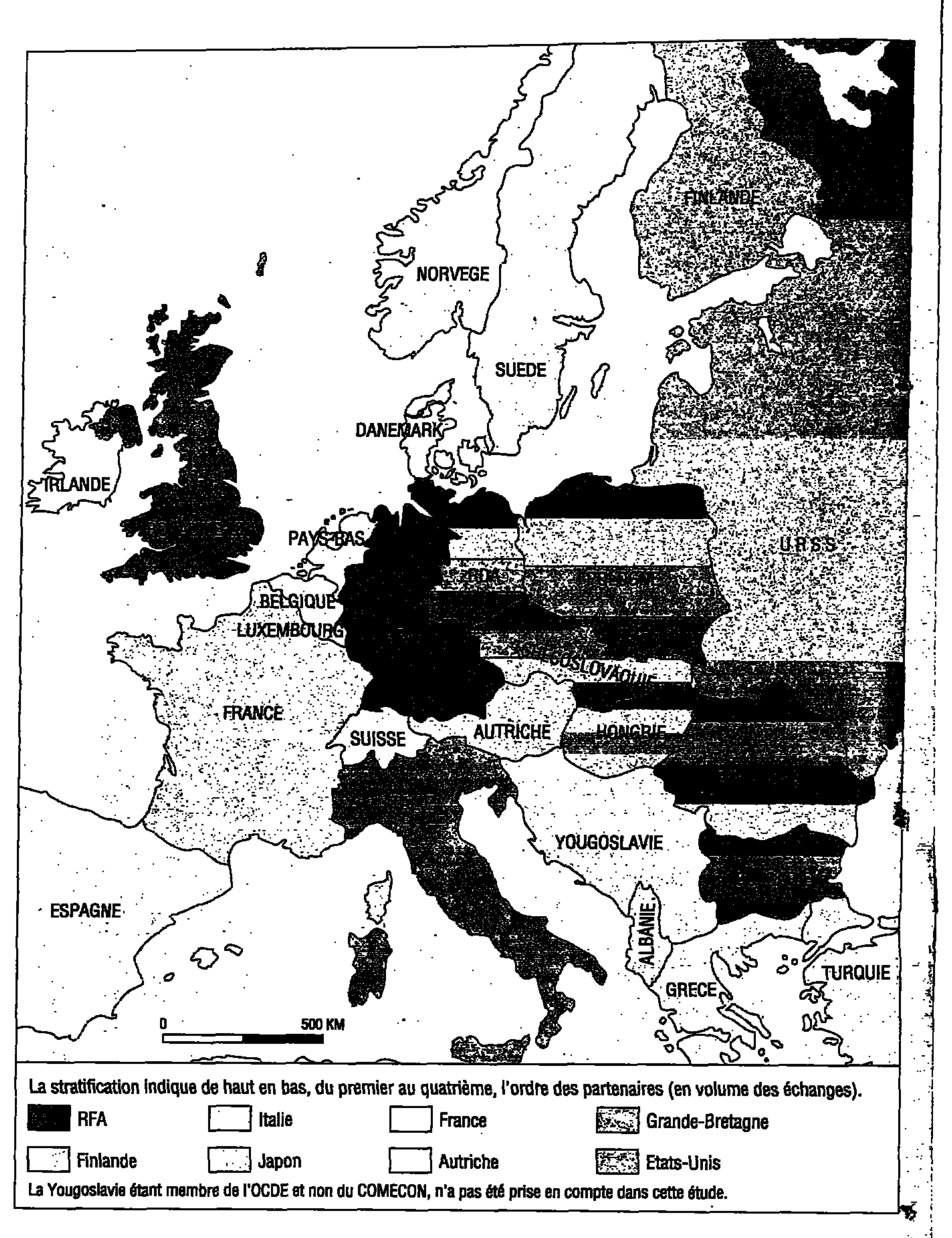
DEVANT les immenses soubresauts que connaît l'Est de l'Europe – effondrement des partis communistes, renaissance de la démocratie, essor des nationalismes, désirs séparatistes, désastres économiques... – plusieurs questions de première importance politique se posent : quelle sera la nature des régimes dont vont se doter ces Etats qui viennent de renier le communisme ? Quels modèles économiques vont-ils adopter ? Dans le cadre de quelles alliances agiront-ils ?

L'examen d'un certain nombre de forces profondes et de tendances lourdes aide à mesurer les conséquences probables de la recomposition en cours. Le réveil des nationalités, par exemple, phénomène politique majeur, s'inscrit dans une longue tradition, et son repérage dans l'espace permet de mieux comprendre les problèmes de tous ordres qu'il peut provoquer. L'action diplomatique n'y est pas indifférente qui crée, çà et là, de véritables zones d'influence pouvant donner lieu à des tensions aux frontières. Les relations économiques entre les puissances ouest-européennes et les pays de l'Est témoignent également d'une logique des échanges ancrée dans la longue durée, et cela en dépit de la différence des systèmes économiques. Enfin, le passé récent des Etats centre-européens nous renseigne sur leur aptitude à s'intégrer dans une future communauté démocratique (fédération ou confédération) à l'échelle du continent.

Le rapprochement entre ces divers facteurs, représentés dans les cartes de cette double page, souligne l'importance des choix que, à l'Ouest comme à l'Est, devra faire chaque Etat afin de participer de plein droit à l'harmonisation pacifique de l'Europe.

LES RELATIONS COMMERCIALES FONDEMENT DES ZONES D'INFLUENCE

Quarante-cinq ans de construction ouest-européenne n'ont pas réussi à faire disparaître les liens économiques traditionnels avec l'Est. Trois pays membres de la CEE entretiennent des relations commerciales suivies avec des Etats d'Europe centrale et des Balkans depuis plus d'un siècle : l'Allemagne, l'Italie et la France. La disparition des régimes communistes et l'affaiblissement du COMECON vont favoriser sans doute le retour à un ordre économique ancien. Cette « restauration commerciale » risque fort de remettre en question le fragile équilibre ouest-européen. Ce qui pourrait s'esquisser dans quelques années, au détriment des autres pays de la CEE, c'est une sorte de « Zollverein » rampant qui redonnerait à une Allemagne réunifiée, au moins économiquement, le statut de puissance continentale dominante. L'Italie, présente dans la totalité des Etats d'Europe centrale, concurrence actuellement la France, qui ne peut tenter de contrecarrer le nouvel expansionnisme allemand qu'en accentuant ou renouant les liens économiques avec ses partenaires privilégiés de l'entre-deux-guerres (Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et, dans une moindre mesure, URSS). Le désengagement du Royaume-Uni, très évident sur la carte, s'explique certainement par son déclin industriel. Le Japon, absent à peu près totalement, jusqu'à présent, du continent est-européen pour des raisons liées à l'histoire et à son éloignement géographique, semble chercher à se substituer aux Américains. Ceux-ci jouèrent le rôle de banquiers et d'investisseurs dans l'entre-deux-guerres (en particulier en Allemagne et en Europe centrale) et, plus tard, dans la reconstruction de l'Europe de l'Ouest, mais ce rôle, on le voit, est devenu beaucoup moins important.



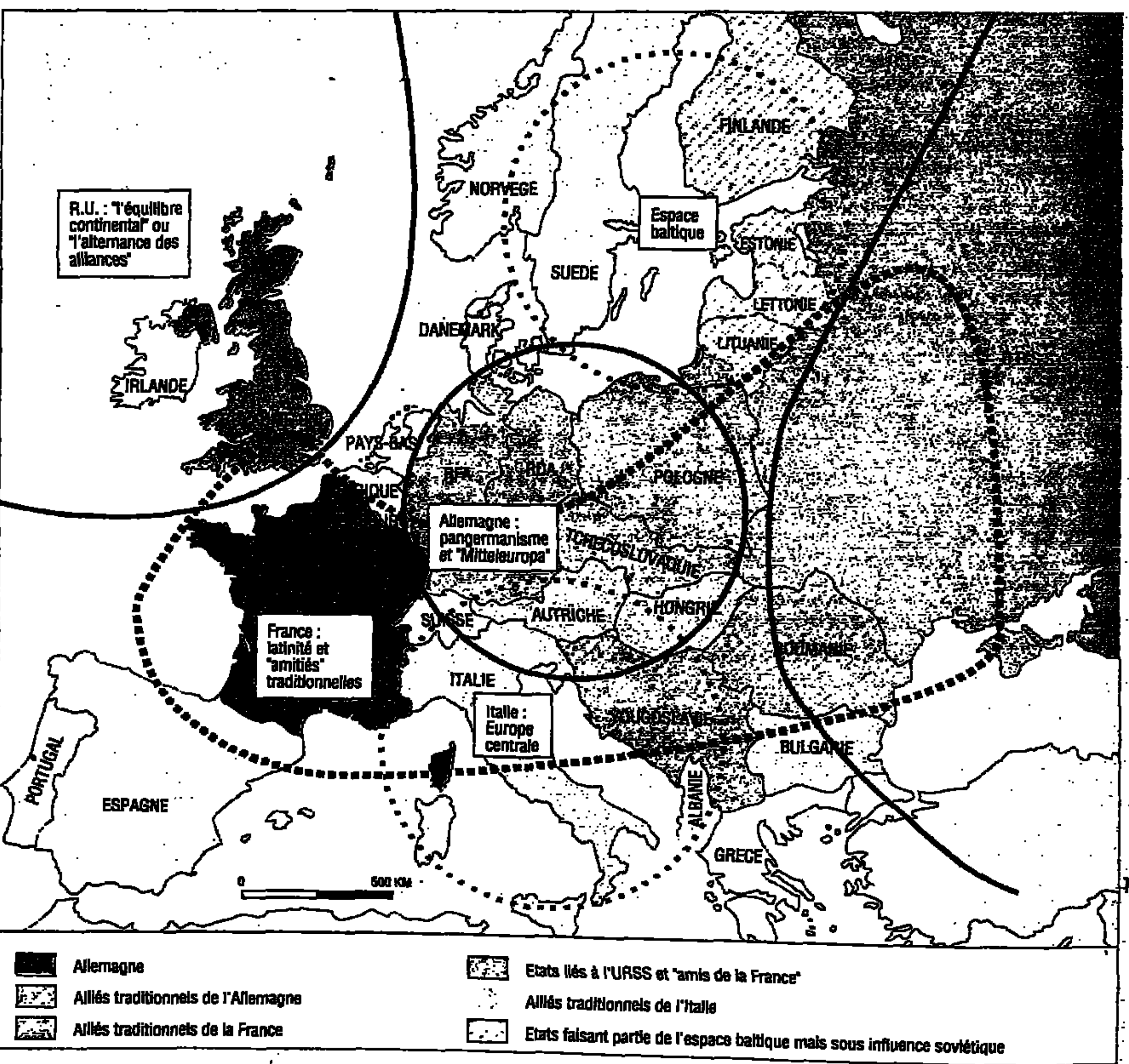
La stratification indique de haut en bas, du premier au quatrième, l'ordre des partenaires (en volume des échanges).

RFA | Italie | France | Grande-Bretagne
Finlande | Japon | Autriche | Etats-Unis

La Yougoslavie étant membre de l'OCDE et non du COMECON, n'a pas été prise en compte dans cette étude.

LOGIQUE DES ALLIANCES ET STRATÉGIES DIPLOMATIQUES

La division idéologique entre l'Est et l'Ouest, renforcée par la guerre froide, a masqué, un temps, des traditions diplomatiques à l'œuvre depuis fort longtemps. Si l'on observe les relations des puissances européennes (au sens où on l'entendait au début du siècle) quelques grandes tendances doivent être rappelées : l'Allemagne, si elle parvient à s'unifier, s'intéressera de nouveau à cette Mitteleuropa (Europe centrale) qui lui était jusqu'à présent politiquement interdite, sous peine d'être taxée de « revanchisme ». Ainsi le veut la logique interne qui relie sa politique passée (le « *Drang nach Ostern* ») et l'*Ostpolitik* inaugurée par M. Willy Brandt. Contestée par ses minorités aux marches de l'empire, la Russie, où les sentiments grand-russes renaissent, peut être tentée par un « repli ethnique » sur les peuples slaves derrière une ligne allant, approximativement, de Léningrad au Bosphore, tout en s'assurant l'accès stratégique aux détroits. L'Italie, qui a déjà repris langue avec ses partenaires traditionnels d'Europe centrale (Autriche, Yougoslavie, Hongrie), réaffirme les ambitions qu'elle a toujours eues dans cette région, surtout entre les deux guerres. La France, seul Etat dont les liens diplomatiques ne sont pas fondés sur une continuité territoriale, est partagée d'une part entre son statut de puissance latine du sud de l'Europe regardant vers la Méditerranée, et, d'autre part, ses « amitiés traditionnelles » cultivées depuis longtemps : Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie et Russie... Le Royaume-Uni, enfin, conserve sa traditionnelle circonspection à l'égard du continent, privilégiant le maintien des équilibres. La division artificielle du Vieux Monde ayant désormais disparu, ces grandes tendances vont notablement réapparaître et s'affirmer.



Allemagne
Alliés traditionnels de l'Allemagne
Alliés traditionnels de la France
Etats liés à l'URSS et "amis de la France"
Alliés traditionnels de l'Italie
Etats faisant partie de l'espace baltique mais sous influence soviétique

Cette double page a été réalisée sous la direction de *Pierre Vallaud* ; documentation : *Eric Fouché* ; réalisation cartographique : *Bruno Leprince*, Artegrafica.



MINORITÉS, VICTIMES DE L'HISTOIRE ET DES LIGNES DE PARTAGE

Un des principes moteurs de la création, au XIX[e] et au XX[e] siècles, des Etats-nations a été celui des nationalités. A la base du premier conflit mondial, il a également joué un rôle considérable dans le second. L'immobilisme dans lequel a été figé le Vieux Continent, à la suite de la guerre de 1939-1945, a fait oublier la réalité ethno-culturelle de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Les frontières ou les « lignes de partage » créées en 1945, comme celles qui leur ont préexisté, ont fait fi de certaines données nationales. Les « nationalités » définies par un trait culturel commun (la langue ou la religion par exemple) ou par l'attachement à un territoire, un « lieu de mémoire », ont été souvent ignorées. Il suffit d'observer les frontières, considérées désormais comme « intangibles » à la suite des accords d'Helsinki, pour s'en sont divisées entre plusieurs Etats, et o été déplacées. La perestroïka a eu pour tions des peuples et des minorités de l'E Le caractère « artificiel » de certaines

GÉOGRAPHIE DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉTAT DE DROIT

La construction démocratique de la nouvelle Europe devra tenir compte d'un facteur historique souvent négligé : le passé politique des Etats que la presse qualifiait ces dernières semaines de « *pays en voie de démocratisation* ». L'échec des régimes démocratiques, au cours de l'entre-deux-guerres, dans les Etats créés sur le territoire des anciens empires austro-hongrois, russe ou ottoman, a souvent été expliqué par un « *manque d'expérience* » préalable. On peut, en effet, dresser une typologie faisant apparaître des Etats de vieille tradition parlementaire ; d'autres dans lesquels la démocratie a alterné avec la dictature ; et d'autres enfin n'ayant aucune expérience de l'état de droit. Mais, même dans le petit nombre d'authentiques démocraties des forces de déstabilisation demeurent puissantes. Ainsi, les Eglises, qui ont joué parfois un rôle libérateur, pourraient, en retrouvant une position dominante dans la société, reprendre leur rôle traditionnel de frein social, voire, pour les plus conservatrices d'entre elles, devenir les alliées de la réaction. Les minorités ethniques peuvent avoir des fonctions semblables : ici, boucs émissaires ; là, foyers d'irrédentisme ; ailleurs, graines de fascisme.



anges et frontières au cœur de l'Europe



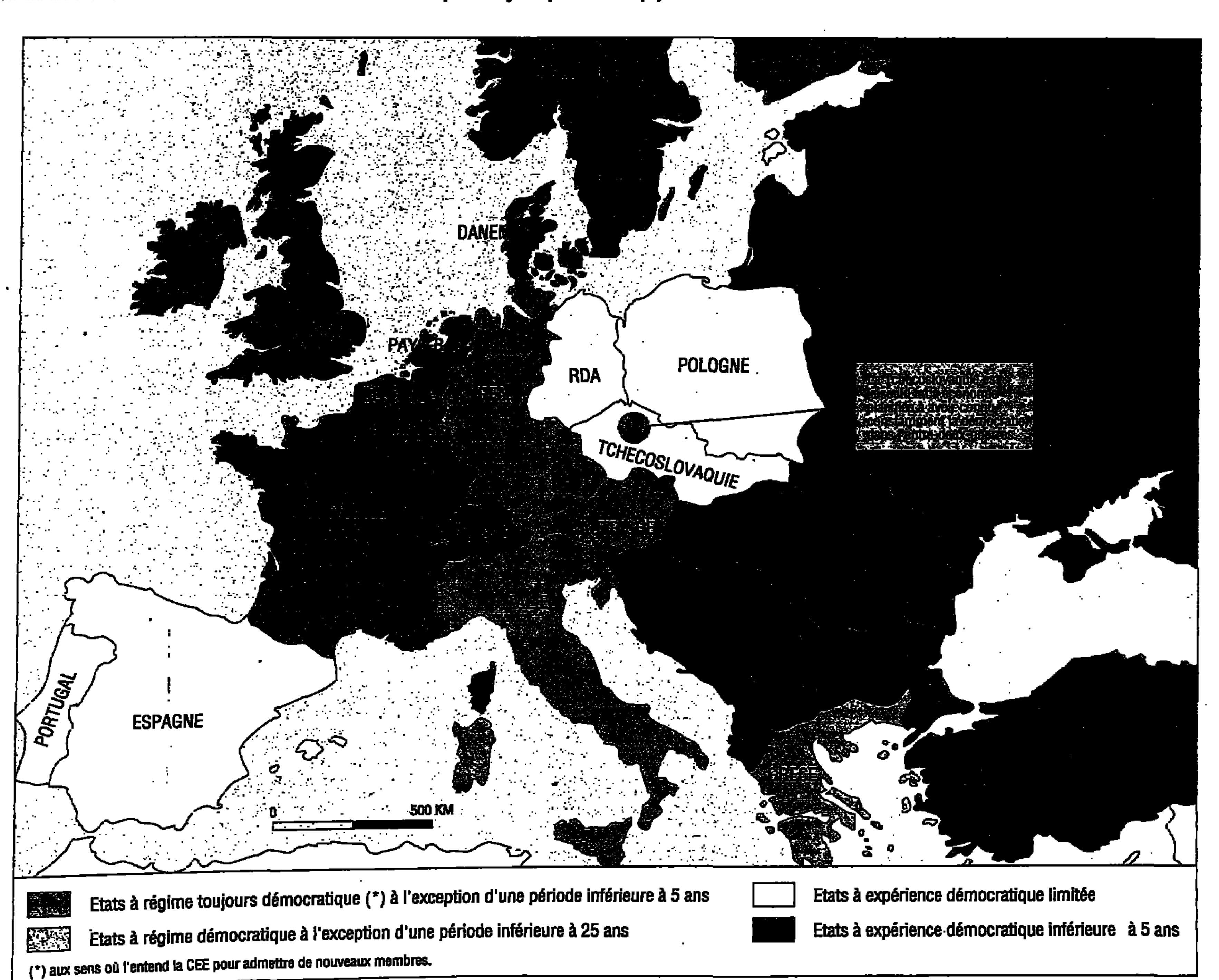
MINORITÉS, VICTIMES DE L'HISTOIRE ET DES LIGNES DE PARTAGE

NORVEGE
SUEDE
ESTONIE
LETTONIE
DANEMARK
IRLANDE
ROYAUME-UNI
PAYS-BAS
TCHECOSLOVAQUIE
SUISSE
HONGRIE
ROUMANIE
BULGARIE
PORTUGAL
ESPAGNE
GRECE
0 500 KM

Allemand — Polonais — Bulgares — Italiens — Croates — Grecs — Estoniens — Lituaniens
Français — Hongrois — Turcs — Slovènes — Serbes — Albanais — Lettoniens — Ruthènes

Un des principes moteurs de la création, au XIXe et au XXe siècles, des Etats-nations a été celui des nationalités. A la base du premier conflit mondial, il a également joué un rôle considérable dans le second. L'immobilisme dans lequel a été figé le Vieux Continent, à la suite de la guerre de 1939-1945, a fait oublier la réalité ethnoculturelle de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Les frontières ou les « lignes de partage » créées en 1945, comme celles qui leur ont préexisté, ont fait fi de certaines données nationales. Les « nationalités » définies par un trait culturel commun (la langue ou la religion par exemple) ou par l'attachement à un territoire, un « lieu de mémoire », ont été souvent ignorées. Il suffit d'observer les frontières, considérées désormais comme « intangibles » à la suite des accords d'Helsinki, pour s'en persuader. Des nationalités sont divisées entre plusieurs Etats, et des populations entières ont été déplacées. La perestroïka a eu pour effet de libérer les aspirations des peuples et des minorités de l'Est à disposer d'eux-mêmes. Le caractère « artificiel » de certaines de ces frontières est alors apparu clairement. Certains Allemands en prennent prétexte pour contester l'ordre issu de la guerre, mais d'autres nationalités (Hongrois de Roumanie, Turcs de Bulgarie, etc.) se considèrent fondées à revendiquer une certaine autonomie, garantie par des accords officiels. La Commission de coopération juridique avec les pays de l'Est, créée au sein du Conseil de l'Europe, a récemment mis à l'étude une demande du représentant hongrois visant à étudier de près *« le problème particulier du statut légal des minorités, source fréquente d'incompréhension, d'hostilité et même de conflits armés sur ce continent »*.

GÉOGRAPHIE DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉTAT DE DROIT



La construction démocratique de la nouvelle Europe devra tenir compte d'un facteur historique souvent négligé : le passé politique des Etats que la presse qualifiait ces dernières semaines de *« pays en voie de démocratisation »*. L'échec des régimes démocratiques, au cours de l'entre-deux-guerres, dans les Etats créés sur le territoire des anciens empires austro-hongrois, russe ou ottoman, a souvent été expliqué par un *« manque d'expérience »* préalable. On peut, en effet, dresser une typologie faisant apparaître des Etats *de vieille tradition* parlementaire ; d'autres dans lesquels la démocratie a alterné avec la dictature ; et d'autres enfin n'ayant aucune expérience de l'état de droit. Mais, même dans le petit nombre d'authentiques démocraties des forces de déstabilisation demeurent puissantes. Ainsi, les Eglises, qui ont joué parfois un rôle libérateur, pourraient, en retrouvant une position dominante dans la société, reprendre leur rôle traditionnel de frein social, voire, pour les plus conservatrices d'entre elles, devenir les alliées de la réaction. Les minorités ethniques peuvent avoir des fonctions semblables : ici, boucs émissaires ; là, foyers d'irrédentisme ; ailleurs, graines de fascisme.

L'ÉCONOMISME

Voyage aux pays du

(Suite de la première page.)

Ils ont beau savoir que tous les Occidentaux n'habitent pas avenue Foch et ne passent pas leurs vacances dans une île de rêve ou un ranch de l'Arizona, les Européens de l'Est enjolivent quand même leur vision d'un monde qu'ils ont si longtemps convoité. S'ouvrant à son système économique, ils risquent fort de se retrouver dans la situation de ces 20 000 personnes – elles étaient 6 600 voilà cinq ans – qui, à Montréal, ne peuvent manger chaque jour que grâce aux secours distribués par 374 organisations charitables (4) dont l'équivalent n'existe encore dans aucune grande ville de l'Est.

L'Europe orientale s'est délivrée de régimes inefficaces et corrompus, tout comme en 1986 les Philippines se sont débarrassées de la dictature de Ferdinand Marcos. Celui-ci fit fortune en détournant une bonne moitié des crédits octroyés par des Occidentaux qui, en bons professionnels, âpres au gain et fort compétents, ne pouvaient ignorer l'escroquerie. Les mêmes bailleurs de fonds se montrent moins « généreux » pour l'actuel gouvernement que pour le précédent. N'ayant en rien amélioré les conditions de vie de ses administrés, et après avoir non sans mal résisté à plusieurs tentatives de putsch militaire, Mme Aquino annonce, pour les dix premiers mois de 1989, un déficit commercial de 2,2 milliards de dollars, deux fois plus élevé que l'année précédente. Tel est le résultat de la compétition mondiale, du choc entre le pot de terre et le pot de fer. Les Philippines avaient enregistré en 1988 un modeste excédent de leur balance des paiements (159 millions de dollars) ; elles prévoyaient qu'en 1989 ce chiffre serait porté à 390 millions. Un tel calcul pouvait paraître raisonnable, mais à la condition de faire abstraction du « capitalisme réel ». Celui-ci a conduit le pays à un déficit de 541 millions en neuf mois (5).

Bien entendu, les Philippines ne sont pas l'Europe de l'Est. Riche de sa longue histoire, le Vieux Continent saura bien éviter semblable désastre. Comment ne pas le souhaiter ardemment ? Mais comment oser en être certain lorsqu'on découvre *(voir ci-dessous l'article de Gilbert Lagouanelle et Daniel Druesne)* le tableau de la grande pauvreté que, pour la France, brossent des responsables du Secours catholique ? Le dernier rapport du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) montre que le nombre des ménages les plus pauvres s'accroît deux fois plus vite que la population. Certains individus naissent pauvres mais, de plus en plus souvent, en France, on *devient* pauvre ! Pendant ce temps, les revenus du capital (dividendes d'actions et d'obligations, loyers) ont plus que doublé entre 1982 et 1986 (6).

En Grande-Bretagne, où le libéralisme bat son plein, la misère, en un seul hiver, a fait mourir 400 enfants de moins d'un an (7). L'auteur de l'enquête sur cette poussée de mortalité infantile observe qu'une vive émotion n'eût pas manqué de secouer l'opinion si un avion-cargo rempli de 400 bébés s'était écrasé au sol... Une société civilisée maîtrise à la perfection l'art de diluer ses drames.

Les pays de l'Est, après toutes les épreuves qu'ils ont subies, vont découvrir le prix humain du « capitalisme réel ». Ce prix est beaucoup plus lourd qu'ils ne l'imaginent. La course à la rentabilité, à la modernisation, au profit, inflige à la *société* de sérieux dégâts lorsque, délibérément ou par inadvertance, on n'accorde qu'un regard distrait aux finalités sociales de l'économie. Toute l'Europe de l'Ouest est en proie à ce paradoxe : des investissements considérables créent des emplois sans pour autant parvenir à faire reculer le chômage. Or c'est par millions qu'en Europe de l'Est se comptent les chômeurs potentiels : l'ancien régime les maintenait artificiellement en activité ; ils vont se trouver sans travail, et leurs familles sans ressources. Ainsi le veut ce que *Fortune* (8) appelle le *« capitalisme démocratique »*, formule d'une instable combinaison chimique dans laquelle l'élément capitaliste, avec ce qu'il suppose de compétition acharnée – *« malheur aux vaincus ! »* – l'emporte sur l'élément démocratique : dignité, épanouissement de la personne, solidarité, partage.

DIVERSES voix s'élèvent à l'Est pour proclamer : *« Les rapports de marché sont évidemment durs. Une économie de marché sous-entend faillites, inégalités de revenus et stratification de la société, mais on ne connaît pas d'autre voie conduisant à une vie digne de ce nom* (9). »

D'abord les faillites : aux Etats-Unis, pour une valeur de 12,7 milliards de dollars, 159 faillites en 1986 ; et 133 seulement en 1989, mais pour une valeur de 70 milliards... Les milieux boursiers ne versent pas une larme sur le sort des perdants. Au contraire, ils se réjouissent de l'aubaine ainsi offerte à ceux qui rachètent à bas prix. Mieux encore : les firmes financières spécialisées dans les montages de sociétés ont perçu de confortables honoraires pour concevoir et organiser de catastrophiques restructurations ; elles vont une seconde fois être grassement rémunérées pour réparer les dégâts qu'elles ont elles-mêmes causés... *« Faire des profits en défaisant ce que l'on a fait est une riche tradition à Wall Street »*, observe le *New York Times* (10).

Fût-il moins brutal, ce cannibalisme d'entreprises, déjà engagé en Pologne et en Hongrie, sera dévastateur dans les pays de l'Est car ils ne possèdent ni la base économique, ni l'expérience, ni les institutions tant soit peu capables de faire régner « la loi et l'ordre » dans la jungle des affairistes.

Quant aux inégalités de revenus et aux stratifications sociales que *les Nouvelles de Moscou* acceptent d'un cœur léger, elles dégradent la société dans son ensemble, jettent à la rue des masses croissantes de sans-abri (11), multiplient le nombre de délinquants, créent un terrain favorable à la drogue... En cinq ans, les meurtres annuellement commis à Washington sont passés de 148 à 372, soit une augmentation de 151 % (12).

Les pays de l'Est doivent bien penser que le respect des lois du marché n'implique pas nécessairement un capitalisme aussi indifférent à l'homme. Ils ne sont pas condamnés à choisir entre le système étouffant qu'ils ont rejeté et le plus absurde darwinisme économique et social.

Les populations qui se sont libérées du stalinisme ne peuvent en rien, toutes seules, modifier les règles du capitalisme mondial. Ces règles mettent en péril, partout, les démocraties encore fragiles. Ainsi l'Argentine, avec un produit national brut de 76 milliards de dollars, a une dette extérieure de 60 milliards dont les trois quarts (45 milliards) datent de la dictature militaire. Ce sont les lois du capitalisme, non celles de la démocratie, qui prétendent lui faire rendre gorge, alors que, en décembre, les prix à la consommation ont grimpé de moitié, pendant que la monnaie nationale perdait 50 % de sa valeur par rapport au dollar (13). Les zones de pauvreté s'étendent : les pauvres, en démocratie, remboursent les dettes de la dictature renversée. L'Europe de l'Est endettée est promise au même destin.

Les effets humains de la loi d'airain de ce capitalisme-là apparaissent cruellement dans le cas du Brésil, pourtant riche en ressources naturelles et humaines. Ce pays a un produit national brut de 354 milliards de dollars, et une dette extérieure de 124 milliards. Mais voici toute la beauté du système : de 1972 à 1988, le Brésil a versé aux banques commerciales des intérêts de 176 milliards, soit 52 milliards de plus que le montant de sa dette... La Pologne sera-t-elle saignée de la même manière ?

Un document du Conseil national des Eglises chrétiennes établit que les intérêts payés par le Brésil au cours de la seule année 1988 *« correspondent à 266 millions de salaires mensuels au minimum vital, ou bien à 81 700 salles de classe, ou encore à des logements pour 30 millions de personnes »*. Au cours de la décennie écoulée, les deux tiers des familles brésiliennes ont survécu, d'après le gouvernement, avec moins de 450 francs par mois. Chaque année, 300 000 enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge d'un an (14). Leur vie eût été tellement misérable que cela vaut mieux pour eux, estiment sans doute les tenants du « capitalisme réel ».

ACCUMULÉE au fil des ans, la « crise de la dette » n'éclata avec retard aux yeux du grand public qu'en 1982 lorsque le Mexique annonça qu'il n'était plus en mesure d'assumer ses obligations. Sa dette s'élevait alors à 80 milliards de dollars. Elle a maintenant atteint 100 milliards alors que, entre-temps, le pays a déboursé 56 milliards de plus qu'il ne recevait sous forme de nouveaux crédits. Plus largement il rembourse, et plus sa dette s'alourdit...

Chiffres astronomiques, au caractère irréel, abstrait. C'est pourtant la réalité qu'il faut voir en face. Elle est inacceptable dans un monde libre, à l'Est comme au Sud. En dix ans, le pouvoir d'achat des salaires au Mexique a chuté de moitié. En 1982, un salarié rémunéré au minimum « vital » (23 francs par jour...) travaillait trois quarts d'heure pour acheter une livre de poulet ; pour le même résultat, il lui faut aujourd'hui travailler trois heures et demie. Pourquoi mangerait-il du poulet chaque jour ? Il doit cette année travailler trente minutes, au lieu de vingt en 1982, pour une livre de pommes de terre, et une heure au lieu de sept minutes pour une livre d'oignons.

Une étude des Nations unies révèle que, entre 1982 et 1988, un peu plus de 5 millions d'enfants mexicains ont abandonné l'école élémentaire et travaillent afin de gagner quelques maigres pesos pour leur famille aux abois. Mais, grâce aux libertés que définissent les lois du marché, chaque année de riches Mexicains peuvent sans entrave expatrier une dizaine de milliards de dollars vers des contrées plus sûres (15). La libéralisation aura les mêmes effets à l'Est.

Si l'on veut restreindre l'aire géographique du « capitalisme réel » aux quartiers prospères de l'Occident industrialisé, alors les Européens de l'Est font preuve de sagesse en adoptant ses règles. Mais, comme le montre le libre flux des capitaux du Sud pauvre vers les pays riches, le capitalisme règne sur les trois quarts de la population mondiale.

Directeur général de l'UNICEF, M. James P. Grant déclarait, le 12 décembre dernier, à Washington, que ce système mondial laisse mourir chaque jour 40 000 enfants victimes de maladies bénignes que l'on sait parfaitement guérir, et que, faute de soins, 500 000 femmes meurent en couches chaque année. Il rappelait que les dépenses de santé et d'éducation sont les premières victimes des « plans d'ajustement » imposés par le FMI au nom des banques privées dont le siège social est établi dans les pays démocratiques. Le Nord riche n'a accordé aux autres régions du monde capitaliste que 0,35 % de son produit intérieur brut, soit 47,6 milliards de dollars en 1989, alors que, dans le même temps, il a reçu du Sud, au titre du service de la

(4) « La faim à Montréal », *France-Québec*, décembre 1989.
(5) « Philippines Deficit Doubles », *International Herald Tribune*, 28 décembre 1989.
(6) CERC, *Les Français et leurs revenus : le tournant des années 80*, La Découverte et la Documentation française, Paris, 1989.
(7) *The Independent*, 5 janvier 1990.
(8) *Fortune*, 15 janvier 1990.
(9) Leonid Treer, *les Nouvelles de Moscou*, 22-31 décembre 1989.
(10) Article repris dans *International Herald Tribune*, 3 janvier 1990.
(11) Voir dans *US News and World Report*, 15 janvier 1990, l'enquête menée dans vingt-sept villes américaines.
(12) *Newsweek*, 13 mars 1989.
(13) *Time*, 8 janvier 1990.
(14) *International Herald Tribune*, 27 juillet 1989.
(15) « Deal Is Done, but Mexico's Poor Still Pay », *International Herald Tribune*, 26 juillet 1989.

De la pauvreté

Par PHILIPPE LAGOUANELLE et DANIEL DRUESNE *

ETONNANT... l'étonnement de ceux qui, avec la publication de l'étude du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) (1) « Le tournant des années 1980 », découvrent subitement qu'en France l'écart entre riches et pauvres n'a fait que s'accroître durant cette dernière décennie.

Voilà déjà dix ans, le Secours catholique alertait l'opinion et les pouvoirs publics en publiant le dossier *Et chômeurs...*. Il révélait *« une accélération de la détresse » : Des pauvretés nouvelles sont apparues qui frappent de plus en plus et de plus en plus lourdement.* » Ce cri des pauvres fut répété inlassablement les années suivantes : 1981, dossier sur les dettes des ménages à l'égard d'Electricité de France (EDF) ; 1984, dossier sur le logement, *Et se loger...*, et publication du document épiscopal *Attention... pauvretés* ; 1985, dossier sur la solitude, *Et seuls...*. En 1988, le rapport *Et les pauvres, monsieur le président ?*, remis à M. François Mitterrand, précisait : *« Depuis plus de dix ans la pauvreté croît dans notre pays... Avec les pauvres, c'est toute notre société qui se fracture. »*

Une abondante littérature sur le thème de la pauvreté a jalonné les années 80. Des rapports ont été publiés à la demande d'institutions telles que le Conseil économique et social (du rapport Péquignot sur *la Lutte contre la pauvreté* (1979) à celui du Père Joseph Wresinski sur *Grande Pauvreté et Précarité économique et sociale* » (1987) ou commandés par les premiers ministres en exercice, telles les « 60 propositions contre la précarité et la pauvreté » (1981), document toujours actuel, plus connu sous le nom du président de la commission qui l'élabora : le rapport Oheix, ou encore le « rapport Charvet », en 1983, qui, lui, ne fut pas rendu public.

L'Etat dut prendre, en octobre 1984, des dispositions d'urgence pour répondre à cette montée de l'exclusion. Un hiver rigoureux sensibilisa le public.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Depuis plusieurs mois, le nombre de demandeurs d'emploi s'est stabilisé. Il tend même à décroître. Mais l'augmentation de la précarité des emplois et la détérioration des conditions du chômage interdisent toute euphorie. L'effectif des salariés sous contrat temporaire a presque triplé en douze ans. Sur 9 millions de contrats de travail signés en 1988, il n'y a eu que 1 million d'embauches fermes alors qu'ont été signés 5,5 millions de contrats d'intérim et 2,5 millions de contrats à durée déterminée (2).

Conséquence immédiate : le nombre d'heures effectuées par certains est insuffisant pour qu'ils puissent prétendre à une indemnisation de l'UNEDIC. C'est ainsi que 400 000 dossiers de demande d'allocation ont été rejetés sur les quatre premiers mois de 1989 dont un sur deux pour *« durée d'affiliation insuffisante »*. Cette raison n'intervenait que pour 40 % en 1985. Parallèlement, la durée moyenne du chômage augmentait, elle, de quinze jours entre mai 1988 et mai 1989. Des populations de plus en plus vulnérables et fragilisées courent des risques de rupture sociale de plus en plus graves.



Abidine Dino

Depuis dix ans, la courbe des demandes d'aide auprès du Secours catholique n'a cessé de croître (3), mais l'examen attentif des statistiques fait apparaître une constance des causes et des profils de pauvreté. Les pourcentages, bien que les masses augmentent, ne varient pratiquement pas d'une année sur l'autre. Quelques exemples illustrent ce phénomène.

Le nombre des jeunes de moins de vingt-cinq ans en difficulté est stabilisé autour de 15 % de l'ensemble de ceux que le Secours catholique rencontre. Pourtant, les gouvernements successifs ont dépensé beaucoup d'énergie et de fonds publics pour mettre en place des solutions présentées comme adaptées à cette population : des travaux d'utilité publique (TUC) aux stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP), des contrats de qualification, d'adaptation, en alternance, d'emploi-formation, les dispositifs pour les seize-dix-huit ans et maintenant le crédit-formation.

Le taux de personnes sans qualification professionnelle s'élève à environ 70 % des sollicitations. N'est-ce pas la résultante des limites à notre système éducatif et de l'inadaptation de la formation à une catégorie de la population, celle des pauvres ? La société est d'ailleurs attentive à ces failles. Le débat sur le devenir et l'adaptation de l'éducation nationale est au cœur de cette prise de conscience. L'Etat et le milieu associatif mettent en place des programmes de lutte contre l'illettrisme et intensifient le développement de l'aide scolaire aux enfants en situation d'échec.

Le pourcentage de personnes et foyers ayant des dettes se maintient à 60 % de l'échantillon du Secours catholique, bien que des fonds spéciaux, dans le cadre des plans annuels « pauvreté-précarité », aient été débloqués depuis 1984 afin de répondre aux impayés de loyer et aux dettes d'électricité. Pour les premiers, les dispositifs ont connu bien des lourdeurs : accès difficile ; non-généralisation sur l'ensemble des départements ; non-prise en compte du parc locatif privé alors qu'une partie importante de populations défavorisées y réside faute de pouvoir accéder au parc public ; sélection des personnes les plus solvables.

Ces dysfonctionnements ont amené le gouvernement de M. Rocard à proposer une nouvelle loi sur le droit au logement qui organise un système plus dynamique et plus performant, centré sur les plus démunis. Pour les dettes d'électricité, les commissions aux impayés d'EDF ont fait l'objet des mêmes critiques. C'est pourquoi la circulaire du plan pauvreté 1990 annonce de nouvelles conventions renforcées entre l'Etat et EDF, impliquant plus activement EDF en vue d'assurer un meilleur accompagnement des populations concernées. Ces orientations successives proviennent souvent du même constat : l'échec des dispositifs précédents, qui s'effilochent alors qu'ils partaient des meilleures intentions.

Victimes d'anomalies administratives

RETARDS et dysfonctionnements administratifs sont aussi causes de pauvreté. Depuis dix ans, un dossier sur quatre traités par le Secours catholique révèle une anomalie administrative, une mauvaise application de la réglementation, la lourdeur de mécanismes sophistiqués. Le rapport Péquignot... en 1979 faisait des propositions pertinentes qu'il serait grand temps d'appliquer :

« Pour lutter contre ce que nous avons appelé les conséquences « perverses » des réglementations les mieux intentionnées, il serait opportun : d'être à même de dresser une évaluation permanente de toutes les mesures prises pour lutter contre la pauvreté ; de réfléchir aux décisions à venir sous l'angle des difficultés ou des incapacités d'utilisation pour les plus défavorisés qu'elles peuvent receler ; de procéder préalablement auprès de ce type de population à une expérimentation des mesures que l'on se propose de prendre, afin de prévoir les difficultés de leur application ; d'évaluer le coût de l'efficacité des procédures et des contrôles administratifs qui opposent à une clientèle unique parfois autant de procédures distinctes et d'administrations parallèles, sinon rivales, que ces populations possèdent de besoins, ce qui joue certainement un rôle dans le fait que les meilleures intentions ne bénéficient pas toujours aux cas les plus graves et les plus intéressants. »

Pour la commission Oheix, en 1981, il convenait :

« De faciliter l'accès au droit ; de donner un crédit sur l'ouverture du droit ; c'est-à-dire d'étendre le système des droits supposés ; de raccourcir les délais entre l'ouverture du droit et la liquidation de la

(1) *Les Français et leurs revenus*, La Découverte/La Documentation française, Paris, 1989.
(2) Source : *Liaisons sociales*, 9 novembre 1989.
(3) « La défaillance sociale des démocraties », *le Monde diplomatique*, mai 1988.

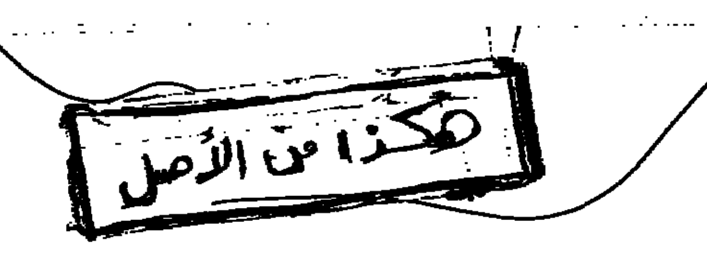
* Respectivement, responsable du RMI et rédacteur en chef de la revue *Messages* au Secours catholique.

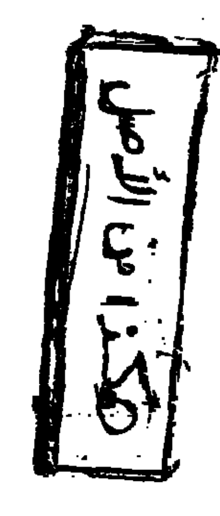
CONTRE LA D…

capitali…

en Fran…

TÉMOIGNAGE





CONTRE LA DÉMOCRATIE

capitalisme « réel »

dette, 178 milliards de dollars (16). On ne voit pas pourquoi, de lui-même, le *« capitalisme réel »* envisagerait de modifier un tel système, fût-ce au profit des pays qui sortent du communisme honni.

LES pays d'Europe de l'Est ont-ils quelque chance d'échapper à une aussi scandaleuse mise à sac ? Ils peuvent le souhaiter, et les Européens de l'Ouest, eux, doivent le vouloir, faute de quoi le Vieux Continent sera déchiré par d'insupportables contradictions qui le conduiraient au chaos. Si ce vœu, fragile hypothèse, était exaucé, une faille profonde serait ouverte au cœur même de la stratégie capitaliste : parce que Européens, les pays sous-développés de l'Est bénéficieraient d'un traitement préférentiel, refusé à ceux du Sud. Une telle forme d'égoïsme continental mettrait en lumière l'hypocrisie intrinsèque du système. Elle s'exprime déjà, et non sans cynisme.

Bien que le régime de Ceausescu soit unanimement vilipendé, certains parviennent à lui trouver quelque mérite. Il a ruiné le pays, mais du coup celui-ci *« offre deux atouts importants pour les Occidentaux »*, déclare sereinement M. Claude Cardot, PDG de la Banque franco-roumaine, dont le siège est à Paris (17). *« Résultat d'une politique aberrante du point de vue intérieur roumain »*, reconnaît-il, le pays n'en a pas moins remboursé ses dettes, et c'est là *« un point très positif en matière de développement économique »*. A quelque chose malheur est bon, surtout lorsqu'il s'agit du malheur des autres.

La Roumanie appauvrie possède un second *« atout »* : afin de rembourser la dette, Ceausescu a *« poussé les exportations de manière extraordinaire »* (13 milliards de dollars en 1988), de telle sorte que *« le pays dispose, dans le monde entier, d'un fonds de commerce de clients réguliers »*. C'est, commente M. Cardot, *« un acquis non négligeable »*. Il cite les entreprises françaises installées sur les terres du « génie des Carpates » : Aérospatiale, Télémécanique... Dans quelle mesure ont-elles bénéficié de la *« politique aberrante »* de Ceausescu ? Une seule question se pose à elles : comment profiter maintenant du nouveau régime ? Une seule certitude : pas plus qu'au temps de Ceausescu, elles ne songent à se préoccuper des libertés démocratiques, car il s'agit là d'un problème politique qui, dans l'univers du *« capitalisme réel »*, doit être subordonné aux objectifs économiques...

Cette inacceptable inversion des priorités n'a rien d'inédit. Dans *« l'Europe future*, déclarait-on voilà un certain temps, *les frontières politiques auront moins d'importance qu'autrefois. Ce qui réglera les rapports entre les peuples, ce seront surtout les échanges économiques »*. Ces propos, en parfaite harmonie avec la pensée aujourd'hui dominante, furent tenus à Paris, en 1941, par Mᵉ Friedrich Grimm, présenté comme *« le plus grand juriste »* du Reich hitlérien (18). Mᵉ Grimm, précise un historien (19), *« devait rester l'un des hommes de loi les mieux considérés de la future République fédérale »* !

La priorité que Mᵉ Friedrich Grimm accordait à l'économique n'était pas typique du nazisme (supériorité de la race allemande, antisémitisme, culte de la force, pangermanisme, etc.). Elle réapparaît dans d'innombrables déclarations d'hommes d'affaires et d'hommes politiques contemporains, tout disposés à sacrifier aux intérêts économiques d'inviolables principes de droit touchant aux libertés fondamentales, à l'essence même de la démocratie.

CET économisme, qui façonne de plus en plus les politiques intérieures et les relations internationales, y compris avec l'Est, reste extrêmement fort dans un pays qui, sans avoir oublié le nazisme, garde particulièrement mauvais souvenir de la folle inflation qui favorisa la victoire électorale d'Adolf Hitler. Il s'exprime avec force dans les propositions de M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale de RFA, pour la future union monétaire européenne (20). Il demande que la Banque centrale à créer pour la Communauté ne soit pas soumise aux *« injonctions politiques »* des gouvernements nationaux, de l'éventuelle autorité politique européenne et du Parlement de Strasbourg.

M. Poehl veut une *« Banque centrale indépendante »*, déterminant une politique monétaire qui s'imposerait au *« secteur public »* et aux *« partenaires sociaux »* pour tout ce qui concerne la *« politique budgétaire et salariale »*. La représentation démocratique est ainsi priée de s'incliner devant le pouvoir technocratique des gouverneurs de la Banque européenne. Ceux-ci, afin de disposer d'une véritable *« autonomie »*, seraient nommés *« pour une durée suffisamment longue »* et *« ne pourraient être démis de leurs fonctions »*. Leur *« indépendance personnelle »* serait assurée par *« un revenu financier adapté, pendant et après leur mandat »*. Il importe, en outre, que *« la nationalité n'interfère en aucune façon »* dans les critères retenus pour le choix des gouverneurs. Il leur suffit d'être d'*« éminents spécialistes »*, seuls *« capables d'émettre un jugement impartial »*.

Ainsi dépouillés de tout pouvoir monétaire, gérant l'économie à l'intérieur du cadre qui leur serait imposé par la Banque, les responsables politiques auraient tout loisir d'inaugurer les chrysanthèmes. La sécurité militaire n'étant pas moins importante que la *« stabilité monétaire »* chère à M. Poehl, on pourrait dans le même esprit confier la défense de l'Europe à un comité d'*« éminents spécialistes »*, indépendamment de leur nationalité, mais assurée d'un revenu substantiel qui mettrait leur *« autonomie »* à l'abri de toute pression...

Les crimes commis au nom de l'absolutisme religieux ou idéologique (nazisme, communisme...) et de tous les fanatismes à caractère nationaliste sont condamnés avec une belle vigueur. Non moins grands sont les crimes commis au nom de cette idéologie perverse qu'est l'économisme. Rivalités économiques et calculs d'intérêt ont joué un rôle déterminant dans les deux guerres mondiales comme dans les aventures coloniales et le pillage des tiers-mondes. Pour les pays les plus faibles, l'économisme est aussi meurtrier qu'une guerre.

L'Europe de l'Ouest ne peut accepter que, pour les peuples de l'Est, les très relatives « lois » du marché l'emportent sur les impératifs absolus de la démocratie. La liberté des citoyens dans l'Est européen compte beaucoup plus que la « liberté » du marché telle qu'elle est conçue et manipulée par les affairistes. Nul ne peut accepter que des peuples à peine sortis du *« socialisme réel »* soient un jour conduits à se rebeller contre un *« capitalisme réel »* qui aurait poignardé leurs aspirations à la démocratie et au mieux-être social. Le risque est d'autant plus grand que sont toujours fragiles les démocraties dans des pays appauvris, et fortes les tentations fascisantes en ces régions d'Europe trop longtemps soumises à des formes brutales d'autoritarisme.

CLAUDE JULIEN



MARCEL GROMAIRE. – Le chômeur (1936).

(16) Voir l'article de Claire Brisset dans *le Journal de Genève*, 14 décembre 1989.

(17) Entretien accordé à *la Tribune de l'Expansion*, 29 décembre 1989.

(18) Entretien accordé au *Matin*, 20 janvier 1941, à l'issue d'une conférence publique dans une grande salle parisienne.

(19) Lucien Steinberg, *les Allemands en France, 1940-1944*, Albin Michel, Paris, 1980. Pour Mᵉ Grimm, la primauté de l'économique s'affirmait non seulement sur le politique mais aussi sur le droit. En témoigne ce fait rappelé par Lucien Steinberg : deux ans avant l'entrée des troupes nazies en France, un jeune juif polonais, Herchel Grynszpan, avait assassiné à Paris le conseiller d'ambassade Ernst von Rath. Par ce geste, l'auteur de l'attentat voulait attirer l'attention sur les persécutions des juifs. Arrêté, condamné par un tribunal français, interné à Fresnes, il avait été *« subrepticement libéré par de bonnes âmes »*. Mais, repris, il fut *« déporté à Sachsenhausen où sa piste se perd en 1943... »* Les nazis avaient d'abord eu l'intention d'utiliser Herchel Grynszpan comme pièce centrale d'un *« procès à grand spectacle préfabriqué à Berlin contre la République française et la « juiverie internationale »*. Avant de renoncer à cette opération, les nazis avaient *« préposé à sa préparation l'un des plus éminents juristes allemands. Mᵉ Friedrich Grimm, qui avait déjà représenté le ministère des affaires étrangères du Reich auprès de la cour d'assises française (...), n'avait pas hésité à faire confisquer toutes les pièces de l'inviolable dossier de la défense au cabinet parisien* [du grand avocat] *Mᵉ Moro-Giafferi »*.

(20) Voir son article, *le Monde*, 18 janvier 1990. M. Poehl cite en exemple de l'indépendance d'une banque à l'égard du pouvoir politique, le conseil de la réserve fédérale (Fed) américain ; il est intéressant de noter que M. Milton Friedman, Prix Nobel d'économie et théoricien du monétarisme, proposait, au contraire (dans un entretien paru dans *le Monde* du 8 novembre 1988), l'abolition du Fed.

en France

prestation ; d'abolir les irrégularités dans les rythmes de versement afin d'éviter les ruptures dans la trésorerie des familles ; de prolonger la protection jusqu'à ce que le relais soit pris par un autre système de prise en charge ; de gérer les indus de manière personnalisée. »

Les mêmes causes produisant les mêmes effets et l'habitude étant pour l'administration une seconde nature, presque rien de neuf n'a permis de faciliter l'accès aux droits des populations les plus défavorisées. La bonne volonté ne manque pas, mais l'intention ne vaut pas le fait.

Depuis dix ans, les réponses à la pauvreté ont été élaborées en termes de « nouvelles » prestations, de « nouveaux » dispositifs, de « nouveaux » statuts, le tout fonctionnant sur le principe des strates successives des politiques, des décrets et des circulaires. En matière de logement, il y a eu les lois Quilliot et Méhaignerie. Aujourd'hui, la loi Besson se peaufine. Pour l'enseignement, il deviendrait cruel de citer des noms. Un peu comme si l'on préférait corriger le tir en fonction des circonstances que d'opérer une nouvelle évaluation des politiques de l'Etat.

Le revenu minimum d'insertion (RMI) est la plus récente illustration de ce mode de fonctionnement. Voilà une loi adoptée en novembre 1988 à la presque unanimité de la représentation nationale. Un an après, le bilan de son application est très mitigé.

Le mode de calcul de la prestation fait partie de ces labyrinthes dont l'administration française a le secret. La complexité est telle que seuls les initiés ont une chance de s'y retrouver. Lors du dépôt de la demande de RMI, il sera tenu compte des ressources perçues par le demandeur et sa famille au cours des trois derniers mois. On procèdera alors à une neutralisation sélective de « certaines » ressources jusqu'à un « certain » plafond pour « certaines » d'entre elles. On regardera aussi si la personne ne bénéficie pas d'avantages en nature : parmi ceux-ci on ira jusqu'à retirer 2 % du RMI par 100 mètres carrés pour tout jardin exploité supérieur à 200 mètres carrés ! Curieuse manière d'encourager la remise à l'activité et l'insertion. Vaudrait-il mieux quémander quelques boîtes de conserve – non déclarables ! – auprès de l'association humanitaire locale que de cultiver son jardin... ?

Puisque complexe est le calcul, le bénéficiaire du RMI recevra lors de la notification de la prestation par la caisse d'allocations familiales (CAF) un document explicatif très... hermétique. *« Ce sont les contraintes de l'informatique »*, explique-t-on à la Caisse nationale d'allocations familiales, qui est consciente de cette difficulté et compte améliorer la transparence et la compréhension de l'information.

Le traitement des dossiers RMI en est-il facilité ? En moyenne, trente-neuf jours sont nécessaires pour percevoir la prestation. Le système d'avance qui pourrait pallier les conséquences de tels délais pour les personnes dans le plus complet dénuement fonctionne très mal. Et, paradoxe, devant ces carences, des organismes caritatifs comme le Secours catholique sont sollicités par les services sociaux publics, car certaines prestations d'aide sociale facultatives se trouvent comprimées puisque désormais le RMI est en place.

Le dossier étant réexaminé par la CAF tous les trois mois, et certaines familles, du fait d'un salaire temporaire, pouvant entrer et sortir du dispositif, les bénéficiaires du RMI doivent faire preuve d'une capacité particulière à gérer un budget très limité. Le rapport Oheix avait déjà repéré ce danger : *« De nombreuses personnes voient leur vie désorganisée à cause des à-coups de leurs recettes, à-coups qu'ils ne peuvent amortir faute précisément de réserves financières même modestes. »*

L'excès de réglementation du dispositif RMI oublie que toute mesure en faveur des pauvres doit tenir compte d'une remarque essentielle du rapport Péquignot : *« Toute la réglementation (démarche à faire, pièces à produire, délais à respecter) est fondée sur le principe que « nul n'est censé ignorer la loi ». Or, avec les populations en difficulté, c'est le postulat inverse, « nul n'est censé connaître ses droits », qui devrait être pris pour base d'élaboration de la réglementation. »*

L'une des leçons à tirer du décalage, voire du mur d'incompréhension, qui existe entre les faiseurs de lois et réglementations sociales et ceux qui en sont les destinataires potentiels, n'est-elle pas d'ordre culturel ? Mieux connaître, prendre en compte, respecter et intégrer la culture des familles en difficulté devrait être le point de départ de tout projet social.

La Mutualité sociale agricole, par exemple, est particulièrement consciente des freins (perception d'une allocation destinée aux « marginaux en ville », refus de l'assistance, crainte de l'hypothèque posée sur les biens personnels dès la perception du RMI) qui gênent la mise en place du RMI en milieu rural.

Mais le risque majeur est encore à venir. Il porte sur le volet « insertion » lié à la prestation. L'Etat est aujourd'hui pris en tenaille entre l'efficacité immédiate qui a prévalu à la mise en place (trop) rapide du revenu minimum et la crédibilité des contrats d'insertion. Les statistiques à venir ne donneront ici qu'une indication relative. On peut en effet multiplier à vau-l'eau le nombre des contrats bouche-trous qui n'auraient plus rien à voir avec la volonté et l'énergie du corps social déployées dans une lutte efficace contre la pauvreté et le développement d'une réelle solidarité.

C'est donc en premier sur ses propres pratiques que l'Etat doit choisir et se remettre en cause. Les politiques sociales oscillent depuis longtemps entre les mesures prises pour tous (suivant le principe de l'égalité des citoyens) et des programmes spécifiques sur des populations cibles (comme le logement des immigrés dans le cadre du débat sur l'intégration). Comment dans ces conditions garder un cap cohérent et efficace ?

Deux millions et demi d'exclus

PROGRÈS indéniable, les textes prévoient désormais des phases d'évaluation sur les programmes de lutte contre l'endettement des ménages (loi Neiertz), sur le RMI lui-même avec la mise en place d'une commission *ad hoc*. Encore faudra-t-il préciser les modes d'élaboration des outils d'analyse et les conditions de fonctionnement.

Enfin, les politiques de lutte contre les pauvretés sont passées en dix ans de l'ignorance réciproque des organismes et partenaires sociaux à un partenariat désormais acquis qui facilite les relations négociées entre l'Etat, les collectivités locales et les associations.

Le temps est venu de constituer des réseaux où tous les acteurs assemblent leur savoir-faire, leur capacité et leur implantation sur des objectifs communs d'autant plus accessibles que chacun (pouvoirs publics, collectivités locales, opérateurs divers) peut apporter quelque chose.

Il faut relancer un dynamisme de cet ordre pour l'insertion. C'est essentiel pour les 2,5 millions de personnes en difficulté que compte notre pays.

Mais les collectivités locales traînent les pieds. Les employeurs ignorent le RMI. Les associations se découragent. Les préfets sont submergés par bien des dossiers. Les travailleurs sociaux et les employés aux tâches administratives sont débordés. Les conseils généraux font rarement de l'insertion une priorité. Et l'opinion publique a oublié la chose. 1990 sera donc une année charnière pour le RMI, celle où cette volonté politique sera ou non rejointe par sa concrétisation sur le terrain. Les prochains plans départementaux d'insertion nous fourniront la réponse.

GILBERT LAGOUANELLE
et DANIEL DRUESNE.

L'abondance d'articles liés à l'actualité nous contraint à renvoyer au numéro de mars la suite de la série *« Les citoyens à la conquête des pouvoirs »*.

TÉMOIGNAGE

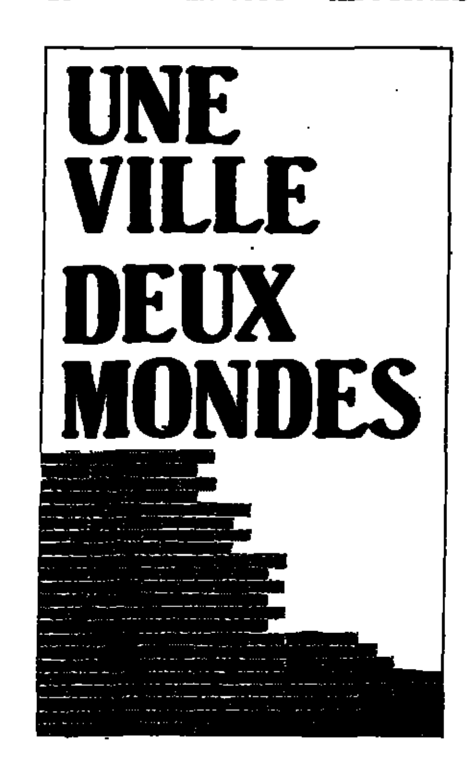
Le gaspillage et la faim

M. Jean-Marc Baillieu, de Paris, nous adresse le récit suivant :

A Paris, la rue du Commandant-Mouchotte longe la gare Montparnasse, plus exactement les voies 1 et 2 de cette gare, d'où partent et où arrivent les rames du TGV-Atlantique. Entre les voies et la rue du Commandant-Mouchotte, un bâtiment abrite, entre autres, l'entrepôt de la société Servair, chargée de la restauration à bord des rames du TGV. Les poubelles de la société Servair sont sorties sur le trottoir du côté pair de la rue du Commandant-Mouchotte (à hauteur du nº 30). Entre le moment où les poubelles sont mises sur le trottoir et le moment où les éboueurs en emportent le contenu, le spectacle est quotidien d'êtres humains qui fouillent ces poubelles où ils trouvent les restes des plateaux-repas servis dans les rames du TGV.

Cet exemple n'est certes pas unique, mais il me semble caractéristique de cette France à deux vitesses mise en place par notre société libérale avancée : ceux qui y sont intégrés et profitent des apports technologiques les plus récents (TGV et procédés de restauration conditionnés) et ceux qui sont en marge et profitent... des restes. Ce processus de « favélisation » s'est passé en 1989, année du Bicentenaire d'une Révolution qui lança la devise « Liberté, Egalité, Fraternité ».





DJAKARTA

A toute vitesse... vers où ?

Centre des décisions politiques et, souvent, économiques et financières, les métropoles ne constituent pas pour autant des exemples de démocratie sociale. Ville-clé parce que capitale de superpuissance, Washington abrite d'immenses détresses (1). Au cours de cet autre voyage aux pays du capitalisme réel, voici Djakarta, en Indonésie. La mégapole vit des transformations impressionnantes, se hérisse de superbes immeubles, se zèbre de larges artères. Au profit de qui ? Pour quoi faire ? Au pied des luxueuses tours, certains Indonésiens commencent à murmurer ces questions...

Par notre envoyé spécial
JACQUES DECORNOY

(1) Lire dans *le Monde diplomatique* de septembre 1989 le premier article de cette série « Une ville, deux mondes », consacrée aux métropoles : « Washington. Misère et racisme dans la citadelle du pouvoir », par Florence Beaugé.

APRÈS avoir travaillé pendant mille deux cent cinquante ans, économisé l'intégralité de son salaire, et donc dépendant d'autrui pour *se nourrir et se vêtir, se logeant Dieu sait* comment, la toujours jeune ouvrière d'une usine textile de Djakarta put enfin s'acheter la maison de ses rêves, semblable à celles qui se construisent dans certains quartiers chics et qui, pour être spacieuses, ne peuvent être qualifiées d'extravagantes. Il lui faudrait encore travailler et économiser pendant quelques siècles pour y garer, comme le veut la coutume locale, deux ou trois Mercedes, une BMW et une luxueuse « japonaise ».

Absurde calcul ? Assurément. Mais sa logique mathématique glacée reflète simplement un ordre social qui ne l'est pas moins. Car il faut bien aller à l'usine pendant plus d'un millénaire avec un salaire mensuel équivalent à 240 francs pour s'acheter cette maison dont le coût est, au bas mot, de 3 500 000 francs. Encore convient-il, pour alimenter cet étrange espoir, d'avoir un emploi. Mais comment ne pas se mettre à la place de qui dispose d'une telle somme pour se bien loger ?... Scrupules louables, et cependant hors de propos : il n'est que de flâner dans un nouveau centre commercial pour constater que, s'étant porté acquéreur de ladite chaumière, et de quelques automobiles de bon goût, l'heureux élu a encore de quoi, sans se soucier du lendemain, se procurer une montre suisse valant 25 000 francs et ces autres menus objets sans la possession desquels la vie ne mérite pas d'être vécue.

Caricature ? Charge facile ? Contraste outré ? Démagogique vision des choses ? Et pourtant, au pied, *littéralement*, du plus luxueux hôtel (en construction) de la ville s'entassent, dans un quartier qui est loin d'être le plus pauvre de la capitale, des dizaines de milliers de gens parmi lesquels l'immense foule des jeunes sans emploi. Comme tous les autres caravansérails de ce type déjà en activité, le Plazza — tel est son nom — accueillera bientôt chaque jour plusieurs ballets de grosses limousines dégorgeant leurs lots de visiteurs élégants qui ne sauraient manquer un séminaire, une réception, ou les derniers airs d'une folle discothèque. Un hôtel où une nuit coûtera — chiffre minimum — par personne l'équivalent de plus de quatre mois de salaire de notre ouvrière du textile.

Cholestérol pour certains, tuberculose pour d'autres

« *ENTREZ dans les années 90* », proclame un immense panneau barrant un chantier de bureaux de luxe. Un étincelant bâtiment va s'ajouter aux plus de cent autres dont l'érection a, en quelques années, bouleversé le cœur de la cité : sièges sociaux, banques, hôtels. Tours aussi, ainsi ces hauts immeubles, sobrement appelés Park Royale, où il fait bon se loger, avec leurs cartes d'accès magnétiques, leur système de sécurité électronique, leurs courts de squash et de tennis, leurs saunas, leurs *executives suites*, leurs piscines, sans parler de cet espace vital où il est sain de cultiver sa ligne avant d'aller signer un contrat.

A moins de préférer résider dans une villa du Kemang Club, 6 hectares de bien-être absolu (sécurité maximale assurée), si près et si loin à la fois des dix, à moins qu'ils ne soient douze millions d'autres Djakartanais qui, estime la Banque mondiale, seront dix-sept millions en l'an 2000. De quelle société est-elle grosse, cette ville en gésine ?

Les gamins qui, aux carrefours, filant d'une voiture à l'autre, vendant quotidiens et magazines, nous l'annoncent, à la « une » d'une publication financière : la déréglementation, c'est la démocratie. Une fois brisées les menottes étatiques, les mains s'emplissent de billets de banque. Et elles œuvrent sans trêve, ces machines à compter les liasses sur lesquelles aiment à s'attarder les caméras de la télévision officielle lors de reportages à répétition sur le rôle moteur des banques, source de mieux-être et de bonheur. La commentatrice n'aura pas eu le loisir de dire qu'il faudra que travaille pendant deux journées l'ouvrière du textile pour s'acheter le magazine en question. Et tout autant pour se procurer le mensuel *Fitness* (La forme) qui lui apprendra comment vaincre son cholestérol. Elle devra cependant procéder à des choix délicats car le salaire versé pour huit heures de labeur quotidien ne lui permet de satisfaire que 50 % à 60 % de ses besoins minimaux (étant entendu que, pour se loger, elle partage une petite pièce avec quatre ou cinq collègues). Il lui faut, pour survivre, travailler jusqu'à douze heures par jour : plus que le cholestérol, la tuberculose et le vieillissement prématuré la guettent. Son voisin l'instituteur, aussi mal loti qu'elle, devra, pour joindre les deux bouts, avoir un second, ou un troisième métier, et, par exemple, vendre un peu de nourriture dans une rue du quartier.

Penser que gagner beaucoup d'argent et devoir tenir son rang dans les sphères élevées de la société libère de toutes les angoisses serait signe de malveillance et, assurément, témoignage d'ignorance. Il s'imposait, ce séminaire long d'une journée qu'a organisé une section de l'Association indonésienne des femmes de médecin. En présence de psychologues, ces dames se sont interrogées sur le sens de leur vie familiale, les meilleurs moyens d'aider leur mari à se hisser haut dans la hiérarchie. Elles eurent l'heureuse idée, afin d'enrichir leur expérience, d'inviter un banquier qui traita ce thème essentiel : « Ce qu'un mari attend de sa femme lorsqu'il arrive au sommet de sa carrière. » Car, fut-il dit, il ne suffit pas, pour que règne l'harmonie, de disposer de meubles de luxe : tout aussi important est l'apport humain de l'épouse. Elles devaient songer à ces graves questions ces femmes de promoteurs immobiliers de la capitale (un secteur de pointe) que reçut récemment au palais la première dame du pays ; ou encore ces dames qui accueillirent la veuve du président Sukarno venue visiter au très sélect Mercantile Club une exposition de diamants présentée par un joaillier italien. Elles pourront aider leurs méritants époux en leur suggérant l'achat de la superbe Isuzu 4200 R, la somptueuse voiture japonaise que vient de dévoiler le Salon de l'automobile de Tokyo. La photo fit, sur une demi-page, la « une » de l'*Indonesian Observer* du dimanche 12 novembre. L'autre demi-page était barrée par ce titre : *« Pour le travailleur pauvre du tiers-monde, chaque jour est un combat. »* Grandeur du métier de metteur en page...

Dimanche matin. Le calme règne dans le quartier septentrional de Pluit, proche de la mer. Seul, à cette heure, le terrain de golf paraît actif. Il est vrai que certains habitants ont délaissé leurs vastes maisons blanches et les rues bordées de massifs de fleurs pour un week-end réparateur sur une île privée, au large de Djakarta. D'autres pourront regarder des programmes étrangers de télévision captés par les très nombreuses antennes paraboliques qui ont poussé dans le secteur. Un bon jour aussi pour laver les Mercedes. Banal, ce jet d'eau sans retenue ? A quelques minutes de là, ils sont des dizaines de milliers à s'entasser dans d'immondes taudis où, pour boire et faire cuire le riz (ne parlons pas de viande), il leur faudra dépenser quelques précieuses roupies, l'eau étant achetée au bidon aux marchands ambulants. La toilette ? Y pourvoira l'eau — si l'on ose qualifier ainsi ce liquide nauséabond — des rivières, canaux et autres caniveaux.


Warta Ekonomi

SPECTACLE BANAL DANS LE CENTRE-VILLE.
Comment chasser ces pauvres qui prolifèrent ?

Une enquête a été récemment menée dans le quartier, lui aussi septentrional, de Gudang Baru, proche du port (1). C'est là que vivent nombre de dockers et leurs familles. Ils sont près de seize mille à végéter *dans* cet enfer, *à plus* de mille à l'hectare, dans la boue, la pourriture, les immondices, les insupportables odeurs. Beaucoup ne travaillent que six à huit jours par mois et gagnent — ces jours-là — de 2 700 à 3 500 roupies, soit entre 9 francs et 12 francs. Elle passe près de ce cloaque l'artère aérienne que construit une société que dirige la fille du chef de l'Etat. Combien faudra-t-il payer pour l'utiliser ? Pour rouler sur la portion de 4 kilomètres d'une autre voie rapide de la capitale, il faut désormais débourser 1 500 roupies (le tarif vient de tripler, ce qui fait scandale car, cette fois, la classe moyenne renâcle !) Pour s'offrir l'aller et retour (six minutes), l'ouvrière du textile devra travailler pendant deux jours. Mais, si elle a l'occasion de regarder la télévision, peut-être l'envie lui prend-elle de quitter Djakarta. Ne lui a-t-on pas montré, très longuement, ce paradis qu'est l'île de Batam, là-bas, au nord, près de Singapour ? Le chef de l'Etat l'a dit : il va falloir former cinquante mille ouvrières pour servir les multinationales de l'électronique qui pourraient s'y installer, sensibles qu'elles devraient être aux conditions sans précédent faites à des firmes étrangères par le gouvernement indonésien. En novembre, le président y a inauguré en grande pompe le nouveau terrain de golf, conçu par un spécialiste américain, destiné à attirer des touristes japonais, et propriété à 40 % d'un des fils du chef de l'Etat — la radio locale, aux juteux revenus publicitaires, appartenant au gendre du vice-président.

Le 16 août 1989, le chef de l'Etat, M. Suharto, assurait qu'en onze ans le nombre d'Indonésiens vivant au-dessous du seuil de pauvreté (2 100 calories par jour) était passé de cinquante-quatre à trente millions. Cette sensible amélioration de la situation, ajoutait-il, a surtout bénéficié aux zones rurales. La population urbaine a globalement moins profité de l'expansion et a surtout vu se creuser le fossé social. Or, si Djakarta n'est pas l'Indonésie, ni la seule grande ville du pays, on estime généralement que plus de 70 % de l'argent en circulation s'y concentre. Non plus seulement dans les limites administratives de la capitale, qui ont perdu beaucoup de leur signification. Il faut désormais raisonner en termes de conurbation et y inclure tout ce qui vit jusqu'à une soixantaine de kilomètres du centre, et donc les villes de Bogor, de Tangerang, de Bekasih. Premiers consommateurs au monde d'acronymes, les Indonésiens parlent d'ailleurs maintenant de Djabotabek.

Or l'avenir de cette société urbaine tel qu'il se dessine déjà est pour le moins contrasté. S'érige une agglomération au service des possédants, par et pour lesquels sont faits les choix majeurs : voiture individuelle contre transports en commun, vastes espaces bien aménagés pour une minorité, mais entassement inhumain pour une masse rejetée le cas échéant vers la périphérie lorsque s'impose la loi de la « modernité » — celle des aires résidentielles, des banques, des bureaux, des autoroutes, des centres commerciaux à air conditionné, musique d'ambiance et télécopieurs. Djakarta possède moins d'autobus que Singapour (trois millions d'habitants). Déjà s'y écoulent avec peine quelque deux millions de véhicules motorisés pour lesquels il va falloir éventrer les quartiers traditionnels qui conservent parfois encore un air campagnard. De quel poids, dans ces conditions, pèse-t-il, cet architecte, bien isolé, qui rêve d'un urbanisme sans ghettos et d'un habitat réellement populaire ? L'argent fait main basse sur la ville dont il sculpte la configuration et les rapports sociaux. A elle seule, une grande compagnie contrôle six mille hectares à Djakarta, et le directeur financier du premier groupe du pays a un salaire annuel (qui n'inclut pas les autres revenus) de 480 000 dollars (2).

Djakarta est ainsi modelée par une alliance exposée au grand jour de plusieurs groupes : la classe politique, qui comprend l'armée et la haute bureaucratie étatique, et les firmes privées — en quasi-totalité aux mains de la minorité d'ethnie chinoise, elles-mêmes insérées dans le cadre plus vaste d'intérêts extérieurs où les Japonais jouent un rôle-clé avec, de plus en plus, les apports taïwanais et sud-coréens. Au centre de ce système se situe la famille présidentielle (*« plus riche que les Marcos »*, dit un observateur modéré de la scène djakartanaise, qui ne peut cependant produire de chiffres) : au poste politico-militaire qu'il occupe depuis bientôt vingt-cinq ans, le président-général n'a rien fait pour dissuader son entourage, et d'abord sa femme, sa fille et ses fils, de bénéficier de fructueuses affaires, estimant que ces opérations se négocient dans la plus stricte légalité. Il n'est à Djakarta de nouveaux projets industriels ou commerciaux, de nouvelles constructions d'importance où l'on ne retrouve quelqu'un de la « première famille ».

Une vieille histoire, car certains liens financiers remontent à bien avant le sanglant tournant de 1965-1966 : M. Liem Sioe Liong, alias Soedono Galim (les Chinois ont indonésianisé leurs noms) finançait, au temps de Sukarno, la division que commandait le futur président Suharto, et l'énorme conglomérat qu'il dirige aujourd'hui continue d'être un des piliers du régime et donc de plier Djakarta à ses vues, qui n'ont rien de philanthropiques. Roi du ciment et prince de cent autres activités, M. Liem Sioe Liong, l'un des hommes les plus fortunés du monde, a en novembre, pour sa firme Indocement, procédé à une augmentation de capital de 335 millions de dollars dans des conditions frisant l'illégalité. Racontant cette opération, l'*Asian Wall Street Journal* notait à deux reprises que l'entreprise a pu bénéficier de passe-droits, grâce à ses liens avec les plus hautes autorités de l'Etat (3).

L'argent, gagné dans les affaires et grâce à une corruption généralisée, s'étale sans vergogne. Si Pluit — déjà mentionné — est d'abord un quartier « chinois », celui qui s'est bâti au sud et que longe la grande avenue Metro-Pondok-Indah regroupe davantage de bénéficiaires bureaucratico-militaires du régime. Ces nouveaux riches n'ont manqué ni d'espace ni de ciment — à preuve ces énormes demeures blanches au style à la fois néo-hellénique et washingtonien, ville dans la ville avec, naturellement, son terrain de golf. Certaines personnes possèdent quatre ou cinq maisons de ce type dans le quartier.



Les terrains de golf ont besoin d'espace

IL n'y a guère de risques de rencontrer, dans cette zone bénie des dieux, ouvriers et ouvrières du textile ou de la chaussure bon marché, qui ont, malgré tout, la chance d'avoir un travail. Mais à quel coût humain ! Le seul syndicat autorisé, qualifié de « jaune » par ceux des Indonésiens qui ne se paient pas de mots, n'a d'autre fonction que de faire tourner sans heurts les usines. Parfois pourtant, quelques craquements se produisent, dont la presse n'aura de toute façon pas le droit de parler, si tant est qu'elle en ait envie. Dans un atelier produisant des chaussures, le travail s'est récemment arrêté et il a fallu évacuer, caché dans un conteneur, un « petit chef » coréen dont les méthodes avaient révolté les ouvriers. Un Indonésien en contact avec le monde de l'usine assure que certains ouvriers sont littéralement enfermés sur les lieux du travail où, à la surexploitation (dans le secteur du vêtement notamment), s'ajoutent des pratiques liant de façon quasi esclavagiste le salarié à l'employeur : l'exemple est rapporté de ces patrons gardant par-devers eux une partie de la paie pour empêcher l'ouvrier de quitter les lieux. En revanche, doivent quitter les lieux ceux qui occupent *« illégalement »* des terrains rentables — tel ce quartier qui a vu fleurir un grand hôtel près duquel va être érigé un Financial Trade Center. *« Les pauvres perdent toujours »*, constatent les responsables de LBH, une organisation d'assistance légale. Mieux vaut ne pas espérer gagner un procès si l'on n'est pas du « bon côté »...

L'idéal des groupes dirigeants est de bâtir une ville matériellement et socialement « propre ». Mais comment à la fois dégager d'immenses surfaces pour le golf et les vastes demeures, et aménager démocratiquement un espace urbain de plus en plus densément occupé (4) ? Parmi les mesures de « nettoyage » figure la disparition des quelque dix-huit mille jeunes vendeurs des carrefours (journaux, sucreries, eau minérale, cigarettes), de nombre de marchands ambulants et de tous les cyclo-pousse. Gigantesque bataille, s'il est vrai que 70 % de la population appartiennent plus ou moins au secteur informel et que, à Djakarta, entre huit cent mille et un million de personnes se trouvent en situation irrégulière (il faut en principe une carte d'identité locale, sorte de permis de séjour, pour résider dans la capitale). Masse incontrôlable et que la campagne continuera à gonfler à l'avenir dans ce pays qui demeure très sous-urbanisé en comparaison avec les autres nations de la région.

(1) Le quotidien *The Jakarta Post* en a rendu compte le 18 septembre 1989.

(2) Données extraites du magazine économique *Warta Ekonomi* qui, dans ses livraisons des 31 juillet, 11 et 25 septembre 1989, a, courageusement, établi d'instructives « cartes » de la concentration de la richesse en Indonésie. Sur le pouvoir, et ses limites, des communautés chinoises en Asie du Sud-Est, le livre de Yoshihara Kunio, professeur d'université à Kyoto, fournit d'utiles précisions. Sa thèse, exposée dans *The Rise of Ersatz Capitalism in South-East Asia* (Oxford University Press, 1988), selon laquelle l'Asie du Sud-Est n'a jusqu'à présent produit qu'un « *ersatz* » de capitalisme, peut être discutée ; elle n'en demeure pas moins stimulante.

(3) *Asian Wall Street Journal*, 16 novembre 1989.

(4) Cette opposition, hautement symbolique, entre terrain de golf et terre pour tous se retrouve dans la campagne javanaise où des conflits sociaux aigus ont lieu entre cultivateurs désireux de conserver leurs lopins et promoteurs. L'issue des luttes est connue à l'avance, mais le fait nouveau est qu'il y a conflit public.





L'« idéal » serait de faire disparaître ces millions de personnes qui, sauf le long de certaines grandes artères à dix ou douze voies devenues de simples égouts pour voitures, vendent, partout, littéralement de tout et, outre qu'elles gagnent de la sorte un peu d'argent, jouent un rôle social capital. L'« idéal » consisterait à supprimer en grande partie ce type d'échanges et à cantonner le négoce – l'hygiène s'améliorant de la sorte dans des centres commerciaux de niveaux sociaux très divers (dans l'un d'eux, réservé à certaines bourses, le prix d'une boîte de soda importé équivaut au salaire journalier des ouvrières du textile). Des centres commerciaux, il s'en construit, mais la cohue des petits marchands ne s'éclaircit pas pour autant.

Cent mille cyclo-pousse jetés à la mer

L'ADMINISTRATION patauge dans ses propres contradictions : elle aimerait voir disparaître ces mêmes petits métiers vers lesquels elle entend diriger (sans d'ailleurs y parvenir) les conducteurs de cyclo-pousse. Il ne s'agit pas là d'un phénomène marginal : plus de cent mille de ces engins ont déjà *été confisqués et jetés en mer*, au large de Djakarta, où ils servent de lieux de reproduction aux poissons. Cent mille cyclo-pousse à la mer... Et il en reste beaucoup. Or l'utilité sociale de ce moyen de transport est avérée pour les petits trajets et dans ces immenses quartiers peu touchés par la « modernité », où il serait vain de vouloir faire passer des véhicules motorisés. Le plan des autorités – faire disparaître la totalité des cyclo-pousse avant la fin de 1990 – est tout sauf populaire. Les conducteurs appartiennent souvent à cette catégorie de Djakartanais « flottants » venant travailler pendant quelques mois par an en ville, repartant ensuite à la campagne pour quelques mois encore, avec l'argent gagné *dans la capitale. Ce travail est inhumain, assurent* les édiles. Un souci qui les honore, rétorquent les défenseurs des « cyclo », mais qui serait plus honorable encore s'il n'avait pour conséquence de créer des chômeurs, de fabriquer des errants et des criminels.

A vrai dire, l'« idéal » paraît bien chimérique, d'où la résurgence périodique du projet de *« clore la ville aux migrants »* (5). Selon la municipalité, trois cent mille personnes arrivent chaque année dans la capitale, essentiellement du reste de Java, mais aussi de Sumatra. D'où les pressions accrues sur l'habitat, l'eau, les conditions d'hygiène, l'emploi... Comment espérer que la Ciliwung, qui traverse Djakarta, méritera un jour de porter à nouveau le nom de rivière alors que s'accroche, sur ses deux rives, un quart-monde qui vit dans l'infra-humanité absolue ? Toutes les études le montrent : la plupart des migrants sont jeunes, et même très jeunes et, dans leur quasi-totalité, s'agglutinent dans les zones de taudis (6). La mobilité sociale est proche de zéro (on est dans un taudis pour y rester), le niveau d'instruction est souvent très faible ou nul. Selon une enquête réalisée en 1985, dans les zones pauvres du nord de Djakarta, près de 94 % des mères interrogées avaient perdu, pour cause de maladie, un enfant de moins de cinq ans (près de 70 %, un enfant de moins de deux ans) ; les conditions d'hygiène sont telles que fièvres, diarrhées, infections respiratoires, rougeole, font des ravages constants, encore aggravés par une malnutrition soulignée par tous les enquêteurs. L'espoir est nul de s'en sortir lorsqu'on manque totalement d'eau propre, que l'on vit dans les poubelles, que l'on n'a pour cabinets que la ruelle, ou le caniveau, ou le ruisseau.

Oui, l'« idéal » de la ville « propre », matériellement et socialement, demeure fort éloigné. Repousser un peu plus loin une zone de taudis pour confier le terrain aux promoteurs ne fait qu'aggraver le problème. Mais qui perdra à terme ? Car Djakarta, ville sise au ras de la mer, s'enfonce, en raison des constructions et des pompages. Il est certes possible aux grands hôtels et aux étincelants condominiums de forer toujours plus profondément et donc d'obtenir de l'eau au détriment, aujourd'hui, des pauvres, mais, dans l'avenir, de toute la population. Car, déjà, la masse aqueuse salée comble les vides et gagne rapidement sous la capitale. Certes, les classes riches et moyennes ont tendance à s'implanter *dans le sud, plus élevé, et cela jusqu'à Bogor,* mais leur avenir est-il assuré pour autant ? Ces lotissements perturbent de plus en plus les régulations naturelles des circuits d'eau, ajoutant aux drames de la ville « basse », c'est-à-dire de huit ou dix millions d'âmes (toutes classes confondues) victimes de plus en plus exposées... à la fois du manque d'eau et des inondations ! Développement absurde qui risque de se retourner contre ses propres promoteurs, car les « beaux quartiers » d'affaires du centre n'échapperont pas à cette situation. Chacun le sait. Chacun l'admet. Mais on continue d'estimer rétrograde l'occupation de 3 % seulement des sols par les grandes artères alors qu'il faudrait atteindre les 10 % pour être « moderne »... Mais on continue de vendre les mythes qui rapportent à court terme : la voiture individuelle est un des grands thèmes de la publicité sur la chaîne de télévision à péage (cent mille abonnés environ dans la capitale), pour laquelle il faut débourser chaque mois l'équivalent de 180 francs – trois semaines de salaire de l'ouvrière du textile. Ici apparaît le rôle-clé de la classe moyenne.

Mais, outre qu'elle est fragile, cette catégorie sociale de Djakarta pourrait un jour demander des comptes. A défaut, elle commence, semble-t-il, à s'interroger, de façon tout à fait informelle. De la classe des déshérités pourraient partir des étincelles allant, pendant un ou deux jours, mettre le feu – la colère étant aisément détournée vers les boucs émissaires – à quelques propriétés chinoises. La fermentation au sein de certains éléments de la classe moyenne de la capitale est peut-être plus grosse d'avenir.

Car c'est chez les enfants de ce groupe social, à Djakarta mais aussi à Bandoung et dans d'autres cités, que s'ébauche la contestation. En 1986, 62 % des jeunes de quinze à dix-neuf ans ayant étudié au lycée étaient à la recherche d'un emploi, et la proportion des chômeurs est terrifiante chez ceux et celles qui ont obtenu ou tenté d'obtenir un diplôme universitaire (7). Les cent soixante-dix millions d'Indonésiens ont pour moitié moins de vingt et un ans. Les « déchets » entre la sortie du secondaire et l'entrée dans le supérieur sont énormes, et pourtant un million deux cent mille jeunes étudient dans les universités. Les débouchés sont rares et dépendent en partie – mais en partie seulement – d'une croissance elle-même dépendante de l'économie mondiale. La presse de Djakarta a pu narrer (est-elle dupe ?) la joie de jeunes filles ayant fait des études de droit et nettoyant les chambres d'hôtels de luxe de la capitale.

« Augmenter les salaires ? Mais il faut être compétitif ! »

POUR lire utilement les journaux, il convient de disposer de bons appareils à décoder, tant est pesant le contrôle officiel sur les publications. Or, en novembre dernier, la presse a commencé à citer des responsables, bien sûr au courant d'un malaise dont il n'a jamais été publiquement question, affirmant qu'il fallait redonner vie aux conseils d'étudiants interdits depuis 1978... La nécessité se fait soudain sentir de laisser s'instaurer certains débats au grand jour. Et un journal (8) de rappeler, dans un éditorial, que les jeunes avaient joué un rôle central pendant la lutte pour l'indépendance, de 1945 à 1949, et en 1966 lorsqu'il s'est agi de se défaire de Sukarno et d'instaurer l'*« ordre nouveau »* du général Suharto. A l'évidence, le régime veut éviter l'explosion alors qu'approche l'an 1993 : le président va-t-il ou non, après près de trois décennies de pouvoir sans partage, briguer un nouveau mandat ? Peu suspecte de *sympathie pour le petit peuple, la classe moyenne,* qui emplit les autoroutes, les parcs de récréation (sur lesquels la famille présidentielle prélève sa dîme) et les cinémas à 10 000 ou 15 000 roupies la place, pourrait n'être pas éternellement docile. Et c'est à Djakarta d'abord, où tout se décide, qu'elle pèse de tout son poids.

D'autant que – autre phénomène soudain apparu dans la presse à l'automne de 1989 – l'étalage de la richesse et la concentration du pouvoir économique (privé et public : la distinction est souvent impossible à faire) commencent à faire grincer bien des dents. Le débat, en soi absurde, qui a embrasé la capitale au sujet de l'augmentation d'un péage de voie rapide est révélateur d'un malaise : trop, c'est trop ! Et soudain les médias de parler à nouveau de solidarité sociale, de citer telle ou telle personnalité fustigeant les goûts de consommation ostentatoire de certains groupes... Ce débat, hypercodé, reflète sans aucun doute des rivalités d'intérêts dans les sphères dirigeantes, mais il colporte aussi des idées répandues dans nombre d'organisations non gouvernementales, dans certains milieux chrétiens (la hiérarchie catholique se cantonnant dans un silence abyssal) et, phénomène plus important, dans les cercles musulmans (fort éloignés, semble-t-il dans leur immense majorité, de tout fondamentalisme).

Sont particulièrement visés les conglomérats, c'est-à-dire quelque quarante groupes, dont certains de dimension internationale et d'une extrême diversification. Risque évident de dérapage : trente-sept des quarante plus grandes firmes sont aux mains des Chinois (9). Mais la réflexion politique semble, heureusement, aller au-delà de l'analyse « ethnique ». A Djakarta, le lien est établi – chez les intellectuels issus de la classe moyenne – entre cette concentration de la puissance économique, le style de vie politique imposé par le régime, la pauvreté urbaine grandissante et les désastres écologiques qui ne concernent pas, loin de là, la seule capitale.

« Djakarta, ses riches, ses pauvres? », commente un habitant de la grande ville très au fait des questions sociales. *Mais tout se tient. Vous vous étonnez de la précarité du travail dans les usines, des salaires de misère des ouvrières du textile. Mais allez donc changer cela ! Si vous réclamez des salaires plus décents, on vous dira qu'il faut être compétitif, qu'il faut renforcer l'économie de marché, sinon la Banque mondiale et le Fonds monétaire international fermeront le robinet. Ne faut-il pas exporter de plus en plus pour rembourser une dette de plus en plus lourde ? »*

La nuit est tombée. Les contremaîtres sud-coréens ont abandonné pour quelques heures le chantier du nouveau palace. Au sommet d'un superbe immeuble s'allument trois lettres bleutées, sigle respecté d'une grande firme automobile allemande. Dans le caniveau proche, quelques pauvres profitent de la relative obscurité pour se laver. La circulation retrouve sa fluidité. La chaîne de télévision à péage va faire le plein de sa clientèle qui consomme les séries américaines et dont les enfants commencent à imaginer ce qui, en indonésien, se dit *transformasi.* Le changement.

JACQUES DECORNOY.

(5) Sur ce débat, lire notamment « Council Calls for Closure of Jakarta to Migrants », *The Jakarta Post,* 16 mars 1989.

(6) Lire à ce propos, *Health of the Urban Poor in Indonesia,* étude rédigée par Charles Surjadi pour le centre de recherche de l'université (catholique) Atma Jaya de Djakarta.

(7) *Cf.* « Students Carry the Torch for a New Generation », *Far Eastern Economic Review* (Hongkong), 11 février 1988, et « Worrying about Idle Minds », même publication, 13 octobre 1988. Sur les débats concernant le rôle politique des étudiants, lire le nº 47 de la revue *Prisma* (édition en anglais), Djakarta, 1989.

(8) *Indonesian Observer,* 21 novembre 1989.

(9) Sur Djakarta, lire aussi l'excellent article de Pierre Labrousse, « La ville introuvable ou les mystères de Jakarta », revue *Archipel,* nº 36, Paris, 1988, et « Jakarta : The Growing Center », par Lance Castles (chapitre du livre collectif *Unity and Diversity. Regional Development in Indonesia,* sous la direction de Hal Hill, Oxford University Press, Oxford, 1989, 610 pages).



AUTRES VOIES POUR LE TIERS-MONDE

Quand le camion partira...

Souvent, l'artisanat dans le tiers-monde se réduit à une médiocre production pour touristes. Au Rwanda, un atelier de menuiserie a permis de mettre sur pied un secteur pré-industriel, de créer des emplois, d'économiser des devises...

Par PATRICE COMMUNAL *

FAISANT coulisser l'équerre le long de la pièce de bois, Béatrice montre la rectification à faire au jeune garçon qui se tient à ses côtés. Puis, comme celui-ci manifeste quelque lassitude, elle n'hésite pas à le sermonner fermement tout en observant avec attention la façon dont il s'exécute. Autour d'eux, les autres membres de la Coopérative des jeunes menuisiers de Nyabimata (KOBAJI) s'affairent sur les établis de fortune sans prêter attention à la scène, pourtant pas banale : elle se passe au Rwanda, petit pays enclavé au cœur de l'Afrique centrale, où les traditions restent ancrées, particulièrement en ce qui concerne les rapports entre les deux sexes ainsi que la répartition des tâches entre eux.

Mais Béatrice, une ancienne de l'Atelier de fabrication des outils de menuiserie (AFOM) de Niakizu, jouit d'une réputation flatteuse. Avec son mari, lui-même menuisier, ils ont décidé de s'établir à leur compte à Nyabimata. Béatrice étant enceinte, elle ne peut pour l'instant exercer son métier, mais elle a accepté de faire bénéficier la KOBAJI de sa compétence.

L'AFOM est le premier fruit du programme de menuiserie artisanale mis en place avec l'aide de Frères des hommes (1) à Nyakizu depuis 1979. Déjà, à cette époque, la pression sur la terre était très forte dans ce « pays aux mille collines », à l'économie presque exclusivement rurale, et où la densité de population équivaut à celle de la Belgique. Les perspectives agricoles étant limitées, il s'agissait de permettre aux menuisiers locaux, dépendant encore de l'agriculture pour l'essentiel de leur revenu, de vivre de leur métier d'artisan. Plusieurs obstacles s'opposaient à cette évolution : la médiocrité de la production, liée au manque de formation et d'outils adéquats, ainsi que l'absence d'un marché solvable pour du mobilier de bonne facture.

Partant du principe qu'un développement à long terme doit se construire sur des objets de qualité et sur une maîtrise des moyens de production, Frère des hommes proposa aux menuisiers d'améliorer leur formation en leur apprenant à fabriquer tous les outils nécessaires à l'exercice de leur métier : progressivement, les menuisiers découvrirent non seulement qu'ils étaient capables de produire d'excellents outils sans l'aide d'aucune machine, mais, surtout, qu'ils y parvenaient à un coût bien inférieur à celui des outils similaires d'importation, jusqu'alors seuls disponibles sur le marché.

Une première commande d'essai, obtenue d'une des plus grandes quincailleries de la capitale, confirme l'importance de la demande pour des produits d'une telle qualité vendus moitié moins cher que leurs équivalents importés. Et pourtant, même à ce très bas prix, l'utilisation systématique des ressources locales et de leur seul travail manuel permettait aux menuisiers de Nyakizu d'escompter un revenu net mensuel équivalent à celui d'un fonctionnaire local : une perspective révolutionnaire dans cette société rurale si hiérarchisée !

Pour la plupart de ces artisans-paysans, cela paraissait même trop beau : *« J'avais la formation de base,* dit l'un d'entre eux, Augustin Mujambere, *mais je n'avais pas l'idée que la fabrication d'outils puisse constituer un travail. »* Pourtant, il prend le risque et fonde l'AFOM. Les débuts sont difficiles : il a fallu déterminer les espèces convenables d'eucalyptus et, un an à l'avance, constituer un stock de bois pour qu'il soit sec en temps voulu et en quantité suffisante pour répondre à la demande de façon régulière. Il a fallu également améliorer la technique des forgerons locaux et mettre au point avec eux des contrats de sous-traitance pour toutes les parties métalliques. Il a fallu encore faire connaître le produit et garantir le respect de la qualité et des délais... Mais le succès ne s'est pas fait attendre et, depuis 1984, l'AFOM fonctionne de manière autonome.

Aujourd'hui, l'AFOM n'est plus le seul atelier fabriquant des outils de menuiserie, bien qu'avec sa vingtaine d'ouvriers menuisiers et une gamme de vente d'une quarantaine d'outils, il reste le plus important. D'autres ateliers concurrents se sont montés à Nyakizu ou dans d'autres communes du Rwanda, et la démarche de Béatrice et de son mari n'est qu'un exemple parmi d'autres. Cet essaimage est facilité par le fait que, en l'absence de machines, le savoir-faire est le seul vrai capital nécessaire pour ouvrir un atelier. La non-spécialisation des tâches au sein de l'AFOM assure la transmission de ce savoir, tandis qu'une politique de hauts salaires permet à des menuisiers de s'installer à leur compte quand ils le souhaitent. Mais l'histoire du programme de menuiserie artisanale de Nyakizu ne s'arrête pas là. Le succès des divers ateliers a révélé que, dans la structure actuelle de l'économie rwandaise, le travail manuel de qualité est rentable. Il procure un revenu suffisant pour motiver le producteur à s'investir tout en restant compétitif sur le marché. Cela n'est plus le cas en Europe, où les contraintes du marché et de rémunération du travail exigent une productivité que seul assure le recours à la machine.

Le développement endogène n'est pas un mythe

CETTE différence fondamentale entre le Rwanda et l'Europe n'est cependant pas évidente pour tout le monde, comme l'a souvent constaté M. Jan Kieckens, volontaire de Frères des hommes, à l'origine de ce programme : *« La première chose que font les promoteurs des projets de menuiserie, c'est d'accorder des crédits pour acheter des machines. Car le mythe de la coopération au développement, c'est qu'elle doit venir d'Europe. Sans machine, rien n'est possible. Nous avons prouvé le contraire. Alors, pourquoi une telle situation ? Bon nombre de pays industrialisés ne cachent pas que la coopération doit avant tout servir à agrandir leur propre marché. Et en regard d'un tel objectif à court ou moyen terme, notre projet est vraiment très mauvais : nous ne rapportons rien, pas un franc ! »*

Afin d'administrer la preuve que le travail manuel est rentable, le programme FDH de Nyakizu décida de concurrencer un autre produit manufacturé importé, à savoir les huisseries métalliques qui sont largement utilisées, notamment dans les dispensaires, les bureaux communaux, les tribunaux, les logements de fonctionnaires locaux, etc. Le secteur moderne de la construction est en plein développement au Rwanda, et il importe des quantités croissantes de métal qui coûtent au pays des devises de plus en plus rares. A partir de 1984 et suivant la même démarche que celle utilisée avec l'AFOM, le programme a aidé une poignée d'ateliers de menuiserie des environs de Nyakizu à se lancer dans la production d'huisseries en bois d'eucalyptus, en respectant la même exigence de haute qualité. Dès l'année suivante, ces ateliers mettent sur le marché des portes et des châssis de fenêtres d'excellente facture, moitié moins chers que leurs équivalents métalliques et procurant néanmoins un revenu appréciable aux artisans qui les fabriquent.

Mais, même rentable, il reste à s'imposer sur le marché, à développer un approvisionnement régulier en bois d'œuvre, à obtenir des banques la mise en place de crédits adaptés aux besoins des artisans, à faire naître d'autres centres de menuiserie artisanale dans d'autres communes du Rwanda, de façon à s'assurer une part significative et durable du marché... Pourtant l'essentiel est acquis : les artisans de Nyakizu maîtrisent progressivement toute la filière de la production et de l'écoulement de leurs huisseries, ainsi que la formation de nouveaux artisans. Et les plus hautes autorités du pays ont fini par donner tout leur appui au programme, conscientes de trouver là un exemple de développement endogène.

Car les enjeux écnonomiques sont importants, à l'échelle de ce petit pays où l'agriculture n'offre pratiquement plus de débouchés, où le chômage s'accroît et où les devises étrangères font défaut. En se fondant sur le travail manuel, sur la valorisation des ressources locales et sur des productions de substitution aux importations, ce programme conjugue harmonieusement les intérêts de la population rurale et ceux de l'économie nationale, tout en assurant les bases d'un développement industriel à long terme.

Ainsi que l'a montré une évaluation récente faite par deux économistes rwandais, une extension nationale du programme de Nyakizu de fabrication artisanale d'huisseries en bois pourrait fournir trois mille emplois nouveaux, soit un accroissement de 50 % du secteur de la menuiserie, de 60 % de la contribution de ce secteur au produit industriel brut (PIB) et de 80 % des salaires qui y sont actuellement distribués. En outre, la valorisation de l'eucalyptus local permettrait d'économiser environ 17 millions de francs français en devises.

Déjà, une centaine d'emplois ont été créés dans la commune de Nyakizu grâce au programme, mais, faute de moyens suffisants, FDH a dû abandonner, au moins temporairement, son projet de développement de la forge. Pourtant, l'ensemble des produits alliant fer et bois, actuellement importés par le Rwanda, pourraient être fabriqués localement. Une organisation non gouvernementale rwandaise, Duhamic Adri, l'a d'ailleurs bien compris, qui vient de s'associer au programme de Nyakizu pour contribuer à sa promotion au niveau national et dans d'autres secteurs. Sans doute a-t-elle découvert à son tour ce que Mujambere confiait à M. Jan Kieckens il y a quelques années : *« Les autres projets se résument très souvent à un camion qui arrive. On demande aux gens de décharger le camion. Le camion est déchargé et s'en va, et nous, nous retournons à la maison. Tandis que, dans ce cas-ci, nous avons une chance que, quand le camion s'en ira, le travail reste. »*

* Responsable du secteur Afrique à Frères des Hommes.

(1) Frères des Hommes, 45 *bis,* rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 47-07-00-00 - CCP : 635W PARIS.

RELÈVE DE LA VIEILLE GARDE, PROGRÈS DE L'OPPOSITION

Taïwan fait une cure de démocratie

DEPUIS les grandes manifestations du printemps de 1989 et la répression qui y mit fin, le régime de Pékin n'a donné aucun signe d'assouplissement. L'écart se creuse entre le continent communiste et la « province » de Taïwan, dont la croissance économique ne se dément pas. Après les élections législatives de décembre dernier, l'élection présidentielle de mars permettra la poursuite d'un débat démocratique désormais sérieusement engagé.

Par PHILIPPE LE CORRE *

Pour le monde chinois, 1989 aura été surtout une année marquée par la répression et l'autoritarisme, mais elle aura aussi été celle d'un nouveau progrès de la démocratie dans une toute petite partie de la Chine (1/260e exactement) : Taïwan.

Voilà quarante ans, cette île, située à cent soixante kilomètres du continent, devenait le bastion des troupes nationalistes de Tchiang Kaï-chek, vaincues par les communistes mais dont les chefs rêvaient de *« reprendre le continent à l'usurpateur »*.

A Taïwan, les temps ont bien changé. En l'espace de trois ans, le pays a connu une cascade d'événements politiques impensables avant l'ouverture du régime en 1987 : levée de la loi martiale, autorisation pour les Taïwanais de se rendre sur le continent (1), libéralisation de l'information (audiovisuel excepté), envoi en mai dernier à Pékin d'une délégation conduite par le ministre des finances...

Dans le prolongement de cette vague de réformes encouragée avant sa mort par le fils de Tchiang Kaï-chek, Tchiang Ching-kuo, les premières élections véritablement démocratiques ont eu lieu le 2 décembre 1989. Or, après quarante ans de règne sans partage, le Kuomintang (parti nationaliste) a dû céder du terrain à un mouvement d'opposition, fondé voilà trois ans seulement, le Parti démocratique progressiste (PDP). Avec 58 % des voix, contre 31 % à son principal adversaire, le Kuomintang a subi un sérieux revers. En 1986, il recueillait 70 % des votes. Il a abandonné le contrôle de sept villes à l'opposition, et le PDP – autre première – a été en mesure de former un groupe au Yuan législatif (ou Parlement).

« Cette défaite du Kuomintang reflète sa mauvaise image dans l'opinion publique », commente M. Chuang Suo-hang, membre de l'Institut de recherche sur la politique nationale, un organisme indépendant. L'image traditionnelle de la politique intérieure de Taïwan depuis 1949, c'est celle de parlementaires octogénaires inamovibles, censés représenter les vingt et une provinces continentales chinoises sans jamais avoir été réélus. Depuis quatre décennies, des *« mesures constitutionnelles provisoires »* permettent en effet à de nombreux membres des deux Chambres de rester en place (2).

* *Journaliste.*

Ainsi, au Yuan législatif, sur deux cent cinquante sièges environ (les chiffres varient en raison du décès de députés), cent cinquante sont gelés au profit des « continentaux », une centaine seulement sont pourvus lors des élections directes à Taïwan, et Taïpeh demeure la capitale *« provisoire »* de la République de Chine.

Selon M. Chuang, les résultats des dernières élections, même s'ils ne remettent pas en cause la prééminence du Kuomintang, sont un échec pour la ligne dure du parti. *« Les Taïwanais de souche ont voulu émettre un vote de protestation, d'où notamment l'élection de candidats indépendantistes »*, dit-il. Les conservateurs du Kuomintang ont un point commun avec les dirigeants communistes de Pékin : ils dénoncent toute revendication d'autonomie pour la province insulaire. Le Kuomintang continue, de manière surréaliste, de s'affirmer le réprésentant du continent chinois, et le Parti communiste considère de son côté Taïwan comme la 22e province du pays. Dans un tel contexte, le PDP apparaît comme le semeur de troubles. M. Lu Hsiu-yi, nouveau député de Taïpeh et professeur de science politique, se déclare lui-même indépendantiste. *« Cela fait quatre cents ans que les Taïwanais sont gouvernés par d'autres, qu'ils soient hollandais, japonais ou chinois. Nous voulons leur redonner la parole »*, déclare-t-il.

Toutefois, l'Alliance pour un nouvel Etat, tendance animée par M. Lu au sein du PDP, n'est pas majoritaire, loin de là. La direction du parti, et notamment son président, M. Huang Hsin-chieh, se garde bien de réclamer l'indépendance, un projet qui ne recueille d'ailleurs qu'entre 10 % et 15 % d'opinions favorables dans les sondages. Mais le concept était encore tabou il y a deux ans, et toute personne y faisant référence est en principe toujours passible d'une peine de prison. En cette matière, la répression policière du régime de Taïpeh semble avoir pris fin. En 1979, lors des émeutes de la ville de Kaohsiung, de nombreux opposants avaient été arrêtés. Une dizaine de personnes demeurent détenues pour raison politique et la plupart des dirigeants du mouvement de Kaohsiung sont privés de leurs droits civiques (3).

Un président originaire de l'île

MAIS la grande affaire de l'année à Taïwan sera l'élection présidentielle du 20 mars. Au fils de Tchiang Kaï-chek, mort en janvier 1988, le vice-président, M. Lee Teng-hui, un Taïwanais de souche, avait succédé à la tête de l'Etat.

Sa nomination à la vice-présidence avait été l'une des concessions faites aux insulaires par Tchiang Ching-kuo. N'ayant eu que deux ans pour s'affirmer, le président Lee a dû faire face à de nombreuses oppositions, au sein du Kuomintang comme à l'extérieur. De plus, Pékin n'a pas vu d'un très bon œil l'accession d'un Taïwanais à de si hautes fonctions. Et, en juin 1988, M. Lee n'aurait été élu à la tête du Kuomintang que grâce à l'intervention de la veuve de Tchiang Kaï-chek, Mme Soong May-ling.

Les Taïwanais ont cependant dans un premier temps plébiscité M. Lee Teng-hui : sa cote de popularité a atteint 90 % dans les sondages – jusqu'aux élections de décembre dernier du moins, car, pour la plupart des observateurs, le chef de l'État est, de par sa position, responsable de la défaite, au même titre que le secrétaire général du Kuomintang, M. James Soong. M. Lee est donc dans une situation délicate à la veille de l'élection de mars. Le président de la République de Chine est, selon la Constitution de 1948, choisi par l'Assemblée nationale, un collège d'environ huit cents électeurs. Or cette Assemblée compte sept cent quatre-vingts représentants inamovibles élus il y a plus de quarante ans. La procédure est dangereuse pour un président encore peu sûr de ses troupes et soupçonné, en raison de ses origines, de rêver secrètement d'un Taïwan indépendant. L'intéressé s'en défend et répète dans chacun de ses discours qu'il est bien président de la République de Chine, ce qui fait bondir les indépendantistes. *« Il est taïwanais et affirme qu'il est chinois. C'est un comble ! »*, tempête une dissidente, Mme Chen Wan-chen.

Affolés à l'idée de perdre le contrôle de la situation, les vieux conservateurs pourraient tenter de jouer leur dernier atout en mars. Certains soutiennent déjà d'autres candidats potentiels comme le demi-frère de Chiang Ching-kuo, le général Chiang Wego. Une candidature qui semble peu crédible, la cote de la famille Tchiang ne cessant de baisser. Et, depuis un an, M. Lee et son équipe ont essayé par tous les moyens de pousser les vieux députés à la démission. Ceux qui ont accepté ont reçu en dédommagement la coquette somme de 4 millions de dollars taïwanais (1 million de francs). M. Chuang estime pour sa part que cette élection constitue l'ultime carte des conservateurs. *« L'année 1990 pourrait être celle des grandes réformes constitutionnelles »*, dit-il.

Autre facteur de poids : la Chine. Pékin a toujours menacé Taïwan d'une intervention militaire au cas où l'île aurait l'audace de se déclarer indépendante. A cela, certains membres du PDP, comme M. Lu Hsiu-yi, répondent, non sans quelque raison, que *« Taïwan est* de facto *indépendante depuis 1949 »*. Les Taïwanais, qui s'étaient rendus en masse sur le continent depuis deux ans, ont commencé à se montrer inquiets après les massacres de Tiananmen en juin 1989. Taïwan est atteint du « syndrome de Hongkong » et a peur d'une réunification du pays, à laquelle les dirigeants de Pékin tiennent d'autant plus que l'île est de loin la plus riche province chinoise.

L'an passé, Taïwan a marqué un certain nombre de points sur le plan diplomatique, en échangeant des ambassadeurs avec trois Etats qui reconnaissent Pékin : la Grenade, Belize et le Liberia. Il s'agit certes de petits pays, mais Taïpeh ne peut que bénéficier de ce genre d'opération. A ce jour, vingt-six Etats seulement reconnaissent la Chine nationaliste, les trois plus importants étant la Corée du Sud, l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud. C'est peu, mais Taïwan a l'habitude de l'isolement. A la suite de la fermeture de l'ambassade des Etats-Unis en 1979, Tchiang Ching-kuo refusa de quitter son fief jusqu'à la fin de sa vie. Dans ce domaine comme dans d'autres, M. Lee Teng-hui a innové en se rendant en voyage officiel à Singapour il y a un an.



ENTRÉE DU PORT DE TAKAO (FORMOSE, 1884)
Les temps ont bien changé

Roger-Viollet

Mais le dossier le plus explosif concerne les rapports entre les « deux Chines ». Officiellement, Taïwan s'en tient à la politique des *« trois non »* : non au compromis, non à la négociation, non au contact. En fait, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Lee Teng-hui, on ne compte plus les entorses à la règle. Ainsi, le 4 mai 1989, Taïwan a envoyé son ministre des finances participer à Pékin à l'assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement. Pour la première fois depuis 1949, un responsable nationaliste posait le pied sur le continent. En outre, les journalistes de Taïwan ont été autorisés à se rendre en Chine, des étudiants continentaux ont été invités sur l'île, et le ministre des affaires étrangères, M. Lien Chan, déclarait, en réponse à la proposition chinoise d'*« un pays, deux systèmes »*, que la formule *« un pays, deux gouvernements égaux »* serait plus acceptable. Quiconque sait que Taïwan a été pendant quarante ans le bastion de l'anticommunisme mesure le chemin parcouru.

Le pays connaît incontestablement une réussite économique : il est le douzième exportateur mondial, le deuxième détenteur de devises (75,6 milliards de dollars) et il maîtrise de mieux en mieux les technologies de pointe. En nouant des liens avec Pékin, le régime de Taïpeh fait le pari que *« la Chine suivra l'exemple taïwanais »*, selon l'expression de M. Lee Teng-hui (4). Les Taïwanais sont devenus des investisseurs non négligeables sur le continent et des exportateurs très performants : 4 milliards de dollars en 1989. La province du Fujien, située face à Taïwan, sert déjà de lieu d'accueil privilégié : à Xiamen, zone économique spéciale chinoise, les insulaires sont accueillis par ce slogan : « Bienvenue à nos compatriotes de Taïwan ». Le message est clair et les deux régimes, même s'ils continuent de s'ignorer politiquement, ont compris où se situent leurs intérêts mutuels.

L'avenir de Taïwan est incertain. Il est difficile de dire si l'île, qui est peuplée de vingt millions d'habitants, sera soit *« totalement indépendante »*, soit *« totalement chinoise »*. Une seule certitude : elle avance désormais sur la voie de la démocratie.

(1) *Cf.* « Taïwan découvre la Chine populaire », par Henri Leuwen, *le Monde diplomatique*, janvier 1988.

(2) Le Yuan législatif vote les lois ; l'Assemblée nationale élit le président et amende la Constitution.

(3) Toutefois une lourde peine a encore frappé un dissident en 1989. Le 23 décembre, M. Hsu Hsin-liang a été condamné à dix ans de prison. Rentré dans son pays en septembre, après dix ans d'exil aux Etats-Unis, il fut accusé d'avoir cherché à *« renverser le régime »*.

(4) Dans un article publié le 24 novembre 1989 dans *Asian Wall Street Journal*, Hongkong.

Dans la presse étrangère

Montée de l'intolérance en Algérie

CRÉER un journal coûte cher. Les partis politiques algériens (ou *« associations à caractère politique »*, selon la terminologie officielle), fraîchement agréés, en font la douloureuse expérience. Dans le deuxième numéro d'essai du ressuscité Alger républicain, Samia Khorsi constate que *« les associations politiques se sont – pour les unes, déjà dans la clandestinité ; pour les autres, dès la proclamation de leur naissance – attelées à créer leurs propres organes d'information »*. Sans imprimerie, sans locaux, sans personnel et avec, de surcroît, des pénuries de papier. Les partis sont contraints d'imprimer leurs journaux sur les rotatives de l'Etat ou du parti du Front de libération nationale (FLN, au pouvoir), qui exigent d'être payés rubis sur ongle. *« Le souhait général,* écrit la journaliste, *est que tous les titres soient mis sur un pied d'égalité, autrement dit, que l'on transforme les moyens de l'Etat en EPE (1) qui assureraient des prestations de service. »*

En attendant, sans rêver aux subventions, les journaux sont, pour la plupart, *« des feuilles ronéotypées »* diffusées par *« vente militante à la criée, dans les milieux estudiantins ou intellectuels ou encore à proximité des mosquées »*.

Ces mosquées (et, au-delà, l'islam) sont au cœur du débat qui divise l'Algérie à l'approche des élections municipales organisées pour la première fois en vingt-huit ans sous le signe du multipartisme. Dans un article publié dans le premier numéro d'Alger républicain et intitulé « Les différences légalisées », un journaliste faisait allusion aux lieux de culte et constatait : *« Le FIS (2) a autant de discours « musclés » que de dirigeants et plus de centres de recrutement que le plus grand parti du monde. »* Un de ses confrères, Smail Déchir, de l'hebdomadaire Révolution africaine, renchérit et note dans un billet d'humeur : *« Le FIS se porte comme un charme. Pendant que les autres partis se démènent pour trouver locaux, adhérents et même gourous charismatiques, lui se paye une représentation à Stockholm, un journal et, selon Abassi Madani, son porte-parole, des millions d'adhérents. »* Optimiste, le journaliste rappelle qu'il existe *« quand même dans ce pays des musulmans pratiquants et démocrates pour croire que les mosquées et leurs haut-parleurs, propriété de l'Etat, ne doivent pas servir à qui vous savez pour propager des décibels incantatoires contre Kateb Yacine, la démocratie, les femmes et la libre-pensée »*.

Depuis quelques mois, les Algériens constatent une montée de la violence et de l'intolérance dont témoigne l'attaque, le 16 janvier dernier, d'un commando armé contre un tribunal à Blida. A un point tel que *« l'air commence à être sérieusement vicié »*, selon l'expression du quotidien du soir Horizons. De son côté, Saout Ech-Chaâb (la Voix du peuple), l'organe central du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, communiste), s'attache à relater minutieusement, dans chacune de ses éditions, les actes de violence perpétrés par les « FM » (Frères musulmans). Le journal du PAGS condamne les faits sans les analyser et publie des communiqués appelant à *« une mobilisation large et vigilante des citoyens »*. Au nom d'une certaine interprétation de l'islam, les Frères musulmans, rapporte Saout Ech-Chaâb, s'opposent à la mixité dans les restaurants de l'université d'Annaba et agressent physiquement des femmes qui refusent de porter le « hidjab » (voile). Ils menacent les organisateurs de spectacles.

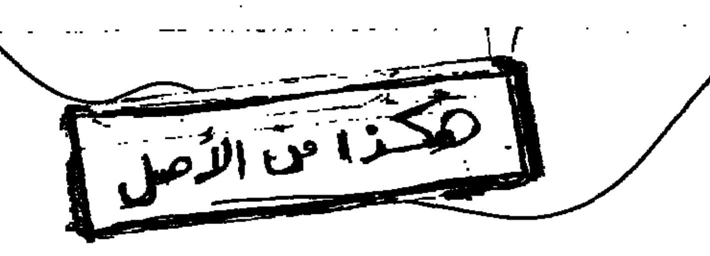
Horizons (28 décembre 1989) constate qu'après l'annulation des concerts de la chanteuse portugaise Linda de Suza à Alger c'est l'*« effet boule de neige »*. A M'sila, au sud-est d'Alger, la représentation de la pièce de théâtre *El Ayta* (le Cri) (Grand Prix du dernier Festival de Carthage) a également été annulée pour *« cause de menaces »*. *« C'est grave, très grave,* commente le journaliste. (...) *Le danger d'une néo-inquisition nous guette tous. Toutes convictions confondues. »* Les menaces des maîtres chanteurs anonymes avaient pour cible l'acteur principal de la pièce, M. Azzedine Medjoubi, qualifié de *« communiste et, suprême crime,* [de] *militant du RCD* (3) *»*. L'accusation n'est pas innocente, puisque le parti de M. Saïd Saadi est aujourd'hui probablement l'un des seuls à s'opposer de front au FIS.

En effet, dans un long éditorial, le mensuel du RCD, l'Avenir (décembre 1989), estime que les actions contre la démocratie proviennent *« de groupes qualitativement peu pertinents dans leur analyse mais dont il serait suicidaire de mésestimer l'impact »*. Selon lui, pour protéger l'islam de toute manipulation, *« l'exercice du culte doit se faire sous une tutelle indépendante »*. Face à la montée de l'intolérance, les militants du RCD, réunis en congrès le 16 décembre 1989, se sont prononcés sans ambiguïté pour la laïcité en Algérie. L'hebdomadaire Algérie-Actualité (janvier 1990) consacre un dossier à *« la démocratie version FIS »* dans lequel M. Ajassi Madani (leader du FIS) se situe loin, très loin du RCD en déclarant que l'élu du peuple *« ne doit pas être en contradiction avec l'islam, la chari'a* [loi islamique], *sa doctrine et ses valeurs »*. A la suite de ces déclarations, un lecteur d'Oran s'interroge et tire sa conclusion dans le quotidien Horizons (10 janvier 1990) : *« Pourquoi la démocratie, si on veut faire vivre notre pays dans un système totalitaire ? Personnellement, je préfère et de loin l'hégémonie du FLN. »* Le silence et l'attentisme des pouvoirs publics face à cette redoutable montée de l'intolérance traduisent-ils la volonté du FLN de se placer au-dessus de la mêlée ? Veut-il ainsi préserver son pouvoir ? Est-il si difficile, pour le FLN, de se concevoir comme une simple *« association à caractère politique »* ?

SADIA AYATA.

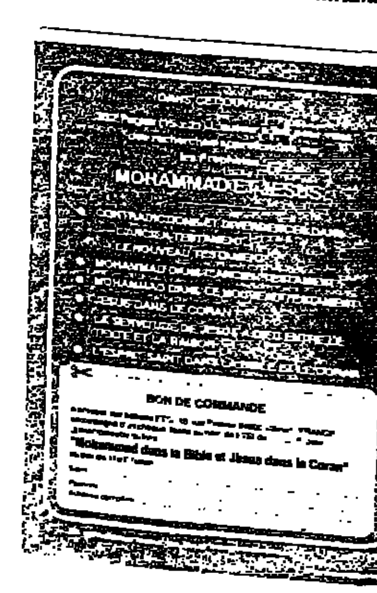
(1) Entreprise publique économique.
(2) Front islamique de salut.
(3) Rassemblement pour la culture et la démocratie.

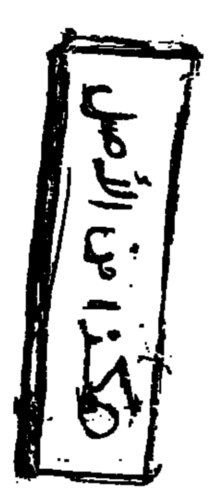
HORIZONS ACTUALITÉ



L'AVENIR RÉVOLUTION

« PUISSANCE ET





« PUISSANCE ET POUVOIR », de Giorgio Ruffolo

Désordre fertile

Par IGNACIO RAMONET

DANS son nouveau roman, *l'Immortalité* (1), Milan Kundera note que *« Goethe a vécu ce moment de l'histoire, bref et unique, où le niveau technique permettait déjà un certain confort, mais où l'homme cultivé pouvait encore comprendre tous les outils qui l'entouraient »*. Ce moment lui semble définitivement terminé et, aujourd'hui, constate Kundera, *« le monde perd peu à peu sa transparence, s'opacifie, devient inintelligible, se précipite dans l'inconnu, tandis que l'homme trahi par le monde s'évade en son for intérieur, dans sa nostalgie, dans ses rêves, dans sa révolte et, abasourdi par la voix douloureuse qui s'élève en lui, ne sait plus entendre les voix qui l'interpellent au dehors »*.

Comme Kundera, chacun constate que l'histoire s'accélère, que les événements (pas seulement à l'Est, pas seulement dans le domaine politique mais également dans les domaines économique, technologique, scientifique, culturel...) se précipitent et que nous entrons dans une époque radicalement neuve marquée par un foisonnement d'évolutions désordonnées.

Giorgio Ruffolo, ministre italien de l'environnement, tente, dans un ouvrage (2) d'une grande clarté et d'une forte densité intellectuelle, d'entendre et d'interpréter ces *« voix qui nous interpellent du dehors »* et qui demandent à comprendre le nouveau monde qui commence. Il ne pense pas que notre époque soit devenue *« inintelligible »*, qu'il faille baisser les bras et faire du marché le maître de toute chose. Au contraire, il estime que l'évolution de notre planète demeure relativement explicable, et que notre avenir peut être éclairé à condition d'analyser le présent et l'histoire à la lumière des principaux apports des sciences sociales d'aujourd'hui. Et, d'abord, de faire *« un détour par la mémoire de l'humanité »*.

« La barbarie antique toujours aux aguets »

GIORGIO RUFFOLO s'attache à repérer les grandes *« fluctuations »* de l'histoire et constate qu'*« il n'existe pas de progrès linéaire »*. Ces fluctuations résultent du rapport entre la puissance et le pouvoir. La puissance étant définie comme la somme des pulsions innovatrices de la société ; le pouvoir comme la faculté d'ordonner ces pulsions, de les orienter, bref de gouverner. L'auteur considère que la principale caractéristique d'une société réside dans la tension permanente, la confrontation constante entre puissance et pouvoir, entre désordre et ordre. Les sociétés modernes et complexes, sous l'impulsion de l'individualisme, des forces économiques et politiques, des innovations techniques, ont tendance à augmenter sans cesse leur puissance. La fonction du pouvoir politique consiste alors à comprendre les nouvelles potentialités, à maîtriser la nouvelle énergie sociale (3), à diriger le changement, à réduire la complication et à utiliser *« de façon productive le désordre comme source génératrice d'un nouvel ordre à travers l'innovation politique et institutionnelle »*.

L'adaptation du pouvoir à la nouvelle phase de puissance ne peut se faire que par deux moyens : le consensus et la compétence. Tous deux sont indispensables. Sinon, il se produit une involution, un reflux qui ralentit le *« processus évolutif »*, retarde le passage à une nouvelle phase du développement, et plonge souvent la société dans la crise et la violence. *« La barbarie antique est toujours aux aguets. »*

Giorgio Ruffolo observe que *« le siège privilégié des mutations, des révolutions, des expérimentations les plus audacieuses dans tous les domaines »* se trouve en Occident. A l'origine de cela, une valeur fondamentale : la liberté ; et deux grandes forces innovatrices : le capitalisme et la démocratie. Ces deux forces sont fondamentalement antagonistes, mais leur antagonisme produit, selon l'auteur, l'énergie qui favorise le développement de la société.

Si l'une d'elles l'emporte sur l'autre, l'évolution est freinée. *« Le capitalisme — précise Ruffolo — est une force de propulsion qui, faute d'un modérateur et d'un conteneur exogène, tend à l'autodestruction. »* L'auteur insiste sur la *« destructivité »* des activités de marché, qui érodent la base morale sur laquelle le marché est lui-même fondé. Il voit un grave danger éthique dans la fascination actuelle que le capitalisme exerce sur de nombreux dirigeants politiques, en particulier de gauche. *« La démocratie, fascinée par le veau d'or de la croissance, a perdu les lignes directrices de la vocation humaniste : celles qui constituaient, depuis son origine, la base éthique de sa force. »*

Giorgio Ruffolo considère que l'étatisme et les stratégies de croissance sont devenus les pièges de la démocratie réformiste. Et qu'au nom de l'économisme les injustices sociales se sont aggravées, le nombre d'exclus a augmenté, l'environnement a été ravagé et le déséquilibre entre le Nord et le Sud s'est fortement accentué.

Existe-t-il une possibilité de compromis entre le capitalisme et la démocratie ? Oui, répond l'auteur, c'est l'*« Etat de bien-être social, le « Welfare State »*, aujourd'hui également en crise, en raison d'une conception trop technocratique du pouvoir et du recul net de la justice et de la solidarité sociales.

Aussi, *« les sociétés les plus puissantes du monde* — constate Ruffolo — *se retrouvent enfermées dans un présent agonisant, privé de perspectives »*. Et cela est aggravé par la *« pauvreté éthique »* de ces sociétés et par le fait que les gouvernements des technocrates ont adopté des politiques dégagées de toute référence éthique, qu'ils hésitent à développer deux ressources : la solidarité et la prospective, et paraissent incapables de fonder *« un nouvel humanisme de la raison »*.

Une telle absence de projet, de vision, alors que l'effondrement des idéologies a laissé un vide, peut provoquer un nouveau repli, un reflux — semblables à ceux que l'Occident a connus aux XIVe et XVIIe siècles et dans lesquels l'auteur voit *« la plus mortelle embûche »*. Il met en garde *« les plus puissantes sociétés de toute l'histoire tendant à se replier sur elles-mêmes, en dehors d'un projet historique, dans un narcissisme indifférent et élusif qui dissimule une violence croissante »*.

Ce repli apparaît comme d'autant plus suicidaire que partout, à l'extérieur, montent, en effet, les fanatismes et les nationalismes chargés d'une très forte, d'une néfaste, agressivité.

(1) Gallimard, Paris, 1990.

(2) Giorgio Ruffolo, *Puissance et pouvoir (la fluctuation géante de l'Occident)*, Bernard Coutaz, Col. « Kairos », Arles, 154 pages, 85 F. (Voir la critique de l'édition italienne, par Philippe Renard, dans *le Monde diplomatique*, octobre 1988.)

(3) *Cf.* René Passet, « La politique et le chaos », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

« L'ARGENT FOU », d'Alain Minc

Un cri d'alarme

UN rocher dans la mer ! Alain Minc a décidé de frapper fort parce qu'il est inquiet (1). Ce qui l'inquiète ? *« Le totalitarisme du marché »*, *« l'argent-parasite »*, *« le retour des classes sociales »*, le délire d'une gauche française oubliant son réformisme pour ouvrir sans retenue les vannes à la folie du fric-roi, mais incapable d'oser une révolution fiscale qui frapperait le capital ni de combler *« le vide social » : « Bernard Tapie à la place de Camus ? »*

Il s'indigne de cet aveuglement qui laisse se creuser les inégalités et rejette les pauvres dans les oubliettes. Il craint de voir *« placer un jour les Etats de droit sous la dépendance de l'internationale de la pègre »*. L'Europe des Douze ? Elle *« porte en germe l'alignement des budgets publics et sociaux sur le minimum européen »*, l'alignement par le bas — sauf pour les possédants familiers des paradis fiscaux, Luxembourg en tête. Quant aux *« fausses fenêtres »*, par exemple *« la charte sociale »*, elles n'ouvrent que sur *« la jungle »*. L'arrogance d'une minorité ne pourra que produire de *« nouveaux conflits »*, qui seront les conflits de classe. La gauche française en aura été en partie responsable. Parlant de M. Michel Rocard, Alain Minc écrit : *« Nous attendions Mendès France et nous retrouvons Queuille »* — ce symbole de l'immobilisme sous la IVe République.

Fatalité ? Alain Minc ne le pense pas, qui réclame à la fois moins d'Etat dans l'économie et l'administration, plus de concurrence (notamment dans le système scolaire), plus de droit, et surtout plus de morale, de *« vertu »*. Il faut, estime-t-il, aller au-delà de l'économie de marché, vers *« une société de marché »* au sein de laquelle les individus prendront leurs responsabilités. Là, et là surtout, se situent, selon lui, les garde-fous. Tout le reste est culte du passé, fadaise. Remise en question du système dominant ? Bien au contraire. Alain Minc ne cultive pas l'ambiguïté : *« J'aime le capitalisme et sa capacité infinie de mouvement et de renouvellement. Il rime avec la vie : le nier, c'est en économie refuser le principe vital. »* Car l'économie ne peut plus *« appeler de solutions multiples »*.

Stimulant ouvrage, lucide mais à la pensée enfermée. Deux exemples de cette limite. De l'écologie, Alain Minc donne une vision étriquée, comme s'il s'agissait de choisir entre le respect de la nature et le chômage, entre la survie des érables et le financement des caisses de retraite. Alors que, justement, sortir de cette vision l'eût contraint, ce qu'il ne fait jamais, à s'interroger sur le mode de développement dominant et ses applications dans le monde entier (problème nulle part abordé). D'autre part, l'auteur est fasciné par les pratiques juridiques et les contre-pouvoirs anglo-saxons. Il ne s'agit pas d'en refuser l'examen, mais il n'est pas interdit non plus de décrire l'état réel de la société américaine, dont rien n'est dit.

Ce salubre cri d'alarme s'arrête en chemin. Le rocher dans la mer devient alors simple pavé dans la mare — ce qui, somme toute, vaut mieux que les tempêtes dans la tasse de thé dont la classe politique française semble se satisfaire.

J. D.

(1) Alain Minc, *l'Argent fou*, Grasset, Paris, 1990, 260 pages, 98 F.

Dans les revues...

■ NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES. L'annuaire 1989 sur l'URSS et les pays de l'Est, des études détaillées par pays. (Nos 4 891-4 892, numéro spécial 80 F. — La Documentation française, Paris.)

■ ACTUEL MARX. La perestroïka, une révolution ? s'interrogent les auteurs de ce riche dossier, qui notent que, *« si on ne peut identifier le marxisme à sa réalisation supposée à l'Est, on ne peut non plus s'offrir la facilité de dire qu'il n'est pour rien dans l'affaire »*. (No 6, 1989, biannuel, 90 F. — Presses universitaires de France, Paris.)

■ HISTORIENS ET GÉOGRAPHES. Deux tirés à part sur l'URSS à l'heure des réformes. (Nos 323 et 325, mai et novembre, 45 F chacun, mensuel. — 100, rue Montmartre, 75002 Paris.)

■ HÉRODOTE. Cette dernière livraison tombe à pic qui se penche sur « les marches de la Russie » (pas de l'URSS). Quatre articles sont consacrés au Caucase, deux autres abordent la question nationale ukrainienne et soulignent l'imminence d'un important *« réveil ukrainien »*. Des « pogroms d'Ouzbékistan » à « l'agitation nationaliste en Moldavie », ce numéro fait l'inventaire des irrédentismes qui menacent le cours de la perestroïka et qui peuvent provoquer le démembrement de l'URSS. (Nos 54-55, janvier, trimestriel, 150 F. — La Découverte, Paris.)

■ CADMOS. Sur la découverte des valeurs communes entre Européens de l'Est et de l'Ouest. (No 47 148, automne-hiver, trimestriel, abonnement un an : 60 francs suisses. — Villa Moynier, 122, rue de Lausanne, 1211 Genève 21.)

■ DÉFENSE NATIONALE. Dossier allemand : réunification, révolution en RDA et équilibre européen. Une étude sur les ventes françaises d'armement et le commerce extérieur. (Janvier, mensuel, 40 F. — 1, place Joffre, 75007 Paris.)

■ CIRAC-MEDIA. Une nouvelle publication du centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine consacrée aux médias ; cinéma, télévision, publicité, mercatique, etc. Des sources, des chiffres, des adresses utiles. Les tendances du secteur, les stratégies des acteurs. (No 1, janvier, trimestriel, abonnement un an : 620 F. — CIRAC, 9, rue de Téhéran, 75008 Paris.)

■ « M. ». Un numéro consacré à la question du désarmement, au complexe militaro-industriel et à la non-violence. (No 34, janvier, mensuel, 35 F. — 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

■ LES TEMPS MODERNES. Un dossier passionnant sur la Roumanie, constitué avant les événements avec l'aide de Minhéa Berindei. Les auteurs étudient le national-communisme de Ceausescu ; Vladimir Tismaneanu, en particulier, considérait, plusieurs mois avant la chute du dictateur *« une insurrection populaire (...) fort vraisemblable »*. Stéphane Rosière publie l'analyse la plus complète de « l'aménagement du territoire systématisé ». Catherine Durandin présente les enjeux du conflit roumano-hongrois et le sort de la population de Transylvanie. Enfin, une analyse de Sorin Alexandrescu de la culture depuis la guerre. (Janvier, mensuel, 50 F. — 21, rue de Condé, 75006 Paris.)

■ TRIBUNE DES MÉMOIRES THÈSES. Sur l'information scientifique et technique, avec un supplément reprenant les résumés d'une cinquantaine de thèses de sciences humaines, avec le curriculum vitae de leurs auteurs. (No 3, trimestriel, abonnement un an : 650 F. — OFFILIB, 44 et 48, rue Gay-Lussac, 75240 Paris Cedex 05.)

■ PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. Mutations socio-économiques en Italie : croissance, nouvelle géographie de la production, mutations démographiques. (No 624, 19 janvier 1990, 24 F. — La Documentation française, Paris.)

■ VINGTIÈME SIÈCLE. Un dossier sur le Brésil, avec, en particulier, un article d'Ignacy Sachs sur « la pluralité des développements brésiliens » ; à lire également, « Le système Ceausescu » par Catherine Durandin. (No 25, janvier-mars, trimestriel, 90 F. — Presses de la Fondation des sciences politiques, Paris.)

■ REVISTA ESPANOLA DE DEFENSA. L'analyse de l'opération militaire américaine « Juste cause », nom de code de l'invasion du Panama en décembre 1989. (No 23, janvier, mensuel, 200 pts. — Paseo de la Castellana, 109, 28046 Madrid.)

■ MAGHREB-MACHREK. Islam et institution au Maghreb et en Egypte : deux articles complétés par une étude de l'électorat arabe israélien. (No 126, octobre-décembre, trimestriel, 38 F. — La Documentation française, Paris.)

■ ARC-EN-CIEL. Les droits de l'homme en Chine, au Maroc, en Afrique. Le droit au logement. (Octobre-décembre 1989, trimestriel, 10 F. — 22, rue Pierre-Leroux, 75007 Paris.)

■ SOLIDARITY. L'excellente revue philippine dirigée par l'écrivain Francisco Sionil José publie un dossier sur les Chinois d'Asie du Sud-Est et un débat sur « les médias et la communauté ». (No 123, septembre 1989, abt. 5 numéros, 18 dollars. — 531 Padre Faura, Ermita, Manille.)

■ SCIENCE ET TECHNOLOGIE. Un dossier prospectif sur les technologies de l'an 2000 et leur impact dans le travail, la santé, la vie quotidienne. (No 21, décembre, 11 numéros par an, 40 F. — 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)

■ MÉMOIRE FERTILE. Le débat sur l'école et la laïcité vu du côté des immigrés et la question de la nouvelle citoyenneté. (No 1, novembre-décembre, bimestriel, 20 F. — 44, rue Traversière, 75012 Paris.)

■ HOMMES ET MIGRATIONS. Deux numéros très complets traitent de tous les aspects des rapports entre la police et les jeunes issus de l'immigration. (Nos 1127 et 1128, décembre et janvier, mensuel, 30 F. — 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)

■ TRANSVERSALES-SCIENCE /CULTURE. « Cap sur le XXe siècle » : tel est le titre de l'éditorial dans lequel Jacques Robin présente le premier numéro d'une revue qui se propose d'explorer les champs de la pensée et de la science vivante, et l'économie mise au service des hommes, et ce en privilégiant la dimension européenne dans sa dimension solidaire avec le Sud. Une critique de la technoscience. Des articles courts, informés — notamment un débat sur le chaos — qui constituent autant de pistes de recherche, avec les signatures d'André Bourguignon, Alexandre Kiss, Edgar Morin, René Passet, Armand Petitjean. (No 1, janvier, bimestriel, abonnement un an : 300 F. — GRIT, c/o INSEP, 31, rue de Mogador, 75009 Paris.)

■ LA LETTRE DE SOLAGRAL. Face à la stagnation du marché occidental, l'offensive des multinationales du tabac sur les consommateurs du tiers-monde : un dossier complet. (No 88, janvier, mensuel, 16 F. — 13, bd Saint-Martin, 75003 Paris).

■ VIE DES ARTS. Un numéro consacré essentiellement à l'art esquimau ; un article d'Ignacio Ramonet et un autre de Jean-Claude Leblond sur les Inuit du Nord de Québec. (No 137, décembre, trimestriel, 7 dollars canadiens. — 500, rue Saint-François-Xavier, 5e étage, Montréal, Québec, Canada H2Y 2T5).

■ LA RECHERCHE. Un dossier sur les marchés des biotechnologies. (No 217, janvier, mensuel, 32 F. — 57, rue de Seine, 75280 Paris Cedex 06).

Colloques et rencontres

● LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ DES JOURNALISTES. Rencontres organisées par le Centre de perfectionnement des journalistes les 6 et 7 février à Paris au siège de l'UNESCO. *(CPJ, 31, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 45-08-86-71)*.

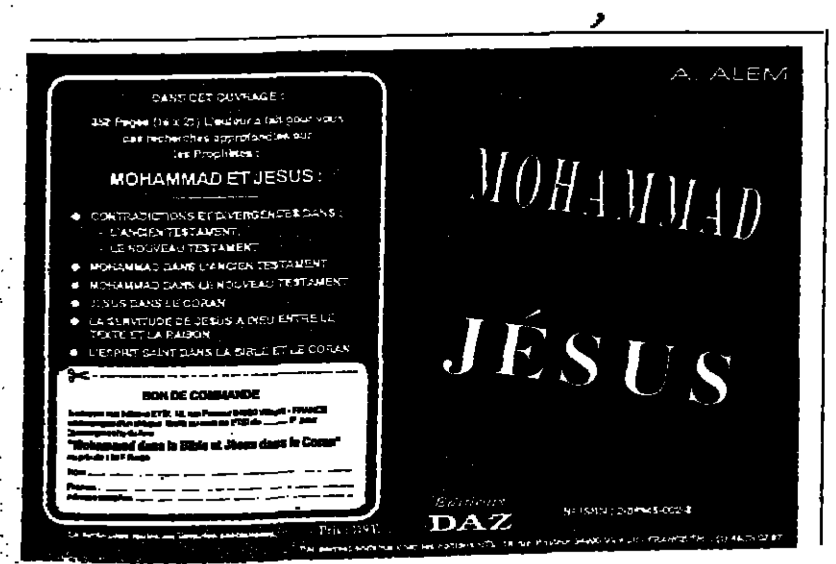
● LES ENTREPRISES EUROPÉENNES FACE A L'EST. Un séminaire du Centre de formation aux réalités internationales le 8 février à Paris. *(CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : 45-65-25-00)*.

● L'AN 2 DU RMI. Colloque organisé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le CREDOC et *Alternatives économiques*, le 15 février à Paris. *(Brigitte Ezvan, CREDOC, Tél. : 40-77-85-18)*.

● CHANGEMENT POLITIQUE ET SYSTEME ÉCONOMIQUE EN RDA. Le 16 février à Paris, dans le cadre du séminaire, « Institutions et régulations dans les systèmes économiques socialistes ». *(Maison des sciences de l'homme, B. Chavance, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 45-44-38-49)*.

● QUAND ROME CONDAMNE. Débat sur le livre de François Leprieur les 24 et 25 février au centre Thomas-Moore. *(La Tourette, BP 105, 69210 L'Arbresle. Tél. : 74-01-59-19)*.

● ÉCOLOGIE, VIE ET PAIX. Entre hommes de religion et écologistes, à Brive, le 25 février. *(François Devouge, Les Picadis, 19600 Saint-Pantaléon. tél. : 55-86-86-65)*.



les livres

UNE AMÉRIQUE DE TENDRES MARGINAUX

Souvenirs d'un vieux crocodile

TENNESSEE WILLIAMS, TOUTES SES NOUVELLES, édition complète et chronologique (1928-1977), Robert Laffont, Paris, 1989, 589 pages, 180 F.

« *QUELS livres valent d'être écrits, en dehors des Mémoires ?* » se demandait André Malraux. Tennessee Williams l'a fait et à tous ceux que taraude le violent désir de laisser quelque trace écrite de leur passage sur la terre, à tous les Napoléon qui s'imaginent que leur vie est un roman, on ne saurait trop conseiller de suivre l'exemple de celui qui s'appelait lui-même *« le vieux crocodile »*.

Car tout au long de sa vie, quand il n'était pas possédé par un dialogue de film à livrer d'urgence, par une scène de théâtre à modifier ou réécrire avant une première à Broadway, Tennessee Williams s'imposait de se mettre à sa table de travail et d'écrire ces milliers de pages, sorties de sa mémoire, qui constituent l'ensemble de ses nouvelles. De 1928 à 1977, presque chaque matin de sa vie, il s'est imposé de coucher sur le papier tous les événements marquants de sa vie réelle ou imaginaire. Tous les sentiments et les émotions qu'il a ressentis, non sous la forme classique et quotidienne d'un « journal » mais dans des récits fulgurants, douloureux, poétiques qui sont la substance de toute une vie, et, en ce sens, on peut bien dire que le recueil de ces nouvelles constitue ses vrais Mémoires.

Certaines sont même écrites à la première personne et nous font entendre la voix de l'auteur, qu'il évoque les souvenirs de son adolescence à Saint-Louis, quand il travaillait dans une fabrique et gribouillait ses premiers poèmes sur le carton des boîtes à chaussures ; qu'il fasse revivre ses années d'étudiant, et les nuits troubles dans les champs de fleurs bleues qui bordent le campus ; qu'il se souvienne des années glorieuses et folles de La Nouvelle-Orléans, la ville qu'il a aimée plus qu'aucune autre, parce qu'elle était la ville de la liberté, de la création, du carnaval, parcourue par ce *Tramway nommé désir*, dont il a fait l'oriflamme de sa vie.

Tous les personnages qu'il a côtoyés et aimés, et qu'on retrouvera dans son théâtre, se retrouvent déjà et se côtoient et se croisent au détour de ces pages intimes, arrachées à la mémoire. A commencer par les deux Rose, qu'il a portées, sa vie durant, comme deux échardes douces dans son cœur ; sa grand-mère Rose, inébranlable, la généreuse, la discrète grand-mère, qui perdit tout son sang dans l'escalier de la maison familiale de Memphis et qui dissimulait des paquets de dollars, cousus dans son corset, et sa sœur Rose, l'être que Tennessee a le plus tendrement aimé. Elle n'était pas vraiment demeurée, mais les pétales de son esprit se trouvaient simplement repliés par la peur de la vie et elle n'a jamais fait un pas pour avancer dans l'eau froide du monde. Elle préférait rester isolée dans son univers de verre, de musique, à astiquer avec un chiffon de soie les petits animaux de sa ménagerie de verre, qui peuplaient sa chambre de toujours jeune fille.

Curieusement, dans un autre texte, Tennesse Williams nous avoue le bonheur qu'il éprouvait à nettoyer et à astiquer, avec un chiffon de soie, les échantillons de chaussures de la manufacture, exposés dans leur vitrine. L'œuvre immense et forte de Tennessee Williams – son théâtre, ses nouvelles – est entièrement construite à partir de ces infimes choses de la vie, à partir de ces êtres fragiles et marginaux, doux ou violents, sages ou fous, vagabonds ou assassins, excentriques, détraqués, mais tous victimes exemplaires sur le dur chemin de la purification. Et ce n'est pas un hasard que l'un des plus beaux textes de ces nouvelles fasse référence directe au grand Tolstoï.

IL est une dernière nouvelle que Tennessee Williams n'a pas eu, hélas, le loisir d'écrire : c'est le récit de sa propre mort. On sait qu'après avoir travaillé toute la matinée, et donné à son écriture le meilleur de lui-même, il aimait, le soir, traîner dans les banlieues sordides des grandes villes, ou sur les docks des ports avec ses deux plus fidèles compagnons : la fiasque de whisky et le flacon de tranquillisants. Il lui arrivait souvent alors d'aller s'écrouler pour dormir dans le premier hôtel trouvé sur son chemin. Et ce soir-là, en essayant de déboucher avec les dents un flacon de somnifères, il en a bêtement avalé le bouchon de plastique, qui lui est resté en travers de la gorge. Il est mort ainsi, étouffé, seul, perdu, et désespéré d'espérance. C'est l'une de ses plus belles histoires, non ? Et ça lui ressemble tellement !

MAURICE PONS *.

* Ecrivain ; auteur, entre autres, de *Douce amère* (Denoël, 1985), traducteur de Tennessee Williams.



EUROPE

LES CINÉMAS DE L'EST. – Mira et Antonin Liehm

★ Cerf, col. « 7e art », Paris, 1989, 472 pages, 320 F.

LE CINÉMA POLONAIS. – Jacek Fuksiewicz

★ Cerf, col. « 7e art », Paris, 1990, 200 pages, 144 F.

LE CINÉMA HONGROIS. – Jean-Pierre Jeancolas

★ CNRS, Paris, 1989, 248 pages, 95 F.

Ceux qui en doutaient encore ont pu vérifier ces dernières semaines combien la télévision est une machine schizophrène. A l'occasion des événements dans les pays de l'Est, pas un soir le journal télévisé n'a manqué de nous proposer, souvent en direct, des images fortes (et parfois fausses !) de l'actualité. Du mur de Berlin à celui, roumain, contre lequel Ceausescu est fusillé, en passant par les morts de Bakou et par les foules de Varsovie, de Prague, de Budapest et de Vilnius, toute l'écume fiévreuse et parfois tragique de ce grand ébranlement a inondé nos petits écrans. En revanche, pas un film de fiction de l'Est sur aucune des six chaînes françaises au cours de ces derniers mois ; même pas – et c'est particulièrement scandaleux – aux séances de ciné-club. Pourtant, comme le disent Mira et Antonin Liehm dès les premières phrases de leur superbe livre, le cinéma de fiction, dans ces pays sans liberté, a souvent été une œuvre *« de dissension politique »*. Et il suffirait de consulter ces trois remarquables ouvrages pour comprendre à quel point certains cinéastes (Krzystof Kieslowski en Pologne, Jiri Menzel en Tchécoslovaquie, Marta Meszaros en Hongrie, Mircea Danelinc en Roumanie...) ont traduit dans leurs films les tensions et les crises qui ont abouti à la situation actuelle.

I. R.

UNE AUTRE EUROPE, UN AUTRE MONDE. – Deena Stryker

★ L'Interdisciplinaire, Limonest, 1989, 192 pages, 145 F.

La force d'une analyse prospective, c'est de subir l'épreuve des ruptures historiques. Ecrit quelques mois avant l'écroulement du mur de Berlin et le basculement vers la démocratie de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, l'ouvrage de Deena Stryker, non seulement « tient la route », pour avoir intégré ces paramètres dans son analyse, mais se révèle d'une étonnante capacité d'anticipation.

Pour l'auteur, il s'agit de « voir grand et large » la place de l'Europe dans le monde. L'Europe englobant tous les peuples jusqu'aux frontières soviétiques, l'Europe des « Trente » (la « *confédération* » de M. Mitterrand ?), ne doit pas concevoir sa sécurité dans un tête-à-tête, conflictuel ou non, avec Moscou. Comme l'URSS, l'Europe fait partie d'un continent euroasiatique qui englobe aussi des puissances comme l'Inde et la Chine. C'est à l'échelle de ce continent que doivent être trouvés les équilibres et les contrepoids garantissant à chacun sa sécurité.

BERNARD CASSEN

INTERROGATOIRE A DISTANCE. – Vaclav Havel, entretiens avec Karel Hvizd'ala, traduit du tchèque par Jan Rubes

★ Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1989, 167 pages, 89 F.

Avoir lu *Interrogatoire à distance*, paru en français un peu avant la « révolution de velours » qui vient de porter Vaclav Havel à la présidence de la République tchécoslovaque, et relire ces entretiens en ce moment, c'est découvrir avec stupeur que le destin du dramaturge dissident était inscrit dans ses lignes de vie.

Le « fils de bourgeois », né en 1936, maintenu à l'écart de la vie ordinaire dès 1948 par les lois du régime, en a toujours été, depuis l'adolescence, l'un des adversaires les plus actifs et les mieux renseignés sur son fonctionnement.

Aujourd'hui, la responsabilité de Vaclav Havel s'est transformée en destin. Porte-parole du peuple (1) il se retrouve, comme dans ses pièces, à la croisée de ces chemins avec une grande humilité *(« Qu'est-ce que j'ai fait ? »)* et aussi une grande humanité.

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Vient de paraître : *Essais politiques*, (textes réunis par Roger Errera et Jan Vladislav), préface de Jan Vladislav, Calmann-Lévy, Paris, 1989, 255 pages, 120 F.

GORBATCHEV'S AGENDA, CHANGES IN SOVIET DOMESTIC AND FOREIGN POLICY. – Susan L. Clark (sous la direction de)

★ Westview Press, Boulder, Colorado, 1989, 422 pages.

L'Institute for Defense Analyses, d'Alexandria, près de Washington, est un centre de recherche gouvernemental qui travaille en étroite liaison avec le Pentagone, le département d'Etat et la CIA. Les moyens dont il dispose et la qualité de ses chercheurs en font l'une des institutions de réflexion les plus importantes des Etats-Unis sur les questions stratégiques contemporaines et, parmi ses axes de recherche actuels, l'URSS tient une place essentielle.

Cet institut vient de publier un recueil d'études sur les changements survenus dans la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique sous l'impulsion de M. Gorbatchev. Bien que les thèmes militaires et stratégiques y soient dominants, comme le laisse supposer le profil de l'institut, les questions économiques et de politique intérieure ne sont pas négligées. Mais l'originalité de l'ouvrage tient au fait que la majorité des collaborateurs est d'Europe occidentale, ce qui témoigne d'une préoccupation, relativement rare aux Etats-Unis, de comprendre le point de vue européen.

MARIE LAVIGNE.

LES ALLEMANDS DE LA VOLGA. HISTOIRE CULTURELLE D'UNE MINORITÉ. 1763-1941. – Jean-François Bourret

★ Presses universitaires de Lyon/Editions du CNRS, 529 pages, 180 F.

Les Allemands de la Volga comptent parmi les communautés germaniques les moins connues et les minorités d'URSS les plus défavorisées du point de vue de l'autonomie culturelle. Leurs ancêtres répondirent au manifeste de Catherine II, qui, le 21 juillet 1703, invitait les étrangers à venir s'implanter en Russie pour y coloniser des terres. Ainsi prirent naissance les premières communautés germaniques des rives de la Volga qui, très rapidement, connurent une expansion spectaculaire. Si elles ne comptaient au XVIIIe siècle que 25 000 ou 30 000 habitants, ils étaient 400 000 en 1914. Le statut de république socialiste soviétique leur fut accordé en 1924. Staline, par crainte de leur sympathie pour Hitler, les dispersa en 1942 et mit fin à l'existence de la République de la Volga. Jean-François Bourret a minutieusement retracé leur histoire, dans une étude remarquablement documentée.

JEAN-MICHEL PALMIER.

PROCHE-ORIENT

L'EUROPE ET LE CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN. Débat à trois voix. – Sous la direction de Jean-Paul Chagnollaud et Alain Gresh

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 198 pages, 90 F.

Janvier 1989. Depuis un peu plus d'un an, le soulèvement dans les territoires palestiniens a bouleversé les cartes au Proche-Orient. L'OLP a lancé son initiative de paix. Une association, initiative européenne pour la paix au Proche-Orient, organise à Paris un dialogue entre Palestiniens et Israéliens. A côté des représentants officiels de l'OLP, s'associent des Israéliens. Ceux-ci ne représentent plus seulement la marge de leur société, mais les porte-parole de mouvements de paix qui, encore fragiles, s'étoffent pourtant depuis 1982 et surtout depuis décembre 1987. Ce sont les actes de ce colloque qui paraissent aujourd'hui.

Des incompréhensions, des peurs subsistent. L'on entend, par exemple, une dirigeante du mouvement La paix maintenant, s'émouvoir à l'idée que les Palestiniens puissent revendiquer leur droit au retour sur leurs terres, d'où ils furent expulsés. Mais ces hommes et ces femmes s'écoutent ; indubitablement, un pas est franchi dans le dialogue entre les deux peuples. Des chercheurs, journalistes et députés européens, socialistes, communistes, libéraux, contribuent au débat. L'idée d'une potentielle coopération économique entre l'Europe et des Etats indépendants d'un Proche-Orient en paix fait son chemin. Ce livre-témoin, dont la couverture est tout un symbole (Nabil Shaath, président de la commission politique du Conseil national palestinien applaudi par les délégués israéliens), fera date.

ISABELLE AVRAN

THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA 1990

★ Europa Publications, Londres, 1989, 954 pages, 95 livres.

Trente-sixième édition de l'annuaire, cette nouvelle mouture a les qualités des précédentes : clarté et exhaustivité. L'ouvrage est divisé en trois parties : problèmes généraux (conflit israélo-arabe, commerce des armes, mouvements islamistes, etc.) ; organisations régionales (aussi bien celles des Nations unies présentes dans la région que la Banque arabe de développement économique ou le Conseil de coopération du Golfe) ; enfin description de chaque pays (géographie, histoire, économie, statistiques, etc.). On notera aussi les cartes et divers documents concernant la question palestinienne.

ALAIN GRESH

PHILOSOPHIE

CRITIQUE DU BONHEUR. – Miguel Benasayag et Edith Charlton

★ La Découverte, Paris, 1989, 186 pages, 85 F.

« Plutôt que de regarder, dire ça me regarde » : cette formule, reprise par Miguel Benasayag et Edith Charlton, illustre parfaitement leur tentative de recherche d'un fondement philosophique à l'action humaine – individuelle et collective – en rupture radicale avec l'idéologie dominante. Cette idéologie dont le concept de bonheur, comme évitement du pire, forme le révélateur. D'où le titre d'un livre qui s'attache, à travers une analyse percutante de la société du spectacle et la généralisation marchande, à désaliéner, malgré tout, cette figure du bonheur, qui empêche de vivre.

FRANÇOIS VITRANI.

RETOUR DES MAGICIENS EN URSS

Portrait d'un guérisseur

LE PRECURSEUR, de Vladimir Makanine (traduit du russe par Catherine Mazel), Actes Sud, Arles, 1989, 448 pages, 135 F.

CE roman mérite bien son nom. L'auteur, lorsqu'il l'a publié en 1983, prévoyait-il la vague obscurantiste qui déferle aujourd'hui sur l'Union soviétique ? Il ne pouvait en tout cas pas prévoir que le « psychothérapeute » Anatoli Kachpirovski – célèbre médium qui insiste sur la *« foi du subconscient »* et soigne ses malades par hypnose télévisée... – serait longuement interviewé dans la *Pravda* (1er septembre 1989). Moins encore que l'entretien s'achèverait sur le souhait émis par l'organe du comité central du PCUS que ses séances d'hypnose télévisée soient organisées non plus par les stations régionales mais par la télévision centrale elle-même !

Si Makanine n'a pas prévu l'ampleur du phénomène, il l'a en tout cas pressenti. Son roman, paru en URSS sous l'éphémère règne de Tchernenko, nous raconte la carrière un peu moins éphémère d'un innocent guérisseur et les manœuvres fort peu innocentes qui l'entourent.

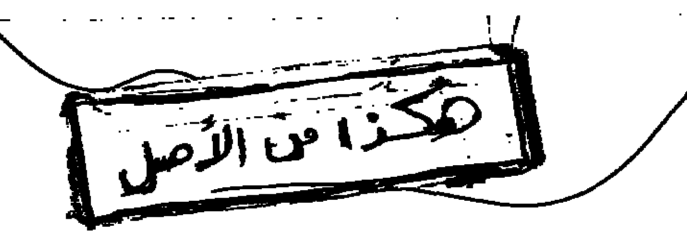
Le vieux Yakouchkine, au retour d'un séjour dans un camp sibérien, se découvre un don. Sans doute ce don est-il né après la chute d'une poutre sur son crâne. Yakouchkine, en tout cas, se frotte toujours la cicatrice qui lui en est restée au moment où l'inspiration commence à se manifester. A un auditoire d'épaves ou d'êtres simplement perdus, éperdus ou malades, Yakouchkine assène des discours, un message sur la vie simple à mener, sur l'amour indispensable, et un traitement qui conjugue une potion à base de dentifrice, des infusions et des massages commentés avec un lyrisme hypnotique et autohypnotique contagieux.

Vladimir Makanine décrit avec minutie la faune multiforme qui entoure Yakouchkine : ses patients, cancéreux moribonds qu'il guérit puis envoie poursuivre leur existence à la campagne, ou qui restent autour de lui et constituent une menue secte ; un apprenti journaliste désireux d'utiliser le don du guérisseur pour s'introduire dans le milieu des médecins ; la fille du guérisseur à l'existence cahotante ; les poivrots que Zotov, son compagnon occasionnel, dépouille à son insu, pendant qu'il tente, lui, de les convertir à son enseignement. Makanine esquisse autour de son héros une fresque sociale où cancérologues et ingénieurs voisinent avec les bas-fonds...

LE roman de Makanine n'est pas voltairien. Son Yakouchkine dont le « don » disparaît un jour n'est pas un escroc. Il refuse d'ailleurs l'argent. C'est un illuminé que l'auteur décrit avec un mélange de sympathie et de scepticisme. Certes, son message est extrêmement simpliste : *« Quand l'amour entre les hommes triomphera, quand les humains viendront à bout du manque de spiritualité, alors seulement l'asthme, le cancer et les autres malheurs des hommes disparaîtront d'eux-mêmes. »* Il débite là une sorte de vulgate commune aux innombrables sectes religieuses ou pseudomédicales. Mais Makanine fait de son personnage plus un cas qu'un charlatan. Yakouchkine est d'ailleurs, lui aussi, une victime, utilisée, bafouée, moquée.

Les êtres que Vladimir Makanine nous peint autour de Yakouchkine ne dessinent souvent qu'une galerie d'ombres ; là est la faiblesse de ce roman. Makanine est plus un analyste qu'un peintre. Et le roman vaut plus par le portrait, fouillé, de son héros et de quelques-uns des personnages qui l'entourent que par la peinture du monde ambiant. Néanmoins, à travers son personnage principal, Makanine recrée l'une des facettes intérieures, et aujourd'hui très apparentes, d'une société malade.

JEAN-JACQUES MARIE.



du mois

SOCIÉTÉ

LES FRANÇAIS ET LEURS REVENUS. Le tournant des années 80. – Centre d'études des revenus et des coûts (CERC)

★ *La Découverte/La Documentation française, Paris, 1989, 275 pages, 140 F.*

Parce que le CERC a bâti sa réputation sur la rigueur de l'analyse et la prudence du commentaire, les rapports qu'il publie font généralement autorité. Celui-ci est accablant.

Le tournant des années 80, c'est celui des inégalités qui se sont accrues en France comme jamais au cours des années précédentes. Les rémunérations du travail, en particulier salarié, régressent, tandis que celles du capital, surtout mobilier (actions, obligations), augmentent fortement. Les écarts de revenus s'accroissent ainsi que la concentration des patrimoines, tandis qu'aux inégalités entre les catégories sociales s'ajoutent celles dues à l'âge, au détriment des plus jeunes, victimes de la précarité de l'emploi et de la régression des bas salaires. Ni les prélèvements fiscaux ni les cotisations sociales n'ont eu d'effet correcteur. Au contraire : les premiers se sont progressivement allégés pour les plus hauts revenus tandis que les secondes se sont accrues sur les plus faibles.

Un bilan consternant, pour une décennie de crise essentiellement gérée par des gouvernements socialistes.

CHRISTIAN DE BRIE.

POUR LES DROITS DE L'HOMME. – Collectif

★ *Artis 89, Paris, 1989, 408 pages, 395 F.*

Une rencontre inédite de l'image et de l'écriture sur le thème de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et de 1793. Des historiens – entre autres Michel Vovelle et Madeleine Rebérioux – passent en revue certaines des personnalités qui, à travers le monde, ont fait avancer les idées contenues dans la Déclaration (Francisco Miranda, Toussaint-Louverture, Rifaat Tahtawi...). Une deuxième partie rassemble une collection de soixante-six affiches spécialement conçues pour cet ouvrage (1) par les meilleurs graphistes du monde (Saul Bass, Roman Cieslewicz, Milton Glaser, Shigeo Fukuda, Grapus, Roland Topor, Ian Lenica, Savignac...). Enfin, des personnalités (William Styron, Lech Walesa, Driss Chraïbi, André Brink, Abdellatif Laâbi...) témoignent des atteintes aux droits de l'homme aujourd'hui. Des textes intelligents et courageux, fort bien mis en valeur par une très originale mise en page (créée par Grapus) qui fait de cet ouvrage une authentique pièce artistique.

L. R.

(1) L'ensemble de ces affiches, pouvant faire l'objet d'une exposition, est disponible chez Artis 89, 137, boulevard Magenta, 75010 Paris.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ATLAS DE LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE. – Sous la direction de Pierre Vallaud.

★ *Hachette, Paris, 1989, 284 pages (dont 40 de statistiques et 240 cartes et schémas), 228 F.*

Rien de plus « parlant » qu'un bon atlas rassemblant, sur une double page en couleurs, cartes, graphiques, statistiques et texte d'explication. Mais pour qu'il « parle », il faut qu'il ait quelque chose à dire, une logique d'appréhension de la réalité. C'est le cas du splendide ouvrage sur la puissance économique que nous propose Pierre Vallaud : l'auteur fonde son analyse sur les nouveaux rapports qui s'établissent entre Etats et grandes entreprises, associés dans la conquête des marchés mondiaux et de la légitimité interne. (Un point de vue proche a été développé par Ricardo Petrella dans *le Monde diplomatique* d'août 1989).

B. C.

CULTURE

COMMENT VIVRE AVEC L'IMAGE. – Sous la direction de Maurice Mourier

★ *PUF (Nouvelle Encyclopédie Diderot), Paris, 1989, 380 pages, 195 F.*

Si le mot « image » est souvent employé dans la langue courante, c'est le plus souvent sans plus de précision. Il y a, en effet, les images mentales, les images oniriques, les images qui sont des prières, d'autres qui se donnent pour des reproductions fidèles du réel, et, dernières venues, les images de synthèse issues de formules mathématiques complexes. Images du dedans, images du dehors, images d'ailleurs...

Il n'y a donc pas de science des images, du moins unitaire : les spécialistes qui pourraient la fonder appartiennent à des disciplines trop différentes, d'autant que ce n'est pas toujours le même objet que l'on désigne, d'une langue à l'autre, sous le même vocable.

Mais voici un livre qui contourne avec élégance la difficulté : il ne s'agit pas tant de fonder une science de l'image que d'étudier les comportements qu'elle suscite. Psychanalystes et physiciens, philosophes et créateurs, poètes et critiques, pour une fois réunis, apportent leur pierre sous l'œil vigilant d'un constructeur qui sait quelle place lui assigner. Peinture, images religieuses, nouvelles images, cinéma, vidéo, il n'est guère de domaine qui ne soit au moins évoqué dans une revue encyclopédique, selon l'ambition de la collection.

GUY GAUTHIER.

TAHITI DANS TOUTE SA LITTÉRATURE. – Daniel Margueron

★ *L'Harmattan, Paris, 1989, 469 pages, 230 F.*

Tahiti a inspiré une abondante littérature qui se présentait jusqu'à présent dans un prodigieux désordre. Daniel Margueron, éditeur à Papeete et professeur au Centre universitaire de Tahiti, est le premier à nous en montrer l'originalité, la densité, les caractères. Mettant en perspective les récits de voyage, les romans et autres textes depuis Bougainville jusqu'à Romain Gary, il repère des cycles, des lieux, des personnages, s'intéresse à l'impact de cette littérature sur les lecteurs français.

De cet inventaire de la quête de l'autre – ce Tahitien autrefois « bon sauvage » et aujourd'hui l'un des derniers « tomiens » de la communauté française – il ressort que la plupart des écrivains français ont continué de reproduire des idées reçues. Cette littérature est encore un discours colonial auquel n'échappent que quelques rares écrivains comme Victor Segalen, Jean Reverzy, Simenon et quelques autres que l'auteur tire fort heureusement de l'oubli.

JEAN SCEMLA

RELIGION

RASSEMBLEMENT ŒCUMÉNIQUE DE BALE

★ *Cerf, Paris, 1989, 528 pages, 207 F.*

PAIX ET JUSTICE POUR LA CRÉATION ENTIÈRE

★ *Cerf, Paris, 1989, 104 pages, 39 F.*

Sept cents délégués d'Eglises d'Europe se sont réunis à Bâle en mai 1989. Le document voté alors – « Paix et justice pour la création entière » – analyse les *« défis à relever »* concernant la justice, la paix, l'environnement et étudie les *« causes profondes »* de la crise actuelle. Dans une optique d'engagement chrétien résolu, il affirme que *« la maison européenne »* doit être *« une maison ouverte »*, à l'intérieur d'elle-même comme à l'extérieur, sur l'ensemble de la planète, thème qui devrait être développé encore lors du rassemblement mondial de Séoul en mars 1990. Ce document fait l'objet d'une édition « courte » – celle de 104 pages. L'autre livraison, beaucoup plus épaisse, reprend ce texte, mais publie aussi les contributions des vingt groupes de travail et les déclarations des personnalités venues des *quatre coins de l'Europe*.

JACQUES DECORNOY.

Europe, nœud de l'histoire

Par YVES FLORENNE

NOTRE titre, s'il n'est pas celui du livre (1), est bien de la main de l'auteur, concluant sa préface en français. Une déclaration bien faite pour scandaliser l'Amérique *dans l'idée qu'elle a d'elle-même : être, à elle seule, la nouvelle histoire de la terre entière*, par l'effet de son innocence originelle qu'ont confirmée une foi, une fidélité et une vertu sans exemple. Car ce n'est pas de la « vieille » Europe historique que parle William Pfaff : au mot « histoire » il ajoute : *« contemporaine »*. Après un traumatisme encore jamais connu, c'est bien de l'Histoire majuscule, celle d'aujourd'hui et du futur, que l'Europe redevient le *« nœud »*, le cœur.

Le « siècle américain » n'aura pas duré cinquante ans. Encore a-t-il dû être partagé avec le dernier avatar du messianisme impérialiste russe, celui-là à peine moins éphémère, et qui s'écroule sous nos yeux. Voici donc le cinquième, ou dixième siècle de primauté européenne dont la nouvelle durée n'est pas mesurée. De quoi sera faite cette Europe, *non plus déchirée contre elle-même, mais rassemblée ? De celle dont les fondations existent mais demeurent* à ciel ouvert ? Et qui pourrait s'associer prudemment d'autres nations suffisamment établies ? L'auteur, sans en décider, pense d'abord à l'assise occidentale, avec son avancée grecque. Le reste viendrait par surcroît.

Peut-être le trouvera-t-on un peu optimiste quand il entend déjà le parfait concert européen de 1993. Il est vrai qu'il ne connaissait pas la partition personnelle du chef Kohl, ni les couacs à droite de ce grand orchestre. L'essentiel, c'est ce *« nœud »*, ce cœur de l'histoire que l'Europe demeure, et elle recommence de le prouver. Une de ces preuves se trouve en dehors d'elle : dans l'Amérique et dans l'affirmation d'elle-même qu'elle tente de renouveler, mais qui trahit un doute et un trouble profonds, et n'est pas sans relever de la méthode Coué.

Le livre frappe dès l'abord par sa lucidité, et avec d'autant plus de force qu'elle reste sereine, que l'expression en est ferme et limpide, enfin qu'elle émane d'un citoyen américain, – mais non moins, son nom le dit assez, citoyen de souche rhénane. Et le Rhin n'est-il pas à l'Europe ce que la Seine et la Loire sont à la France ?, laquelle n'en est pas moins sensible à sa rive rhénane.

En un seul chapitre, le premier, l'Amérique est mise à nu. C'est l'énoncé d'un diagnostic clinique, et discrètement psychanalytique. Trait fondamental, nous venons de le voir : le monde a réellement commencé avec les Etats-Unis. *Puis ceux-ci ont vécu deux formes successives et contraires* de refoulement : croire à ce que l'on *veut* croire, d'où l'optimisme forcé ; être tardivement traumatisés par le démenti le plus cruel : la retraite de leur surpuissance devant un petit peuple jaune. Non moins grave, *« l'absence de jugement »* : croire que le monde entier *« admire et envie les valeurs américaines »*. Si c'était vrai, tout irait au mieux pour le monde et son modèle prédestiné. Et ceci, qui ne va pas sans humour : *« La vie politique américaine est riche en idées* (oui, mais...) *épuisées, exsangues. »* La perte volontaire de mémoire abolissant l'histoire permet aux Etats-Unis d'oublier qu'ils en ont une. Elle s'est appelée génocide indien, racisme, esclavage, conquête par la force des propriétés du voisin. Mais dans l'annexion même du nom d'Américain, la doctrine de Monroe se lit : *« l'Amérique aux Etats-Uniens »*. Etape de la possession du monde par le seul effet d'une irrésistible force morale et spirituelle.

A peine quittés, nous voilà bien obligés de les retrouver au chapitre suivant, « Le défi européen ». Constat aussi radical que fondamental : *« Les Européens ne pensent pas comme les Américains. »* Ici, *penser* est au sens fort. Conséquence : le langage même est un *malentendu*. La filiation *directe, dans ce langage même*, avec l'Angleterre, explique que celle-ci se soit trouvée jouer naturellement le rôle de second. Quant à la France, William Pfaff note ceci : *« Etre Américain, c'est être unique. Mais c'est exactement ce que les Français pensent d'eux-mêmes. »* Aussi, *« la tension n'est donc que superficiellement politique. Il s'agit d'une rivalité morale. »* Est-ce la source de l'incurable *« méfiance »* des premiers à l'égard des seconds ? Lesquels doivent difficilement admettre, *« que cela* [leur] *plaise ou non, que ce sont les Européens qui comptent le plus pour la sécurité future des Etats-Unis »*.

Quant au chapitre consacré à l'Europe centrale, évidemment « dépassé », il confirme par là même chez l'auteur cette lucidité qui va jusqu'au prophétisme. Pareillement pour l'Union soviétique, et les contrecoups subis par M. Gorbatchev : *« De cette révolution, il pourrait bien être le Kerenski. »* Evidemment inversé ? Alors, quelle sorte inquiétante de tsar ? Mais la *« Russie d'Europe »* fut-elle jamais *de l'Europe ?*

A peine davantage, peut-être, que cette Asie, blanche ou jaune, où des augures se pressent aujourd'hui pour y voir la puissance dominante de demain. C'est interpoler d'après un Japon fondamentalement *autre*. L'auteur rappelle ici à la raison et à la connaissance des choses. Il apporte même des *statistiques. Par exemple, la France à elle seule* produit trois fois plus que l'immense Chine et son milliard de travailleurs. Mais la vraie réponse n'est pas dans les chiffres. Elle est dans ce que l'Occident mercantile conçoit mal. Ces civilisations ont toujours été étrangères, et même hostiles, aux valeurs de l'industrialisme et du capitalisme ; lesquelles, il n'y a guère plus de cent cinquante ans, n'étaient pas, et pour cause, celle de l'Occident. Les civilisations de l'Inde ou de la Chine, comme aussi de l'Afrique, dans leurs dissemblances profondes, sont d'une tout autre essence que ce que nous voulons à toute force leur vendre, du haut de notre suffisance mêlée à nos peurs.

WILLIAM PFAFF, cet Américain venu d'ailleurs et qui a choisi de vivre ailleurs, observe froidement l'Amérique. Le premier chapitre s'intitule « Etoiles mortes ». Moins cruel et plus familier, le titre du dernier, « Un terrible gâchis », qui conclut sur elle. Mais plus noble, le commentaire sur ce nouveau monde conçu, par ses élus vêtus de drap noir et de simplicité relativement candide, comme l'Eden même resurgi du néant et dont le destin serait un *Happy end* sans fin. Pourtant, il ne devait être (selon notre auteur) qu'une prodigieuse accélération de la grandeur et de la décadence romaines. *In memoriam* lapidaire : *« L'Amérique* fut *un empire éphémère... »*

Après quoi, la question dubitative de ce citoyen d'un empire défunt serait-elle, pour son livre, dans son écrasante simplicité, le mot de la fin : *« Sommes-nous disposés à faire preuve de sérieux ? »*

William Pfaff, *le Réveil du Vieux Monde*, Calmann-Lévy, Paris, 1990, 276 p., 130 F. Ce « *vieux* » doit plaire à certaines oreilles : raison de plus pour ne pas s'y complaire. N'y revenons pas. (*cf.* notre chronique de janvier). Il était sans doute malaisé de traduire le titre original : *Barbarian Sentiments.– How the American Century Ends.* Citoyen américain, l'auteur, lui-même nous le dit, *« vit et travaille à Paris depuis dix-neuf ans »*.

● PRÉCISION. – Dans l'article d'Yves Florenne, « Regards japonais sur la Révolution française », publié dans notre numéro de janvier, il fallait lire - page 24, 5e colonne, ligne 24 - *« Louis XIV »* (et non pas Louis XVI).

● L'ÉVOLUTION ET LES ÉVOLUTIONNISMES. – Denis Buican *(PUF, Paris, 1989, 127 pages, 30 F.)* : par l'un des grands spécialistes de l'évolutionnisme, une synthèse historique débouchant sur les controverses les plus actuelles. A lire aussi, du même auteur, *la Révolution de l'évolution*, PUF, Paris, 1989, 330 pages, 180 F.

● L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS. – Monique Fouet *(la Découverte, Paris, 1989, 124 pages, 39 F.)* : trois grandes sections sur les dépenses des *ménages, ce que produisent les entreprises* et le rôle de l'Etat.

● RIO DE JANEIRO. LA BEAUTÉ DU DIABLE. – Sous la direction de Graciela Schneier et Ana Maria Montenegro *(Autrement, Paris, 1990, 224 pages, 89 F.)* : derrière les espaces mythologiques de la « ville merveilleuse », un condensé des problèmes du Brésil et des coups de projecteur sur tous les aspects de la vie sociale et culturelle de la Cidade.

● MOSCOU GÉNÉREUSE ET BRUTALE. – Sous la direction d'Anne Coldefy-Faucard et Luba Jurgenson *(Autrement, Paris, 1989, 264 pages, 89 F)* : une cinquantaine d'essais sur la plus méconnue des grandes capitales, sa vie intime, son histoire, sa mémoire.

● KOMPASS RÉGIONAL ILE-DE-FRANCE. TOME 1 : ENTREPRISE. TOME 2 : PRODUITS ET SERVICES. *(Société nouvelle d'éditions pour l'industrie, Paris, 1989, respectivement 1 153 pages et 93 pages d'index, et 1050 pages, 1 610 F.)* : le fichier de référence des produits, fournisseurs, entreprises et marques en Ile-de-France.

● MANUAL OF THE TERMINOLOGY OF THE LAW OF ARMED CONFLICTS AND OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN ORGANIZATIONS. – Isaac Paenson *(Bruylant, Bruxelles, 1989, 844 pages, 8 250 francs belges.)* : en quatre langues – anglais, français, espagnol et russe – toute la terminologie du droit des conflits armés et des organisations humanitaires et un index également multilingue d'une centaine de pages.

COMMENT L'ÉTAT FAVORISE LA CONCENTRATION DES MOYENS D'INFORMATION

Les aides publiques à la presse

Par CLAUDE JULIEN

UNE discrétion bien compréhensible entoure les aides financières que l'Etat accorde à la presse. Jaloux de leur indépendance, les journaux abordent rarement ce problème délicat. Soucieux de protéger leur « image », que les médias peuvent à leur guise glorifier ou ternir, les élus font preuve à cet égard d'une grande prudence. Le gouvernement ne pourra pourtant pas éviter d'ouvrir ce dossier sensible surtout après la remise de deux études qu'il avait commandées et qu'il vient de rendre publiques (1).

Pour la collectivité nationale, plusieurs questions se posent inéluctablement : Des sommes aussi importantes ne seraient-elles pas plus utiles ailleurs ? Sont-elles équitablement réparties, et en fonction de quels critères ? Contribuent-elles à améliorer la qualité de l'information et à préserver la diversité des opinions ou commentaires, dont se nourrit le débat public ? Le système existant est-il compatible avec les règles du grand « marché unique » européen de 1993 ? Le rapport Todorov (1) montre bien l'ampleur et les difficultés des aménagements qui seront nécessaires au niveau communautaire.

Ce soutien accordé à la presse prend des formes diverses. D'une part, des aides directes : tarif allégé des transmissions par téléphone et par fac-similé, de même que pour le transport des journaux par la SNCF ; aide à la diffusion de la presse française à l'étranger ; subvention aux quotidiens nationaux (parisiens) dont les recettes publicitaires n'excèdent pas 25 % des recettes totales et subventions aux quotidiens de province à faibles recettes de petites annonces (2). D'autre part, des aides indirectes : tarifs postaux préférentiels ; taux de TVA allégé ; dégrèvement fiscal pour les bénéfices provisionnés aux fins d'investissement conformément à l'article 39 *bis* du code général des impôts ; exonération de la taxe professionnelle (manque à gagner pour les collectivités locales).

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier l'importance comparée et l'évolution de ces diverses formes d'aide, dont le total est passé, en francs courants, de 3,7 milliards en 1980 à 4,9 milliards en 1982 et à 5,8 milliards en 1989. Le poids relatif de ces aides par rapport au chiffre d'affaires global du secteur tend cependant à diminuer. La plus grosse part en est assumée par la poste, par le fisc et par la SNCF. Celle-ci estime d'ailleurs que ses charges réelles pour 1989 auront été de 176 millions (au lieu de 142 prévus), ce qui obligera à inscrire 34 millions dans la loi de finances rectificative pour 1990. Jusqu'en 1988, les périodiques acquittaient un taux de TVA de 4 % ; il a été ramené à 2,1 % taux déjà appliqué aux quotidiens et, depuis 1977, aux hebdomadaires politiques nationaux. Le tarif préférentiel des envois par la poste bénéficie à environ 14.000 publications reconnues par la Commission paritaire (3) ; l'aide aux transports par la SNCF (4) est accordée à toutes les publications, sans distinction, diffusées par les réseaux des sociétés de messageries.

Comme en témoigne l'évolution du taux de TVA, le champ d'application des aides a tendance à s'élargir. Ainsi, au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'article 39 *bis* du code général des impôts, conçu pour favoriser la modernisation des équipements (imprimeries), ne s'appliquait qu'aux publications comportant une large part d'information politique. En 1953, ce mécanisme a été étendu aux quotidiens et hebdomadaires non politiques... Depuis 1981, les tentatives d'organiser les conditions d'une transition vers un régime fiscal de droit commun ont échoué.

En 1985, la commission des finances de l'Assemblée nationale estimait que le système des aides publiques à la presse « *rassemble des mesures disparates et juxtaposées sans cohérence* », qu'il est appliqué « *sans connaissance précise de son incidence économique sur les entreprises de presse* », et qu'il ne cesse de s'écarter de ses « *objectifs initiaux (5)* ».

Un an plus tôt, la commission des finances avait demandé à la Cour des comptes de procéder à une enquête pour clarifier le maquis de textes qui régissent les aides publiques à la presse et pour suggérer les moyens qui permettraient d'en moderniser le fonctionnement. Le rapport de la Cour des comptes (6) constatait que le système a outrepassé son objectif, qui est « *l'information du public* », au point que l'on peut « *s'interroger sérieusement sur le besoin d'une aide publique pour certaines publications* ». La Cour relevait aussi l'incohérence de mesures prises « *au coup par coup* ».

LE principe des aides à la presse est fort ancien. Considérant que journaux et périodiques sont indispensables à la vitalité du débat démocratique, il admet qu'ils ne peuvent être assimilés à des entreprises purement commerciales. C'est ainsi que l'octroi du tarif postal préférentiel a été introduit par la loi du 4 thermidor an IV (1796). L'exonération de la taxe professionnelle (1975) trouve son origine dans la loi du 25 avril 1844 qui dispensait les journaux de payer la patente. Les tarifs allégés sur les télégrammes de presse (décret du 29 mars 1960) remontent en fait à une loi de 1886. La loi de 1976 sur l'allègement du taux de TVA est l'héritière d'une loi de 1920 sur le chiffre d'affaires. Diverses dispositions récentes constituent des aménagements de textes élaborés à la fin de la guerre.

D'une manière générale, le droit accuse souvent un retard sur l'évolution de la société. En l'occurrence, les mutations des moyens d'information ont été extrêmement rapides, au point que les textes en vigueur ne sont plus adaptés aux réalités. Certes, la presse en tire profit : elle dispose ainsi de ressources qui lui permettent d'affronter, dans des conditions moins défavorables, la crise qu'elle traverse. Il ne fait aucun doute que quantité de journaux — y compris bien entendu *le Monde diplomatique* — devraient transformer leur structure d'exploitation s'ils ne bénéficiaient pas de ces aides de l'Etat. Mais celles-ci sont-elles conformes aux objectifs poursuivis ? Favorisent-elles l'indépendance des journaux, la diversité des points de vue, la modernisation d'entreprises qui jouent un rôle essentiel dans le débat démocratique ?

D'IMPRESSIONNANTES FAVEURS FINANCIÈRES

(en millions de francs courants)

	1982	1989
● Aides directes :		
— téléphone et fac-similé	22,1	33,96
— transports SNCF	95,2	142,26
— aide pour la diffusion à l'étranger	15,6	32,66
— subvention pour faibles recettes publicitaires	10,2	24,85
TOTAL	143,1	233,73
● Aides indirectes :		
— tarifs postaux préférentiels	3 290	3 195
— allègement taux de TVA	770	1 500
— article 39 *bis*	340	280
— exonération taxe professionnelle	382	592
TOTAL	4 782	5 567



Roger-Viollet

LECTURE DES JOURNAUX AU PALAIS-ROYAL A PARIS (1864)
Au service du citoyen, ou de la seule recherche du profit ?

Un journal trouve sa raison d'être dans la diffusion d'informations, d'analyses, de commentaires. En général, pour assurer son équilibre il compte chaque jour davantage sur ses recettes publicitaires, qui deviennent plus importantes que ses recettes de vente. Ce système permet de réduire le prix demandé au lecteur. Mais le volume toujours croissant des pages d'annonces augmente considérablement le poids des journaux, et donc le coût de leur distribution, qui représente en moyenne 45 % du prix de vente. La Cour des comptes est donc parfaitement fondée à déplorer que « *l'aide postale constitue un allègement des charges aussi bien pour les pages publicitaires que pour les pages rédactionnelles, alors que son but n'est pas de favoriser également la diffusion des messages publicitaires et* [celle de] *l'information proprement dite* ».

Les mécanismes de l'aide postale (3 195 millions de francs en 1989) vont donc à l'encontre de la volonté du législateur. Ils octroient une injustifiable faveur aux publications les plus volumineuses, les plus lourdes et les plus chères à distribuer, alors que, dans un grand nombre de cas, elles sont déjà les plus propères grâce à des recettes publicitaires qui peuvent représenter jusqu'à 90 % des rentrées totales. Une louable intention démocratique est ainsi détournée de son objectif en devenant une aide aux riches. De même, les tarifs ferroviaires préférentiels (142 millions de francs en 1989) sont critiqués par la Cour des comptes, qui en 1980 avait proposé de les supprimer.

La Cour déplorait aussi que la presse scientifique et technique, qui peut « *contribuer à promouvoir la technologie française* », bénéficie « *très peu* » de l'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger (32,6 millions en 1989).

DEPUIS des décennies, un problème paraît insoluble parce qu'il est mal posé. Dans l'attribution des aides publiques, le législateur a eu le souci d'éviter un « *arbitraire* » qui, note la Cour, serait « *particulièrement redoutable dans un domaine comme celui de la presse* ». Dans cet esprit, il s'est efforcé de définir des « *critères objectifs* », dont on voulait espérer qu'ils écarteraient toute iniquité, à la double condition d'être « *définis avec une précision suffisante* » et « *appliqués dans des conditions satisfaisantes* ». Or, observe la Cour, « *telle n'est pas la constatation qui résulte d'un examen* » de ce système qui s'est « *de plus en plus éloigné de ses objectifs* ».

Le premier critère retenu avait été énoncé par la loi du 4 thermidor an IV, qui entendait « *faciliter la circulation des ouvrages périodiques* (...) *pour encourager la libre communication des pensées entre les citoyens de la République* ». Explicitant cet objectif, une loi de 1930 précise que les tarifs postaux préférentiels sont réservés aux publications poursuivant « *un but d'intérêt général pour l'instruction, l'éducation, l'information du public* ». Tout en regrettant la substitution du mot « *public* » au mot « *citoyen* », qui n'en serait d'accord ?

Une loi de 1934 et un décret du 9 janvier 1981 ont malheureusement ajouté aux trois objectifs premiers — l'instruction, l'éducation et l'information — une autre notion : la « *récréation du public* ». C'était ouvrir largement les vannes du Trésor public... La République subventionne désormais les revues de jeux et de mots croisés (si les solutions ne figurent pas dans le même numéro...) et les bandes dessinées (pourvu qu'elles aient un vague lien avec l'actualité...). « *Le critère de l'intérêt général*, observe la Cour, *s'est dilué dans une appréciation très subjective* », qui permet « *de réelles inégalités de traitement* ». En outre, le concours de l'Etat est ainsi accordé à « *certaines publications spécialisées dont les résultats bénéficiaires ne paraissent pas justifier le versement d'aides publiques* ».

Un autre critère a subi une dérive qui, elle aussi, trahit l'intention première du législateur. A l'origine, les annonces publicitaires — on disait alors les « réclames » — n'occupaient dans les journaux qu'une place minime. Leur gonflement conduisit le Parlement à intervenir. La loi du 29 avril 1908 n'accordait les tarifs postaux préférentiels qu'aux publications consacrant à la publicité moins de la moitié de leur surface imprimée. Ce plafond a été porté aux deux tiers de la surface. Dans la logique commerciale qui prévaut, rien n'interdirait de le hausser encore, jusqu'à 90 % ou 95 %... En 1979, dans son rapport au Conseil économique et social, le professeur Vedel avait préconisé une tarification proportionnelle à l'importance de la publicité. Proposition restée sans suite.

Pour corriger ces déviations, la Cour des comptes recommandait de transformer le régime des aides en se fondant sur « *des critères relatifs au contenu* » : utilité de chaque publication pour « *l'information politique et générale* » du public, surface comparée des pages rédactionnelles et des pages publicitaires. Une distinction serait établie entre « *un régime de base mieux défini* » et « *un régime préférentiel plus cohérent réservé à la presse dite d'opinion* », car « *la justification d'un système d'aides à la presse est le bénéfice qui doit en revenir au lecteur* ».

Mais les « *critères relatifs au contenu* » ont toujours été sujets à controverse. Pour reprendre une formule de la Cour, ils soulèvent nécessairement « *des problèmes ardus de définition* » : comment cerner exactement l'« *intérêt général* » du public, son « *éducation* » et son « *information* », la « *presse d'opinion* », etc ? Depuis des décennies, le législateur bute sur ces difficultés. Une solution raisonnable ne peut être trouvée qu'à la condition d'orienter les recherches dans une tout autre direction.

Un tel effort est nécessairement commandé par la critique majeure que l'on peut adresser au système actuel : la totalité des aides indirectes (tarifs postaux, taux de TVA, article 39 *bis*, exonération de la taxe professionnelle), soit plus de 5,5 milliards en 1989, et la majeure part des aides directes, soit 176 millions sur 233 en 1989, sont en fait proportionnelles à l'activité et au chiffre d'affaires des entreprises de presse. Pour leur plus grosse part, elles vont à des groupes dont les publications détiennent tous les records de poids à l'unité, de nombre d'exemplaires distribués, de surface consacrée aux annonces, de recettes publicitaires, de chiffre d'affaires, de marge bénéficiaire, etc. Reçoivent ainsi le maximum d'aide ceux qui en ont le moins besoin : les grands groupes (Hersant, Hachette...), les journaux les plus prospères, ceux qui sont en situation de monopole, etc. A coups de milliards, l'Etat subventionne ainsi la concentration des moyens d'information aux mains de groupes privés.

D'autre part, en vertu du système actuel, ces aides, contrairement à l'intention originelle, sont aussi attribuées à des publications qui ne contribuent en rien à l'information et à la formation du citoyen. Ces publications peuvent être parfaitement respectables et proposer intelligemment des jeux, des informations sur l'habitat, le bricolage, le sport, le jardin, la chasse, la pêche, le tricot, l'élevage des escargots... Aucun principe constitutionnel ne justifie que la République leur vienne en aide.

Les « *critères de contenu* » (genre d'articles, espace consacré aux annonces, etc.) sont dictés par les choix de la direction de toute publication. Si l'objectif, tout à fait légitime, est d'abord de réaliser davantage de profits et d'assurer une montée en puissance de l'entreprise, les articles viseront un public aussi large que possible et se mettront à sa portée, flatteront ses goûts plus qu'ils ne chercheront à l'éduquer, et l'espace consacré à la publicité croîtra avec l'audience. Mais, sous peine de tomber dans l'arbitraire, l'Etat ne peut se permettre de porter un jugement sur un tel choix de la direction. Celle-ci doit conserver son entière liberté et opter pour le statut juridique d'une société éditrice soumise au droit commercial commun, sans pouvoir prétendre aux faveurs financières de l'Etat ou n'en recevant que des avantages strictement modulés.

Dans l'hypothèse où la course au profit ne constitue pas l'objectif premier d'une publication, sa direction n'en est pas moins contrainte à équilibrer sa gestion, à adapter ses coûts à ses recettes, à être compétitive sur le marché qui lui est propre. L'Etat ne peut pas davantage s'ériger en juge de ses intentions, du projet qui oriente la stratégie rédactionnelle de cette publication. Mais celle-ci doit pouvoir ne pas être soumise au droit commercial commun. Elle doit pouvoir opter pour un statut de société à but non lucratif *(non-profit corporation)* en fonction duquel elle organise son contenu rédactionnel et ses appels à la publicité. Si elle ne conquiert pas une audience suffisante, elle disparaît sans que quiconque puisse la regretter. Si au contraire elle trouve son public, elle peut prétendre à l'aide de l'Etat. En contre-partie, son objectif n'étant pas le profit, elle perd la liberté de disposer à sa guise des bénéfices qu'elle réalise : le législateur détermine la part qu'elle pourra réinvestir, le reste étant affecté à une œuvre reconnue d'utilité publique. Ce ne sont plus les pouvoirs publics qui choisissent quelles publications pourront bénéficier des aides de l'Etat. L'Etat se contente d'enregistrer l'option de chaque publication pour un statut de droit commercial courant ou pour un statut de société à but non lucratif. Cette option détermine l'accès aux aides publiques ou à des aides diversement modulées. Une phase d'adaptation peut être prévue afin d'éviter un choc trop brutal.

A persévérer dans les voies vainement explorées depuis un demi-siècle, l'Etat continuerait de favoriser à la fois la concentration accélérée des moyens d'information et cette « marchandisation » de la presse qui, l'écartant du service de l'« *intérêt général* », la conduit à un niveau de plus en plus médiocre, parfois de plus en plus vil.

CERTES, la presse la plus prospère, celle qui, dans la répartition des aides publiques, se taille la part du lion, est aussi celle qui chante avec le plus d'enthousiasme les vertus d'un libéralisme économique proscrivant toute intervention de l'Etat... Bec et ongles, elle combattrait tout projet novateur. Ce serait une belle occasion de voir si l'Etat, la République, les élus, la majorité, quelle que soit sa couleur politique, seraient capables de lui tenir tête afin de réserver les aides publiques aux entreprises de presse qui choisissent un statut juridique conforme à leur objectif proclamé : non pas le profit maximal, mais le service de l'« *intérêt général* » de citoyens qui ont besoin d'être informés.

---

(1) Cabinet Arthur Andersen, *Analyse du système des aides publiques à la presse écrite*, décembre 1989 ; Pierre Todorov, maître des requêtes au Conseil d'Etat, *la Presse française à l'épreuve de l'Europe*, janvier 1990.

(2) En 1989, trois journaux parisiens ont bénéficié de cette aide : *la Croix* (6 millions), *l'Humanité* (6,8 millions) et *Présent*, porte-parole du Front national (0,59 million). *Libération* qui, à ce titre, avait perçu 3,8 millions en 1988, n'a pas déposé sa demande en 1989. Sept quotidiens de province ont également bénéficié d'une aide d'un montant global de 8,5 millions de francs.

(3) Sous la présidence d'un membre du Conseil d'Etat, la Commission paritaire des publications et agences de presse réunit dix représentants des ministères intéressés et dix représentants des entreprises de presse.

(4) Réduction de 50 % pour l'acheminement des publications ; pour le retour des invendus, une réduction équivalente était pratiquée jusqu'en 1987 : elle a été ramenée à 25 % en 1988, puis supprimée en 1989.

(5) Séance du 5 novembre 1985.

(6) En date du 29 septembre 1985. Le texte en est publié au *Journal officiel*, n° 3029.



Maîtriser l'énergie pour un développement durable

Le rétablissement des grands équilibres écologiques de la planète, en particulier la limitation de l'effet de serre, passe, entre autres mesures urgentes, par la maîtrise des dépenses d'énergie. Cette évidence, reprise par tous les discours officiels, se heurte cependant aux intérêts des multiples groupes de pression – au premier rang desquels le lobby nucléaire – qui raisonnent en termes de chiffre d'affaires et de parts de marché. Jusqu'à quand cette logique de puissance, à laquelle la multiplicité des centres de décision au sein de chaque gouvernement laisse le champ libre, pourra-t-elle faire échec aux impératifs de la survie commune ?

Effet de serre ou nucléaire : faut-il vraiment choisir ?

Par JEAN-CLAUDE RAY*

LA problématique du réchauffement du climat – le fameux « effet de serre » – mobilise aussi bien les cercles scientifiques et gouvernementaux (1) que le milieu associatif (2). Le gouvernement français a sa réponse, prête depuis longtemps, à la montée des inquiétudes : l'énergie nucléaire. L'opinion est-elle véritablement informée des termes du débat ? N'y a-t-il pas occultation de certains faits afin de relancer un secteur de l'industrie dont on sait qu'il est menacé ?

Rappelons quelques données essentielles : certains gaz, émis depuis la révolution industrielle par notre civilisation dévoreuse de ressources naturelles, absorbent, plus que la normale, le rayonnement calorifique infrarouge réémis par la planète sous l'action du « feu » solaire.

Des prémisses très approximatives

Quels sont donc ces gaz dont les contributions respectives à *l'effet de serre vont évoluer rapidement lors des prochaines années* ?

– *Le dioxyde de carbone* (CO_2) compte pour 49 % actuellement dans ce phénomène, *mais ne représentera plus que 40 % d'ici une dizaine d'années*. Ce composé provient à 90 % de la combustion de carburants fossiles (dont les trois quarts *pour la production* d'énergie primaire).

– *Les chlorofluorocarbones* (CFC), également responsables de la destruction de l'ozone stratosphérique en Antarctique (3), contribuent *au réchauffement climatique* à hauteur de 20 %, et bientôt 25 %. Outre les aérosols, en perte de vitesse actuellement, les responsables sont les solvants pour l'électronique, les chaînes de froid et l'expansion de mousses plastiques.

– *Le méthane* (CH_4), dont la concentration augmente de 1 % par an et dont la part dans le réchauffement se situe pour le moment vers 12 %. Les sources en sont la riziculture (surtout par sélection de grains à croissance rapide), l'élevage (surtout bovin et avicole), la déforestation, les fuites d'extraction et de traitement de gaz naturel, etc. (4).

– L'oxyde nitreux (NO_2), responsable de 10 % environ de l'effet de serre (5), provient essentiellement d'une agriculture basée sur un usage renforcé des engrais azotés.

– L'ozone troposphérique (O_3), *donc à basse altitude*, résultat d'un « cocktail » de divers polluants (oxyde d'azote, hydrocarbures, etc.) interagissant et dont les manifestations les plus spectaculaires sont, outre cet aspect thermique, les *smogs* photochimiques au-dessus des grandes villes, et les pluies acides.

– La vapeur d'eau stratosphérique, sur laquelle on ne peut pratiquement rien dire tant elle est mal connue des scientifiques, ce qui démontre l'énormité des besoins de recherche fondamentale...

La solution du nucléaire, préconisée par la France, résulte de la mise en syllogisme de deux prémisses approximatives : effet de serre = CO_2 (ce qui n'est exact qu'à 49 %), et CO_2 = énergie (vrai à 60 % seulement). Il suffirait ainsi de freiner les émissions de CO_2 en provenance des centrales thermiques (en produisant de l'énergie d'origine nucléaire, source de 25 fois moins de CO_2) pour résoudre le problème...

Cette entorse à la logique cartésienne n'est bien sûr pas innocente : *si l'émission des autres gaz devait subir réglementairement de draconiennes restrictions, la France serait bien mal placée*, avec son agriculture soumise aux intérêts des industries d'engrais (pour le NO_2) et son élevage producteur de grandes quantités de méthane. *Toute réduction* concertée au niveau international entamerait ainsi fortement les profits de l'agro-elimentaire de l'Hexagone.

La France en retrait

Dans le domaine des CFC également, la France se distingue des *autres nations industrialisées*. La volonté d'Atochem (6) de vendre du froid au tiers-monde (réfrigérateurs, air conditionné, etc.) *sur un marché évalué à 6 milliards de francs par an*, n'est pas étrangère à cette singularité. Lors des tentatives d'amendement du protocole de Montréal, qui *planifie* pour 1999 la réduction par étapes de la production à 50 % de celle de 1986, la position française a d'abord consisté à freiner des quatre fers, puis à accepter une réduction de 85 % vers l'an 2000 alors que les autres pays européens *voulaient aller jusqu'à 95 %* : gagner du temps, pour industrialiser des substituts « inoffensifs », telle est la voie choisie par Atochem et soutenue par le gouvernement. Les *données scientifiques* les plus récentes (7) démontrent pourtant qu'un retour à la normale en Antarctique en... 2100 ne saurait intervenir sans des mesures telles que l'arrêt brutal des émissions de CFC, de tétrachlorure de carbone (CC14), de méthylchloroforme (CH3CC13) – ces deux derniers corps « oubliés » par le protocole de Montréal –, la limitation (autoritaire ou volontaire) de la part de marché de ces substituts à un niveau très réduit, et leur sélection selon leur faible pouvoir de destruction de l'ozone (8)... pour *ne rien dire de leur pouvoir de* réchauffement, notoirement trop élevé.

Sur la question du nucléaire, la position française est tout aussi *difficile, cette technique ne constituant* pas une réponse suffisamment efficace à l'augmentation de la concentration de CO_2, et cela *pour de multiples raisons* dont nous omettrons délibérément ici celles relatives aux dangers écologiques (stockage, sécurité, prolifération) (9).

La nécessité d'eau froide en grande quantité, pour le refroidissement des centrales, exclut toute installation éloignée de la mer, puisque les ressources d'eau douce, menacées par le réchauffement généralisé, devront être réservées à des usages non industriels. Quant à la notion de proximité des côtes, elle devra être précisée en fonction de l'élévation du niveau de la mer *prévue* par le *réchauffement généralisé*...

Le temps de construction des centrales, même ramené à dix ans, ne fournit pas de réponse rapide, alors que le temps presse. Remplacer la totalité du parc mondial de centrales à charbon – les plus émettrices de CO_2 – impliquerait d'inaugurer *une* centrale nucléaire tous les trois jours et demi, et ce pendant trente-huit ans ! Et tout cela sans parvenir à diminuer pour autant la concentration de l'atmosphère en CO_2, puisque aussi bien les centrales à fuel lourd et à gaz ne sont pas prises en compte dans cette hypothèse...

Dans un monde en mal de liquidités (déficits structurels des Etats-Unis largement dus au surarmement, dette du tiers-monde vidé de ses capitaux par les pays du Nord, endettement des entreprises, privées de leurs fonds par de gigantesques OPA offensives ou défensives), les réductions inévitables de CO_2, devront se faire au moindre coût.



PRODUCTIONS HORTICOLES A BOUGUENAIS (LOIRE-ATLANTIQUE)
Du bon usage de l'effet de serre...

Dans cette optique, il a été démontré (10) que l'investissement de n'importe quelle somme dans le nucléaire est sept fois moins payante, pour une réduction de CO_2, que d'autres méthodes désignées, par simplification, sous le vocable d'économies d'énergie. Nous laisserons volontairement de côté les énergies renouvelables (éolienne, solaire, petit hydroélectrique, biomasse) qui, en termes de coût et d'abaissement du CO_2, *se situent à un niveau intermédiaire* entre les économies d'énergie et le nucléaire (11).

On peut citer trois méthodes, par ordre d'efficacité croissante, *dans la limitation des émissions de* CO_2 :

– La cogénération qui permet de récupérer une bonne moitié de *la chaleur émise par les centrales thermiques pour la production de* fluides destinés au chauffage (cités, bureaux, collectivités), *économisant des productions génératrices* de CO_2 inutile (voir, page 28, l'article d'Antoine Bonduelle).

– Le changement de carburant : pour une même fourniture *d'énergie*, le charbon produit 29 % de CO_2 de plus que le fuel lourd, et le fuel lourd 34 % de CO_2 de plus que le gaz naturel (12). Cette *simple* constatation condamne, à terme, toutes les mines de charbon du globe... et ouvrirait un avenir radieux au gaz naturel, si les fuites dont il fait fréquemment l'objet lors de l'extraction, du transport et du stockage pouvaient un jour être maîtrisées.

– L'amélioration de l'efficacité *énergétique : au lieu de rechercher* de nouvelles formes d'énergie, n'est-il pas plus logique d'améliorer la qualité d'utilisation de celles qui existent déjà ? A l'analyse, le gaspillage *énergétique* de notre civilisation est colossal, et de véritables gisements d'économies de CO_2 existent partout, qu'il nous faut découvrir (13). Les estimations faites dans ce domaine sont *impressionnantes* : la possibilité d'une réduction de 80 %, vers les années 2040-2050, est la plus couramment retenue. D'ici là, 20 % de CO_2 en moins d'ici 2005 semble un objectif *réalise*, à condition qu'une volonté politique se manifeste dans les pays industrialisés, ce qui est une tout autre affaire (14).

Ces trois méthodes constituent autant de moyens sûrs et accessibles pour limiter la concentration en CO_2 de l'atmosphère à 400 parties par million (ppm), seuil déjà estimé dangereux par tous les climatologues, alors que des organismes publics n'hésitent pas à lancer des études prospectives sur des concentrations de 600 ppm (15).

En France, grâce à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), des économies d'énergie sont certes impulsées, mais ce sont aussi des choix économiques qui doivent être effectués : il serait en effet absurde de développer la filière nucléaire, source d'électricité surabondante, et, dans le même temps, d'encourager des réductions spectaculaires de la consommation. Le nucléaire qui, de toute façon, ne représentera pas plus de 10 % de la fourniture énergétique mondiale à la fin du siècle, a-t-il l'avenir que lui *souhaiterait* un lobby dont l'influence s'étend jusqu'au secrétariat d'Etat à l'environnement ? Les autres pays se laisseront-ils imposer une solution dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a guère fait l'objet d'un débat démocratique en France ?



Des technologies peu exportables

D'autres raisons, de type logistique, s'opposent également à ces rêves de grandeur. En effet, toute *hypothèse d'exportation* de la technologie française à l'étranger se heurte à des obstacles de taille :

– Si la construction de centrales *a été menée, en France*, de main de maître, et à des coûts très compétitifs car subventionnés (les 200 milliards de dette d'EDF ont été puisés dans la poche du contribuable), *leur construction à* l'étranger *ne saurait être résolue* de la même façon. Surtout dans un marché concurrentiel où les autres pays vendront plus facilement leurs techniques *d'efficacité énergétique*, notamment à un tiers-monde sans capitaux dont le développement passerait, sans ces techniques, par une augmentation obligatoire des émissions de CO_2.

– Si la question de la sécurité nucléaire a été relativement bien maîtrisée en France (malgré quelques « bavures » récentes, heureusement sans conséquences), l'ampleur des connaissances à dispenser à des techniciens très nombreux, et dont le niveau est inexistant pour le moment dans le domaine de la sécurité, pose un problème insoluble aux responsables devant former ces personnels.

Dans cette situation bloquée (par leur faute), les nucléaristes français risquent d'être seulement prophètes... dans leur propre pays déjà suréquipé. Le coût à payer en serait, une fois de plus, le détournement d'investissements indispensables à la compétitivité économique, ainsi que le refus délibéré de régler, en profondeur, un problème écologique qui concerne notre bien-être et probablement notre survie (16).

(1) C'est ainsi qu'en décembre dernier vient d'être constitué, en France, un groupe interministériel sur l'effet de serre.

(2) Voir la réunion récente du Climate Action Network, groupement des organisations non-gouvernementales (ONG) de 22 pays, les 3 et 4 novembre 1989 à Rotterdam.

(3) Hors des zones polaires, les oxydes d'azote sont les responsables essentiels de la déperdition d'ozone, en basse stratosphère (20-25 km), évalués entre – 2 et – 6 %.

(4) Les émissions de méthane sont encore mal connues, les tonnages encore mal estimés. La fusion du permafrost (terres gelées en permanence dans les régions subpolaires), qui entraînerait un probable doublement des émissions de méthane sous l'action d'un réchauffement global, est la plus forte menace qui pèse sur nous...

(5) Les origines et les tonnages de protoxyde d'azote émis sont encore très mal connus.

(6) Atochem, filiale du groupe Elf-Aquitaine, représentait la France aux négociations de Montréal, dans l'indifférence des médias.

(7) Voir *Issues related to Strengthening the Montreal Protocol*, Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP), mai 1989.

(8) Le CFC 11, le plus couramment utilisé, a un pouvoir de destruction de l'ozone (ODP) fixé par convention à 1. L'ODP des différents substituts varie de 0,02 à 0,2 ; ceux qui se situent à 0,02 ne sont pas encore industrialisés.

(9) Voir Jean-Paul Schapira, « Dans le labyrinthe des déchets nucléaires », *le Monde diplomatique*, mai 1989.

(10) Voir, par exemple, les publications du Rocky Mountain Institute, les études d'impact économique de Bill Keepin et Greg Kats (Rocky Mountain Institute, 1739 Snowmass Creek Road, Old Snowmass, Colorado 81654-9199, Etats-Unis).

(11) Voir Benjamin Dessus, « Les promesses des énergies renouvelables », *la Recherche*, octobre 1989.

(12) En utilisant ce type d'économies d'énergie, les réserves de gaz naturel sont suffisantes. Quant au transport automobile, les quantités de pétrole consommées seraient réduites par l'amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules.

(13) Les meilleures sources, dans ce domaine, sont anglo-saxonnes : Association for the Conservation of Energy. 9, Sherlock Mews, Londres WIM3RH ; American Council for an Energy Efficient Economy, 1001 Connecticut Ave NW, Washington DC 20036.

(14) Lors de la réunion des ministres de l'environnement des pays développés du 6 novembre 1989, tenue à Nordwijk (Pays-Bas), on a pu entendre que de telles réductions « *menaceraient l'économie* » de ces pays. Comme si l'effet de serre n'était pas une plus grande menace encore pour *leur développement*...

(15) L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) développe, dans le cadre de son programme Agrotek, une étude sur l'agriculture sous 600 ppm et + 2,5 °C.

(16) Voir les articles de la série « Inventer un avenir pour la planète » parus dans *le Monde diplomatique* de juillet à novembre 1989.

* Président de l'association Bulle bleue, (12, rue Francis de Pressensé, 75014 Paris).

Lire également
PAGES 28 et 29 : Des réseaux décentralisés pour l'avenir, par Antoine Bonduelle ; Priorité aux investissements dans les économies, par A. B. ; La Babel des statistiques.

Qu'est-ce que l'AFME ?

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie est un établissement à caractère industriel et commercial, sous la tutelle du ministère de la recherche et de la technologie, et du ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

SES MISSIONS :
Promouvoir les utilisations performantes de l'énergie et des matières premières.

SES MOYENS :
400 agents à Paris, Sophia-Antipolis, et dans chaque région française.
* Budget d'intervention 1990 : 500 millions de francs.

SES ENJEUX :
* Economie : réduire la facture énergétique nationale (qui représente environ le produit d'un mois d'exportation).
Diminuer *les charges des entreprises et des* collectivités locales.
Augmenter le confort et le niveau de vie des ménages qui dépensent plus pour l'énergie, en moyenne, que pour payer les impôts sur le revenu.
* Environnement : la maîtrise de l'énergie est la solution préventive pour préserver l'environnement, notamment pour diminuer l'effet de serre, dû, à 80 %, à la combustion (industrie-habitat-transport).

SA STRATÉGIE :
* Assurer, par les réseaux de compétences, la conception de produits et procédés de maîtrise de l'énergie, ainsi que la mise en place de ceux-ci sur le marché.
* Stimuler les consommateurs de toutes catégories par de l'information « ciblée », notamment économique, en faisant aussi jouer la démonstration et l'exemplarité afin qu'ils adoptent une démarche de maîtrise de l'énergie par des comportements sobres et des investissements énergétiques judicieux.
* Développer la dimension internationale, avec une priorité européenne.

SON ADRESSE :
27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris. Tél. : (1) 47-65-20-00.

VERS LA PRODUCTION SIMULTANÉE DE CHALEUR ET D'ÉLECTRICITÉ

Des réseaux décentralisés pour l'avenir

Par ANTOINE BONDUELLE *

LES réseaux de distribution et de production électriques du futur pourraient bien devenir davantage des prestataires de services que des industries lourdes. Déjà, dans certains pays industriels ou en développement, la décentralisation partielle des productions assure une meilleure rentabilité aux investissements, une sûreté d'approvisionnement améliorée et une protection accrue de l'environnement. C'est là le résultat des avancées récentes dans les technologies de l'électronique de contrôle et de gestion, dans celles des turbines à gaz, des chaudières et des moteurs, et enfin sur l'émergence, dans le monde, des générateurs éoliens, solaires et micro-hydrauliques.

Moins de combustible, moins d'émissions

Dans les pays industriels d'Amérique du Nord et d'Europe, la cogénération, c'est-à-dire la production simultanée de chaleur et d'électricité, permet de fournir du courant à très bon marché, en particulier lors des périodes de pointe. Au lieu d'avoir, d'un côté, une chaudière et, de l'autre, une centrale électrique, ces systèmes fournissent courant et chaleur avec un rendement total qui peut dépasser 80 % (1). Le bénéfice qui en résulte pour la collectivité est une économie de combustible et une diminution de l'émission du gaz carbonique et de polluants acides. Les machines de cogénération peuvent être basées sur des moteurs à piston ou sur des turbines à gaz à très haut rendement. Leur taille varie, d'une chaudière d'alimentation d'un petit immeuble ou d'un commerce jusqu'à une centrale fournissant le chauffage de toute une ville. Leur développement est souvent lié aux réglementations qui favorisent les énergies locales et l'autoproduction électrique, comme la loi américaine de 1978 ou celle mise en œuvre il y a un an au Portugal.

Ce développement de la cogénération peut aussi être lié aux compétences techniques et réglementaires des communes ou des régions, comme l'explique M. Pierre Radane, directeur de l'Institut d'évaluation des stratégies énergétiques en Europe (INESTENE) dans un rapport récent à l'AFME (2) : *« Les communes allemandes ont une tradition, dite de « socialisme municipal », qui date du siècle dernier. Elles ont souvent gardé la maîtrise de la chaleur, du gaz et de l'électricité. Elles peuvent ainsi investir en vue de l'intérêt collectif, et pas seulement en fonction des intérêts des seuls producteurs.* » L'exemple du Danemark montre que le meilleur coût financier est compatible avec le moindre prix pour le consommateur final, si la compagnie choisit de vendre un service adapté plutôt que de surdimensionner son appareil de production.

La multiplication des sources d'énergie réparties permet d'assurer une bonne sûreté d'approvisionnement, grâce au principe du « foisonnement ». Une région comme la Bretagne, mal desservie par sa source unique, bénéficierait de l'autoproduction en cogénération, de l'apport d'aérogénérateurs ou de la micro-hydraulique. Ce principe peut être géré par la compagnie électrique, qui répartit les surplus et qui devient moins un producteur que l'animateur d'un service public. Les progrès fulgurants de la télégestion des réseaux permettent, en effet, de transmettre au consommateur le prix du courant à l'instant donné, soit par un câble téléphonique, soit *via* un signal transmis sur le réseau lui-même. L'électricien peut même déclencher le fonctionnement des générateurs directement chez l'industriel, l'hôpital ou le supermarché, en fonction des besoins.

L'expérience des convertisseurs au charbon les mieux dépollués, notamment en République fédérale d'Allemagne, a montré que les installations les plus petites ne coûtent pas plus cher. De plus, elles limitent les pertes de chaleur et d'électricité, grâce à leur proximité avec le consommateur. Un autre signe que la décentralisation fait son chemin est l'exposé du représentant du ministère de l'industrie et du commerce international (MITI) japonais lors de la dernière Conférence mondiale de l'énergie à Montréal, qui glorifiait *« la souplesse des réseaux », « les multi-énergies décentralisées ».*

Plutôt le solaire que des équipements lourds

Les générateurs photovoltaïques, eux, voient leur fiabilité reconnue, tandis que leur coût chute régulièrement. Leur introduction dans les pays développés pourrait même être hâtée par les exigences de la protection de l'environnement (3). Les conditions sont réunies : les progrès scientifiques augmentent les performances des cellules — qui atteignent jusqu'à 37 % de rendement en laboratoire (4) — et en même temps, les systèmes industriels deviennent de plus en plus fiables.

En septembre dernier, en Guadeloupe, le cyclone Hugo a mis hors d'usage une grande partie du réseau électrique. Seuls sont restés en fonctionnement les centraux téléphoniques et les bâtiments alimentés par des photopiles (5). En décembre, la Commission des communautés européennes a attribué le marché de mille pompes solaires destinées aux pays du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). *« Il ne faut pas s'y tromper, il s'agit d'un produit identique en sérieux à nos autres productions »*, insiste M. Niels Bjor, dirigeant du fabricant danois Grunfos, leader mondial des pompes solaires, rejoint par M. Hubert Bonneviot, de Total-Energie, qui parle de garantie et de service après-vente *« au même titre que pour l'automobile* (6) ».

Le courant produit par les photopiles est déjà rentable dans de nombreux sites isolés, mais les compagnies électriques et les banques de développement continuent parfois d'investir lourdement dans l'extension des réseaux. Au Maghreb, par exemple, l'introduction du solaire et des appareils économes reviendrait déjà moins cher que l'extension du réseau décidée pour des villages isolés. Pis, le courant sera vendu à 30 centimes le kilowatt-heure alors qu'il coûtera plus de 3 francs, ce qui grèvera tous les budgets futurs. Mais le réseau ne dépend pas des mêmes organismes que le solaire ! *« Il ne faut pas compter sur les réseaux pour développer les photopiles »*, estime M. Bernard Chabot, un des responsables de l'AFME à Valbonne, *pas plus que le moteur à explosion n'aurait été diffusé si on l'avait laissé aux seuls réseaux de chemin de fer. »*

On voit apparaître des réseaux partiellement décentralisés aux Etats-Unis, en Californie notamment, où, pour l'essentiel, les nouvelles installations sont mises en service par des opérateurs indépendants. Même phénomène dans certains pays du Sud où le réseau n'est pas maillé et dont le développement se fait « en oasis ». *« La conception des réseaux informatiques a connu la même évolution,* estime M. Benjamin Dessus, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). *A l'origine, le gros calculateur central dominait ses terminaux que l'on qualifiait même d'« esclaves ». Désormais, l'informatique est basée sur des structures d'échanges entre petits ordinateurs, tandis que le système central ne sert plus que de banque de données. Même IBM a dû se plier à cette évolution voulue par les consommateurs, et la même chose pourrait se produire pour le secteur électrique ».*

* Ingénieur, journaliste scientifique.

(1) Voir Antoine Bonduelle, « Energie, qui a peur de la cogénération ? », *Science et technologie*, nº 21, décembre 1989.

(2) Amorce, INESTENE, Levy, Rhônalpénergie, *la Cogénération dans les réseaux de chaleur français, situation actuelle et développement*, AFME, octobre 1989.

(3) Voir la série « Inventer un avenir pour la planète », *le Monde diplomatique*, juillet à novembre 1989.

(4) *New Scientist*, 9 décembre 1989, p. 32.

(5) *Systèmes solaires* nº 52, p. 27-28, novembre 1989.

(6) *Hydro +*, nº 5, juin 1989, p. 45, édité par Hydroplan, Marseille.

La Babel des

LA fonction des chiffres et des statistiques, c'est de décrire au mieux la réalité qui nous entoure. Pour l'énergie, les biais statistiques reflètent souvent la position dominante des producteurs sur les consommateurs. Premier exemple : le bois de chauffage représente, en Europe, une source importante d'énergie mais il n'est pas pris en compte dans les statistiques communautaires Eurostat. En France, c'est même la seconde énergie utilisée pour chauffer les maisons individuelles derrière le fioul : 6,7 millions de tonnes équivalent-pétrole (TEP) contre 7,3 (1). Si l'on néglige cette source d'énergie, c'est qu'elle fait peu l'objet de transactions répertoriées par le fisc, et qu'il s'agit souvent d'autoconsommation.

A l'intérieur même de certaines directions générales (DG) de la CEE, comme la DG 12 (Science, recherche et développement) ou la DG 17 (Energie), la contribution des énergies renouvelables peut ainsi varier de 1,5 % à près de 10 % ! Cette dernière version, qui correspond à environ 75 millions de TEP, devrait prévaloir prochainement à l'Office européen des statistiques de Luxembourg. Elle intègre la consommation de bois et d'énergie hydraulique, autre énergie renouvelable souvent oubliée dans les statistiques.

10 % ou 1 % du bilan énergétique ! A ce niveau de décalage, il ne s'agit plus d'une simple divergence d'unités, mais bien d'un choix politique : celui de marginaliser les énergies renouvelables ou d'admettre leur importance dès aujourd'hui. Le refus le plus vindicatif vient souvent des représentants de Mme Thatcher, qui n'acceptent même pas la prise en considération de l'eau chaude produite dans un capteur solaire thermique, sous prétexte qu'elle n'entraîne pas de facturation. En suivant cette logique, on pourrait tout aussi bien nier la crise du bois de feu au Sahel ou dans d'autres régions arides, en arguant que 90 % des consommations s'y font hors des réseaux





TOUJOURS PLUS DE CENTRALES DANS LE TIERS-MONDE ?

Priorité aux investissements dans les économies

ECONOMISER l'énergie, c'est limiter ses dépenses et éviter une pollution, mais ce n'est plus forcément se priver. Au contraire, les procédés modernes, économes en énergie, correspondent souvent à un service amélioré, aussi bien dans l'industrie que chez l'utilisateur individuel : les meilleurs modèles d'automobiles consomment trois fois moins que les voitures les moins à la page et les lampes halogènes ou fluorescentes trois à six fois moins que leurs ancêtres à incandescence. De plus, la fabrication des produits de consommation courante et de biens d'équipements réclame de moins en moins d'énergie : depuis 1973, sa consommation s'est dissociée de la croissance économique dans tous les pays industrialisés (1).

L'idée qu'il est moins coûteux d'éviter une consommation que d'augmenter les capacités de production fait lentement son chemin dans les esprits. M. José Goldemberg, recteur de l'université de Sao-Paulo, fait partie de ce groupe de physiciens persuadés que l'ensemble du monde peut se développer à égalité de chances entre pays grâce aux technologies économes en énergie (2). Selon lui, le Brésil ne peut trouver les 20 milliards de dollars nécessaires pour construire les barrages indispensables à l'augmentation de la consommation électrique dans la prochaine décennie. En revanche, 3 milliards suffiraient pour adopter les technologies modernes évitant ces consommations.

Un nouveau programme communautaire

Ce raisonnement de l'« économie d'investissement » est valable aussi bien pour un pays en croissance que pour un pays industriel. En Europe, l'objectif du nouveau programme communautaire Thermie est d'améliorer encore de 20 % l'efficacité énergétique avant 1995. La Corée du Sud ne consomme guère plus aujourd'hui qu'il y a dix ans. Pourtant sa production industrielle et le niveau de vie de ses habitants ont très sensiblement progressé. Cette amélioration régulière s'est effectuée notamment sous l'influence du Korean Institute for Energy and Resources (KIER) et de la Korean Energy Management Company (KEMCO). De tels organismes voient actuellement le jour dans un grand nombre de pays. A l'origne, ce sont souvent des chercheurs et des gestionnaires des secteurs classiques de l'énergie qui se sont tournés vers la maîtrise des consommations. C'est le cas, par exemple, dans des laboratoires italiens, ouest-allemands ou encore aux Etats-Unis. Ainsi, le professeurs Art Rosenfeld, du Laboratoire national Lawrence Berkeley (LBL) en Californie, dernier élève du physicien Enrico Fermi, est devenu l'un des plus influents promoteurs des stratégies d'économies d'énergie. Ces travaux ont pris encore plus d'importance en raison des préoccupations écologiques, en particulier de l'effet de serre (3).

Un cas significatif : la norme imposée par l'Etat de Californie pour les réfrigérateurs a posé un dilemme aux constructeurs de Detroit, qui hésitaient à fabriquer des modèles spécialement pour cet Etat. Ils ont choisi d'aligner leur production sur les appareils les plus exigeants, consommant jusqu'à trois fois moins de courant. A l'échelle des Etats-Unis, c'est l'électricité produite par une vingtaine de grandes centrales nucléaires ou au charbon qui peut ainsi être économisée. Bien sûr, l'effet de telles décisions ne se fera pleinement sentir qu'avec le renouvellement des appareils, mais les conséquences peuvent être encore plus importantes dans un pays en développement.

Mettre en place des équipes compétentes

« Aussi bien au Sud qu'à l'Est, il nous faut aider les pays à mettre en place des équipes compétentes en maîtrise de l'énergie, explique M. Bernard Laponche, consultant international exerçant à Paris, *car transmettre notre expertise peut avoir un effet énorme pour un coût dérisoire. Malgré une généralisation du discours pour les économies, les financements internationaux et les crédits du développement restent encore bien plus favorables à la vente de centrales et de raffineries. Je suis frappé par l'évolution intellectuelle qui a lieu partout sur le globe, mais les effets concrets sont squelettiques ».*

M. Bernard Laponche aide à mettre en place une fondation de l'énergie au Costa-Rica. Cet ancien physicien et économiste a été directeur de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), organisme qui a largement contribué à la diminution de la consommation énergétique en France (4) et a fait de nombreux émules, comme l'Agence pour la maîtrise de l'énergie (AME) de Tunisie, qui emploie 60 personnes et se consacre notamment aux industries fortement consommatrices d'énergie, comme l'aciérie et la cimenterie. L'Algérie a été le premier pays de l'OPEP à avoir son agence pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), tandis que le Maroc n'a pas d'organisme spécialisé dans ces questions. La Thaïlande s'est dotée de l'Energy Conservation Center of Thailand (ECCT), tandis qu'en Chine, les économies sont très organisées, du Comité d'Etat du plan aux provinces et aux sociétés spécialisées dans les équipements économes.

« Au Pérou, la Banque mondiale, la CEE et l'ONU ont aidé à la création de l'agence CENERGIA, explique M. Michel Labrousse, consultant français, et *dans les mines et dans la métallurgie, les audits réalisés par vingt-cinq ingénieurs détachés d'Electroperu et de Petroperu auront un effet énorme sur le développement du pays, avec des temps de retour de seulement quelques mois pour certains investissements. Dans des pays très pollués localement, on commence aussi à parler d'environnement. Le passage à des procédés modernes, moins voraces en énergie, peut aller de pair avec la diminution de certaines nuisances. »*

La coopération Sud-Sud

En Amérique du Sud, l'Etat de Sao-Paulo a son agence, qui n'a rien à envier à ses homologues européennes de Lombardie, du Piémont, de Provence ou du Nord-Pas-de-Calais. Pour l'Equateur, l'Institut national de l'énergie (INE) intervient dans l'industrie. C'est aussi à Quito qu'est basé l'Office latino-américain de l'énergie (OLADE), organisme unique au monde travaillant à la coopération Sud-Sud. Ses maigres ressources sont cependant limitées aux cotisations des Etats membres.

A. B.

(1) A l'exception des années d'après-guerre, les équipements convertisseurs d'énergie se sont améliorés constamment depuis un siècle. Voir notamment Jean-Claude Debeir, Jean-Paul Deléage, Daniel Hemery, *les Servitudes de la puissance, histoire de l'énergie*, Flammarion, Paris, 1988.

(2) Voir José Goldemberg (Brésil), Thomas B. Johansson (Suède), Amulya K.N. Reddy (Inde) et Robert H. Williams (Etats-Unis), « Basic needs and much more with one kilowatt per capita », *Ambio*, vol. 14, nº 4-5, 1985, Royal Swedish Academy of Science. Voir également José Goldemberg, Thomas B. Johansson, Amulya K. N. Reddy, Robert H. Williams, *Energy for a Sustainable World* et *Energy for Development*, World Resource Institute, 1987. Les idées de ce groupe, marginales à la Conférence mondiale de l'énergie de Cannes (1986), sont passées à la tribune officielle à Montréal (1989), dans un forum organisé et dominé par les producteurs, en particulier électriciens.

(3) Lire notamment le rapport de M. Florentin Krause sur l'effet de serre en Europe, sous l'égide du Bureau européen de l'environnement

(4) Selon M. Jean-Daniel Levi, directeur de l'énergie et des matières premières (DGEMP) au ministère de l'industrie, depuis 1973, en matière énergétique, l'investissement total s'est élevé à 100 milliards de francs – dont seulement une faible partie en aides de l'Etat – qui ont entraîné une économie annuelle de 36 millions de tonnes équivalent-pétrole (TEP). On peut comparer ce coût de la tonne de pétrole économisée aux 500 à 900 milliards de francs actuels qu'a coûté le programme nucléaire français, qui ne génère que 56 millions de TEP annuelles, et même 22 millions, si l'on reprend les normes internationales *(voir l'encadré ci-contre).*

statistiques

commerciaux. Les acteurs des pays du Sud, et les financiers qui y travaillent, savent bien que l'on ne peut bâtir des stratégies de développement sur des prémisses aussi truquées.

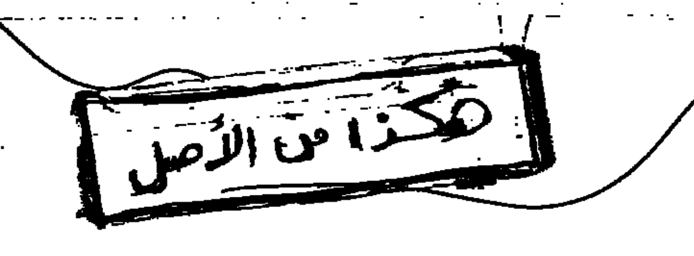
Une autre manière de biaiser les statistiques sur l'énergie est celle utilisée par la France pour surestimer son programme nucléaire. La plupart des pays — au moins ceux qui possèdent une comptabilité énergétique — utilisent une convention d'équivalence entre les formes d'énergie électrique et thermique, commune à l'ONU, à la CEE, aux pays de l'OCDE (2). La France, qui n'est pas membre de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), comptabilise son électricité au triple de ses voisins : au lieu de l'équivalence des usages à la consommation de la convention OCDE, Electricité de France intègre les pertes en chaleur des centrales pour majorer considérablement la production électrique. Celle-ci talonne ainsi la consommation du pays en pétrole, et la dépasserait en l'an 2000... alors que la norme internationale ne lui attribue qu'une place légèrement inférieure à celle du gaz. Que la France, isolée sur la scène internationale dans sa poursuite du nucléaire, soit seule à promouvoir son propre système d'unités n'a certes rien d'innocent.

A. B.

(1) *Rapport Nº 1055 sur la politique énergétique*, présenté en décembre 1989 devant l'Assemblée nationale par Mme Huguette Bouchardeau, pages 26 à 30. Le tableau de calcul des énergies renouvelables en Europe a été réalisé par l'Institut d'évaluation des stratégies énergétiques en Europe (INESTENE), 36, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.

(2) Pour l'OCDE, 1 mégawatt (MWh) = 0,086 TEP ; pour la France, 1 MWh = 0,22 TEP.




هكذا من الأصل

A LA BIENNALE DE LA HAVANE

Pour un métissage culturel

Régulièrement, à l'occasion de fabuleuses ventes aux enchères, des toiles de maître atteignent des prix astronomiques. Ces « maîtres », quand ils sont modernes, appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler l'« art international » c'est-à-dire, en clair, à l'art d'Europe et de l'Amérique du Nord. Si parfois quelques noms de grands artistes « périphériques » — Lam, Matta, Guayasamin — s'y mêlent c'est parce qu'il n'existe point de règle sans exception. Mais la règle veut qu'en dehors de cet « art international », il n'y ait point de salut pour les autres artistes du monde ; en particulier, pour ceux du Sud souvent renvoyés du côté de l'« art populaire ».

L'injustice et la sottise d'une telle discrimination sautent parfois aux yeux ; par exemple, lors d'une manifestation comme la Biennale de La Havane à laquelle participent, mêlés aux autres, des centaines d'artistes du tiers-monde. Alors explose la polyphonie des cultures tandis que s'affirment de grands talents métissés.

Par PIERRE GAUDIBERT *

LE marché de l'art dit (scandaleusement) *« international »* (1), alors qu'il se limite à une partie de ping-pong entre les Etats-Unis et l'Europe, fait barrage à la diffusion et à la promotion de l'art dit (péjorativement) « tiers-mondiste ». A la *rigueur*, il tient compte de certains pays du Sud dont le dynamisme commercial permet l'intégration dans la mouvance occidentale : bien sûr le Japon, mais aussi la Corée du Sud, et *dans une moindre mesure, le* Brésil. A titre d'exemple un seul artiste du monde noir a pu prendre pied dans le sérail de l'« art international » : le *métis* portoricain et haïtien de New-York, Jean-Michel Basquiat, *star* à la fois *maudite et* adulée en raison de sa mort à vingt-sept ans, et on assiste à la montée délirante des prix de ses tableaux... Quant aux foires de l'art qui se multiplient, elles ne présentent jamais d'artistes actifs dans ces *zones* périphériques et marginalisées.

L'inégalité et le déséquilibre règnent dans le domaine de l'information : les revues sur les arts plastiques et les médias de l'Occident diffusent à 95 % les seuls modèles occidentaux, tandis que les catalogues, les revues, les bandes vidéo et les photographies sont rares et souvent de qualité médiocre dans le monde extra-occidental.

Quant aux institutions culturelles, publiques ou privées, elles n'entrouvrent qu'avec réticence la porte de la curiosité : c'est ainsi qu'une exposition intitulée « La Côte-d'Ivoire au quotidien » avait marqué, en 1988, la première entrée discrète d'un pays africain dans le sanctuaire du centre Georges-Pompidou à Paris. Certes, la *manifestation « Magiciens de la Terre »*, (Paris, printemps 1989) fut une tentative généreuse de faire dialoguer, avec la même dignité dans le traitement, cinquante individualités créatrices du Nord et cinquante du Sud. Quelles qu'aient été ses erreurs et les polémiques souvent mesquines qui l'ont entourée, cette exposition fera date dans l'histoire, lorsqu'au XXIe siècle les évidences s'imposeront, en dépit des modes et des récupérations (2).

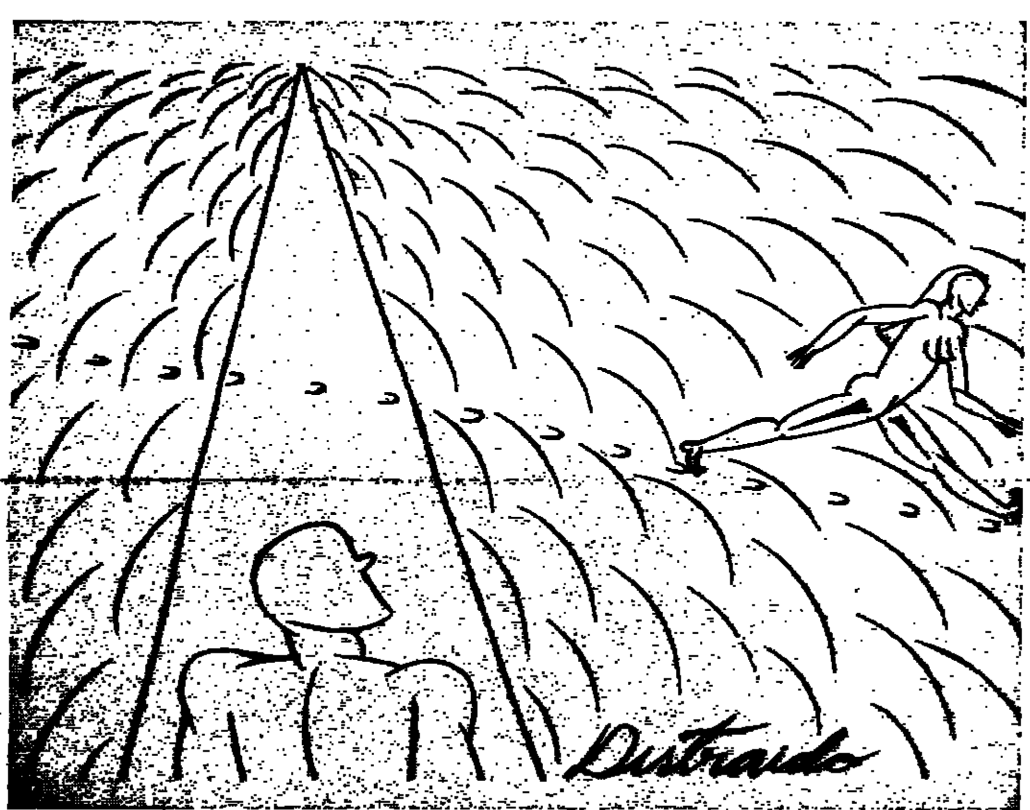
Ce n'est point non plus l'objectif de la plupart des biennales et triennales dans le monde que de faire connaître la totalité des expressions plastiques du tiers-monde. Si certaines, telles celles d'Alexandrie, du Caire, de Bagdad, de Libreville, de New-Delhi, de Sydney, voire de Tokyo, font des efforts pour rassembler des œuvres de leur zone géographique respective, tout en restant largement ignorées de l'Occident, les biennales de la partie occidentale du monde s'en soucient fort peu, mis à part la réception de quelques envois diplomatiques sporadiques, à Paris ou à Cagnes-sur-Mer, pour s'en tenir à la France.

L'exemple de la Biennale de Sao-Paulo est révélateur : *fondée sur le modèle de la Biennale de Venise* — la première apparue à la fin du dix-neuvième siècle — elle fut créée en 1951 pour sortir le Brésil de son isolement artistique, l'ouvrir à l'art dit « international » mais, en réalité, son objectif est de l'aider à s'y *intégrer* à son tour...

Rencontre de trois mondes

D'OU l'originalité d'une *manifestation* comme la Biennale de La Havane, dont la dernière s'est déroulée en novembre et décembre 1989 et qui, grâce à une remarquable équipe dirigée par Lilian Llanes Godoy, est devenue un des principaux pôles de rassemblement, de rencontres et d'échanges entre artistes accourus de toute la planète. La Biennale est non compétitive, sans prix *ni* distinction.

La manifestation centrale, « Tres *Mundos* », s'ordonnait sur trois niveaux dans un vaste espace du palais des Beaux-Arts de La Havane et permettait de découvrir les envois de 57 pays du tiers-monde avec plus de 800 œuvres et près de 300 artistes. Autour de cet axe directeur, des expositions individuelles ou collectives étaient présentées dans divers bâtiments de la capitale cubaine, surtout dans la vieille Havane : les textiles de l'Amérique latine et les messages graphiques des Noirs de l'Afrique du Sud alternant avec des photographies censurées au Chili *ou des* calligraphies du monde arabe ; des sculptures populaires représentant Simon Bolivar jouxtaient des jouets créés par des artistes du Mexique, des photographies de Sebastiao Salgado (Brésil) et de Graciella Iturbide (Mexique), des jouets africains, des toiles du peintre cubain Roberto Diago,



« LE DISTRAIT » DE JOSÉ BÉDIA, ARTISTE CUBAIN.

des dessins du jeune artiste cubain José Bedia, des œuvres du graveur égyptien Ahmed Nawar, du sculpteur colombien Villamizar, de l'artiste philippin Roberto Fileo, etc.

Cette *année étaient* particulièrement remarquables les participations venues de l'Afrique noire, du monde arabe, des Caraïbes et des Philippines. Des experts cubains avaient sillonné ces régions et sélectionné œuvres et artistes, évitant ainsi les envois *officiels et l'« art diplomatique »*, cette néfaste servitude de presque toutes les biennales du monde.

L'Afrique noire se trouvait particulièrement bien représentée par l'Angola, le Burkina-Faso, l'Ethiopie, la Guinée-Bissau, le Nigeria, le Mozambique, le Zaïre et la Zambie.

Deux colloques, organisés par le critique d'art Gerardo Mosquera, portaient sur le thème *« Tradition et contemporanéité »* dans les arts plastiques et dans l'environnement du tiers-monde. Le terme volontairement choisi de « contemporanéité » renouvelle le vieux débat, un peu rituel, de « tradition et modernité. »

Ainsi, un effort gigantesque a été fait pour rendre présente l'effervescence créatrice que connaissent les arts plastiques dans la plupart des pays de la planète, dans ce qu'on appelle le tiers-monde (3). *Tout un univers visuel encore très largement ignoré en Occident et souvent malheureusement méprisé.*

Dans tous les tiers-mondes, le nombre de plasticiens ne cesse de croître : peintres, sculpteurs, graveurs, photographes... Si en musique le phénomène est bien connu et si, dans ce domaine, on admet à Paris, Londres ou New-York les brassages et les métissages (4), il n'en va pas de même dans les autres domaines artistiques et tout spécialement dans celui des arts plastiques (5).

Ici le volontarisme reste nécessaire. Mais que de préjugés à vaincre ! Combien de gens, lorsqu'on leur parle d'art africain moderne ou contemporain, se récrient en toute bonne foi : *« Mais ça existe ? »* La désinformation en France est grande malgré de rares expositions dans quelques musées, maisons de la culture, centres culturels ou galeries à Paris, Reims, Angoulême, Grenoble, Limoges, Marseille... La création d'une banque d'images sur l'art africain contemporain à Limoges puis celle d'un centre culturel de confrontation et d'échanges permanents avec l'art occidental, peut-être à Nantes, vont permettre de modifier la situation.

Le tiers-monde va frapper à la porte de l'Europe, et si celle-ci ne veut pas devenir une forteresse culturelle assiégée, elle devra s'ouvrir. La France pourrait regarder avec plus de complicité vers la Méditerranée et vers le Sud. Les biennales, les musées, les maisons de la culture ne devraient plus être des lieux de domination des seules expressions plastiques occidentales.

Que de conditionnels en guise d'espérance ! Pourtant, la seule option humaniste et raisonnable est celle des confrontations assumées, pouvant devenir dialogues et échanges, brassages et syncrétismes avec pour horizon de l'interculturel le métissage artistique, que bien des civilisations, y compris la nôtre, ont connu, que bien des cultures vivent avec bonheur tous les jours.

Les arts de l'Occident se sont nourris, à la suite de Gauguin et d'autres grands artistes du début du XXe siècle des arts dits « primitifs ». Aujourd'hui la situation est toute différente : partout, dans le monde extra-occidental, des artistes ont assimilé les pratiques, les modèles de l'histoire de l'art occidental et créent des œuvres pour dire leur vérité sans renoncer à leur propre histoire, à leur héritage et à leur identité.

Des échanges plus égalitaires dans la circulation des créateurs et de leurs œuvres ne feront qu'accentuer ce mouvement général. On a pu considérer le tableau *la Jungle* du peintre cubain Wifredo Lam, de 1943, comme le *« manifeste plastique des trois continents »*. Mais il y avait déjà eu dans les années 20 et 30 les muralistes mexicains Rivera, Orozco et Siqueiros, le peintre uruguayen Torrès-Garcia, les Brésiliens Tarsila do Amaral et Emilio di Calvacanti, pour ne considérer que la seule Amérique latine.

Provincialisme occidental

LE métissage peut certes devenir un cocktail, un pot-pourri, une « soupe », bref un bricolage approximatif et hétéroclite et favoriser l'effacement des différences. Cela peut inquiéter, dans un monde où l'uniformatisation se répand, où la mondialisation de la « communication » à sens unique peut laminer les particularités et les identités. C'est Victor Segalen qui, dans son *Essai sur l'exotisme,* défendait une perception du « divers » et une reconnaissance du « différent » au lieu d'une réduction au « même », celle qui inquiétait tant Pier Paolo Pasolini à la fin de sa vie et qu'il exprime dans ses *Ecrits corsaires*.

Les voix sont très nombreuses qui dénoncent cette menace de standardisation généralisée. Le métissage culturel peut devenir, au contraire, une source de nouvelles créations originales.

Mais quoi qu'il en soit, le tiers-monde réclamera à bon droit sa place sur une scène artistique devenue réellement internationale, en rupture avec le « provincialisme occidental », c'est-à-dire, enfin, universelle...

* Critique d'art, professeur à l'Ecole des beaux-arts, Paris ; auteur, avec Henri Cueco, de *l'Arène de l'art*, Galilée, Paris, 1989.

(1) Lire : Henri Cueco, « La peinture, dernière valeur refuge ? », *le Monde diplomatique*, juin 1989 ; et Alain Jouffroy, « Pour une mise en mémoire de la modernité », *le Monde diplomatique*, février 1989.

(2) Deux journées sur la création africaine organisées à Paris, à la mi-janvier, par le ministère français de la coopération laissent entrevoir des perspectives nouvelles.

(3) NDLR : En revanche, à Cuba, il existe actuellement un certain malaise dans les milieux artistiques. En septembre dernier, les autorités ont censuré des tableaux d'une exposition de jeunes peintres et notamment une toile ironique représentant M. Fidel Castro. Mme Marta Leiseca, responsable des arts plastiques au ministère de la culture, a été limogée.

(4) Il suffit de penser à la grande parade organisée par Jean-Paul Goude, le 14 juillet 1989, sur les Champs-Elysées à Paris à l'occasion du Bicentenaire.

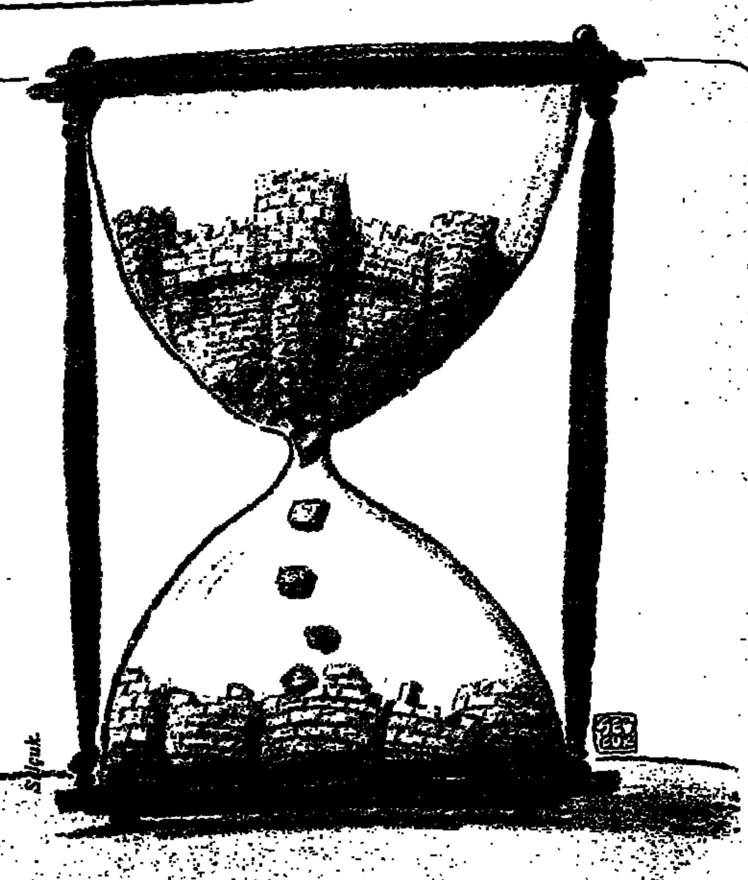
(5) *Cf.* Alain Jouffroy et Yves Hélias, « Portrait idéologique de l'artiste fin de siècle », *le Monde diplomatique,* janvier 1990.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

LA FRANCE MALADE DE SES MAGISTRATS

Une justice trop proche du pouvoir, trop éloignée du citoyen

Par GILLES PERRAULT *



SELON un sondage de juin 1987, 84 % des citoyens interrogés *« n'ont pas confiance dans la justice de leur pays »*, 56 % *« ont peur de la justice »* (1). Un sondage de juin 1985 révélait que 23 % des personnes interrogées estimaient que les magistrats n'étaient pas intègres, 27 % s'avouant incapables de trancher sur ce point délicat (2). Les échantillons n'ont pas été sélectionnés dans une « démocratie populaire » ni dans une lointaine république bananière, mais en France.

Une large majorité des citoyens a peur de la justice française ; la moitié émet pour le moins un doute sur l'intégrité des juges. Préjugé populaire ? Mauvaise information ? M. Olivier Guichard, quittant en 1977 ses fonctions de garde des sceaux, fit à la presse cette déclaration laconique mais informée : *« J'ai appris qu'en aucune circonstance il ne faut avoir affaire avec la justice. »*

L'intégrité mise en doute n'est certes pas d'ordre financier : le temps des épices est bien révolu et l'ensemble de la magistrature reste de ce point de vue au-dessus de tout soupçon. La docilité envers le pouvoir suscite en revanche la méfiance du citoyen. Vieille histoire ! A la Libération, les Français apprirent avec étonnement qu'un seul juge, M. Didier, s'était refusé à prêter le serment d'allégeance personnelle à Pétain. Cet étonnement ne pouvait que surprendre une magistrature qui, parmi les grands corps constitués, remportait haut la main, et depuis 1810, la palme de la complaisance, voire de la servilité, à l'égard des régimes successifs. L'accélération de l'histoire devait, il est vrai, mettre à rude épreuve la propriété élastique de la magistrature française. Ainsi on vit en deux décennies la justice condamner les résistants (les « sections spéciales » fonctionnèrent jusqu'à la veille de la Libération, une partie de leur personnel se bornant, par un souci de réserve bien compréhensible, à siéger la tête dissimulée sous une cagoule), puis sanctionner les collaborateurs, avant de passer sans désemparer à la répression des Algériens en lutte pour l'indépendance et de leurs soutiens français, lesquels avaient à peine quitté le banc d'infamie que les tenants de l'Algérie française s'y asseyaient à leur tour. Les magistrats étaient souvent les mêmes (3).

Les pages les plus noires sont aussi les plus méconnues. Qui se souvient de la répression sauvage qui s'abattit, le 17 octobre 1961, sur une manifestation pacifique d'Algériens dans les rues de Paris ? On évaluera les morts à deux cents (4), auxquels les organisations algériennes ajoutent quatre cents disparus. Toutes les plaintes se conclurent par un non-lieu. La seule condamnation frappa une femme qui, victime d'on ne sait quelle hallucination, avait, de sa fenêtre, crié *« Assassins ! »* à des policiers probablement occupés à régler la circulation (5).

« La magistrature a subi le contrecoup des malheurs de la patrie », expliquait M. Foyer, garde des sceaux. Elle pouvait difficilement y échapper, et sans doute est-il injuste qu'elle en garde, au contraire des autres corps, une durable flétrissure. Mais ce n'est pas inexplicable. M. Papon a assumé sa large part des malheurs de la patrie, tant à la préfecture de la Gironde, sous l'Occupation, qu'à la préfecture de police de Paris, lors du massacre d'octobre 1961. Il s'agit d'un fonctionnaire d'autorité. Cette espèce ne travaille pas dans le symbolique. Le juge, au contraire, se situe par définition à un niveau éthique. C'est sa grandeur et sa servitude. S'il se compromet, il compromet infiniment.

Encore les convulsions historiques, causes de grands déportements, sont-elles aussi circonstances atténuantes. Que dire, après le terme de la guerre d'Algérie, de cette suite ininterrompue de scandales petits ou grands, depuis l'affaire des micros du *Canard enchaîné*, qui fit du juge d'instruction Pinsseau une légende vivante, jusqu'aux récentes péripéties qui se terminèrent, naturellement, par la condamnation de journalistes coupables d'avoir exprimé le sentiment général...

Une justice proche du pouvoir restera toujours éloignée du citoyen. L'intégrité de ses magistrats sera soupçonnée. Elle fera peur au citoyen ordinaire, même s'il n'envisage pas un seul instant d'être mêlé à une affaire d'Etat : le doute jeté sur un juge rejaillit sur tous les autres. Aussi longtemps que l'indépendance de la magistrature demeurera une figure imposée dans tout discours de rentrée du garde des sceaux, la justice ne sera au mieux qu'une administration.

Un sentiment d'effroi

QUESTION bizarre posée à un échantillon de sondés : pour l'exercice de quel métier vous paraît-il recommandé d'être psychanalysé (6) ? Avec 36 % de réponses positives, le juge arrivait largement en tête. Peut-être cette primauté résultait-elle de la crainte naturelle qu'inspire la prétention d'un homme à disposer de l'honneur, de la liberté ou de la fortune de ses concitoyens. Plus sûrement, elle procédait d'un sentiment d'effroi suscité par une série d'affaires proprement bouleversantes.

La collision brutale entre la nouvelle puissance médiatique et un système judiciaire suranné a fait un blessé grave : la justice, et plus précisément l'institution du juge d'instruction. Le juge Pascal fut la première victime – énormément consentante. Ses successeurs ne se comptent plus qui, saisis par l'ivresse médiatique, font de cruelles affaires à eux confiées des énigmes insolubles. Comme pour le juge d'instruction des médecins de Poitiers, on invoquait à la décharge du juge Lambert son âge tendre. Las ! voici que le président Simon, magistrat blanchi sous le harnois qui voulait couronner une carrière estimable par un traitement enfin pondéré du dossier Villemin, cède à son tour au vertige et épanche les secrets de son cœur, et de son dossier, dans l'oreille d'un reporter de *Qui-Détective*, peu accoutumé à pareille aubaine.

Au-delà des divagations individuelles, c'est une philosophie de la justice qui est en cause : celle de ce système inquisitorial hérité des temps où le justiciable n'était pas perçu comme un citoyen mais comme un suspect par prédestination, dont le premier devoir du juge était d'extraire l'aveu. Un avocat, Me Daniel Soulez Larivière, mène depuis des années un combat tenace pour l'adoption du système accusatoire, marque de civilisation judiciaire, selon lequel la preuve matérielle est reine, accusation et défense étant à égalité, soit pour administrer cette preuve, soit pour la contester, ce qui implique l'élimination de l'hybride qu'est le juge d'instruction, mi-policier mi-juge, que nos voisins anglo-saxons considèrent avec stupeur et dont la survivance ne tardera d'ailleurs pas à nous poser problème quand des procédures européennes communes se mettront en place.

Les garnements de banlieue qui, au commissariat, exigent de pouvoir téléphoner à un avocat parce qu'ils ont vu agir de la sorte dans les séries télévisées américaines s'attirent pour l'instant – au mieux – de vertes reparties policières. Ils annoncent pourtant le temps où l'on sera un citoyen même dans un commissariat, puis dans le prétoire. Les tenants du vieux système inquisitorial invoquent notre sensibilité latine et l'héritage catholique, qui empêcheraient la greffe de procédures nées en terres anglo-saxonnes. Voici pourtant que l'Italie, indubitablement latine et de tradition catholique, passe au système accusatoire, trop échaudée décidément par les aberrations constatées dans le sillage des « années de plomb ». La France est-elle condamnée à être sur ce point la lanterne rouge de l'Europe ?

Le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales publia en 1983 une évaluation du coût des différentes formes de criminalité (7). La fraude fiscale aurait coûté à la collectivité, en 1982, 86 451 millions de francs, et les infractions économiques et financières, 5 200 millions. Les vols atteignent 2 147 millions, les hold-up et agressions à main armée, 224 millions.

On se gardera d'utiliser le terme si désuet de « justice de classe », mais enfin, force est de constater que la fraude fiscale, qui coûte au pays 2,43 % de son produit intérieur brut, n'est pas pourchassée avec la même vigueur que, par exemple, les vols dans les grands magasins (600 millions), qui ne sont pas le fait des mêmes catégories sociales.

Les statistiques portant sur les 52 381 détenus dans les prisons françaises au 1er juillet 1988 sont tout aussi éclairantes. 12,3 % étaient illettrés, 33,1 % savaient simplement lire et écrire, 39,8 % avaient fait des études primaires. Selon la chancellerie, 33,8 % étaient ouvriers et 45 % sans profession ou chômeurs.

De telles statistiques conduiraient presque à ressusciter l'expression encore plus désuète de « classes dangereuses », en honneur au siècle dernier (8). L'évidence s'impose que la machine répressive s'abstient de pourchasser avec la même vigueur la délinquance en col blanc et celle qui court les rues en baskets, et que s'entasse dans nos prisons ce que Victor Hugo appelait *« la portion défavorisée du peuple »* : celle qui est sans instruction et souvent sans travail. Faut-il s'étonner si la justice paraît injuste à tant de nos concitoyens ?

Aussi bien serait-il vain d'incriminer les seuls magistrats. Toute société produit forcément une justice à sa ressemblance. Pour jouir d'une bonne justice, il n'est en somme que d'organiser une société équitable.

* Ecrivain.

(1) *50 millions de consommateurs*, Paris, juin 1987.

(2) Sondage BVA-Europe 1-*le Point*, 3 juin 1985.

(3) Deux cent soixante magistrats (sur deux mille cent) furent suspendus à la Libération. La loi d'amnistie de 1951 permit la réintégration de 40 % des magistrats « épurés ». Les membres les plus compromis des « sections spéciales » furent graciés quelques mois après leur condamnation. Lire à ce sujet : *Des juges dans la balance*, par Daniel Soulez Larivière, éditions Ramsay, Paris, 1987.

(4) *Le Monde*, 10 février 1982, d'après les archives de l'Institut médico-légal.

(5) Après le drame du métro Charonne, à Paris, le 8 février 1962, où neuf manifestants perdirent la vie au cours d'une charge de police, les plaintes se conclurent également par un non-lieu.

(6) *Libération* du 6 février 1986.

(7) *Cf.* Jean-Paul Jean, *A vous de juger*, éditions Barrault, Paris, 1988.

(8) Lire : Christian de Brie, « La justice française en procès », *le Monde diplomatique*, février 1988.

Dans ce numéro :



Le Monde diplomatique du mois de janvier 1990 a été tiré à 168 000 exemplaires.

